**DOSSIER TYPE D’APPEL D’OFFRES**

**Appel à Propositions**

**Marchés de Travaux et Services d’Exploitation**

**Conception, Construction et Exploitation**

***[Installations de Production d’Eau (IPE) / Installations de Traitement des Eaux Usées (ITEU)]***

**(Appel à Propositions en deux étapes, après Sélection initiale)**

(Une image contenant texte

Description générée automatiquement

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

**Septembre 2024**

*Ce document est protégé par le droit d'auteur. Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est pas autorisée*.

Préface

Ce Document Type de Passation de Marchés (DTPM) pour les Travaux et Services d’Exploitation (Conception, Construction et Exploitation) d’Installations de Production d’Eau (IPE) et d’Installations de Traitement des Eaux Usées (ITEU) a été préparé par la Banque islamique de Développement (BIsD) sur la base du Document Standard de Passation de Marchés - Demande de Propositions et Services d’Exploitation (Conception, Construction et Exploitation) d’Installations de Production d’Eau (IPE) et d’Installations de Traitement des Eaux Usées (ITEU) de la Banque Mondiale. La BIsD remercie la Banque Mondiale d'avoir autorisé l'utilisation et la modification du document pour son utilisation dans les opérations de la BIsD.

Ce DTPM est en conformité avec les Directives pour l’Acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, Avril 2019 révisées en Février 2023 (les « Directives »). Ce DTPM est applicable pour la passation des marchés de Travaux et Services d’Exploitation (Conception, Construction et Exploitation) d’Installations de Production d’Eau (IPE) et d’Installations de Traitement des Eaux Usées (ITEU) financés par la BIsD.

Ce DTPM est à utiliser dans le cas d’une procédure de mise en concurrence internationale utilisant la méthode de sélection d’Appel à Proposition (AP) en deux étapes après une Sélection Initiale. Si, à la suite de la Stratégie de Passation de Marchés (SPM), un processus en une seule étape serait plus approprié, le DTPM correspondant à un processus en une étape devrait être appliqué. Les deux DTPM supposent qu’une sélection initiale a été effectuée, ce qui devrait être normalement le cas pour la méthode de sélection par AP. Si le SPM pour des raisons justifiées (dans des circonstances spécifiques) n’a pas identifié le besoin d’entreprendre une sélection initiale, les dispositions de ces DTPM devraient être modifiées en conséquence.

Ce DTPM, avec une certaine adaptation, pourrait être utilisé pour des projets avec des réseaux d’eau et d’eaux usées et des installations connexes. Un document distinct de Sélection Initiale Standard pour Travaux a été publié par la BIsD.

Les clauses contractuelles sont les « Clauses générales » qui font partie des « Clauses de Marché pour les Projets de Conception, Construction et Exploitation (« Livre Or ») Première Edition 2008 » publié par la Fédération Internationale des Ingénieurs - Conseils (FIDIC) et les « Clauses particulières » à utiliser par les Bénéficiaires pour utilisation avec ces « Clauses générales ». Un exemplaire original de la publication FIDIC, c’est-à-dire « Clauses de Marché pour les Projets de Conception, Construction et Exploitation», doit être obtenu auprès de la FIDIC.

Il est important que, dans le cadre de la planification des acquisitions, le Maître d’Ouvrage considère les avantages, les limites, les risques et les attributs potentiels de l’approche Conception Construction et Exploitation qu’il prenne une décision éclairée quant à savoir si l’utilisation conception construction et exploitation sera bénéfique. Il convient d’accorder attention à l’efficacité et la capacité du Maître d’Ouvrage en matière de passation et de gestion de marchés, la réponse potentielle du marché; le temps total estimé requis pour que le Maître d’Ouvrage effectue le processus de passation de marchés; ainsi qu’à la capacité technique existante du Maître d’Ouvrage et à l’assistance professionnelle requise éventuellement.

Quelques-uns des avantages de l’approche Conception, Construction et Exploitation sont: (i) une unique responsabilité ; la conception, la construction et l'exploitation sont effectuées par le même entrepreneur, (ii) l'accès à l'expertise en matière d'exploitation et de maintenance, (iii) des incitations plus fortes à fournir une installation fiable et durable parce que l'entrepreneur supporterait les conséquences financières d'une conception et d'une exécution médiocres et de la sélection et de l'installation d'équipements de mauvaise qualité, (iv) une optimisation des ressources à long terme parce que le contrat est attribué au Proposant offrant le coût d'investissement et d'exploitation combiné le plus bas (contrairement à l’approche conception-construction dans laquelle le marché est attribué sur la base du coût d'investissement initial le plus bas), et (v) de meilleures incitations à l'innovation : par exemple, l’entrepreneur peut être en mesure de développer une meilleure conception grâce à l'analyse de la valeur et en tenant compte des coûts d'exploitation et de construction des Ouvrages.

Quelques-unes des limites de l'approche "Conception, Construction et Exploitation " par rapport au fait d'avoir des contrats séparés pour la conception et la construction (ou d'avoir un seul contrat de conception-construction), sont (i) le Maître d'Ouvrage n'a pas la capacité d'évaluer objectivement et correctement les différences entre les solutions proposées par les Proposants (le risque peut être réduit en s'assurant que le comité d'évaluation dispose de l'expertise appropriée), (ii) le Maître d'Ouvrage peut perdre en partie le contrôle du processus de conception : généralement (mais pas toujours) l’entrepreneur CCE bénéficie d'une certaine flexibilité dans la sélection des technologies de process appropriées, (iii) le Maître d'Ouvrage perd le contrôle direct des activités d'exploitation et de maintenance, et (iv) il peut y avoir une perte de flexibilité future car le Maître d'Ouvrage est lié par une relation à long terme avec l’Entrepreneur.

Nonobstant le fait que l’Entrepreneur est responsable de la conception des Ouvrages, le Maître d’Ouvrage devrait effectuer les tâches de première ligne appropriées pour lui permettre de : (i) développer une compréhension réaliste de la portée et des coûts du marché; ii) fournir aux Proposants des renseignements sur lesquels ils peuvent raisonnablement s’appuyer pour établir leur prix et prendre d’autres décisions commerciales; iii) évaluer et comparer les Propositions sur une base commune, comme le prévoit le DDP. Ces tâches peuvent comprendre, le cas échéant, la spécification des exigences de performance/fonctionnelles/de base, les conditions contractuelles, ainsi que les études géotechniques/environnementales nécessaires, l’acquisition de permis, etc.

Pour toutes questions ou observations relatives à ce document, ou pour obtenir des informations sur la passation des marchés dans le cadre de projets financés par la BIsD, prière vous adresser à:

Project Procurement and Financial Management (PPFM)

Operations Complex   
The Islamic Development Bank  
8111 King Khalid St.  
AI Nuzlah AI Yamania Dist. Unit No. 1  
Jeddah 22332-2444  
Kingdom of Saudi Arabia   
[PPFM@isdb.org](mailto:PPFM@isdb.org)

[www.isdb.org](http://www.isdb.org)

**Dossier de Passation de Marché**

**Sommaire**

**Avis de Demande de Propositions – (ADP)**

**Avis de Demande de Propositions, destiné aux Candidats initialement sélectionnés.**

Ce DTPM traite d’un processus en deux étapes, après la Sélection initiale des Candidats. Les Instructions aux Proposants (IP) décrivent les dispositions qui s’appliquent pour les deux étapes. Les étapes sont les suivantes :

Etape 1 : Demande de Propositions Première Etape (Technique) (enveloppe unique)

Etape 2 : Demande de Propositions Deuxième Etape (Technique et Financière) (deux enveloppes)

**PARTIE 1–PROCÉDURES DE DEMANDE DE PROPOSITIONS**

## Section I. Instructions aux Proposants (IP)

Cette Section fournit aux proposants les informations utiles pour préparer leurs propositions. Elle est basée sur un processus de passation de marchés en une étape. Elle comporte aussi des renseignements sur le dépôt, l’ouverture des plis et l’évaluation des propositions, et sur l’attribution des marchés**. Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

## Section II. Données particulières de Demande de Propositions (DPDP)

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Proposants.

## Section III. Critères d’évaluation et de qualification

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer la Proposition évaluée comme offrant la meilleure Optimisation des Ressources et pour vérifier que le Proposant possède les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché. La Proposition offrant la meilleure Optimisation des Ressources est la Proposition du Proposant dont la Proposition a été déterminée :

1. conforme pour l’essentiel au Dossier de Demande de Propositions, et
2. ayant obtenu le score le plus élevé en conformité avec la méthode d’évaluation et les facteurs stipulés dans cette Section.

## Section IV. Formulaires de Proposition

Cette Section contient les modèles des formulaires à remplir par le Proposant pour la préparation de sa Proposition.

## Section V. Pays Eligibles

Cette Section contient les renseignements concernant les pays éligibles.

**Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption**

Cette Section contient les dispositions concernant la Fraude et la Corruption applicables à la procédure de Demande de Propositions.

**PARTIE 2– EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE**

**Section VII. Exigences du Maître d’Ouvrage**

Cette section doit contenir une description de la spécification fonctionnelle et / ou de performance des ouvrages à concevoir et à construire. Il doit présenter, le cas échéant, un énoncé des normes requises concernant les matériaux, les équipements, les fournitures et le travail à fournir.

Les exigences du Maître d’Ouvrage doivent également inclure les exigences environnementales et sociales (ES) (y compris les exigences relatives à l’exploitation et aux abus sexuels (EAS) et Harcèlement Sexuel (HS)) qui doivent être satisfaites par l’Entrepreneur.

**PARTIE 3– CLAUSES DU MARCHE ET FORMULAIRES**

**Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)**

Cette section fait référence aux « Clauses générales » qui font partie des clauses de marché pour la conception, construction et exploitation, première édition 2008, publiées par la Fédération Internationale des Ingénieurs - Conseils (FIDIC)

**Section IX. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette section comprend les Clauses Particulières du Marché comprenant : la Partie A - Données du Marché ; la Partie B - Dispositions spéciales, la Partie C - Fraude et Corruption ; et la Partie D - Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales (ES). Le contenu de cette section complète les Clauses Générales et doit être préparé par le Maître d’Ouvrage.

## Section X. Formulaires du Marché

Cette section contient le modèle de **Lettre de Notification de l’Attribution de Marché** etle modèled’**Acte d’Engagement** et autres formulaires pertinents.

Modèle Première Etape

Avis d’Appel à Propositions

**Ouvrages et Services d’Exploitation**

**(Conception, Construction et Exploitation)**

***[Installations de Production d’Eau (IPE) / Installations de Traitement des Eaux Usées (ITEU)]***

(Après une Sélection initiale)

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays]*

**N° du Financement :** *[insérer le numéro du financement]*

**N° Appel à Propositions :** *[insérer le numéro de Demande de Propositions]*

**Émis le** : *[insérer la date de mise à la disposition des Proposants]*

**A Nom et adresse du Candidat retenu suite à la Sélection initiale**

Messieurs, Mesdames,

1. Le *[insérer le nom du Bénéficiaire/Récipiendaire]* *[a reçu/a sollicité/à l’intention de solliciter]* un financement de Banque Islamique de Développement (BIsD) pour financer *[insérer le nom du Projet],* et à l’intention d’utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché *[insérer le nom du Marché][[1]](#footnote-2) [[2]](#footnote-3).*
2. Le *[insérer le nom de l’Agence d’exécution]* sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles initialement sélectionnés pour fournir *[insérer une brève description des Ouvrages et Services d’Exploitation][[3]](#footnote-4)*.

*[insérer les noms des candidats initialement sélectionnés]*

1. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à une Demande de Propositions (DP) telle que définie dans les Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, Avril 2019, révisées en Février 2023 (les « Directives »), et ouverte à tous les Proposants éligibles initialement sélectionnés.
2. Les Proposants éligibles initialement sélectionnés peuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom de l’Agence ; insérer les noms et adresse courriel du responsable][[4]](#footnote-5)* et prendre connaissance du dossier de Demande de Propositions à l’adresse mentionnée ci-dessous *[spécifier l’adresse]* de *[insérer les heures d’ouverture][[5]](#footnote-6)*.
3. Le Dossier de Demande de Propositions en *[insérer la langue]* peut être acheté par tout Proposant éligible initialement sélectionné en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[6]](#footnote-7) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[7]](#footnote-8).* Le document sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[8]](#footnote-9)].*
4. Un processus de DP en deux étapes sera utilisé comme suit :

(a) Le processus de la Première Etape consistera en la remise de la Proposition Technique, sans aucune référence aux prix. Après l’évaluation des Propositions de Première Etape, tout Proposant ayant remis une Proposition Technique suffisamment conforme peut être invité à participer à une (des) réunion(s) de clarification, durant laquelle (lesquelles) la Proposition du Proposant sera examinée. Tous changements, additions, suppressions et ou ajustements spécifiques à la Proposition seront notés et résumés dans un mémorandum, ou, si les amendements sont d’une nature générale, seront insérés dans un additif au Dossier de DP. Suite aux réunions de clarification, tout Proposant est susceptible de ne pas être invité à soumettre une Proposition de Deuxième Etape, si sa proposition de Première Etape comporte des divergences par rapport aux exigences telles que la proposition ne peut pas être conforme dans le cadre du processus de DP de Deuxième Etape. Tous les autres Proposants suffisamment qualifiés et éligibles seront invités à remettre des Propositions de Deuxième Etape.

(b) Le processus de Deuxième Etape consistera en la remise et l’évaluation de : (i) la Partie technique mise à jour incorporant toutes les modifications exigées telles que notées dans le mémorandum spécifique du Proposant, et/ou tel que nécessaire pour refléter les Additifs au dossier de DP émis suite à la Première Etape ; et (ii) la Partie financière.

1. La Proposition de Première Etape doit être remise à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de la présente DP]* au plus tard le *[insérer l’heure et la date]*. La passation électronique de marché sera *[ne sera pas]* autorisée. Les propositions tardives seront rejetées. Les Propositions seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Proposants et de toute personne qui choisit d’y assister à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de la présente DP]* le *[insérer l’heure et la date].*
2. Veuillez confirmer, dans les meilleurs délais, la réception de cette lettre par courriel ou télécopie. Si vous n’avez pas l’intention de soumettre une Proposition, nous apprécierions d’en être informés par écrit le plus tôt possible.
3. [*Insérer ce paragraphe si applicable conformément au Plan de Passation des Marchés :* « Veuillez noter que la BIsD exige que le Bénéficiaire divulgue les informations sur les [propriétaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) du Proposant attributaire, dans le cadre de l’avis de Notification d’Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) inclus dans le Document de DP ».]
4. L’(les) adresse(s) à laquelle (auxquelles) il est fait référence ci-dessus est(sont) : *[insérer la (les) adresses détaillée(s)]*

*[Insérer le nom du bureau]*

*[Insérer le nom et la position du représentant]*

*[Insérer l’adresse postale et/ou l’adresse en indiquant la rue, le code postal, la ville et le pays]*

*[Insérer le numéro de téléphone, ainsi que le code pays et ville]*

*[Insérer l’adresse courriel]*

*[Insérer le site internet]*

Modèle Deuxième Etape

Demande de Propositions Etape 2

Avis d’Appel à Propositions

**Ouvrages et Services d’Exploitation**

**(Conception, Construction et Exploitation)**

***[Installations de Production d’Eau (IPE) / Installations de Traitement des Eaux Usées (ITEU)]***

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays]*

**N° du Financement :** *[insérer le numéro du financement]*

**N° Appel à Propositions :** *[insérer le numéro de Demande de Propositions]*

**Émis le** : *[insérer la date de mise à la disposition des Proposants]*

**A Nom et adresse du Candidat**

Messieurs, Mesdames,

1. Nous vous informons par la présente que vous êtes invité à soumettre une Proposition scellée de Deuxième Etape pour l’exécution et l’achèvement du Marché cité ci-dessus pour lequel vous avez soumis une Proposition de Première Etape le *[insérer:* ***date de soumission de la Proposition de Première Etape****]*, qui a été examinée *[le cas échéant, ajouter «****et discuté lors de la ou des réunions de clarification tenues le*** *{insérer:* ***date(s)****}"]* et a été jugée suffisamment conforme techniquement aux exigences de la première étape
2. Votre Proposition de Deuxième étape doit inclure une Proposition Technique mise à jour *[s’il y a lieu, remplacer par ou ajouter : «* ***et/ou proposition(s) technique(s) variante(s) acceptée(s) et mises à jour****]* reflétant : (a) tout Additif au dossier de la Demande de Propositions remis aux Proposants invités à la deuxième étape avec l’invitation ou séparément, ainsi que : (b) le mémorandum, le cas échéant, spécifique à votre Proposition et intitulé « Changements requis en vertu de l’évaluation de la première étape». L’(les)Additif(s) et/ou le mémorandum, le cas échéant, sont énumérés à la fin de cette invitation et y sont joints. La Proposition de Deuxième Etape doit également inclure la Partie Financière y compris le montant de la Proposition, les Bordereaux des Prix, la Garantie de Proposition, etc., comme indiqué dans le Dossier de DP. Les parties technique et financière des Propositions de la Deuxième Etape devront être présentées dans deux enveloppes séparées.
3. La Proposition doit être remise à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de la présente DP]* au plus tard le *[insérer l’heure et la date]*. Les propositions tardives seront rejetées. La passation électronique de marché sera *[ne sera pas]* autorisée. La Partie Technique des Propositions sera ouverte publiquement en présence des représentants désignés des Proposants et de toute personne qui choisit d’y assister à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de la présente DP]* le *[insérer l’heure et la date].*
4. La Partie financière sera ouverte publiquement à moins que la procédure de la Meilleure Offre Finale (MOF) ou de négociations s’applique auquel cas le Règlement de Passation des Marchés exige que les [Parties Financières ne seront pas ouvertes en public et seront ouvertes en présence d’un Garant de Probité recruté par le Maître d’Ouvrage.](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)
5. La Proposition devra valable jusqu’à *[insérer la date]* ou toute date prorogée par le Maître d’Ouvrage conformément au DDP. [*insérer* ***le jour, mois et année, en prenant en compte un temps nécessaire et raisonnable pour évaluer les Propositions, obtenir les approbations nécessaires et la Non-Objection de la BIsD (si un contrôle a priori est requis).]* *[Pour minimiser le risque d’erreurs par les Proposants, la période de validité des propositions est une date spécifique et non liée à la date limite de remise des Propositions.].***
6. Les Propositions doivent être accompagnées d’ : *[insérer « Une Garantie de Proposition » ou « une Déclaration de Garantie de Proposition » selon le cas]* d’un montant de : *[insérer le montant et la monnaie dans le cas d’une Garantie de Proposition][[9]](#footnote-10)*
7. Veuillez confirmer, dans les meilleurs délais, la réception de cette lettre par courriel ou télécopie. Si vous n’avez pas l’intention de soumettre une Proposition, nous apprécierions d’en être informés par écrit le plus tôt possible.

*PIECE/S JOINTE/S : [insérer si nécessaire :*

1. *Additif No . [insérer le numéro de l’additif] au dossier de DP, et/ou*
2. *Mémorandum pour [insérer le nom du Proposant indiqué en tête de cette invitation] sur les Changements Requis suivant l’Evaluation de la Première Etape*

*Ou indiquer : Il n’y a pas de pièces jointes.*

**Dossier de Demande de   
Propositions**

**Travaux et Services d’Exploitation  
(Conception, Construction et Exploitation de *[IPE/ITEU]***

***(Procédure en deux étapes, après une Sélection initiale)***

**Passation du Marché de :**

*[Insérer l’identification des Ouvrages et Services d’Exploitation]*

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le nom du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays]*

**N° du Financement :** *[insérer le numéro de référence du financement]*

**N° Demande de Propositions :** *[insérer le numéro de la DP]*

**Émis le** : *[insérer la date de mise à disposition des Proposants]*

Table des Matières

[PARTIE 1 : PROCEDURES DE DEMANDE DE PROPOSITIONS 2](#_Toc177374041)

[Section I. Instructions aux Proposants 3](#_Toc177374042)

[Section II. Données particulières de demande de propositions (DPDP) 45](#_Toc177374043)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification 56](#_Toc177374044)

[Section IV. Formulaires de Propositions 63](#_Toc177374045)

[Section V. Pays éligibles 126](#_Toc177374046)

[Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption 128](#_Toc177374047)

[PARTIE 2 EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE 130](#_Toc177374048)

[Section VII. EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE 131](#_Toc177374049)

[PARTIE 3 CLAUSES ET FORMULAIRES DU MARCHE 148](#_Toc177374050)

[Section VIII. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG) 149](#_Toc177374051)

[Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) 150](#_Toc177374052)

[Section X. Formulaires du Marché 214](#_Toc177374053)

PARTIE 1 : PROCEDURES DE DEMANDE DE PROPOSITIONS

Section I. Instructions aux Proposants

# Table des matières

[A. Généralités 6](#_Toc177374231)

[1. Objet du Marché 6](#_Toc177374232)

[2. Origine des fonds 7](#_Toc177374233)

[3. Fraude et Corruption 7](#_Toc177374234)

[4. Proposants éligibles 8](#_Toc177374235)

[5. Matériaux, Equipement et Services éligibles 11](#_Toc177374236)

[B. Contenu du Dossier de Demande de Propositions 11](#_Toc177374237)

[6. Sections du Dossier de Demande de Propositions 11](#_Toc177374238)

[7. Eclaircissements apportés au Dossier de Demande de Propositions, visite du site et réunion préparatoire 12](#_Toc177374239)

[8. Modifications apportées au Dossier de Demande de Propositions 13](#_Toc177374240)

[9. Frais de préparation des Propositions 13](#_Toc177374241)

[10. Contacter le Maître d’Ouvrage 13](#_Toc177374242)

[11. Langue de la Proposition 14](#_Toc177374243)

[C. Préparation des Propositions techniques de Première Etape 14](#_Toc177374244)

[12. Documents constitutifs de la Proposition 14](#_Toc177374245)

[13. Propositions techniques variantes 15](#_Toc177374246)

[14. Documents attestant de la qualification du Proposant 15](#_Toc177374247)

[15. Documents attestant de la conformité des travaux 16](#_Toc177374248)

[16. Lettre de Proposition technique de Première Etape 16](#_Toc177374249)

[17. Format et Signature de la Proposition de Première Etape 16](#_Toc177374250)

[D. Dépôt des Propositions Techniques de Première Etape 17](#_Toc177374251)

[18. Dépôt, Cachetage et Marquage des Propositions 17](#_Toc177374252)

[19. Date et heure limites de dépôt des Propositions Techniques de Première Etape 18](#_Toc177374253)

[20. Propositions hors délai 18](#_Toc177374254)

[21. Retrait, substitution et modification des Propositions 18](#_Toc177374255)

[E. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES DE PREMIERE ETAPE 18](#_Toc177374256)

[22. Ouverture des Propositions Techniques par le Maitre d’Ouvrage 18](#_Toc177374257)

[23. Détermination de la Conformité des Propositions Techniques de Première Etape 19](#_Toc177374258)

[24. Evaluation des Parties techniques 20](#_Toc177374259)

[25. Évaluation de la qualification du Proposant 21](#_Toc177374260)

[26. Clarification des Propositions Techniques de Première Etape et examen des divergences et Variantes proposées par les Proposants 21](#_Toc177374261)

[F. INVITATION A SOUMETTRE DES PROPOSITIONS COMBINEES TECHNIQUE ET FINANCIERE DE DEUXIEME ETAPE 23](#_Toc177374262)

[27. Invitation à soumettre des Propositions combinées Technique et Financière de Deuxième Etape 23](#_Toc177374263)

[G. PREPARATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES DE DEUXIEME ETAPE 24](#_Toc177374264)

[28. Documents comprenant la Proposition Technique et Financière de Deuxième Etape 24](#_Toc177374265)

[29. Lettre de Proposition et Annexes 26](#_Toc177374266)

[30. Prix de la Proposition 26](#_Toc177374267)

[31. Monnaies de la Proposition 27](#_Toc177374268)

[32. Garantie de Proposition 27](#_Toc177374269)

[33. Période de validité des Propositions 29](#_Toc177374270)

[34. Forme et signature des Propositions Techniques et Financières de la Deuxième Etape 30](#_Toc177374271)

[H. Dépôt des Propositions Techniques et Financières de Deuxième Etape 30](#_Toc177374272)

[35. Dépôt, Cachetage et marquage des Propositions 30](#_Toc177374273)

[36. Date et heure limites de dépôt des Propositions 31](#_Toc177374274)

[37. Propositions hors délai 31](#_Toc177374275)

[38. Retrait, substitution et modification des Propositions de Deuxième Etape 31](#_Toc177374276)

[I. Deuxième Etape - Ouverture Publique Des Parties techniques 32](#_Toc177374277)

[39. Ouverture publique des Parties techniques 32](#_Toc177374278)

[J. Deuxième Etape - Evaluation des Parties Techniques 33](#_Toc177374279)

[40. Confidentialité 33](#_Toc177374280)

[41. Éclaircissements concernant les Propositions 34](#_Toc177374281)

[42. Détermination de la Conformité des Parties techniques 34](#_Toc177374282)

[43. Evaluation des Parties techniques 34](#_Toc177374283)

[44. Notification de l’évaluation des Parties techniques 35](#_Toc177374284)

[K. Deuxième Etape : Ouverture des Parties financières 35](#_Toc177374285)

[45. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou Négociations ne sont pas applicables 35](#_Toc177374286)

[46. Ouverture des Parties financières lorsque MOF ou Négociations sont applicables 36](#_Toc177374287)

[L. Deuxième Etape : Evaluation des Parties financières 37](#_Toc177374288)

[47. Non-conformité, mineures 37](#_Toc177374289)

[48. Correction des erreurs arithmétiques 37](#_Toc177374290)

[49. Conversion en une seule monnaie 38](#_Toc177374291)

[50. Marge de préférence 38](#_Toc177374292)

[51. Évaluation des propositions financières 38](#_Toc177374293)

[52. Proposition anormalement basse 38](#_Toc177374294)

[53. Proposition déséquilibrée ou avec concentration de paiement au début 39](#_Toc177374295)

[M. Deuxième Etape : Evaluation combinée des Parties techniques et financières 39](#_Toc177374296)

[54. Evaluation combinée des Parties technique et financière 39](#_Toc177374297)

[55. Meilleure Offre Finale (MOF) 39](#_Toc177374298)

[56. Proposition présentant la Meilleure Optimisation des Ressources 40](#_Toc177374299)

[57. Négociations 40](#_Toc177374300)

[58. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des Propositions et de rejeter une ou toutes les Propositions 40](#_Toc177374301)

[59. Période d’Attente 40](#_Toc177374302)

[60. Notification de l’Intention d’Attribution 41](#_Toc177374303)

[N. Attribution du marché 41](#_Toc177374304)

[61. Critères d’Attribution 41](#_Toc177374305)

[62. Notification de l’Attribution du Marché 41](#_Toc177374306)

[63. Débriefing par le Maître d’Ouvrage 42](#_Toc177374307)

[64. Signature du Marché 43](#_Toc177374308)

[65. Garantie de Bonne Exécution 43](#_Toc177374309)

[66. Réclamation concernant la Procédure d’Acquisition 44](#_Toc177374310)

# Section I - Instructions aux Proposants

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | A. Généralités | | | |
| 1. Objet du Marché | 1.1 Le Maître d’Ouvrage, tel qu’il est indiqué dans les **DPDP**, émet le présent Dossier de Demande de Propositions (DDP) pour la Conception, la Construction et l’Exploitation des Ouvrages, comme spécifiés à la Section VII, Exigences du Maître d’Ouvrage. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de la Demande de Propositions (DP) figurent dans les **DPDP**.  1.2 Sauf mention contraire, les définitions et interprétations tout au long de ce DDP sont celles présentées dans la Section VIII – Cahier des Clauses administratives générales.  1.3 Dans le présent Dossier de Demande de Propositions :   1. Le terme « **par écrit** » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué dans les **DPDP**, la distribution ou la remise par le canal du système d’achat électronique utilisé par le Maître d’Ouvrage) avec accusé de réception ; 2. Si le contexte l’exige, le **singulier** désigne le **pluriel**, et vice versa ; 3. Le terme « **jour**» désigne un jour calendaire, sauf s’il est indiqué qu’il s’agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel du Bénéficiaire, à l’exclusion des jours fériés officiels du Bénéficiaire ; 4. « **Services d’Exploitation** » désigne l’Exploitation et la maintenance des Ouvrages comme indiqué dans Marché ; 5. Le terme "**Ouvrages**" fait référence aux travaux faisant l'objet du présent dossier de demande de propositions, à exécuter dans le cadre d'un Marché de conception - construction ; et 6. «**ES**» signifie environnemental et social (y compris l'Exploitation et les Abus sexuels (EAS), et le Harcèlement sexuel (HS)); 7. L’expression « **Exploitation et Abus Sexuels (EAS**) » englobe les significations ci-après :   L’« **Exploitation Sexuelle** » (ES), définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;  Les « **Abus Sexuels** » (AS), définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou sous des conditions inégales ou par coercition ;   1. Le « **Harcèlement Sexuel** » (HS) est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le Personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ; 2. L’expression « **Personnel de l’Entrepreneur** » est définie à la Sous-Clause 1.1.21 du CCAG ; et 3. L’expression « **Personnel du Maître d’Ouvrage** » est définie à la Sous-Clause 1.1.34 du CCAG. | | | |
| 1. Origine des fonds | 2.1 Le Bénéficiaire (ci-après dénommé « le Bénéficiaire »), dont le nom figure dans les **DPDP,** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque Islamique de Développement (ci-après dénommée la « BIsD »), d’un montant spécifié dans les **DPDP**, en vue de financer le projet indiqué dans les **DPDP**. Le Bénéficiaire a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel à propositions est lancé.  2.2 La BIsD n’effectuera les paiements qu’à la demande du Bénéficiaire, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre le Bénéficiaire et la BIsD (ci-après dénommé « l’Accord de Financement »). L’Accord de Financement interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d’une interdiction résultant de l’application des Règles de Boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. Aucune partie autre que le Bénéficiaire ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement. | | | |
| 1. Fraude et Corruption | 3.1 La BIsD demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu’elles figurent à la Section VI soient appliquées.  3.2 Aux fins d’application de ces règles, les Proposants devront permettre et faire en sorte que leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non) leurs sous-traitants, consultants, prestataires de services, fournisseurs, et leur personnel, permettent à la BIsD et à ses agents d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à toute procédure de sélection initiale, de préqualification, de remise des offres, remise de proposition, et d’exécution des marchés (en cas d’attribution), et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD. | | | |
| 1. Proposants éligibles | 4.1 Un Proposant peut-être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de **l’article 4.6 des IP**) ou un groupement d’entreprises (GE) au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de GE tous les partenaires le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution de la totalité du Marché conformément à ses termes. Le GE désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses partenaires durant l’appel à propositions, et en cas d’attribution du Marché à ce GE, durant l’exécution du Marché. A moins que le **DPDP** n’en dispose autrement, le nombre des participants au GE n’est pas limité. Si cela est spécifié dans les **DPDP**, le GE peut former une Société à Vocation Spécifique (la « SVS »), pour exécuter le Marché et le niveau minimum du capital social total libéré, les périodes de blocage pour les membres conservant leurs parts et la mesure dans laquelle les membres peuvent diluer leur participation sont précisés dans les **DPDP**.  4.2 Les Proposants ne doivent pas être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel à propositions les Proposants dans les situations suivantes :   1. Les Proposants placés directement ou indirectement sous le contrôle de la même entreprise ; ou 2. Les Proposants qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ; ou 3. Les Proposants qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel à propositions ; ou 4. Les Proposants qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs propositions ou de les influencer ; ou 5. Les Proposants ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les travaux qui font l’objet de la présente Demande de Propositions ; ou 6. Le Proposant qui a lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l’être par le Bénéficiaire ou le Maître d’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle en tant qu’ingénieur pour la mise en œuvre du contrat ; ou 7. Le Proposant qui fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultant qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné au l’article **2.1** **des IP**, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun ; ou 8. Les Proposants qui entretiennent une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du Personnel du Bénéficiaire (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du financement) : (i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier de Demande de Propositions ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d’évaluation des Propositions ; ou (ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la BIsD pendant le processus de sélection et l’exécution du marché.   4.3 Une entreprise qui est Proposant (à titre individuel ou en tant que partenaire d’un Groupement) ne doit pas participer dans plus d’une Proposition en tant que Proposant ou partenaire d’un groupement (à l’exception de variantes éventuellement permises). Une telle participation d’un Proposant à plusieurs propositions provoquera la disqualification de toutes les propositions auxquelles il aura participé. Toutefois, une entité qui n’est ni un Proposant ni un partenaire de GE peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs propositions.  4.4 Sous réserve des dispositions de l’article **4.8 des IP**, un Proposant, ainsi que les entités qui le constituent, peut avoir la nationalité de tout pays. Un Proposant sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris pour les Services y afférant.  4.5 Un Proposant ayant fait l’objet d’une sanction prononcée par la BIsD, conformément à l’article 3 .1 des IP, notamment au titre des Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, (« les Directives »),, sera inéligible pour être pré-qualifié, initialement sélectionné, pour soumettre une offre ou une proposition ou pour se voir attribuer un contrat financé par la BIsD ou recevoir un bénéfice quelconque (qu’il soit d’ordre financier ou autre) d’un tel contrat pour la période que la BIsD aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l’adresse électronique mentionnée dans les **DPDP.**  4.6 Les établissements publics du pays du Maître d’Ouvrage sont admis à participer à la condition qu‘ils puissent établir à la satisfaction de la BIsD (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu’ils ne dépendent pas du budget du gouvernement du Bénéficiaire. A cette fin, les établissements publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir à la satisfaction de la BIsD (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de l’Etat, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à l’Etat, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure de faillite, et (iv) le Maître d’Ouvrage ou l’entité en charge de l’attribution du marché n’est pas leur organe de tutelle, en situation de les contrôler, les superviser ou d’exercer sur eux une influence..  4.7 Le Proposant ne devra pas faire l’objet d’une exclusion temporaire par le Maître d’Ouvrage au titre d’une Déclaration de garantie de Soumission ou de Proposition.  4.8 Les entreprises et les personnes en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que : (a) la loi ou la réglementation du pays du Bénéficiaire interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la BIsD que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence effective pour la fourniture de biens ou la passation de marchés de travaux ou de services requis dans le présent Appel à propositions; ou (b) si, en application des Règles de Boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine, le pays du Bénéficiaire interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.  4.9 Le Proposant doit fournir tout document que le Maître d’Ouvrage peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’il continue d’être admis à concourir. | | | |
|  | 4.10. Les soumissionnaires retenus, c'est-à-dire les entreprises préqualifiées, seront examinés et soumis à la diligence raisonnable du client. Seuls les soumissionnaires dont la vérification préalable en matière de conformité est satisfaisante seront qualifiés pour poursuivre le processus de sélection et pour remplir le questionnaire / formulaire ci-joint de la BIsD sur la LBC / FT / KYC pour une vérification préalable approfondie en matière de conformité conformément à la politique de la BIsD sur la lutte contre le blanchiment d'argent (LBC). Financement du terrorisme (CFT) et Know Your Customer (KYC) approuvé le 19/12/2019 par la résolution BED IsDB / BED / 15/12/019 / (333) / 80.  Définitions:  «**Politique de conformité**»: Politique de la BIsD sur la lutte contre le blanchiment d'argent (LBC), la lutte contre le financement du terrorisme (CFT) et la connaissance de votre client (KYC) approuvée le 19/12/2019 par la résolution BED IsDB / BED / 15/12/019 / (333) / 80.  «**Vérification Préalable de la Clientèle (VPC) / Vérification Préalable en matière de Conformité**»: désigne un processus d'intégration consistant à mener des recherches, des analyses et des examens visant à connaître le client (Know Your Customer / KYC) et à comprendre les risques - y compris, mais sans s'y limiter, le blanchiment d'argent / le financement du terrorisme (BC / FT), l’évasion fiscale, les sanctions, la criminalité, l’intégrité - que les relations avec le client peuvent poser, conformément à la politique de conformité de la BIsD.  «**Blanchiment d'argent**»: signifie l’acquisition, la possession. l'utilisation, la conversion ou le transfert du produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite du bien, tel que défini dans la politique de conformité de la BIsD.  «**Financement du terrorisme** »: désigne généralement l'infraction prévue à l'article 2 de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme, telle que définie dans la politique de conformité de la BIsD.  4.11 «**IsDB LBC / CFT / KYC / Questionnaire / Formulaire**»: voir pièce jointe / annexe. | | | |
| 1. Matériaux, Equipement et Services éligibles | 5.1 Les matériaux, équipements et services à fournir au titre du Marché et financés par la BIsD peuvent avoir leur origine dans tout pays en conformité avec les dispositions de la Section V, Pays éligibles. À la demande du Maître d’Ouvrage, les Proposants peuvent être tenus de fournir la preuve de l'origine des matériaux, équipements et services. | | | |
| B. Contenu du Dossier de Demande de Propositions | | | |
| 1. Sections du Dossier de Demande de Propositions | | * 1. Le Dossier de Demande de Propositions (DDP) comprend toutes les Parties 1, 2 et 3 comprenant les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout Additif éventuellement émis conformément à **l’article 8 des IP**. | |
|  | | **PARTIE 1 : Procédures de demande de Proposition**  Section I. Instructions aux Proposants (IP)  Section II. Données particulières de la Demande de Propositions (DPDP)  Section III. Critères d’évaluation et de qualification  Section IV. Formulaires de Propositions  Section V. Pays Eligibles  Section VI. Règles de la BIsD en matière de Fraude et Corruption  **PARTIE 2 : Exigences du Maître d’Ouvrage**  Section VII. Exigences du Maître d’Ouvrage  **PARTIE 3 : Clauses du Marché et Formulaires**  Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CG)  Section IX. Cahier des Clauses administratives particulières (CP)  Section X. Formulaires du Marché | |
|  | | * 1. L’avis d’appel à propositions émis par le Maître d’Ouvrage ne fait pas partie du DDP.   6.3 Le Maître d’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Proposants de l’intégrité du DDP, des réponses aux demandes de clarifications, du compte rendu de la réunion préparatoire précédant le dépôt des propositions (le cas échéant) et des Additifs au DDP conformément à l’article **8 des IP**, s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement issus du Maître d’Ouvrage feront foi.  6.4 Le Proposant doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le DDP. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le DDP. | |
| 1. Eclaircissements apportés au Dossier de Demande de Propositions, visite du site et réunion préparatoire | | 7.1 Un Proposant souhaitant des éclaircissements sur les documents doit contacter le Maître d’Ouvrage, par écrit, à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans les **DPDP** ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l’article **7.4 des IP**. Le Maître d’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue dans le délai spécifié dans les **DPDP** avant la date limite de dépôt des propositions. Il adressera sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le DDP en conformité avec l’article **6.3 des IP**. Si les **DPDP** le prévoient, le Maître d’Ouvrage publiera également sa réponse sur le site internet identifié dans les **DPDP**. Au cas où le Maître d’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le DDP à la suite des éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et **27.1 des IP**. | |
|  | | 7.2 Il est conseillé au Proposant de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de la proposition et la signature d’un marché pour l’exécution des Ouvrages. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Proposant.  7.3 Le Maître d’Ouvrage autorisera le Proposant et ses employés ou agents à entrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Proposant, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.  7.4 Lorsque les **DPDP** le prévoient, le représentant que le Proposant aura désigné est invité à assister à une réunion préalable à la proposition et/ou à une visite des lieux indiqués dans les **DPDP**. L’objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade. Le fait qu’un proposant n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des propositions, ne constituera pas un motif de rejet de sa proposition.  7.5 Il est demandé au Proposant, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître d’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire.  7.6 Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous les Proposants ayant acquis le Dossier de Demande de Propositions conformément à l’article **6.3 des IP**. Toute modification des documents de Demande de Propositions qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage en publiant un Additif conformément aux dispositions de l’article **8 des IP**, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire. | |
| 1. Modifications apportées au Dossier de Demande de Propositions | | 8.1 Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des propositions, modifier le DDP en publiant un Additif.  8.2 Tout Additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du DDP et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le DDP directement du Maître d’Ouvrage conformément à l’article **6.3 des IP**. Le Maître d’Ouvrage publiera immédiatement l’Additif sur le site internet identifié à l’article **7.1 des IP**.  8.3 Afin de laisser aux proposants éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l’Additif dans la préparation de leurs propositions, le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Propositions conformément aux articles **19.2 et 36.2 des IP.** | |
| 1. Frais de préparation des Propositions | | 9.1 Le Proposant supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa proposition, et le Maître d’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler. | |
| 1. Contacter le Maître d’Ouvrage | | 10.1 Entre le moment où les Propositions seront ouvertes et celui où le Marché sera attribué, si un Proposant souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait à sa Proposition, il devra le faire par écrit.  10.2 Toute tentative faite par un Proposant pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’examen, de l’évaluation, de la comparaison des Propositions ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de sa Proposition. | |
| 1. Langue de la Proposition | | 11.1 Sauf disposition contraire dans le **DDP**, la Proposition ainsi que la correspondance et tous les documents concernant la Proposition échangés entre le Proposant et le Maître d’Ouvrage seront rédigés dans la langue française. Les documents complémentaires et les brochures fournis par le Proposant peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue de la Proposition des passages pertinents, auquel cas, et aux fins d’interprétation de la Proposition, la traduction fera foi. | |
| C. Préparation des Propositions techniques de Première Etape | | | |
| 1. Documents constitutifs de la Proposition | | | * 1. La Proposition technique de la Première Etape soumise par le Proposant doit comprendre ce qui suit :  1. La Lettre de Proposition de Première Etape ; 2. Les propositions techniques variantes conformément à l’article **13 des IP** ; 3. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de la Proposition à engager le Proposant, conformément aux dispositions de l’article **17.2 des IP ;** 4. des pièces attestant que le Proposant continue à être éligible et à posséder les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché si sa Proposition est retenue ; 5. Les documents établis conformément à l’article **15 des IP** apporteront la preuve que les travaux proposés par le Proposant dans sa proposition sont conformes au DDP ; 6. Les renseignements sur la méthode, le matériel, le personnel, le calendrier et autres informations telles qu’indiquées à la Section IV, Formulaires de Proposition ; 7. Les Proposants doivent donner les détails de toutes divergences dans leur Proposition Technique de Première Etape concernant les termes contractuels et les exigences de performance, qu’ils souhaiteraient que le Maître d’Ouvrage considère lors de l’évaluation des Propositions Techniques de Première Etape et au cours de Réunion de Clarification avec le Proposant, conformément aux articles **23 à 26 des IP**. 8. Dans le cas d’une proposition technique présentée par un GE, la proposition devra inclure soit une copie de l’Accord de GE liant tous les membres du GE, soit une lettre d’intention de constituer un tel GE signée par tous les membres du GE et assortie d’un projet d’accord indiquant les parties des travaux à réaliser par les différents membres ; 9. La liste des sous-traitants en conformité avec l’article **15.4 des IP** ; et 10. Tout autre document stipulé dans les **DPDP**. |
| 1. Propositions techniques variantes | | | * 1. Les Proposants sont autorisés à proposer des variantes techniques avec leur Proposition Technique de Première Etape en plus et à la place des exigences spécifiés dans le Dossier de DP, dans la mesure où ils peuvent démontrer que la proposition variante proposée bénéficie au Maître d’Ouvrage, qu’elle remplit les objectifs principaux du Marché, et qu’elle satisfait aux performances de base et aux critères techniques spécifiés dans le DDP.   2. Toute variante technique soumise par un Proposant en tant que Proposition Technique de Première Etape fera l’objet de clarifications avec le Proposant, selon **l’article 26 des IP**. |
| 1. Documents attestant de la qualification du Proposant | | | * 1. Conformément à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, pour établir que le Proposant continue de satisfaire aux critères de qualification utilisés au moment de la sélection initiale, le Proposant fournira des informations à jour sur tout aspect de l'évaluation ayant changé depuis la sélection initiale, y compris le statut de disqualification relative à l’Exploitation et Abus Sexuels (EAS) / Harcèlement Sexuel (HS).   2. Si une marge de préférence s'applique conformément à l’article **50.1 des IP**, les Proposants, individuellement ou en groupement, demandant à bénéficier de la préférence doivent fournir toutes les informations nécessaires pour satisfaire aux critères d'éligibilité spécifiés conformément l’article **50.1 des IP**.   3. Tout changement dans la structure ou la formation d'un Proposant après avoir été initialement sélectionné et invité à soumettre ue Proposition (y compris, dans le cas d'un groupement, tout changement dans la structure ou la formation d'un membre et tout changement dans un Sous-Traitant spécialisé) doit être : soumis à l'approbation écrite du Maître d’Ouvrage avant la date limite de soumission des Propositions. Cette approbation sera refusée si (i) un Proposant propose de s’associer à un candidat disqualifié ou, en cas de groupement disqualifié, à l’un de ses membres; (ii) à la suite du changement, le Proposant ne remplit plus les critères de qualification énoncés dans les documents de Sélection initiale pour l’essentiel; (iii) ne fait plus partie de la liste des candidats initialement sélectionnés à la suite de la réévaluation de la demande par le Maître d’Ouvrage conformément aux critères énoncés dans les documents de sélection initiale; ou (iv) de l'avis du Maître d’Ouvrage, le changement peut entraîner une réduction importante de la concurrence. Tout changement de ce type devrait être soumis au Maître d’Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours après l'Avis de Demande de Propositions de Première Etape. |
| 1. Documents attestant de la conformité des travaux | | | * 1. Conformément à l’article **12.1 (e) des IP**, le Proposant doit fournir, dans le cadre de sa Proposition, les documents établissant la conformité des Ouvrages qu'il propose de concevoir et de construire dans le cadre du Marché au DDP.   2. La preuve documentaire de la conformité des Ouvrages avec le DDP peut prendre la forme de documentation, de dessins et de données, et doit comprendre :   (a) une description détaillée des caractéristiques techniques et fonctionnelles ou de performance, essentielles, des Ouvrages proposés, en réponse aux Exigences du Maître d’Ouvrage ; et  (b) des preuves suffisantes démontrant la conformité des Ouvrages aux Exigences du Maître d’Ouvrage. Les Proposants noteront que les normes de fabrication, de matériaux et d'équipement définies par le Maître d’Ouvrage dans le DDP ne sont que descriptives (établissant des normes de qualité et de performance) et non restrictives. Le Proposant peut substituer d'autres normes, dans sa proposition technique, à condition qu'il démontre à la satisfaction du Maître d’Ouvrage que les substitutions sont substantiellement équivalentes ou supérieures aux normes indiquées dans les exigences de performances fonctionnelles spécifiées par le Maître d’Ouvrage.   * 1. Pour leur Proposition Technique et Financière combinée de la Deuxième Etape, les Proposants invités sont censés présenter la même Proposition technique qu’à la première étape, à moins que des modifications ne soient explicitement autorisées ou requises dans le mémorandum spécifique au Proposant intitulé « Changements requis en vertu de l’évaluation de la Première Etape» conformément à l’article **26.7 des IP**, ou qu’ils soient implicites ou déclenchés par des Additifs au DDP émis à la Deuxième Etape. Les Proposants qui s’écartent de leur Propositions Technique de la Première Etape sans l’approbation spécifique du mémorandum ou sans une raison clairement établie par les Additifs publiés à la Deuxième Etape, s’exposent au risque que leur Proposition soit rejetée.   2. Le Proposant est responsable de s'assurer que tout sous-traitant proposé est conforme aux exigences de l’article **4 des IP** et que tous les travaux devant être réalisés par le sous-traitant sont conformes aux exigences des articles **5 et 15.1 des IP**. |
| 1. Lettre de Proposition technique de Première Etape | | | * 1. Le Proposant doit remplir la Lettre de Proposition de Première Etape en utilisant le formulaire approprié fournis à la Section IV, Formulaires de Proposition, selon la manière et les détails indiqués dans cette section et soumettre ce formulaire avec la Proposition. |
| 1. Format et Signature de la Proposition de Première Etape | | | * 1. Le Proposant doit préparer un original et le nombre d’exemplaires de la Proposition spécifiés dans **les DPDP**, en indiquant clairement pour chacun d’eux comme : « Proposition Technique de Première Etape –Original», «Proposition Technique de Première Etape COPIE n° 1 », « Proposition Technique de Première ÉTAPE - COPIE n° 2», etc., comme approprié. En cas de divergence entre l’original et toute copie, l’original fera foi.   2. L’original et les copies de la Proposition doivent être dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile et doivent être signés par une ou plusieurs personnes dûment autorisées à signer au nom du Proposant. L’autorisation doit être écrite, tel que spécifié dans **les DPDP** et incluse dans la Proposition conformément à l’article **12.1 (c) des IP**. Le nom et la fonction de chaque personne signataire de l’autorisation doivent être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de la Proposition, où des ajouts ou des modifications ont été apportées, doivent être signées ou paraphées par la ou les personnes signataires de la Proposition.   3. La Proposition ne doit contenir aucun interligne, rature ou effacement, sauf pour corriger les erreurs commises par le Proposant, auquel cas ces corrections doivent être paraphées par la ou les personnes signataires de la Proposition.   4. La signature et soumission d’une Proposition Technique de Première Etape ne lie ni oblige le Proposant de soumettre une Proposition Technique et Financière combinée de Deuxième Etape. |
| D. Dépôt des Propositions Techniques de Première Etape | | | |
| 1. Dépôt, Cachetage et Marquage des Propositions | | | * 1. Le Proposant placera l’original de la Proposition Technique de Première Etape et chaque copie de la Proposition dans des enveloppes fermées distinctes, chacune contenant les documents spécifiés à l’article **12 des IP**, et marquera les enveloppes de la mention « Proposition Technique de Première Etape – Original, » et « Proposition Technique de Première Etape – Copie No [insérer le nombre], » toutes marquées comme exigé en **IP 17.1**. Les enveloppes seront cachetées dans une enveloppe extérieure.   2. Les enveloppes intérieure et extérieure doivent :  1. porter le nom et l'adresse du Proposant ; 2. être adressées au Maître d’Ouvrage, à l'adresse indiquée dans le DDP, article **19.1 des IP**; et 3. porter le nom du (des) Marché (s), le titre et le numéro de la Demande de Propositions, comme spécifié dans les DPDP, pour l’article **1.1 des IP**, ainsi que la mention « Proposition Technique Première Etape -- Ne pas ouvrir avant le [date et l’heure] », à compléter par l'heure et la date spécifiées dans les DPDP, article **19.1 des IP**.   18.3 Si l’enveloppe extérieure n’est pas scellée et marquée comme le requièrent les articles **18.1 et 18.2 des IP**, le Maître d’Ouvrage ne pourra être tenu responsable si la Proposition est égarée ou ouverte prématurément. |
| 1. Date et heure limites de dépôt des Propositions Techniques de Première Etape | | | * 1. Les Propositions Techniques de Première Etape doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse spécifiée au plus tard à l’heure et à la date indiquées **dans les DPDP**. Les Proposants ont la possibilité de soumettre leurs propositions par voie électronique si cela est spécifié **dans les DPDP**.   2. Le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Propositions en modifiant le DDP en application de l’article **8.3 des IP**, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Proposants régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. |
| 1. Propositions hors délai | | | 20.1 Toute Proposition reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des Propositions conformément à l’article **19 des IP** sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. |
| 1. Retrait, substitution et modification des Propositions | | | 21.1 Le Proposant peut retirer, remplacer, ou modifier sa Proposition après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article **17.2 des IP** (à l’exception d’une notification de retrait qui ne nécessite pas de copie). La Proposition modifiée ou la Proposition de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :   1. préparées et délivrées en conformité aux articles **17 et 18 des IP** (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « PROPOSITION PREMIERE ETAPE -- RETRAIT », « PROPOSITION PREMIERE ETAPE – REMPLACEMENT », ou « PROPOSITION PREMIERE ETAPE – MODIFICATION » ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de dépôt des Propositions conformément à l’article **19 des IP**. |
| E. OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES DE PREMIERE ETAPE | | | |
| 1. Ouverture des Propositions Techniques par le Maitre d’Ouvrage | | | * 1. Sous réserve des dispositions des articles **20 et 21 des IP**, le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture en public de la Proposition, en présence des représentants des Proposants et de toute autre personne qui souhaite être présente, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPDP**. Les procédures spécifiques à l’ouverture de propositions électroniques, si de telles dispositions sont prévues, seront détaillées dans les **DPDP.**   2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « PROPOSITION PREMIERE ETAPE -- RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant la Proposition correspondante sera renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. Le retrait d’une Proposition ne sera pas autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix en séance ;   3. Ensuite, les enveloppes marquées « PROPOSITION TECHNIQUE PREMIERE ETAPE -- REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Proposition correspondante substituée à la précédente ne sera pas ouverte et sera renvoyée sans avoir été ouverte au Proposant. Le remplacement d’une Proposition ne sera pas autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix.   4. Puis, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec la Proposition correspondante. La modification d’une Proposition ne sera pas autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix.   5. Ensuite, toutes les enveloppes restantes seront ouvertes l’une après l’autre, en annonçant à haute voix les noms des Proposants et tous autres détails que le Maître d’Ouvrage considère, à sa discrétion, appropriés qui seront enregistrés dans le procès-verbal de l’ouverture des Propositions Techniques de la Première Etape. Le Maître d’Ouvrage transmettra le procès-verbal écrit à tous les Proposants ayant remis une Proposition dans les délais.   6. Seules les Propositions qui auront été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite considérés aux fins de l’évaluation. Le Maître d’Ouvrage ne devra discuter du mérite d'aucune Proposition, ni rejeter aucune des Propositions en séance d’ouverture (à l’exception des Propositions reçues hors délais, en conformité avec l’article **20.1 des IP**). |
| 1. Détermination de la Conformité des Propositions Techniques de Première Etape | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage examinera les Propositions Techniques de Première Etape, y compris les éventuelles variantes proposées par le Proposant, afin de déterminer si elles sont complètes, ont été dûment signées et sont généralement en ordre.   2. Le Maître d’Ouvrage déterminera également si les Propositions contiennent des écarts par rapport aux exigences du DDP (p. ex., preuves documentaires, conformité de la Proposition technique) en nombre ou de nature telle qu’on ne peut raisonnablement s’attendre à ce que la Proposition ne puisse être rendue conforme dans le cadre du processus en deux étapes. Dans ce cas, le Maître d’Ouvrage, à sa discrétion, peut exclure la Proposition d’un examen plus approfondi et ne pas adresser la Demande de Propositions - Deuxième Etape à ce Proposant. Pour toutes les autres Propositions, le Maître d’Ouvrage, par le biais du processus détaillé d’évaluation de la Proposition Technique de la Première Etape, identifiera et communiquera aux Proposants, conformément à l’article **26 des IP**, tous les domaines pour lesquels leurs Propositions s’écartent des exigences. |
| 1. Evaluation des Parties techniques | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage effectuera une évaluation technique détaillée de chaque Proposition Technique de Première Etape qui a été jugée conforme selon l’article **23 des IP**, afin de déterminer si les aspects techniques de la Proposition répondent aux exigences énoncées dans le DDP. Afin de parvenir à une telle détermination, le Maître d’Ouvrage examinera les renseignements fournis par les Proposants, conformément aux articles **12 à 15 des IP**, et en réponse à d’autres exigences de la DDP, en tenant compte des facteurs suivants :      1. l’exhaustivité globale et la conformité aux Exigences du Maître d’Ouvrage, les mérites techniques de toute variante proposée, la conformité des Ouvrages avec les exigences fonctionnelles / de performance spécifiées dans le DDP;      2. la qualité de la Proposition technique, y compris, le cas échéant, la méthodologie de conception, l’énoncé de la méthode, la stratégie de gestion de la construction, l’organisation, l’affectation des ressources et l’évaluation des risques;      3. l’adéquation des Ouvrages proposés par rapport aux conditions environnementales et climatiques prévalant sur le site;      4. le respect du calendrier prévu par l’exécution et de tout calendrier variante proposé par le Proposant, comme en témoigne un calendrier d’étape fourni dans la Proposition Technique;      5. toutes divergences proposées dans la Proposition aux dispositions contractuelles stipulées dans le DDP;      6. la pertinence du Code de Conduite du Proposant; et      7. tout autre facteur technique pertinent que le Maître d’Ouvrage juge nécessaire ou prudent de prendre en considération, comme indiqué dans les **DPDP**.   24.2 Le Maître d’Ouvrage examinera également les Propositions techniques variantes complètes, le cas échéant, proposées par le Proposant, conformément à l’article **13 des IP**, afin de déterminer si ces variantes peuvent constituer une base acceptable pour une Proposition de Deuxième Etape à soumettre selon ses propres mérites. |
| 1. Évaluation de la qualification du Proposant | | | 25.1 Le Maître d’Ouvrage s'assurera à sa satisfaction que, sur la base des preuves documentaires mises à jour conformément à **l’IP 12.1(d)**, et de la Section III - Critères d'Evaluation et de Qualification, le Proposant continue d'être qualifié pour exécuter le Marché de manière satisfaisante. S’il y a des questions relatives à la continuité de la qualification du Proposant, le Maître d’Ouvrage peut rechercher à résoudre ces questions durant la(les) réunion(s) de clarification selon l’article **26 des IP**.  25.2 Avant l’attribution du Marché, le Maître d’Ouvrage vérifiera que le Proposant retenu (y compris chaque membre d’un GE) n’est pas disqualifié par la BIsD en raison de non-conformité avec les obligations contractuelles de prévention et d’intervention EAS/HS. Le Maître d’Ouvrage effectuera la même vérification pour chaque sous-traitant proposé par le Proposant retenu. Si un sous-traitant proposé ne répond pas à l’exigence, le Maître d’Ouvrage exigera du Proposant qu’il propose un sous-traitant de remplacement. |
| 1. Clarification des Propositions Techniques de Première Etape et examen des divergences et Variantes proposées par les Proposants | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage peut organiser des réunions de clarification avec chaque proposant afin de clarifier les aspects des Propositions Techniques de la Première Etape qui nécessitent une explication et d’examiner toute solution variante offerte par le Proposant ou les réserves aux dispositions commerciales ou contractuelles du DDP. L’objet des réunions doit être suffisamment large pour permettre la découverte et la clarification des aspects techniques ainsi que des conditions commerciales. Cette réunion doit permettre d'examiner l'adéquation des solutions proposées.   2. Au cours des réunions de découverte et de clarification, le Maître d’Ouvrage sera en mesure de s’engager dans un processus visant à affiner ses exigences et à identifier les modifications appropriées aux conditions techniques et commerciales. Le Proposant peut également porter à l’attention du Maître d’Ouvrage toute modification qu’il souhaite apporter à sa Proposition Technique de Première Etape dans sa Proposition Technique et Financière combinée de Deuxième Etape.   3. Il n’y a aucune obligation pour le Proposant d’assister à une Réunion de Clarification. Si le Proposant n’est pas en mesure, ou refuse, d’assister à une Réunion de Clarification, le Maître d’Ouvrage s’efforcera raisonnablement d’obtenir les éclaircissements requis par correspondance avec le Proposant ou par d’autres moyens tels que l’audio ou la vidéo-conférence qui peuvent être disponibles. Toute réduction de la possibilité d’obtenir une clarification complète de la Proposition Technique de Première Etape en raison de l’utilisation de ces méthodes alternatives est au risque pour le Proposant de voir sa Proposition écartée.   4. Le Maître d’Ouvrage informera le Proposant, conformément à l’article **12.1 (f) des IP**, de toute divergence que le Proposant a introduite ou proposée dans sa Proposition Technique de la Première Étape et qu’il trouve :      1. inacceptable et qui doit être retirée dans la Proposition Technique et Financière combinée de la Deuxième Etape;      2. acceptable et qui sera incorporée dans la DDP au moyen d’un Additif qui sera envoyé à tous les Proposants invités à soumettre une Proposition de Deuxième tEape.   Si une divergence est acceptée pour un Proposant, le Maître d’Ouvrage veillera à ce que cette divergence soit également acceptée pour tous les autres Proposants, le cas échéant.   * 1. Une ou plusieurs personnes doivent participer à la Réunion de Clarification, munies d’une procuration écrite, les autorisant dûment à représenter le Proposant dans les discussions et à parvenir à un accord avec le Maître d’Ouvrage sur les modifications spécifiques de la Proposition Technique de Première Etape du Proposant qui sont nécessaires si le Proposant prévoit de remettre une Proposition Technique et Financière de Deuxième Etape. Le Maître d’Ouvrage ne sera pas responsable des frais engagés par le Proposant pour assister à la (ou aux) Réunion(s) de Clarification. Une invitation et une participation à toute Réunion de Clarification n’impliquent pas nécessairement que le Proposant sera invité à la Deuxième Etape. Toutefois, si des Réunions de Clarification ont lieu, tous les Proposants invités pour le Deuxième Etape se verront offrir la possibilité d’une telle réunion, même si leur Proposition, de l’avis du Maître d’Ouvrage, ne nécessite pas de clarification en personne.   2. Ni le mémorandum spécifique au Proposant conformément à l’article **26.7 des IP**, ni un compte rendu écrit de la ou des Réunions de Clarification ni toute correspondance échangée entre un Proposant donné et le Maître d’Ouvrage, ne seront partagés avec d’autres Proposants. En dehors du memorandum, aucune exigence relative à la Proposition Technique et Financière combinée de la Deuxième Etape du Proposant ne découlera de tous autres compte-rendus de réunions ou correspondances spécifiques au Proposant. Toutefois, le Maître d’Ouvrage et le Proposant peuvent utiliser ces documents, le cas échéant, comme informations de clarification lors de la préparation et de l’évaluation, respectivement, de la Proposition de la Deuxième Etape.   3. À l’issue du processus de clarification, le Maître d’Ouvrage préparera un memorandum spécifique au Proposant intitulé « Changements requis en vertu de l’Evaluation de la Première Etape » et le transmettra au Proposant concerné dans le cadre de la Demande de Propositions – Proposition Technique et Financière combinée de la Deuxième Etape.   Le Maître d’Ouvrage consignera dans le memorandum spécifique au Proposant :   * + 1. toutes les modifications à la Proposition Technique de la Première Etape et les autres précisions requises pour la Proposition Technique et Financière combinée de la Deuxième Etape;     2. toute divergence en vertu des articles **12.1 (f) et 26.4 des IP** qui est inacceptable pour le Maître d’Ouvrage et que le Proposant doit retirer dans la Proposition Technique et Financière combinée de la Deuxième Etape;     3. tout Sous-Traitant que le Proposant doit remplacer, y compris la justification du changement ; et     4. s’il n’y a pas d’exigence de modifications spécifiques à un Proposant, la Demande de Propositions - Deuxième Etape l’indiquera. |
| F. INVITATION A SOUMETTRE DES PROPOSITIONS COMBINEES TECHNIQUE ET FINANCIERE DE DEUXIEME ETAPE | | | |
| 1. Invitation à soumettre des Propositions combinées Technique et Financière de Deuxième Etape | | | * 1. Après avoir terminé l’évaluation Technique de la Première Etape (y compris toute Réunion de Clarification), le Maître d’Ouvrage :      1. peut publier un Additif au DDP modifiant, entre autres, les DPDP, les Clauses Particulières et les Exigences Techniques dans le but d’améliorer la concurrence sans compromettre les performances et/ou les exigences fonctionnelles essentielles (p. ex., écarts acceptables portés à l’attention du Maître d’Ouvrage par un ou plusieurs Proposants; formulation affinée de certaines Exigences Techniques; ajustements au Calendrier de Réalisation; etc.) :      2. aura pour option de :  1. inviter le Proposant à soumettre une Proposition Technique et Financière de Deuxième Etape, avec une Proposition technique mise à jour (reflétant le mémorandum spécifique au Proposant « Modifications requises en vertu de l’évaluation Technique de la Première Etape » et/ou dans les Additifs au DDP et une Proposition financière correspondante, ou 2. informer le Proposant que sa Proposition a été rejetée pour le motif qu’elle n’est pas conforme ou que le Proposant ne continue pas de satisfaire les exigences minimales de qualification énoncées dans le Dossier de Sélection initiale et dans la Section III - Critères d’Evaluation et de Qualification.    1. Les Proposants invités à soumettre des Propositions Techniques et Financières de Deuxième Etape sont tenus d’accuser réception rapidement au Maître d’Ouvrage de l’Invitation à soumettre des Propositions - Proposition Technique et Financière de Deuxième Etape et des pièces jointes, le cas échéant, qui y sont énumérées.    2. La date limite et l’adresse pour le dépôt des Propositions Techniques et Financières de la Deuxième Etape seront précisées dans l’invitation à soumettre des Propositions Technique et Financière de la Deuxième Etape. De même, la Déclaration de Garantie de Proposition requise ou le montant de la Garantie de Proposition requise seront également communiqués dans la même Invitation.    3. Les Proposants ne sont pas autorisés à former un Groupement d’Entreprises (GE) avec d’autres Proposants, ni à modifier le(s) partenaire(s) ou la structure du GE sans l’approbation du Maître d’Ouvrage. |
| G. PREPARATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES DE DEUXIEME ETAPE | | | |
| 1. Documents comprenant la Proposition Technique et Financière de Deuxième Etape | | | * 1. La Proposition doit comprendre deux Parties, la Partie Technique et la Partie Financière. Ces deux Parties doivent être soumises simultanément dans deux enveloppes cachetées et distinctes. Une enveloppe **doit** contenir seulement des informations en relation avec la Partie Technique et l’autre seulement les informations en relation avec la Partie Financière.   2. La Partie Technique doit comprendre ce qui suit :      1. **Lettre de Proposition**: Deuxième étape - Partie Technique, conformément à l’article 29.1 **des IP**;      2. **Garantie**: Une Garantie de Proposition ou une Déclaration de Garantie de Proposition, conformément à l’article **32 des IP**;      3. **Autorisation**: Une confirmation écrite autorisant le signataire de la Proposition à engager le Proposant, conformément à l’article **34.2 des IP**;      4. la Proposition Technique de la Première Etape mise à jour, comprenant toutes les modifications requises de la Proposition Technique de la Première Etape, telle que consignées dans le mémorandum intitulé «Modifications requises suite à l’Evaluation de la Première Etape »;      5. la preuve documentaire concernant tout changement qui aurait pu survenir entre le moment de la soumission des Propositions de la Première et de la Deuxième Etape susceptible d’avoir un impact important sur l’éligibilité et les qualifications du Proposant pour exécuter le Marché;      6. la preuve documentaire établissant que tous les Ouvrages supplémentaires ou modifiés conformément aux exigences du mémorandum intitulé « Modifications requises suite à l’Evaluation de la Première Etape » sont techniquement acceptables. La preuve documentaire de la conformité des Ouvrages aux exigences du mémorandum intitulé « Modifications requises suite à l’Evaluation de la Première Etape » peut prendre la forme de documentation, de dessins et de données;      7. Si le Proposant propose d’engager des Sous-Traitants supplémentaires ou différents de ceux nommés dans sa Proposition Technique de Première Étape pour les principaux éléments des Ouvrages, le Proposant doit donner des détails sur le nom et la nationalité des Sous-Traitants proposés pour chacun de ces éléments. En outre, le Proposant doit inclure dans sa Proposition des informations établissant la conformité aux exigences spécifiées par le Maître d’Ouvrage pour ces éléments; et      8. Tous autres documents et informations qui peuvent être spécifiés dans **les DPDP**.   3. La Proposition de la Première Etape sur laquelle la Proposition de la Deuxième Etape est fondée, bien qu’elle n’ait pas à être soumise à nouveau, demeure une partie intégrante implicite de la Proposition de la Deuxième Etape. La période de validité de la Proposition, conformément à l’article **33 des IP** doit couvrir toutes les parties ou dispositions de la Proposition de la Première Etape telles que référencées, supposées ou implicites dans la Proposition de Deuxième Etape.   4. La Partie Financière doit comprendre les éléments suivants:      1. **Lettre de proposition** – Deuxième Etape – Partie Financière : préparée conformément à l’article **29 des IP**;      2. **Bordereau des Prix**: établis conformément aux articles **30 et 31 des IP**;      3. **Divulgation financière** : Le Proposant doit fournir dans la Lettre de Proposition des informations sur les commissions et les gratifications, le cas échéant, payées ou à payer à des agents ou à toute autre partie relative à la présente Proposition ; et      4. Tout autre document requis **dans les DPDP**.   5. Le Proposant doit fournir dans la Lettre de Proposition : Deuxième **Étape** -Partie Technique, trois noms des membres potentiels du CRD et joindre leur curriculum vitae. La liste des membres potentiels du CRD proposée par le Maître d’Ouvrage (Données du Marché 20.3) et par le Proposant (Lettre de Proposition) doit être soumise à la Non-objection de la BIsD. |
| 1. Lettre de Proposition et Annexes | | | * 1. Le Proposant doit remplir la Lettre de Proposition Deuxième Etape – Partie Technique et la Lettre de Proposition Deuxième Etape – Partie Financière en utilisant les formulaires adéquats fournis à la Section IV, Formulaires de Proposition. Les formulaires doivent être remplis sans aucune modification du texte et aucun substitut ne sera accepté, sauf dans les cas prévus à l’article **17.3 des IP**. Tous les espaces vides doivent être remplis avec les informations demandées. |
| 1. Prix de la Proposition | | | * 1. Sauf disposition contraire dans les **DPDP**, le Proposant doit établir un prix pour l'ensemble des Ouvrages et Services d’Exploitation sur la base d’une « responsabilité unique », de sorte que le prix total forfaitaire de la Proposition, couvre toutes les obligations de l’Entrepreneur mentionnées dans le DDP ou qui en découlent en ce qui concerne la conception, la fabrication, y compris les achats et la sous-traitance (le cas échéant), la livraison, la construction et la réalisation des Ouvrages et services d’exploitation et de maintenance des Ouvrages selon les Clauses du Marché. Ceci inclut toutes les exigences sous les responsabilités de l’Entrepreneur en matière d’essais, et de mise en service (le cas échéant) et, si cela est demandé dans le DDP, d’acquisition de tous les permis, approbations et licences, etc. ; les services d'exploitation, de maintenance et de formation et tous autres éléments et services spécifiés dans le DDP, le tout conformément aux exigences des Clauses Générales.   2. Le Proposant détaillera les prix de la manière et dans les détails indiqués dans le Programme des Activités et Sous-Activités chiffré de la Section IV, Formulaires de Proposition, en précisant, le cas échéant, les sous-détails de prix des activités. Le total des prix des éléments figurant dans le Programme d’Activités chiffré constitue l’offre du Proposant pour réaliser les travaux selon le principe de « responsabilité unique ». Le coût de tous les éléments que le Proposant aurait pu omettre est réputé être compris dans le prix des autres éléments du Programme des Activités et Sous-Activités et ne sera pas payé séparément par le Maître d’Ouvrage.   3. Les prix seront soit fermes, soit révisables, comme précisé dans les **DPDP**.   4. Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Proposant seront des prix fixes pendant l’exécution du marché par le Proposant et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une proposition présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera écartée.   5. Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Proposant seront révisables pendant l’exécution du marché pour refléter les changements dans le coût des éléments, conformément aux procédures spécifiées dans l’Annexe correspondante de l’Acte d’Engagement. Une Proposition présentée avec un prix fixe ne sera pas écartée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. Le Proposant sera tenu d’indiquer l’origine des indices applicables pour la main-d’œuvre et les matériaux dans le formulaire correspondant de la Section IV, Formulaires de Propositions.   6. **L’article 1.1 des IP** peut prévoir que l’appel à propositions soit lancé pour un seul marché (lot unique) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Proposants désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un lot spécifiera les réductions applicables à chaque lot ou à chaque marché du groupe de lots et la manière dont la réduction s’appliquera. Cependant, les rabais conditionnels pour l’attribution de plus d’un lot ne seront pas considérés aux fins de l’évaluation des Propositions.   7. Un Proposant souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l’indiquer dans la Lettre de Proposition, ainsi que la manière dont le rabais s’appliquera.   8. Tous les droits, taxes et autres redevances payables par l’Entrepreneur en vertu du Marché ou pour toute autre raison à la date située vingt-huit (28) jours avant la date limite de soumission des Propositions, doivent être inclus dans le prix de la Proposition présenté par le Proposant. |
| 1. Monnaies de la Proposition | | | * 1. Les monnaies de la Proposition et les monnaies de règlement seront identiques et doivent être telles que spécifiées dans les **DPDP**.   2. Le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de justifier, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage, ses besoins en monnaies nationale et étrangères et de justifier que les montants indiqués dans le Programme des Activités et des sous-activités chiffré et figurant dans le tableau des données de révision dans les Annexes à la Proposition sont raisonnables, auquel cas un détail des besoins en monnaie étrangère doit être fournie par le Proposant. |
| 1. Garantie de Proposition | | | * 1. Le Proposant fournira l’original d’une Garantie de Proposition ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition, qui fera partie intégrante de sa Proposition, comme requis dans les **DPDP**, sous une forme originale et, dans le cas d’une garantie de Proposition, dans le montant et la monnaie spécifiées dans les **DPDP**.   2. La Déclaration de Garantie de Proposition se présentera selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaires de Proposition.   3. Si une Garantie de Proposition est exigée en application de l’article **32.1 des IP**, elle sera une garantie sur première demande sous l’une des formes ci- après, au choix du Proposant :  1. une garantie inconditionnelle émise par une banque ou une institution financière autre qu’une banque (telle une compagnie d’assurances ou un organisme de caution)*;* 2. un crédit documentaire irrévocable ; 3. un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou 4. toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPDP** ;   en provenance d’une source reconnue, établie dans un pays éligible. Si une garantie inconditionnelle est émise par une institution financière, autre qu’une banque, située en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, l’institution financière émettrice devra avoir une institution financière **correspondante** dans le pays du Maître d’Ouvrage afin d’en permettre l’exécution, le cas échéant, à moins que le Maître d’Ouvrage n’ait donné son accord par écrit, avant le dépôt de la Proposition, pour qu’une institution financière correspondante dans le pays du Maître d’Ouvrage ne soit pas requise.   * 1. Dans le cas d’une garantie bancaire, la Garantie de Proposition sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Propositions, ou dans une autre forme similaire pour l’essentiel et approuvée par le Maître d’Ouvrage avant le dépôt de la Proposition. La Garantie de Proposition demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la période de validité de la Proposition, y compris si la période de validité de la Proposition est prorogée en application de l’article **33.2 des IP**.   2. Si une Garantie de Proposition ou une Déclaration de Garantie de Proposition est requise en application de l’article **32.1 des IP**, toute Proposition non accompagnée d’une Garantie de proposition ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition conforme pour l’essentiel sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme étant non conforme.   3. Si une Garantie de Proposition est spécifiée conformément à l’article **32.1 des IP**, la Garantie de Proposition des Proposants doit être renvoyée aussi rapidement que possible après que le Proposant retenu a signé le Marché, a fourni la Garantie de Bonne Exécution requise, et, si exigée dans les **DPDP**, la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES).   4. La Garantie de Proposition peut être saisie  :  1. si le Proposant retire sa Proposition pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans sa Lettre de Proposition, le cas échéant prorogé par le Proposant ; ou 2. s’agissant du Proposant retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article **64 des IP** ; ou 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l’article **65 des IP**.    1. La Garantie de Proposition ou la Déclaration de Garantie de la Proposition d’un GE doit être au nom du GE qui a soumis la Proposition. Si le GE n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de la Proposition, la Garantie de Proposition ou la Déclaration de Garantie de la Proposition devra être au nom de tous les futurs partenaires, conformément au libellé de la Lettre d’intention mentionnée à l’article **4.1 des IP***.*    2. Si une Garantie de Proposition n’est pas exigée dans les **DPDP** et :   (a) le Proposant retire sa Proposition pendant le délai de validité mentionné dans la Lettre de Proposition le cas échéant prorogé par le Proposant ; ou bien  (b) le Proposant retenu manque à son obligation de :   1. signer le Marché conformément à l’article **64 des IP**, ou 2. fournir la Garantie de bonne exécution, et, si exigé dans les **DPDP**, la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), conformément à l’article **65 des IP**,   le Maître d’Ouvrage pourra disqualifier le Proposant de toute attribution de marché par le Maître d’Ouvrage pour la période stipulée dans les **DPDP***.* |
| 1. Période de validité des Propositions | | | * 1. Les Propositions demeureront valables jusqu’à la date stipulée dans les **DPDP** ou toute date prorogée si modifiée par le Maître d’Ouvrage selon l’article **8 des IP**. Une Proposition valide pour une période plus courte sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme non conforme.   2. Exceptionnellement, avant l’expiration de la période de validité des propositions, le Maître d’Ouvrage peut demander aux Proposants de prolonger la date de validité jusqu’à une date spécifiée. La demande et les réponses seront par écrit. Le Proposant peut refuser de prolonger la validité de sa Proposition sans perdre sa Garantie de Proposition ou sans faire l’objet de la mise en œuvre de la Déclaration de Garantie de la Proposition. Sous réserves des dispositions de l’article **33.3 des IP**, le Proposant qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier sa Proposition ni ne sera autorisé à le faire, mais il devra faire en sorte que le délai de validité de la Garantie de Proposition sera de même prolongée autant qu’il sera nécessaire en conformité avec l’article **32.4 des IP**.   3. Dans le cas d’un marché à prix ferme, si l’attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de la Proposition selon l’article **33.1 des IP**, le prix du Marché sera actualisé comme indiqué aux **DPDP**. Les Propositions seront évaluées sur la base du Montant de la Proposition sans prendre en considération l’actualisation susmentionnée. |
| 1. Forme et signature des Propositions Techniques et Financières de la Deuxième Etape | | | * 1. Le Proposant doit préparer un original et le nombre de copies de la Proposition spécifiés dans les **DPDP**, en marquant clairement chacun comme : « Proposition de l’Etape 2 - Original » et « Proposition de l’Etape 2 - Copie ». En cas de divergence entre eux, l’original fera foi.   2. L’original et toutes les copies de la Proposition comprenant les documents tels que décrits à l’article **28.2 des IP**, seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Proposant. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPDP**, qui sera jointe à la Proposition, conformément à l’article **28.2(c) des IP**. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de la Proposition, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de la Proposition.   3. La Proposition d’un GE doit être signée par un représentant du GE dûment autorisé à signer au nom du GE, de manière à engager légalement tous les partenaires du GE, et accompagnée d’un pouvoir habilitant le signataire établi par les personnes légalement autorisés à signer pour les partenaires.   4. La Proposition ne devra contenir aucun ajout entre les lignes, rature ou surcharge, sauf s’il s’agit de rectifier des erreurs commises par le Proposant, auquel cas toute correction devra être signée ou paraphée par la personne signataire de la Proposition.   5. Le Proposant fournira dans les Formulaires de Proposition technique et financière (Section IV), les informations concernant les commissions ou rémunérations, le cas échéant, payées ou à payer à des agents en relation avec la Demande de Propositions et l’exécution du Marché au cas où le Proposant serait l’attributaire. |
| H. Dépôt des Propositions Techniques et Financières de Deuxième Etape | | | |
| 1. Dépôt, Cachetage et marquage des Propositions | | * 1. Sauf dans le cas où les **DPDP** indiquent que les Propositions doivent être déposées par voie électronique, la procédure ci-après s’appliquera :      1. Le Proposant remettra sa Proposition en deux enveloppes scellées, distinctes. Une enveloppe devra contenir la Partie technique, et l’autre enveloppe devra contenir la Partie financière. Ces deux enveloppes seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure clairement marquée « PROPOSITION de l’ETAPE 2– ORIGINAL ».      2. En outre, le Proposant préparera des copies de la Proposition au nombre indiqué dans les **DPDP.** Les copies de la Proposition-Partie technique seront insérées dans une enveloppe cachetée, comportant la mention « PROPOSITION – COPIES de la PARTIE TECHNIQUE de l’ETAPE 2». Les copies de la Proposition-Partie financière seront insérées dans une enveloppe cachetée, comportant la mention « PROPOSITION – COPIES de la PARTIE FINANCIERE de l’ETAPE 2». Ces deux enveloppes seront elles-mêmes insérées dans une enveloppe extérieure clairement marquée « PROPOSITION de l’ETAPE 2 – COPIES ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi. | |
| 1. Date et heure limites de dépôt des Propositions | | * 1. Les Propositions de la Deuxième Etape doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse spécifiée au plus tard à l’heure et à la date indiquées dans l’invitation à soumettre des Propositions de Deuxième Etape.   2. Le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Propositions en modifiant le DDP en application de l’article **8.3 des IP**, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Proposants régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. | |
| 1. Propositions hors délai | | * 1. Toute Proposition reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des Propositions, tel que spécifié dans l’Invitation à soumettre des Propositions Technique et Financière combinées de Deuxième Etape sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. | |
| 1. Retrait, substitution et modification des Propositions de Deuxième Etape | | * 1. Le Proposant peut retirer, remplacer, ou modifier sa Proposition après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article **34.2 des IP** (à l’exception d’une notification de retrait qui ne nécessite pas de copie). La Proposition modifiée ou la Proposition de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :  1. préparées et délivrées en application des articles **34 et 35 des IP** (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE --RETRAIT », « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE - REMPLACEMENT (« Partie technique » et/ou « Partie financière »)», ou « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE --MODIFICATION (« Partie technique » et/ou « Partie financière »)» ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de dépôt des Propositions conformément à l’article **36 des IP**. | |
| I. Deuxième Etape - Ouverture Publique Des Parties techniques | | | |
| 1. Ouverture publique des Parties techniques | | * 1. Le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture en public de la Partie technique des Propositions de Deuxième Etape en présence des représentants des Proposants et de toute autre personne qui souhaite être présente, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans l’Invitation à soumettre des Propositions de Deuxième Etape. Les procédures spécifiques à l’ouverture de propositions électroniques, si de telles dispositions sont prévues, seront détaillées dans les **DPDP.**  1. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE --RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant la Proposition correspondante sera renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. Le retrait d’une Proposition ne sera pas autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix en séance ; 2. Ensuite, les enveloppes marquées « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE - REMPLACEMENT (Partie technique) » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Proposition – Partie technique correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Proposant. Le remplacement d’une Proposition ne sera pas autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix en séance d’ouverture. 3. Puis, les enveloppes marquées « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE --MODIFICATION (Partie technique) » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec la Proposition correspondante. La modification d’une Proposition ne sera pas autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix en séance d’ouverture. 4. Ensuite, toutes les enveloppes restantes marquées « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE - PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes l’une après l’autre. Toutes les enveloppes marquées « PROPOSITION de DEUXIEME ETAPE - PARTIE FINANCERE » demeureront cachetées et seront conservées par le Maître d’Ouvrage dans un lieu sécurisé jusqu’à ce qu’elles soient ouvertes le moment venu, en séance publique, après l’évaluation de la Partie technique des Propositions. Lors de l’ouverture des enveloppes marquées « PARTIE TECHNIQUE » le nom du Proposant sera annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, de toute variante éventuelle, l’existence d’une Garantie de Proposition si elle est exigée ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. 5. Aucune des Propositions ne sera rejetée en séance publique d’ouverture, à l’exception des Propositions reçues hors délais, en conformité avec l’article **37.1 des IP**.    1. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des plis – Partie technique, qui comportera au minimum : le nom du Proposant et s’il y a retrait, remplacement ou modification de la Proposition. Il sera demandé aux représentants des Proposants présents de signer le procès-verbal d’ouverture des plis. L’absence de la signature des représentants des Proposants ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Proposants ayant remis une Proposition dans les délais et sera publiée en ligne lorsque le dépôt des propositions par voie électronique est permis. | |
| J. Deuxième Etape - Evaluation des Parties Techniques | | | |
| 1. Confidentialité | | | * 1. Les informations concernant l’évaluation des Parties techniques ne seront divulguées aux Proposants ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la Notification de l’évaluation des Parties techniques n’aura pas été effectuée conformément à l’article **44 des IP**. Les informations relatives à l’évaluation de la Partie Financière, à l’évaluation de la Partie Technique et de la partie financière combinées et à la recommandation d’attribution du marché ne seront pas divulguées aux Soumissionnaires ou à toute autre personne non officiellement concernée par ce processus tant que la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché n’aura pas été transmise aux soumissionnaires conformément à l’article **60.1 des IP**.   2. Toute tentative faite par un Proposant pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des Propositions peut entraîner le rejet de sa Proposition.   3. Nonobstant les dispositions de l’article **40.1 des IP,** après l’ouverture des Propositions, si un Proposant souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait au processus de Demande de Propositions, il devra le faire par écrit. |
| 1. Éclaircissements concernant les Propositions | | | * 1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des Propositions et la vérification des qualifications des Proposants, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander à un Proposant des éclaircissements sur sa Proposition. Aucun éclaircissement apporté par un Proposant autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement du Maître d’Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit.   2. Si le Proposant ne fournit pas les éclaircissements demandés avant la date et l’heure limites indiquées dans la demande d’éclaircissements du Maître d’Ouvrage, sa Proposition pourra se voir rejetée. |
| 1. Détermination de la Conformité des Parties techniques | | | * 1. La détermination par le Maître d’Ouvrage de la conformité pour l’essentiel de la Proposition sera fondée sur le contenu même de la Proposition. Aux fins de cette décision, une Proposition conforme pour l’essentiel est une proposition qui :  1. est conforme matériellement à la Proposition de la Première Etape et/ou à tous éléments variantes ou Propositions variantes que le Maître d’Ouvrage a invité le Proposant à soumettre dans sa Proposition de Deuxième Etape ; 2. incorpore les modifications, le cas échéant, listées dans le mémorandum spécifique du Proposant intitulé « Modifications exigées suite à l’Evaluation de la Première Etape » conformément à l’article **26.7 des IP**; et 3. reflète les changements, le cas échéant du DDP émis en tant qu’Additif lors de ou après l’Invitation à soumettre des Propositions – Deuxième Etape, conformément à l’article **27.1 des IP**.    1. Si une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence importante par rapport aux conditions du DDP.    2. Lorsqu’une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de présenter, dans un délai raisonnable, les informations, ou la documentation, nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions mineures constatées dans la Proposition en en comparaison avec la documentation requise par le DDP. |
| 1. Evaluation des Parties techniques | | | * 1. L’évaluation des Parties techniques par le Maître d’Ouvrage sera effectuée comme spécifié à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.   2. Les scores à attribuer aux facteurs techniques et aux sous-facteurs sont spécifiés **dans le** **DPDP.** |
| 1. Notification de l’évaluation des Parties techniques | | | * 1. A l’issue de l’évaluation de la Partie technique des Propositions, le Maître d’Ouvrage fera les notifications ci-après :   (a) Notification par écrit à tout Proposant dont la Proposition a été jugée non-conforme pour l’essentiel aux exigences du DDP, en l’informant comme suit :  (i) le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) sa Partie technique a été jugée non-conforme ;  (ii) son enveloppe marquée « Partie financière » lui sera retournée sans avoir été ouverte à l’issue de l’évaluation des Propositions et après la signature du Marché ;  (b) Simultanément, notification par écrit aux Proposants dont la Proposition a été jugée conforme pour l’essentiel aux exigences du DDP les informant que leur Proposition a été jugée conforme pour l’essentiel aux exigences du DDP ; et  (c) Notification à tous les Proposants en conformité avec l’une des options ci-après :  (i) Option 1 : Dans le cas **où ni la méthode MOF (Meilleure Offre Finale) ni la méthode de négociations ne sont applicables**, la date l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes marquées « Partie financière », ou  (ii) Option 2 : Dans le cas **où la méthode MOF (Meilleure Offre Finale) ou la méthode de négociations** est prévue, conformément aux **DPDP IP 55 et IP 57** respectivement, que (i) les enveloppes marquées « Partie financière », ne seront pas ouvertes en public, mais en la présence d’un Garant de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage, et (ii) que l’annonce des noms des Proposants dont la Partie financière sera ouverte et du montant total de leurs Propositions aura lieu lors de la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché. |
| K. Deuxième Etape : Ouverture des Parties financières | | | |
| 1. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou Négociations ne sont pas applicables | | | * 1. Dans le cas où la méthode MOF(Meilleure Offre Finale) ou ou la méthode de Négociation ne sont pas applicables comme spécifié dans les **DPDP**, le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture des Parties financières en présence des représentants désignés des Proposants et de toute personne qui souhaitent y assister. La date d’ouverture ne doit pas être inférieure à dix (10) Jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats de l’évaluation technique, décrite dans l’article **44.1 des IP**. Toutefois, si le Maître d’Ouvrage reçoit une réclamation sur les résultats de l’évaluation technique dans les dix (10) Jours ouvrables, la date d’ouverture sera assujettie à **l’article 66.1 des IP**. Chaque enveloppe marquée « Partie financière » sera inspectée afin de confirmer qu’elle est demeurée cachetée et qu’elle n’a pas été ouverte. Ces enveloppes seront ensuite ouvertes par le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage annoncera à haute voix le nom du Proposant, le score technique obtenu, ainsi que le prix total de la Proposition, par lot (marché) le cas échéant, y compris tout rabais éventuel, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais annoncés à haute voix en séance publique seront ensuite considérés aux fins de l’évaluation. La Lettre de Proposition – Partie financière et les Bordereaux de Prix seront paraphés par les représentants du Maître d’Ouvrage participant à l’ouverture des plis de la manière indiquée dans les **DPDP**.   2. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions – Partie Financière, qui comportera au minimum :   (a) le nom du Proposant dont la Partie financière a été ouverte,  (b) le prix de la Proposition, par lot le cas échéant, y compris tous rabais.   * 1. Il sera demandé aux représentants des Proposants dont les Parties financières auront été ouvertes de signer ce procès-verbal. L’absence de la signature des représentants des Proposants ne porte pas atteinte à la validité ni au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Proposants. |
| 1. Ouverture des Parties financières lorsque MOF ou Négociations sont applicables | | | * 1. Dans le cas où la méthode MOF (Meilleure Offre Finale) ou la méthode de Négociations est prévue dans les **DPDP**, le Maître d’Ouvrage ne procédera pas à l’ouverture des Parties financières en public, mais elles seront ouvertes en la présence d’un Garant de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.   2. En séance d’ouverture, chacune des enveloppes marquées « Partie financière » sera inspectée afin de confirmer qu’elle est demeurée cachetée et qu’elle n’a pas été ouverte. Ces enveloppes seront ouvertes par le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage enregistrera le nom du Proposant, ainsi que le prix total de la Proposition, par lot (marché) le cas échéant, y compris tout rabais éventuel, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. La Lettre de Proposition – Partie financière et les Annexes de Prix seront paraphés par les représentants du Maître d’Ouvrage participant à l’ouverture des plis et par le Garant de Probité.   3. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions – Partie Financière, qui comportera au minimum :   (a) le nom du Proposant dont la Partie financière a été ouverte,  (b) le prix de la Proposition, par lot le cas échéant, y compris tous rabais, et  (c) le rapport du Garant de Probité portant sur l’ouverture des Parties financières.   * 1. Le Garant de Probité signera le procès-verbal. Le contenu des enveloppes marquées « Partie financière » et le procès-verbal d’ouverture seront conservés en lieu sûr par le Maître d’Ouvrage et ne seront pas divulgués à quiconque jusqu’au moment de la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché. |
| L. Deuxième Etape : Evaluation des Parties financières | | | |
| 1. Non-conformité, mineures | | | * 1. Si une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage rectifiera les non-conformités mineures qui affectent le prix de la Proposition. À cet effet, le prix de la Proposition sera ajusté, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l’élément ou du composant manquant ou non conforme, en ajoutant la moyenne des prix de l’élément ou composant fournis par les autres Proposants ayant remis des propositions conformes pour l’essentiel. Si le prix de cet élément ou composant ne peut pas être estimé par la prise en compte du prix des autres propositions conformes pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage fera sa propre estimation. |
| 1. Correction des erreurs arithmétiques | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :   (a) **Le Programme des Sous-Activités chiffré** : en cas d'erreur entre le total des montants indiqués dans la colonne "Prix de la sous-activité" et le montant indiqué sous le total pour la sous-activité, le premier prévaut et l second est corrigé en conséquence ;  (b) **Le Programme des Activités** **chiffré** : en cas d'erreur entre le total des montants indiqués dans la colonne du prix de l'activité et le montant indiqué sous le prix total des activités, le premier prévaut et l second est corrigé en conséquence ;  (c) En cas d’erreur entre le total des montants figurant dans le Programme des Sous-Activités et le montant correspondant dans le Programme des prix des Activités, le premier prévaut et le second est corrigé en conséquence;  (d) **Récapitulatif** : en cas d’erreur entre le prix total des activités figurant dans le Programme des Activités chiffré et le montant indiqué dans le **Récapitulatif**, le premier prévaut et le second est corrigé en conséquence ; et  e) en cas de divergence entre les mots et les chiffres, le montant exprimé en mots prévaudra, sauf si le montant exprimé en mots est entaché d’erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres l'emporte sous réserve des alinéas a) à d) ci-dessus.   * 1. Il sera demandé au Proposant d’accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Proposant n’accepte pas les corrections apportées en conformité avec l’article **48.1 des IP**, sa Proposition sera écartée. |
| 1. Conversion en une seule monnaie | | | * 1. Aux fins d’évaluation et de comparaison, le Maître d’Ouvrage convertira tous les prix des Propositions exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué dans les **DPDP**. |
| 1. Marge de préférence | | | * 1. Sauf indication contraire dans le **DPDP**, aucune marge de préférence ne s’appliquera. |
| 1. Évaluation des propositions financières | | | * 1. Pour évaluer la Partie financière des Propositions, le Maître d’Ouvrage procédera comme suit :  1. le prix de la Proposition, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans les Bordereaux de Prix (le cas échéant) ; 2. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l’article **48.1** **des IP** ; 3. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l’article **30.7 des IP** ; 4. les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de l’article **47.1 des IP** ; 5. en convertissant le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus en une seule monnaie, si nécessaire, conformément aux dispositions de l’article **49.1 des IP** ; et 6. les facteurs d’évaluation indiqués **dans les DPDP** et dont le détail figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. |
|  | | | * 1. Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de l’article **30.5 des IP**, l’effet estimé des dispositions de révision des prix figurant dans les Clauses du Marché, appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation de la Proposition.   2. Si le présent DDP autorise les Proposants à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet au Maître d’Ouvrage d’attribuer un ou plusieurs lots à un plus d’un Proposant, la méthode d’évaluation pour déterminer la combinaison de propositions présentant la meilleure Optimisation des Ressources, sera précisée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. **Les rabais conditionnés par l’attribution de plus d’un lot ne seront pas pris en compte pour les besoins de l’évaluation de la Proposition.** |
| 1. Proposition anormalement basse | | | * 1. Une Proposition dont le prix est anormalement bas est une Proposition qui, en tenant compte des autres éléments de la Proposition, apparait si basse qu’elle soulève des préoccupations chez le Maître d’Ouvrage quant à la capacité du Proposant à réaliser le Marché pour le prix proposé.   2. S’il considère que la Proposition est d’un prix anormalement bas, le Maître d’Ouvrage pourra demander au Proposant des éclaircissements par écrit, y compris une analyse détaillée du prix en relation avec l’objet du Marché, sa portée, le calendrier de réalisation, la répartition des risques et responsabilités, et toute autre exigence contenue dans le DDP.   3. Après avoir vérifié les informations et le détail du prix fournis par le Proposant, dans le cas où le Maître d’Ouvrage établit que le Proposant n’a pas démontré sa capacité à réaliser la Marché pour le prix proposé, il écartera la Proposition. |
| 1. Proposition déséquilibrée ou avec concentration de paiement au début | | | * 1. Si la Proposition évaluée de moindre coût est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître d’Ouvrage de l’échéancier de paiement des travaux à exécuter, le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de fournir des clarifications par écrit. Une telle demande pourra porter sur le détail de prix, pour prouver que les prix de la Proposition sont compatibles avec l’étendue des travaux, les méthodes de construction et le calendrier proposé et toute autre exigence du DDP.   2. Après avoir évalué les renseignements fournis, et le détail de prix, le Maître d’Ouvrage pourra :   (a) accepter la Proposition, ou  (b) demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit augmenté, aux frais du Proposant, à un niveau n’excédant pas vingt (20) pourcent du Montant du Marché, ou  (c) écarter la Proposition. |
| M. Deuxième Etape : Evaluation combinée des Parties techniques et financières | | | |
| 1. Evaluation combinée des Parties technique et financière | | | * 1. Lors de l’évaluation des Propositions conformes, le Maître d’Ouvrage prendra en compte des facteurs techniques, en plus des facteurs de coût, en conformité avec la Section III, Critères d’évaluation et de Qualification. Les pondérations affectant les aspects techniques et le coût sont indiqués dans les **DPDP**. Le Maître d’Ouvrage classera les Propositions sur la base du score évalué des Propositions (B). |
| 1. Meilleure Offre Finale (MOF) | | | * 1. A l’issue de l’évaluation combinée technique et financière des Propositions, si cela est **indiqué dans les** **DPDP**, le Maître d’Ouvrage pourra inviter les Proposants à remettre leur Meilleure Offre Finale (MOF). La procédure correspondante sera **spécifiée dans les** **DPDP** et représentera une ultime opportunité pour les Proposants d’améliorer leur Proposition, sans pour autant modifier les fonctionnalités et les exigences de performance requises. Le Proposant ne sera pas tenu de remettre une MOF. Lorsque la procédure MOF sera utilisée, il n’y aura pas de négociation après la MOF.   2. La procédure MOF comprend le recours à deux enveloppes. Le dépôt de MOF, les ouvertures des Parties techniques et des Parties financières, et l’évaluation des Propositions se feront selon la procédure définie ci-avant pour l’évaluation des Parties techniques, des Parties financières et l’évaluation combinée. |
| 1. Proposition présentant la Meilleure Optimisation des Ressources | | | * 1. La Proposition présentant la Meilleure Optimisation des Ressources est la Proposition présentée par le Proposant qui satisfait aux conditions de qualifications et dont la Proposition :   (a) est conforme pour l’essentiel au DDP, et  (b) est évaluée comme étant la meilleure Proposition, c’est-à-dire la Proposition obtenant le meilleur score, dans l’évaluation combinée technique et financière. |
| 1. Négociations | | | * 1. Si cela est **indiqué dans les** **DPDP**, le Maître d’Ouvrage pourra entreprendre des négociations à l’issue de l’évaluation des Propositions, avant l’attribution finale du Marché. La procédure des négociations sera **indiquée dans les** **DPDP**.   2. Les négociations seront menées en présence du Garant de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.   3. Les négociations pourront porter sur tout aspect du Marché, mais elles ne pourront pas conduire à modifier les fonctionnalités ni les exigences de performance.   4. Le Maître d’Ouvrage pourra négocier en premier lieu avec le Proposant ayant présenté la Proposition offrant la Meilleure Optimisation des Ressources. Si les négociations sont infructueuses, le Maître d’Ouvrage pourra négocier avec le Proposant classé second et ainsi de suite jusqu’à ce qu’un résultat de négociation positif soit obtenu. Le Maître d'Ouvrage peut également négocier simultanément avec les Proposants classés premier et deuxième. |
| 1. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des Propositions et de rejeter une ou toutes les Propositions | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute Proposition, et d’annuler la procédure de demande de propositions et d’écarter toutes les Propositions à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Proposants. En cas d’annulation, toutes les propositions déposées, et notamment les garanties de Propositions seront immédiatement retournées aux Proposants. |
| 1. Période d’Attente | | | * 1. Le Marché ne sera pas attribué avant l’achèvement de la Période d’Attente. La Période d’Attente sera de dix (10) jours ouvrables sous réserve de prorogation en conformité à l’article **63 des IP**. La Période d’Attente commence le lendemain du jour auquel le Maître d’Ouvrage aura transmis à chacun des Proposants (qui n’aura pas été prévenu auparavant que sa Proposition n’aura pas été retenue) la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché. Lorsqu’une seule Proposition a été déposée, ou si le marché est en réponse à une situation d’urgence reconnue par la BIsD, la Période d’Attente ne sera pas applicable. |
| 1. Notification de l’Intention d’Attribution | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage doit transmettre à chacun des Proposants (qui n’aura pas été prévenu auparavant que sa Proposition n’aura pas été retenue), la Notification de son Intention d’Attribution du Marché au Proposant retenu. La Notification de l’Intention d’Attribution du Marché doit au minimum contenir les renseignements ci-après :   (a) le nom et l’adresse du Proposant dont Proposition est retenue ;  (b) le Montant du Marché de ce Proposant ;  (c) le score combiné recueilli par la Proposition retenue ;  (d) le nom de tous les Proposants ayant remis une Proposition, et le prix de leurs Propositions tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le coût évalué, ainsi que les scores techniques ;  (e) une déclaration indiquant le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Proposant non retenu, destinataire de la notification, n’a pas été retenue ;  (f) la date d’expiration de la Période d’Attente ; et  (g) les instructions concernant la présentation d’une demande de débriefing et/ou d’une réclamation durant la Période d’Attente. |
| N. Attribution du marché | | | |
| 1. Critères d’Attribution | | | * 1. Sous réserve des dispositions de l’article **58.1 des IP**, le Maître d’Ouvrage attribuera le Marché au Proposant dont la Proposition aura été évaluée comme présentant la Meilleure Optimisation des Ressources, à condition que le Proposant soit en outre éligible et qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |
| 1. Notification de l’Attribution du Marché | | | * 1. Avant l’expiration du délai de validité des Propositions et à l’issue de la Période d’Attente indiquée à l’article **59.1 des IP** ou de toute prolongation de cette Période d’Attente, et après avoir traité toute réclamation présentée durant la Période d’Attente, le Maître d’Ouvrage notifiera au Proposant retenu, par écrit, que sa Proposition a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d’Acceptation ») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur en contrepartie de l’exécution du Marché (appelé "le Montant du Marché" ci-après et dans les Clauses du Marché et les Formulaires du Marché).   2. Dans le délai de dix (10) jours ouvrables après la transmission de la Lettre d’Acceptation, le Maître d’Ouvrage publiera la Notification d’Attribution de Marché qui devra contenir, au minimum, les renseignements ci-après :   (a) le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage ;  (b) l’intitulé et la référence du marché faisant l’objet de l’attribution, ainsi que la méthode de sélection utilisée ;  (c) le nom de tous les Proposants ayant remis une Proposition, le prix de leurs Propositions tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le prix évalué de chacune des Propositions ;  (d) les noms des Proposants dont la Proposition a été écartée et le motif du rejet ; et  (e) le nom et l’adresse du Proposant dont la Proposition est retenue, le montant total final du Marché, la durée d’exécution et un résumé de l’objet du Marché ; et  (f) le Formulaire de Divulgation [des Bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) du Proposant retenu.   * 1. La Notification d’Attribution du Marché sera publiée sur le site UNDB en ligne ou sur Dg Market et sur le site internet du Maître d’Ouvrage s’il existe.   2. Jusqu’à la préparation et l’approbation du Marché, la Lettre d’Acceptation constituera l’engagement réciproque du Maître d’Ouvrage et du Proposant retenu. |
| 1. Débriefing par le Maître d’Ouvrage | | | * 1. Après avoir reçu du Maître d’Ouvrage, la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché mentionnée à l’article **60 des IP**, tout Proposant non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour solliciter un débriefing, par demande écrite adressée au Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage devra accorder un débriefing à tout Proposant non retenu qui en aura fait la demande dans ce délai.   2. Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai prescrit, le Maître d’Ouvrage accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à moins que le Maître d’Ouvrage ne décide d’accorder le débriefing plus tard, pour un motif justifié. Dans un tel cas, la Période d’Attente sera automatiquement prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Si plusieurs débriefings sont ainsi retardés, la Période d’Attente sera prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le dernier débriefing aura eu lieu. Le Maître d’Ouvrage informera tous les Proposants par le moyen le plus rapide de la prolongation de la Période d’Attente.   3. Lorsque la demande de débriefing par écrit est reçue par le Maître d’Ouvrage après le délai de trois (3) jours ouvrables, le Maître d’Ouvrage devra accorder le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la Notification d’attribution du Marché. Une demande de débriefing reçue après le délai de (3) jours ouvrables ne donnera pas lieu à une prolongation de la Période d’Attente.   4. Le débriefing d’un Proposant non retenu peut être oral ou par écrit. Un Proposant devra prendre à sa charge ses propres frais de participation à la réunion de débriefing. |
| 1. Signature du Marché | | | * 1. Le Maître d’Ouvrage enverra au Proposant retenu la Lettre d’Acceptation ainsi que l’Acte d’Engagement, et la demande de fourniture du Formulaire de Divulgation [des Bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) fournissant les renseignements additionnels sur ses propriétaires effectifs. Le Formulaire de Divulgation [des Bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) devra être soumis dans le délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception de la demande.   2. Le Proposant retenu renverra l’Acte d’Engagement au Maître d’Ouvrage après l’avoir daté et signé dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception.   3. Si cela est permis dans les **DPDP**, et si le Proposant a demandé, et a formé une SVS, le Marché sera conclu avec la SVS. Le Proposant devra fournir sous vingt-six (26) jours à compter de la Lettre d’Attribution du Maître d’Ouvrage une copie certifiée conforme de ses documents de constitution et la preuve de sa structure d’actionnariat, comprenant les statuts et la convention d’actionnariat (le cas échéant). |
| 1. Garantie de Bonne Exécution | | | * 1. Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par le Maître d’Ouvrage de l’attribution du Marché, le Proposant retenu fournira la Garantie de Bonne Exécution et la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), si cela est stipulé dans les **DPDP**, conformément aux Clauses Générales et sous réserves des dispositions de l’article **53.2 (b) des IP**, en utilisant le Formulaire de Garantie de Bonne Exécution et le Formulaire de Garantie de Performance ES figurant à la Section X, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si la Garantie de Bonne Exécution est une caution émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement, l’institution émettrice devra être acceptable au Maître d’Ouvrage. Si l’institution émettrice de la garantie d’une telle forme de caution est établie en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, elle devra avoir une institution financière correspondante établie dans le pays du Maître d’Ouvrage, à moins que le Maître d’Ouvrage ait accepté par écrit qu’une telle institution financière correspondante n’est pas exigée. |
|  | | | * 1. Le défaut de fourniture par le Proposant retenu, de la Garantie de Bonne Exécution et si elle est exigée, de la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), ou le fait qu’il ne signe pas l’Acte d’Engagement, constitueront un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la Garantie de Proposition, auquel cas le Maître d’Ouvrage pourra attribuer le Marché au Proposant dont la Proposition présente la seconde Meilleure Optimisation des Ressources. |
| 1. Réclamation concernant la Procédure d’Acquisition | | | * 1. Les procédures applicables pour formuler une réclamation relative à la procédure d’acquisition sont indiquées **dans les** **DPDP.** |

Section II. Données particulières de demande de propositions (DPDP)

Les données particulières qui suivent, relatives aux travaux envisagés, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Proposants (IP). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IP.

*[Lorsqu’un système de passation de marchés électronique est utilisé, modifiez les parties pertinentes* ***des DPDP*** *en conséquence pour tenir compte du processus passation de marchés électronique].*

*[Les instructions pour remplir les Données particulières de la Demande de Proposition sont fournies, au besoin, dans les notes en italique mentionnées pour l’IO pertinente]*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Référence aux IP** | | **A. Généralités** | | | |
| **IP 1.1** | | Numéro de la Demande de Propositions : *[insérer le numéro]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  Intitulé de la Demande de Propositions : *[insérer l’intitulé]*  Nom et Numéro d’identification des lots de la DP : *[insérer le nom et le numéro de la DP]* | | | |
| **IP 2.1** | | Nom du Bénéficiaire : *[insérer le nom du Bénéficiaire et indiquer sa relation avec le Maître d’Ouvrage, si différent du Bénéficiaire. Cette insertion devrait correspondre aux informations fournies dans l’Avis de Demande de Propositions]* | | | |
| **IP 2.1** | | Montant de l’Accord de Financement : *[insérer l’équivalent US$]*  Nom du Projet : *[insérer le nom du Projet]* | | | |
| **IP 1.3(a)** | | *[supprimer si pas applicable]*  **Système d’Achat électronique**  Le Maître d’Ouvrage utilisera le système électronique suivant pour conduire le processus de passation de marchés :  *[insérer le nom du système et l’adresse « url » ou lien]*  Le système électronique sera utilisé pour gérer les aspects suivants du processus de passation de marchés :  *[insérer les aspects tels que la mise à la disposition des entreprises initialement sélectionnées du Dossier de Demande de Propositions (DDP), le dépôt des Propositions, l’ouverture des Propositions]* | | | |
| **IP 4.1** | | Le nombre des membres d’un groupement (GE) ne dépassera pas : *[insérer le nombre ou indiquer « sans objet »]* | | | |
| **IP 4.1** | | Le Proposant est autorisé à former une Société de Projet ou SVS ***[oui/ non]***  Le nombre maximum de membres d’une Société de Projet ou SVS est le même que le nombre maximum de membres d’un GE.  Si l’Entrepreneur est une Société de Projet ou SVS, il est tenu de maintenir sa part du capital à un niveau minimum de *[insérer le pourcentage]* du capital total libéré de la SVS. La part du capital peut être augmentée sans l’approbation préalable du Maître d’Ouvrage, mais une notification écrite de renseignements doit être adressée au Maître d’Ouvrage. Toute réduction dans la part du capital de la SVS est assujettie au consentement écrit préalable du Maître d’Ouvrage. | | | |
| **IP 4.5** | | L’adresse électronique où consulter la liste des entreprises et personnes exclues par la BIsD est la suivante http://www.isdb.org/ | | | |
| **B. Contenu du Dossier de Demande de Propositions** | | | | | |
| **IP 7.1** | | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :  ***Insérer l’information correspondante comme requis ci-après. Cette adresse peut être identique ou non à celle spécifiée à l’article 19.1 des IP pour la remise des Propositions]***  Attention de : ***[insérer le nom du responsable]***  Rue : ***[insérer le nom de la rue]***  Étage/ numéro de bureau : ***[insérer étage et numéro du bureau]***  Ville : ***[insérer le nom de la ville]***  Code postal : ***[insérer le numéro du code postal]***  Pays : ***[insérer le nom* du pays*]***  Numéro de téléphone : ***[insérer numéro***  Numéro de télécopie : ***[insérer numéro]***  Adresse électronique : ***[insérer adresse]***  Le délai de réception des demandes d’éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres est de ***[insérer nombre] \_\_\_\_\_\_\_\_\_*** jours. | | | |
| **IP 7.1** | | Adresse du site internet : ***[le cas échéant, identifier le site internet d’accès libre sur lequel les renseignements concernant le processus de Demande de Propositions seront publiés]*** | | | |
| **IP 7.4** | | Une réunion préparatoire \_\_\_\_\_\_\_\_\_ lieu au lieu et date ci-après :  Lieu :  Date :  Heure :  Une visite du site \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer « sera » ou « ne sera pas »]*** organisée par le Maître d’Ouvrage. | | | |
| **C. Préparation des Propositions** | | | | | |
| **IP 11.1** | | La langue de la Proposition est : ***[insérer « l’anglais » ou « le français » ou « l’arabe"]****.*    ***[Remarque : En plus de la langue ci-dessus, et si accepté par la BIsD, le Maître d’Ouvrage a la possibilité d’émettre des versions traduites du dossier de DP dans une autre langue qui devrait être : (a) la langue nationale du Maître d’Ouvrage ; ou (b) la langue utilisée à l’échelle nationale dans le pays du Maître d’Ouvrage pour les transactions commerciales. Dans ce cas, le texte suivant doit être ajouté :]***  ***« De plus, le dossier de DP est traduit dans la langue [insérer une langue nationale ou la langue largement utilisée dans le pays] [s’il y a plus d’une langue utilisée à l’échelle nationale ou langue largement utilisée dans le pays national, ajouter « et dans la \_\_\_\_\_\_ » [insérer la seconde langue nationale ou la langue largement utilisée dans le pays***  ***Les Proposants ont la possibilité de soumettre leur Proposition dans l’une ou l’autre des langues mentionnées ci-dessus. Les Proposants ne doivent pas soumettre leur proposition dans plus d’une langue.] »***  Tous les échanges de correspondance doivent être en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  La langue de traduction des documents justificatifs et de la littérature imprimée est \_\_\_\_ ***[spécifier une langue]****.* | | | |
| **IP 12.1 (j)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition les autres documents suivants :  ***[Indiquer ici tout document qui ne figure pas déjà à l’article 12.1 des IP et qui doit obligatoirement être joint à la Proposition. La liste des documents additionnels doit inclure ce qui suit :]***  **Code de Conduite pour le Personnel du Constructeur (ES)**  Le Proposant devra soumettre le Code de Conduite applicable à son personnel (comme défini par la Sous-Clause 1.1.21 du CCAG) afin d’assurer la conformité aux bonnes pratiques environnementales et sociales (ES) spécifiées dans le Marché. Le Proposant devra utiliser à cette fin le formulaire du Code de Conduite fourni en Section IV. Aucune modification substantielle ne pourra être introduite dans ce formulaire, excepté si le Soumissionnaire introduit des exigences additionnelles, y compris le cas échéant, pour prendre en compte des circonstances particulières ou risques spécifiques au Marché.  *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, l’énoncé de méthode, l’évaluation des risques et les plans de gestion doivent également inclure l’énoncé de méthode, les stratégies de gestion, les plans de mise en œuvre et les innovations pour gérer les risques de cybersécurité. De plus, s’il y a évaluation des risques liés à la chaîne d’approvisionnement, l’énoncé de la méthode doit inclure un énoncé de méthode pour gérer les risques liés à la chaîne d’approvisionnement.]* | | | |
| **IP 17.1, IP 34.1 et IP 35.1** | | En plus de l’original de la Proposition, le nombre de copies est : *\_\_\_\_ [insérer le nombre de copies]* | | | |
| **IP 17.2 et IP 34.2** | | La confirmation *écrite* de l’autorisation de signature au nom du Proposant consistera en : ***[insérer le nom et la description de la documentation exigée pour démontrer l’autorité du signataire de la Proposition].*** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| **D. DEPOT DES PROPOSITIONS TECHNIQUES DE PREMIERE ETAPE** | | | | | |
| **IP 19.1** | | Aux fins de **dépôt des Propositions**, uniquement, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante : ***[Cette adresse peut être la même ou différente de celle spécifiée pour l’ IP 7.1 aux fins de clarifications]***  Attention: *[ insérer* ***le nom complet de la personne, le cas échéant]***  Adresse de la rue: *[ insérer* ***l’adresse de la rue et le numéro****]*  Numéro de l’étage et de la salle : *[insérer* ***le n*uméro de l’étage et de la salle*, le cas échéant****]*  Ville: *[insérer* ***le nom de la ville****]*  Code postal: *[ insérer* ***le code postal (ZIP), le cas échéant****]*  Pays: *[ insérer* ***le nom du pays****]*  **La date limite pour le dépôt de la Proposition est la suivante :**  Date : ***[insérer le jour, le mois et l’année, p. ex. le 15 juin 2021]***    Heure : *[insérer* ***l’heure - p. ex. 10 h 30 ou 16 :30.****]*  ***[La date et l’heure devraient être les mêmes que celles prévues dans l’Avis de Demande de Propositions, à moins qu’elles ne soient modifiées ultérieurement conformément à l’IP 19.2]*** | | | |
| **IP 19.1, IP 35.1 et IP 36.1** | | Les Proposants \_\_\_\_\_\_[***insérer « auront » ou « n’auront pas »***] l’option de soumettre leurs Propositions par voie électronique.  ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants requis ne devraient être insérés que*** ***si les Proposants ont la possibilité de soumettre leurs Propositions par voie électronique. Sinon omettre.]***  Les procédures de présentation de la Proposition par voie électronique sont les suivantes ***: [insérer une description des procédures électroniques de dépôt des Propositions.]*** | | | |
| **IP 22.1** | | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse, à la date et à l’heure suivantes :  Adresse de la rue: *[****insérer l’adresse de la rue et le numéro****]*  Numéro de l’étage /salle : *[ insérer* ***le numéro de l’étage /salle, le cas échéant****]*\_\_  Ville: *[ insérer* ***le nom de la ville****]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Pays: *[ insérer* ***le nom du pays****]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Date : ***[insérer le jour, le mois et l’année, p. ex. le 15 juin 2021] \_\_\_\_\_\_\_\_\_***  Heure: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer* ***le temps et déterminer -- p. ex. 10 h 30 ou 16 h 30.****]*  ***[La date et l’heure devraient être les mêmes que celles données pour la date limite de dépôt des Propositions dans l’IP 19.1].*** | | | |
| **IP 22.1, et IP 39.1** | | ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants requis ne devraient être insérés que si les Proposants ont la possibilité de soumettre leurs propositions par voie électronique. Sinon omettre.]***  Les procédures électroniques d’ouverture de la proposition sont les *suivantes* ***: [insérer une description des procédures électroniques d’ouverture de la Proposition.]*** | | | |
| **IP 28.2 (h)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition les documents supplémentaires suivants :  ***[énumérez tout document supplémentaire qui n’est pas déjà répertorié dans l’IP 28.2 qui doit être soumis avec la Proposition technique de Deuxième Etape], sinon indiquez : « aucun ».*** | | | |
| **IP 28.4 (d)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition les documents supplémentaires suivants :  ***[énumérez tout document supplémentaire qui n’est pas déjà répertorié dans l’IP 28.4 qui doit être soumis avec la Proposition financière de Deuxième Etape], sinon indiquez : « aucun ».*** | | | |
| **IP 30.3** | | Les prix proposés par le Proposant *[insérer : « seront » ou « ne seront pas »]* révisables durant l’exécution du Marché. | | | |
| **IP 31.1** | | La ou les monnaies de la proposition et la ou les monnaies de paiement doivent être conformes à l’Option \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ décrite ci-après :  **Option A : Les Propositions doivent être entièrement libellées en monnaie nationale :**   1. Les prix doivent être libellés par le Proposant dans le Programme d’Activités et de Sous-Activités chiffré en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nom de la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage]*** et désigné ci-après par « la monnaie nationale ». Un Proposant qui prévoit d'engager des dépenses dans d'autres monnaies pour des intrants et/ou matériaux pour les travaux fournis en provenance de pays autres que le pays du Maître d’Ouvrage (ci-après dénommé « les besoins en monnaie étrangère ») indique dans l'Annexe de la Proposition - Tableau C, le ou les pourcentages du prix de la proposition excluant les sommes provisionnelles), nécessaire(s) au Proposant pour le paiement de ces besoins en monnaie étrangère, limité à trois monnaies au maximum. 2. Les taux de change que le Proposant utilisera pour obtenir l'équivalent dans la monnaie nationale et le(s) pourcentage(s) mentionné(s) en (a) ci-dessus seront spécifiés par le Proposant dans l'Annexe à la Proposition - Tableau C, et s'appliqueront pour tous les paiements au titre du marché, de sorte qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Proposant retenu.   **Option B : (Proposants autorisés à proposer leur prix en monnaies nationale et étrangères):**  a) Les prix doivent être libellés par le Proposant dans le Programme d’Activités et de Sous-Activités chiffré séparément dans les monnaies suivantes :   1. pour les contributions aux Ouvrages que le Proposant s’attend à fournir à partir du pays du Maître d’Ouvrage, en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***[insérer le nom de la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage],*** et désigné ci-après par « la monnaie nationale » ; et 2. pour les intrants aux Ouvrages que le Proposant s’attend à fournir de l’extérieur du pays du Maître d’Ouvrage (appelés « exigences en monnaies étrangères »), en au plus trois (3) monnaies étrangères. | | | |
| **IP 32** | | ***[Si une garantie de Proposition est exigée, une Déclaration de Garantie de Proposition n’est pas exigée et vice versa.]***  *Une Garantie de Proposition [****insérer « est » ou « n’est pas »****] requise.*  *Une Déclaration de Garantie de Proposition* ***[insérer « est » ou « n’est pas »****] requise.*  Si une Garantie de Proposition est exigée, le montant de Garantie de Proposition sera : *…………. [insérer le montant]*  ***[Si une Garantie de Proposition est exigée, insérer le******montant et la monnaie de la Garantie de Proposition. Autrement insérer « pas applicable »,] [Dans le cas de lots, insérer le montant de garantie de Proposition pour chacun des lots]***  ***[Note : Une Garantie de Proposition est exigée pour chacun des lots, pour le montant indiqué. Le Proposant pourra remettre une seule Garantie de Proposition pour tous les lots (pour le montant total correspondant à tous les lots) pour les lots pour lesquels le Proposant dépose une Proposition ; cependant si le montant de la Garantie de Proposition est inférieur au montant total requis, le Maître d’Ouvrage déterminera le lot ou les lots pour lesquels la Garantie de Proposition s’appliquera]***  ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants insérés uniquement si une Garantie de Proposition n’est pas requise en vertu de la disposition IP 32.1 et que le Maître d’Ouvrage souhaite déclarer le Proposant inéligible pour une période si le Proposant commet les actions mentionnées dans la disposition IP 32.9. Sinon omettre.]***  Si le Proposant commet l’une ou l’autre des actions mentionnées dans l’article 32.9 (a) ou (b) des IP, le Maître d’Ouvrage déclarera le Proposant inéligible à l’attribution de marchés par le Maître d’Ouvrage pour une période de \_\_\_\_\_\_ ans *[insérer la période],* à partir de la date à laquelle le Proposant commet l’une ou l’autre des actions spécifiées. | | | |
| **IP 32.3 (d)** | | Autres types de garanties acceptables :  ***[Insérez les noms d’autres garanties acceptables. Insérez « Aucune » si aucune garantie de Proposition n’est requise en vertu de la disposition IP 32***.1 **ou si la Garantie de Proposition est nécessaire, mais aucune autre forme de Garanties de Proposition que *celles énumérées dans l’IP 32.3(a) à (c) ne sont acceptables*.*]*** | | | |
| **IP 33.3** | | Le prix de la Proposition sera actualisé selon les facteurs suivants : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  ***[La partie en monnaie nationale du prix du marché doit être ajustée par un facteur reflétant l’inflation locale pendant la période de prolongation, et la partie en monnaies du prix du marché doit être ajustée par un facteur reflétant l’inflation internationale (dans le pays de la monnaie étrangère) pendant la période de prolongation.]*** | | | |
| **IP 43.2** | | Les facteurs et sous-facteurs techniques, ainsi que les pondérations correspondantes en %, sont les suivants :  *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, il faut exiger que l'évaluation des risques et le facteur technique des plans de gestion proposés comprennent, entre autres risques clés, l’énoncé de la méthode, les stratégies de gestion, des plans de mise en œuvre et les innovations pour gérer les risques liés à la cybersécurité. De même, si des risques liés à la chaîne d’approvisionnement sont évalués, l’évaluation des risques et le plan de gestion proposé doivent inclure les plans de gestion des risques de la chaîne d’approvisionnement proposés.]* | | | |
| ***Critères techniques*** | |  | *Pondération en pourcentage*  *(insérer la pondération en%)* |
| 1. *Dans quelle mesure les Ouvrages proposés répondent aux exigences du Maître d’Ouvrage:* | |  |  |
| 1. *Proposition de Conception* | |  |  |
| 1. *Stratégie de gestion de la construction ;* | |  |  |
| 1. *Méthodologie de réalisation des activités de construction ;* | |  |  |
| 1. *Code de conduite* | |  |  |
| 1. *Programme de Conception et Construction* | |  |  |
| 1. *Proposition pour les Services d’Exploitation* | |  |  |
| 1. *Schéma d’Organisation de Conception -Construction, composition de l’équipe qualification et expérience du Personnel de l’Entrepreneur* | |  |  |
| 1. *Évaluation des risques et plan de gestion proposé* | |  |  |
| 1. *Qualité de la Proposition d’Acquisition Durable* | |  |  |
| 1. *Stratégie pour les matériels principaux ; et* | |  |  |
| 1. *[insérer tous autres facteurs selon le cas* | |  |  |
| *[Ces titres sont proposés. Etendre selon le cas pour permettre l’évaluation. Modifier et/ou ajouter tous autres facteurs selon le cas]* | |  |  |
| *[Les facteurs techniques ci-dessus peuvent être modifiés le cas échéant pour s’assurer que les documents demandés aux Proposants dans le cadre de leurs propositions techniques (Section IV) permettent d’évaluer les facteurs techniques.]*  *[****Les pondérations devraient être réparties en fonction de l’importance relative des facteurs techniques.*** Pour faciliter l’évaluation des facteurs techniques, insérer *les sous-facteurs techniques et les pondérations correspondants, le cas échéant].* | | | |
|  | | | | | |
| **IP 45.1** | | La Lettre de Proposition et les Annexes de Prix seront paraphés par \_\_\_\_\_ ***[insérer le nombre***] représentants du Maître d’Ouvrage assistant à l’ouverture des plis.  ***[Insérer la procédure: Exemple: Chaque Proposition sera numérotée et toute modification du prix unitaire ou total sera paraphé par les Représentants du Maître d’Ouvrage, etc.]*** | | | |
|  | | | | | |
| **IP 49.1** | | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie, au cours vendeur, tous les prix des Propositions exprimées en diverses monnaies aux fins d’évaluation et de comparaison de ces propositions est *: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* ***[insérer le nom de la monnaie]***  La source du taux de change est \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nom et la source du taux de change (p. ex la Banque Centrale du pays du Maître d’Ouvrage***  La date du taux de change sera la date limite de dépôt des Propositions telle que spécifiée dans **l’article IP 36**, sauf dispositions contraires spécifiées par le Maître d’Ouvrage.  La ou les monnaies de la Proposition doivent être converties dans une monnaie unique conformément à la procédure décrite dans l’Option \_\_\_\_\_ ci-après :  **Option A : les Propositions sont entièrement en monnaie nationale**  Pour comparer les propositions, le prix de la Proposition, corrigé conformément à **l’IP 48.1**, sera d’abord décomposé en montants respectifs payables en diverses monnaies en utilisant les taux de change spécifiés par le Proposant conformément à **l’IP 31.1.**  Ensuite, il sera procédé à la conversion des montants en diverses monnaies dans lesquels le prix de la proposition est payable (à l’exception des sommes provisionnelles) dans la monnaie unique mentionnée ci-dessus aux taux de vente pour des transactions similaires par l’autorité spécifiée et à la date stipulée ci-dessus.  **OU**  ***Option B : Les Proposants remettent des prix en monnaies nationale et étrangères***  Le Maître d’Ouvrage convertira les montants en diverses monnaies dans lesquelles le prix de la Proposition, corrigé conformément **à l’IP 48.1**, est payable (à l’exclusion des sommes provisionnelles,) dans la monnaie unique identifiée ci-dessus aux taux de vente établis pour des transactions similaires par l’autorité spécifiée et à la date prévue ci-dessus. | | | |
| **IP 51.1 (f)** | | Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d’évaluation suivants, dont les détails sont indiqués à la Section III :   1. Déviation dans le Calendrier de réalisation: *[insérer Oui ou Non. Si oui, insérez le facteur d’ajustement dans la Section III, les critères d’évaluation et de qualification];* 2. Les prix de la Proposition pour les Services d’Exploitation seront actualisés en Valeur Actualisée Nette conformément à l’article **54.1 des IP** et comme spécifié dans la Section III*]; et* 3. *[insérer d’autres critères spécifiques et fournir des détails dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification]* | | | |
| **I. Evaluation Combinée des Parties Techniques et Financières** | | | | | |
| **IP 54.1** | | La pondération du coût est : \_\_\_\_\_\_\_\_ ***[indiquer le poids pour le coût de telle sorte que le poids pour le coût plus le poids pour le score technique total soit 1 (un).]***  Le Maître d’Ouvrage ***[ajustera ou n’ajustera pas]*** les prix de la Proposition pour les Services d’Exploitation pour la valeur actuelle nette (VAN). Les exigences relatives au calcul de la VAN sont précisées dans la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. | | | |
| **IP 55.1** | | La procédure **MOF *[« est applicable » / « n’est pas applicable »]***  Si la procédure MOF s’applique, la procédure sera : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| **IP 57.1** | | La procédure de Négociation **[« s’applique » / « ne s’applique pas »]**  Si la procédure de Négociation s’applique, la procédure sera : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| **J. Attribution du Marché** | | | | |
| **IP 65.1 et 65.2** | | ***[Supprimer ce qui suit si pas applicable]***  Le Proposant retenu sera tenu de soumettre une Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES).  ***[La Garantie de Performance ES sera normalement exigée lorsque les risque ES sont élevés].*** | | |
| **IP 66.1** | | Les modalités de présentation d’un recours concernant la procédure d’acquisition sont détaillées dans les Directives (Annexe B). En outre, la note d'orientation de la BIsD intitulée « Traitement des Recours relatifs aux acquisitions» fournit une explication utile de la procédure, ainsi qu'une lettre type de présentation de recours. Un Proposant désirant présenter un recours concernant la procédure d’acquisition devra le présenter en suivant ces procédures, par écrit (par le moyen le plus rapide, c’est-à-dire courriel ou télécopie) à :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie]* ***omettre si non utilisé***  En résumé, un recours concernant la procédure d’acquisition pourra porter sur :  **1.** Les termes du présent DDP ; et/ou  **2.** La décision du Maître d’Ouvrage d’exclure un Proposant du processus d’acquisition avant l’attribution du marché ; et  **3**. La décision d’attribution du Marché par le Maître d’Ouvrage. | | |

Section III. Critères d’évaluation et de qualification

[A. Première Etape – Propositions techniques 57](#_Toc177374415)

[1. Evaluation (IP 24.1 (g)) 57](#_Toc177374416)

[2. Qualification 57](#_Toc177374417)

[B. Deuxième Etape – Propositions techniques et financières 58](#_Toc177374418)

[1. Evaluation de la Partie Technique (IP 43) 58](#_Toc177374419)

[2. Marge de préférence : 59](#_Toc177374420)

[3. Evaluation des Parties Financières (IP 51.1(f)) 60](#_Toc177374421)

[4. Evaluation Combinée 61](#_Toc177374422)

[5. Contrats multiples (IP 51.3) 62](#_Toc177374423)

A. Première Etape – Propositions techniques

Evaluation (IP 24.1 (g))

En plus des critères énumérés dans l'IP24.1 (a) - (f), les facteurs suivants s'appliquent :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Qualification

2.1 Mise à jour des renseignements

Le Proposant et tout sous-traitant éventuel doit satisfaire ou continuer à satisfaire aux critères utilisés lors de la Sélection initiale.

2.2 Situation financière

En utilisant le formulaire no FIN 3.3 de la Section IV, Formulaires de Proposition, le Proposant doit démontrer qu’il a accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l’avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :

(i) besoins en financement du marché :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

et

(ii) besoins en financement pour ce marché et les autres engagements en cours du Proposant.

2.3 Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé

Le Proposant doit établir qu’il aura un Représentant qualifié ainsi que le Personnel clé qualifié nécessaire pour exécuter le Marché, comme décrit dans les Exigences du Maitre d’Ouvrage.

Le Proposant doit fournir des détails sur le Représentant de l’Entrepreneur et son Personnel clé, qu’il juge appropriés, ainsi que leurs qualifications académiques et leur expérience professionnelle. Le Proposant doit compléter les formulaires pertinents de la Section IV, Formulaires de Proposition. ***[Si le marché a été évalué présentant des risques potentiels ou réels de cybersécurité, le Proposant doit être invité à inclure un/des expert/s en cybersécurité parmi le Personnel Clé.]***

2.4 Matériel

Le Proposant doit fournir sa stratégie pour l’acquisition et la maintenance des équipements clés nécessaires pour exécuter le Marché.

Le Proposant doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire approprié de la Section IV, Formulaires de Proposition*.*

2.5 Sous-Traitants

Tout Sous-Traitant spécialisé identifié au moment de la Sélection initiale doit continuer à satisfaire aux exigences applicables.

Tout autre Sous-Traitant additionnel pour les activités / sous-activités suivantes doit respecter les critères minimaux suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***[Activité/Sous-activité No.]*** | **Description de  *[Liste Activité/Sous-activité]*** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

B. Deuxième Etape – Propositions techniques et financières

Evaluation de la Partie Technique (IP 43)

Évaluation de la pertinence de la Proposition technique par rapport aux exigences conformément à l’article 31.1 des IP. ...............................................................................................................

*[Insérer les exigences techniques minimales, le cas échéant (ou faire référence aux parties appropriées des exigences techniques) auxquelles les propositions techniques doivent satisfaire avant d’être prises en considération pour l’évaluation technique en appliquant les facteurs/sous-facteurs techniques notés conformément à l’article 4****3.2 des IP*** *dans les DPDP]*

Les facteurs techniques et, le cas échéant, les sous- facteurs à évaluer et les notes maximales à attribuer à chaque facteur technique et à chaque sous- facteurs sont spécifiés dans les **DPDP - IP 43.2.**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*METHODOLOGIE POUR LA NOTATION DE LA PARTIE TECHNIQUE*

*[****NOTE POUR LE MAITRE D’OUVRAGE****: Le Maître d’Ouvrage développera une méthode de notation à inclure ici. Ce qui suit est un exemple et peut être modifié selon le cas :]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Score (part du score total pour le facteur/sous facteur selon le cas)* | *Description* | *Observations* |
| *0* | *La fonctionnalité requise est absente ; aucun renseignement pertinent pour démontrer comment l’exigence est satisfaite* |  |
| *1* | *Caractéristique requise présente des lacunes telles qu’une information insuffisante ou manquant de clarté* |  |
| *2* | *Renseignements suffisants pour démontrer comment l’exigence sera satisfaite* |  |
| *3* | *Renseignements suffisants pour démontrer que l’exigence sera légèrement dépassée* |  |
| *4* | *Des renseignements suffisants qui dépassent considérablement l’exigence ou la proposition contribue à une valeur ajoutée importante* |  |

Le score de chaque sous-facteur (i) d’un facteur (j) sera combiné avec les scores des sous-facteurs du même facteur comme une somme pondérée pour former le Score du Facteur Technique en utilisant la formule suivante :



où:

*tji* = le score technique pour le sous-facteur “i” du facteur “j”

*wji* = la pondération du sous-facteur “i” du facteur “j”,

*k* = le nombre de sous-facteurs à noter à l’intérieur du facteur “j”

et 

Les scores des facteurs techniques seront combinés en une somme pondérée pour former la Note Technique totale en utilisant la formule suivante :



où:

*Sj* = le Score du facteur “j”

*Wj* = la pondération du facteur “j” comme spécifié **dans les DPDP**

*n* = le nombre de facteurs

et 

Marge de préférence :

Conformément au paragraphe 1.100 des Directives pour l’Acquisition des Biens, Travaux et Services connexes financés par la BIsD, Avril 2019 révision de février 2023, une marge de préférence de 10% (dix pourcent) sera accordée aux entreprises du Pays Bénéficiaire **si les DPDP le spécifient dans le cadre d’un AOI ouvert aux entreprises des pays non membres**, conformément et sous réserve des dispositions suivantes :

(a) Les entreprises prétendant au bénéfice de la préférence, doivent fournir, dans le cadre des justificatifs en support à leur qualification, les informations portant entre autres sur l’actionnariat de l’entreprise, et permettant d’établir si l’entreprise (ou le GE) est qualifiée pour bénéficier de la préférence en faveur des entreprises du Pays Bénéficiaire conformément à la classification établie par le Bénéficiaire et acceptée par la BIsD.

(b) Les offres conformes pour l’essentiel seront classées en deux groupes :

(i) Groupe A : Offres des Soumissionnaires du Pays Bénéficiaire éligibles à la préférence;

(ii) Groupe B : Offres des autres Soumissionnaires.

Dans un premier temps, toutes les offres évaluées d’un groupe seront comparées dans le but de déterminer l’offre évaluée comme présentant la meilleure Optimisation des Ressources de chaque groupe. Ces offres présentant la meilleure Optimisation des Ressources de chacun des deux groupes seront à leur tour comparées entre elles. Si à l’issue de cette comparaison, une offre du Groupe A présente la meilleure Optimisation des Ressources, elle sera l’attributaire du Marché. Si une offre du Groupe B présente la meilleure Optimisation des Ressources, dans une seconde étape, toutes les offres du Groupe B majorées d’un montant équivalent à 10% (appliqué au montant du Bordereau No 4-Services de Montage) des offres corrigées pour erreurs arithmétiques et rabais inconditionnels et excluant les Sommes provisionnelles et les Travaux en Régie, le cas échéant), seront comparées à l’offre présentant la meilleure Optimisation des Ressources du Groupe A. Si l’offre du Groupe A devient alors l’offre présentant la meilleure Optimisation des Ressources, elle sera l’attributaire du Marché; dans le cas contraire, l’offre du Groupe B évaluée comme présentant la meilleure Optimisation des Ressources sera retenue.

Evaluation des Parties Financières (IP 51.1(f))

Les facteurs et méthodes suivants s’appliqueront : ***[utiliser un ou plusieurs des facteurs d’ajustement suivants conformément aux DPDP article 51.1 (f***) ***des IP]***

#### **Délais**

Le Délai d’Achèvement de la Conception-Construction est tel que spécifié dans la Sous-Clause 1.1.78 du CCAG. Aucun crédit ne sera accordé pour une réalisation anticipée. Les Propositions offrant un Délai d’Achèvement de la Conception-Construction au-delà de la période désignée seront rejetées.

**Ou**

Le Délai d’Achèvement de la Conception-Construction, telle que définie dans la Sous-Clause 1.1.78 du CCAG, se situera entre \_\_\_\_\_ minimum et \_\_\_\_\_ maximum. Le taux d’ajustement en cas d’achèvement au-delà de la période minimale sera de \_\_\_\_\_\_\_\_ (%) pour chaque semaine de retard par rapport à ce délai minimum. Aucun crédit ne sera accordé pour l’achèvement avant le délai minimum indiqué. Les Propositions qui offrent une date d’achèvement au-delà du délai maximal indiqué sont rejetées.

1. **Valeur Actualisée Nette** **de la Proposition financière du Proposant**

Le prix de la Proposition de Conception-Construction ne fera pas l’objet de l’actualisation.

Si les **DPDP** prévoient une évaluation en Valeur Actualisée Nette (VAN) du prix de la Proposition des Services d’Exploitation, les montants annuels des bordereaux de prix des Services d’Exploitation, ajustés conformément à **l’IP 51.1** **(a) à (e)**, seront actualisés en utilisant un facteur d’actualisation de [...] %. L’année de base de l’actualisation est l’année précédant la première année de la période des Services d’Exploitation.

Pour plus de certitude, les valeurs actualisées nettes seront déterminées en appliquant les facteurs d’actualisation suivants aux montants annuels des formulaires de Proposition pendant la période des Services d’Exploitation.

|  |  |
| --- | --- |
| Période d’Exploitation | Facteur d’actualisation à appliquer |
| Année 1 |  |
| Année 2 |  |
| Année 3 |  |
| *Etc.* |  |

#### 

#### **Acquisitions durables**

*[Préciser, le cas échéant, les ajustements à apporter aux fins de l’évaluation des propositions financières pour répondre aux besoins quantifiables en matière d’Acquisitions durables. S’assurer qu’il n’y a pas de double emploi (double comptage) avec les facteurs/sous-facteurs techniques du système de points spécifiés aux DPDP article 43.2 des IP.]*

#### **Critères supplémentaires spécifiques**

La méthode d’évaluation pertinente, le cas échéant, sera comme suit :

Evaluation Combinée

Le Maître d’Ouvrage évaluera et comparera les Propositions qui auront été jugées conformes pour l’essentiel.

Un Score évalué pour la Proposition (B) sera calculé pour chacune des Propositions conformes, en utilisant la formule ci-après, qui permettra une évaluation globale des mérites techniques et du coût de la Proposition :

|  |
| --- |
| dans laquelle  *C* = Coût évalué de la Proposition  *C bas* = le coût le moins élevé évalué parmi toutes les Propositions conformes  *T* = la Note technique totale attribué à la Proposition  *Thaut* = la Note technique la plus élevée obtenue parmi toutes les Propositions conformes  *X* = pondération du Coût  La Proposition ayant obtenu le Score évalué (B) le plus élevé parmi toutes les Propositions conformes sera la Proposition présentant la Meilleure Optimisation des Ressources à la condition que le Proposant est qualifié pour exécuter le Marché.  Contrats multiples (IP 51.3)  *Si ce n’est pas applicable indiquer : « Non applicable »*  Si, conformément à l’**article 1.1 des IP**, les Propositions sont invitées pour plus d’un lot, le marché sera attribué au Proposant ou aux Proposants ayant remis la Proposition présentant la Meilleure Optimisation des Ressouces pour les lots individuels.  Toutefois, si un Proposant, avec des Propositions qui sont conformes pour l’essentiel et avec le score évalué le plus élevé pour les lots individuels, n’est pas qualifié pour la combinaison des lots, alors l’attribution sera faite sur la base de la meilleure note totale pour la combinaison de lots pour lesquels les Proposants sont qualifiés.  *[Note - Exemple du scénario ci-dessus: Un Proposant qui a été initialement sélectionné pour le Lot A ou le Lot B, mais pas les deux soumet des Propositions pour les Lots A et B. Ces deux Propositions sont conformes pour l’essentiel et obtiennent le score total le plus élevé pour le Lot A et le Lot B respectivement. Dans un tel cas, il faut décider si ce Proposant* *devrait recevoir le Lot A ou le Lot B en considérant les scores combinés des Proposants pour le Lot A et le Lot B.]*  Les rabais conditionnels pour l’attribution de plusieurs lots ne seront pas pris en considération. |

Section IV. Formulaires de Propositions

**Tableau des formulaires**

[Formulaires de Propositions 65](#_Toc177374782)

[Lettre de Proposition de Première Etape 65](#_Toc177374783)

[Lettre de Proposition de Deuxième Etape—Partie technique 67](#_Toc177374784)

[Lettre de Proposition de Deuxième Etape – Partie financière 70](#_Toc177374785)

[Annexe à la Proposition 72](#_Toc177374786)

[Données de Révision des Prix 72](#_Toc177374787)

[Programme des Activités et Sous-Activités (à chiffrer) 80](#_Toc177374788)

[Partie [1] – Formulaires de Proposition de Prix – Conception - Construction 81](#_Toc177374789)

[Exemple de Programme d’Activités chiffrées 81](#_Toc177374790)

[Exemple de Programme de Sous-Activités chiffrées 82](#_Toc177374791)

[]Partie [1] – Formulaires de Proposition de Prix – Conception - Construction 82](#_Toc177374792)

[Sommes provisionnelles spécifiées 83](#_Toc177374793)

[Récapitulatif Général 84](#_Toc177374794)

[Partie [2] Formulaires de Prix de Proposition – Services d’Exploitation 85](#_Toc177374795)

[Rémunération des Services d’Exploitation (excluant le Fonds de Remplacement des Actifs) 85](#_Toc177374796)

[Programme de Remplacement des Actifs 86](#_Toc177374797)

[Récapitulatif des Services d’Exploitation 87](#_Toc177374798)

[Partie 3 : Récapitulatif général 89](#_Toc177374799)

[Formulaires de Proposition technique 90](#_Toc177374800)

[Proposition de Conception 91](#_Toc177374801)

[Stratégie de gestion de la construction 92](#_Toc177374802)

[Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES) 95](#_Toc177374803)

[Programme de travail Conception - Construction 99](#_Toc177374804)

[Organigramme du Personnel de l’Entrepreneur pour la Conception-Construction 100](#_Toc177374805)

[Propositions des Services d’Exploitation 101](#_Toc177374806)

[FORMULAIRE EQU Matériel de l’Entrepreneur 102](#_Toc177374807)

[FORMULAIRE PER -1 Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé 103](#_Toc177374808)

[Formulaire PER-2 Curriculum vitae et Déclaration du Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé 105](#_Toc177374809)

[Evaluation des risques et Plan de Gestion proposé 107](#_Toc177374810)

[FORMULAIRES DE QUALIFICATION 109](#_Toc177374811)

[Formulaire ELI – 1.1 Fiche de renseignements sur le Proposant 109](#_Toc177374812)

[Formulaire ELI – 1.2 Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un GE 111](#_Toc177374813)

[Formulaire ANT – 2 Antécédents de Marchés non exécutés , Litiges en cours et Historique de Litiges 113](#_Toc177374814)

[Formulaire ANT – 3 Déclaration de Performance environnementale et sociale 115](#_Toc177374815)

[Formulaire ANT – 4 Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harassement Sexuel (HS) 117](#_Toc177374816)

[Formulaire ECC  Engagements contractuels en cours / Travaux en cours 119](#_Toc177374817)

[Formulaire FIN – 3.3  Ressources financières 120](#_Toc177374818)

[Autres 121](#_Toc177374819)

[Modèles de Garantie de Proposition 122](#_Toc177374820)

[Modèle de Garantie de Proposition (garantie sur demande) 122](#_Toc177374821)

[Modèle de Déclaration de Garantie de Proposition 124](#_Toc177374822)

Formulaires de Propositions

Lettre de Proposition de Première Etape

**Date de dépôt de la Proposition :** *[insérer la date (en jour, mois et année) de la Proposition]*

**Référence du Financement :** *[insérer référence du Financement]*

**Demande de Proposition :** *[insérer No d’identification]*

**Marché No :** *[insérer No d ’identification]*

À : *[Maître d’Ouvrage]*

Monsieur / Madame

Nous avons examiné le Dossier de Demande de Propositions (DDP), y compris l’Additif/ les Additifs No. : *[insérer les numéros],* dont nous accusons réception, et nous, soussignés, offrons d’exécuter les Ouvrages ci-après : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, en pleine conformité avec le DDP.

Nous confirmons que si vous nous invitez à assister à une ou des Réunion(s) de Clarification dans le but d’examiner notre Proposition de Première Etape à un endroit et à une date de votre choix, nous nous efforcerons d’assister à cette ou ces réunions à nos propres frais et nous noterons dûment les modifications, les ajouts et les omissions de notre Proposition de Première Etape que vous pourriez exiger. Nous acceptons que nous sommes seuls responsables de ne pas clarifier notre Proposition au cas où cela serait dû à notre incapacité à assister aux Réunions de Clarification dûment planifiées.

Nous nous engageons, dès réception de votre invitation écrite, à procéder à la préparation de notre Proposition de Deuxième Etape, en mettant à jour la Proposition de Première Etape conformément aux exigences, le cas échéant, spécifiées dans : (a) le mémorandum, spécifique à notre Proposition de Première Etape, intitulé « Modifications requises en vertu de l’évaluation de la Première Etape » et toute mise à jour de ce mémorandum, et (b) les Additifs au DDP émis avant ou après l’invitation à la Deuxième Etape. La Proposition de Deuxième Etape comprendra également notre Proposition commerciale conformément aux exigences du DDP pour les Propositions de Deuxième Etape, pour l’exécution des Ouvrages conformément à notre Proposition technique mise à jour.

Nous certifions par la présente que nous répondons aux critères d’éligibilité et que nous n’avons pas de conflit d’intérêts tels que définis à l’Article **4 des IP**.

Nous, y compris tous nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour une partie quelconque du marché, n’avons pas été exclus soit par la BIsD, soit au titre de la règlementation commerciale du pays du Maître de l’Ouvrage ou en application d’une décision prise par l’Organisation de la Coopération Islamique, la ligue des Etats Arabes ou l’Union Africaine;

Nous certifions par la présente que nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour nous ou en notre nom ne se livre à tout type de Fraude et Corruption.

Entreprise ou institution d’État : *[sélectionnez l’option appropriée et supprimez l’autre] [Nous ne sommes pas une entreprise ou une institution publique du pays du Maître d’Ouvrage] / [Nous sommes une entreprise ou une institution publique, mais nous répondons aux exigences de l’****article 4.6 des IP****]*;

Nous acceptons de nous engager par cette Proposition, qui, conformément **à l’article 12 des IP**, se compose de cette lettre (Proposition de Première Etape) et de ses pièces jointes dont la liste est jointe ci-dessous. Avec les engagements écrits ci-dessus, la Proposition restera contraignante pour nous. Nous comprenons que nous pouvons retirer notre Proposition, ou toute Proposition variante qui y est incluse, à tout moment en vous en informant par écrit. Toutefois, nous acceptons que si nous sommes invités à la Deuxième Etape, une fois que nous avons soumis une Proposition de Deuxième Etape, cette Proposition (et les parties des Propositions de Première Etape qu’elle comprend et met à jour) ne peut être retirée qu’avant la date limite de remise des Propositions de Deuxième Etape, et uniquement par la procédure formelle de retrait de la Proposition de Deuxième Etape stipulée dans le Dossier de Demande de Propositions.

**Nom du Proposant** *\*[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant \*\***: *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\* Au cas où la Proposition est soumise par un Groupement d’Entreprises, spécifier le nom du Groupement d’Entreprises, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Pièces jointes ()

Lettre de Proposition de Deuxième Etape—Partie technique

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*  *Insérer le présent formulaire dûment rempli dans la première enveloppe « PARTIE TECHNIQUE ».*  *Le Proposant devra remplir la lettre ci-dessous avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires de Proposition* |

**Date de dépôt de la Proposition :** *[insérer la date (en jour, mois et année) de la Proposition]*

**Avis d’appel à propositions No. :** *[insérer No de l’appel à Proposition]*

**Demande de Proposition :** *[insérer No d’identification]*

**Variante No :** *[insérer No si la Proposition est une variante]*

À : *[Maître d’Ouvrage]*

Monsieur / Madame

Nous soumettons par la présente notre Proposition en deux parties :

1. La Partie technique et
2. La Partie financière.

**Nous déclarons, en soumettant la Proposition que :**

Nous avons examiné le Dossier de Demande de Propositions (DDP), y compris tout Additif émis durant la Première Etape, l’Additif / les Additifs No. : *[insérer les numéros]* émis avec ou après la Demande de Propositions – Deuxième Etape, dont nous accusons réception, ainsi que les exigences énumérées dans le mémorandum appelé « Modifications exigées suite à l’Evaluation de Première Etape » spécifique à notre Proposition de Première Etape, et toutes mises à jour de ce mémorandum, nous, soussignés, proposons, en pleine conformité avec le DDP, d’exécuter les Ouvrages et Services d’Exploitation ci-après : .

Si notre Proposition est acceptée, nous nous engageons à exécuter les Ouvrages et à les achever dans les délais prescrits conformément au DDP.

Nous, ainsi que les sous-traitants ou fabricant pour toute partie du Marché, certifions remplir les critères d’éligibilité et n’avons pas de conflit d’intérêt tels que définis à l’Article **4 des IP**.

Nous, y compris tous nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour une partie quelconque du marché, n’avons pas été exclus soit par la BIsD, soit au titre de la règlementation commerciale du pays du Maître de l’Ouvrage ou en application d’une décision prise par l’Organisation de la Coopération Islamique, la ligue des Etats Arabes ou l’Union Africaine;

Nous certifions par la présente que nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour nous ou en notre nom ne se livre à tout type de Fraude et Corruption.

Entreprise ou institution d’État : *[sélectionnez l’option appropriée et supprimez l’autre] [Nous ne sommes pas une entreprise ou une institution publique du pays du Maître d’Ouvrage] / [Nous sommes une entreprise ou une institution publique, mais nous répondons aux exigences de l’****IP 4.6****]*;

**Membres potentiels du Comité de Règlement des Différends (CRD) :** Nous proposons par la présente les trois personnes suivantes, dont le curriculum vitae est attaché, en tant que membres potentiels du CRD :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom | Adresse |
| * + - 1. ………… |  |
| * + - 1. ………… |  |
| * + - 1. ………… |  |

Nous acceptons de nous engager par cette Proposition, qui, conformément **aux articles 28** et à **l’IP 29 des IP**, se compose de cette lettre (Lettre de Proposition Deuxième Etape- Partie technique) et de ses pièces jointes, jusqu’à *[insérer jour, mois et année conformément aux DPDP 33.1]*, et la Proposition restera contraignante pour nous et pourra être acceptée par vous à tout moment au plus tard à cette date.

Il est entendu que la présente Proposition, et votre acceptation écrite de ladite Proposition par le moyen de la Notification d’Attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé.

**Nom du Proposant** *\*[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant \*\***: *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\* Au cas où la Proposition est soumise par un Groupement d’Entreprises, spécifier le nom du Groupement d’Entreprises, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Pièces jointes ()

Lettre de Proposition de Deuxième Etape – Partie financière

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*  *Insérer le présent formulaire dûment rempli dans la seconde enveloppe « PARTIE FINANCIERE ».*  *Le Proposant devra remplir la lettre ci-dessous avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires de propositions.* |

**Date de dépôt de la Proposition :** *[insérer la date (jour, mois, année) de dépôt de la Proposition]*

**Avis d’appel à propositions No. :** *[insérer No de l’appel à Proposition]*

**Demande de Proposition :** *[insérer No d’identification]*

**Variante No :** *[insérer No si la Proposition est une variante]*

À : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Monsieur / Madame

Nous, Proposant soussigné, soumettons par la présente la deuxième partie de notre Proposition, la Partie financière

Après avoir examiné le DDP y compris tout Additif émis durant la Première Etape, tout Additif émis avec ou après la Demande de Propositions – Deuxième Etape, dont nous accusons réception, ainsi que les exigences énumérées dans le mémorandum appelé « Modifications exigées suite à l’Evaluation de Première Etape » spécifique à notre Proposition de Première Etape, et toutes mises à jour de ce mémorandum, , nous, soussignés, offrons d’exécuter les Ouvrages et Services d’Exploitation à \_\_\_\_\_\_\_\_\_, en pleine conformité avec ledit DDP, ainsi que tout Additif et mémorandum pour le prix total de la Proposition, à l'exclusion des rabais offerts, comme suit :

*[Insérer l'une des options ci-dessous, le cas échéant]*

**Option 1**, dans le cas d'un seul lot : Prix total : *[insérez le prix total de la Proposition en lettres et en chiffres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives];*

**Ou**

**Option 2**, en cas de lots multiples : (a) Prix total de chaque lot *[insérer le prix total de chaque lot en lettres et en chiffres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives]; et (b)* Prix total de tous les lots (somme de tous les lots) *[insérer le prix total de tous les lots en lettres et en chiffres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives];*

Les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

1. Les rabais offerts sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]*
2. La méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant rabais inclus est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d’application de chacun des rabais offerts]* ;

Si notre Proposition est acceptée, nous nous engageons à obtenir une Garantie de Bonne Exécution du Marché *[et une Garantie de performance environnementale et sociale (ES).* ***Supprimer si pas applicable****]* sous la forme, dans les montants, et dans les délais spécifiés dans le DDP.

Nous acceptons de nous engager par la présente Proposition, qui en conformité avec les articles **28 et 29 des IP**, comprend la présente lettre de Proposition financière de Deuxième Etape et les pièces jointes dont la liste figure ci-après, jusqu’à *[insérer: le jour, mois et année conformément à l’article 33.1 des DPDP]*, et la Proposition nous engage et pourra être acceptée par vous à tout moment à ou avant cette date.

Les avantages, honoraires ou commissions ci-après ont été versés ou doivent être versés en rapport avec la procédure de Demande de Propositions ou l’exécution/la signature du Marché : *[indiquer le nom complet de chaque bénéficiaire, son adresse complète, le motif de versement de chacun des honoraires ou commissions, le montant et la monnaie, le cas échéant].*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom du Bénéficiaire** | **Adresse** | **Motif** | **Montant** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

Il est entendu que la présente Proposition, et votre acceptation écrite de ladite Proposition par le moyen de la Notification d’Attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé.

**Nom du Proposant :** \* *[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant** : \*\* *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\*Dans le cas d’une Proposition présentée par un groupement d’entreprises (GE), indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Pièces jointes ()

Annexe à la Proposition

Données de Révision des Prix

*[Conception - Construction des Ouvrages]*

[Dans les Tableaux A, B et C ci-dessous, le Proposant doit (a) indiquer le montant de son paiement en monnaie nationale, (b) indiquer les valeurs de base et la proposition d'indices pour les différents éléments de coût en monnaie étrangère, (c) calculer les pondérations proposées pour les paiements en Monnaie nationale et étrangère, et d) indiquer les taux de change utilisés pour la conversion de monnaie. Dans le cas de marchés de travaux très importants et / ou complexes, il peut être nécessaire de spécifier plusieurs familles de formules de révision de prix correspondant aux différents types de travaux en cause.]

Tableau A. Conception – Construction -- Monnaie nationale

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code de l’indice \* | Description de l’indice \* | Source de l’indice \* | Valeur de base et date \* | Montant en monnaie du Proposant | Pondération proposée par le Proposant |
|  | Non ajustable | ----- | ---- | ---- | a: --------\*  b: ---------\*  c:--------- \*  d:------- \*  e:--------- \* |
|  |  |  | Total |  | 1.00 |

*[\* À inscrire par le Maître d’Ouvrage. Alors que “a” devrait être un pourcentage fixé, b, c, d et e devraient spécifier une plage de valeurs et le Proposant devra spécifier une valeur dans la plage telle que la somme des pondérations soit égale à 1,00]*

Tableau B. Conception – Construction -- Monnaie étrangère

**Indiquer le Type**  *: [Si le Proposant est autorisé à recevoir des paiements en monnaies étrangères, ce tableau doit être utilisé. Si le Proposant souhaite indiquer plus d’une monnaie étrangère (jusqu’à trois monnaies sont autorisées), alors ce tableau doit être répété pour chaque monnaie étrangère.]*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code de l’indice \* | Description de l’indice \* | Source de l’indice \* | Valeur de base et date \* | Montant en monnaie du Proposant | Equivalent en Monnaie étrangère | Pondération proposée par le Proposant |
|  | Non ajustable | ----- | ---- | ---- |  | a: --------\*  b: ---------\*  c:--------- \*  d:------- \*  e:--------- \* |
|  |  |  | Total |  |  | 1.00 |

*[\* À inscrire par le Maître d’Ouvrage. Alors que “a” devrait être un pourcentage fixé, b, c, d et e devraient spécifier une plage de valeurs et le Proposant devra spécifier une valeur dans la plage telle que la somme des pondérations est égale à 1,00]*

Tableau C. Récapitulatif des monnaies de paiement (Conception - Construction)

Tableau : Option A

Pour ………………………………. *[insérer le nom de la Tranche des Ouvrages]*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom de la monnaie de paiement | A  Montant de la monnaie | B  Taux de change  (Monnaie nationale par unité de monnaie étrangère | C  Équivalent en Monnaie nationale  C = A x B | D  Pourcentage de  Prix total de la Proposition (PTP)  (100xC)  ------  PTP |
| Monnaie nationale  ---------------- |  | 1.00 |  |  |
| Monnaie étrangère #1  ---------------- |  |  |  |  |
| Monnaie étrangère #2  ---------------- |  |  |  |  |
| Monnaie étrangère #3  ---------------- |  |  |  |  |
| Coût total de la Proposition Conception-Construction |  |  |  | 100 |
|  |  |  |  |  |
| Sommes provisionnelles exprimées en Monnaie nationale | *[doit être précisé par le Maître d’Ouvrage]* |  | *[doit être précisé par le Maître d’Ouvrage]* |  |
| PRIX TOTAL DE LA PROPOSITION (sommes provisionnelles incluses) |  |  |  |  |

***[Tableau : Option B***

***À utiliser uniquement avec Option B Prix directement indiqués dans les monnaies de paiement. (IP 31.1)***

*Récapitulatif des monnaies de la Proposition de [insérer le nom de la section des Ouvrages]*

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom de la monnaie** | **Montants à payer** |
| Monnaie nationale : |  |
| Monnaie étrangère #1 : |  |
| Monnaie étrangère #2 : |  |
| Monnaie étrangère #3 : |  |
| Sommes provisionnelles exprimées en Monnaie nationale | *[A indiquer par le Maître d’Ouvrage]* |

Tableau D Données de Révision de prix pour les Services d’Exploitation

**(à l’exclusion du remplacement des actifs)**

*[Dans les Tableaux D1, D2, etc., ci-dessous, le Proposant doit : (a) indiquer sa source proposée et les valeurs de base des indices pour les différents éléments de coût en monnaies locale et étrangères, b) indiquer les pondérations proposées pour le paiement en monnaies locale et étrangères.]*

**Tableau D1.** **Services d’Exploitation - Composante de rémunération 1**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom de la monnaie** | **Taux de change à la date de base**  **(Monnaie nationale par unité de monnaie étrangère)** | **Nom et source de l’indice** | **Valeur de base de l’indice à la date de base** | **Pondération de l’indice proposé par le Proposant (%)**  ***[à la date de base]*** |
| *[insérer le nom de la Monnaie nationale]* |  | *[Insérer le nom du ou des l’indice(s) ]* |  | b= |
|  |  |  |  | c= |
|  |  |  |  | d= |
| *[Insérer le nom de Monnaie étrangère #1]* |  |  |  | w= |
| *[Insérer le nom de Monnaie étrangère #2]* |  |  |  | y= |
| *[Insérer le nom de Monnaie étrangère #3]* |  |  |  | z= |
|  |  |  | **Total** | 100% |

*[Notes pour le Maître d’Ouvrage :*

*1) Pour plus de simplicité, le tableau ne permet qu’un seul indice par monnaie étrangère. D’autres lignes peuvent être ajoutées si le Maître d’Ouvrage a l’intention de permettre aux Proposants d’utiliser plusieurs indices par monnaie, auquel cas la formule de l’annexe d’indexation nécessitera également* *un ajustement.*

*2) Des tableaux supplémentaires (D2, D3, etc.) doivent être ajoutés pour chaque composant de rémunération des Services d’Exploitation. Par exemple, si l’entrepreneur reçoit une rémunération fixe et une rémunération variable, deux tableaux peuvent être nécessaires ; un tableau couvrant les frais fixes et l’autre couvrant la rémunération variable.*

*3) Il n’est normalement pas nécessaire d’avoir un composant non ajustable pendant la période de Services d’Exploitation.]*

Tableau E Données de Révision pour le Fonds de Remplacement des Actifs

*[Dans les Tableaux E1, etc., ci-dessous, le Proposant doit indiquer la source et les valeurs de base des indices pour les différents éléments de coût en monnaies inclus dans son Programme de Remplacement des Actifs.]*

**Tableau E1.** **Remplacement d’Actifs**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom de la monnaie** | **Taux de change à la date de base**  **(Monnaie nationale par unité de monnaie étrangère)** | **Nom et source de l’indice** | **Valeur de base de l’indice à la date de base** |
| *[insérer le nom de la Monnaie nationale]* |  | *[Insérer le nom du ou des indice(s)]* |  |
| *[Insérer le nom de Monnaie étrangère #1]* |  |  |  |
| *[Insérer le nom de Monnaie étrangère #2]* |  |  |  |
| *[Insérer le nom de Monnaie étrangère #3]* |  |  |  |

*[Notes pour le Maître d’Ouvrage :*

*1) ceci doit être adapté par le Maître d’Ouvrage en fonction de ses formulaires de Proposition de Remplacement des Actifs, des exigences relatives aux monnaies de Proposition et des dispositions de révision.*

*2) Pour plus de simplicité, le tableau ne montre qu’un seul indice par monnaie. D’autres lignes peuvent être ajoutées si le Maître d’Ouvrage a l’intention de permettre aux Proposants d’utiliser plusieurs indices par monnaie. Dans de tels cas, le Proposant devrait être tenu de fournir des pondérations indicielles pour chaque monnaie.*

*3) Le Maître d’Ouvrage doit noter que la pondération de la monnaie et de l’indice peut être différente pour chaque actif à remplacer. Par conséquent, il n’est pas prévu que le Proposant précise sa pondération dans ce tableau.*

*4) Il n’est normalement pas nécessaire d’avoir un composant non révisable pour le Fonds de Remplacement des Actifs.]*

Programme des Activités et Sous-Activités (à chiffrer)

Le total des prix des activités figurant dans le Programme des Activités constitue l’offre du Proposant de réaliser les ouvrages sur la base d’une « responsabilité unique ».

Le prix de toute activité ou sous-activité que le Proposant aurait pu omettre est réputé être compris dans le prix des autres activités ou sous-activités figurant dans le Programme des Activités et Sous-Activités et ne sera pas payé séparément par le Maître d’Ouvrage.

Les prix du Programme des Activités et Sous-Activités offerts par le Proposant seront utilisés pour l’évaluation des Propositions. Ce programme ainsi que le programme de travail servent de base à l’estimation des versements du Programme des Paiements.

Partie [1] – Formulaires de Proposition de Prix – Conception - Construction

Exemple de Programme d’Activités chiffrées

*[À compléter par le Proposant (le Proposant pourra utiliser plusieurs pages de tableaux, le cas échéant)]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° Activité | Description de l’Activité | Coût de l’Activité |
| 1 | Services de Conception |  |
|  |  |  |
| 2 | Mobilisation |  |
|  |  |  |
| 3 | Construction |  |
|  |  |  |
| 4 | Etc. |  |
|  |  |  |
| 5 | Etc. |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | Prix total des Activités reporté dans le Récapitulatif de prix, page \_\_\_ |  |

**Partie [1] – Formulaires de Proposition de Prix – Conception - Construction**

Exemple de Programme de Sous-Activités chiffrées

*[À compléter par le Proposant (le Proposant pourra utiliser plusieurs pages de tableaux, le cas échéant)]*

Activité : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° Sous-Activité | Description de la Sous-Activité | Prix de la Sous-Activité |
| 1 | ----------------------- |  |
|  |  |  |
| 2 | ---------------------- |  |
|  |  |  |
| 3 |  |  |
|  |  |  |
| 4 | Etc. |  |
|  |  |  |
| 5 | Etc. |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | Prix total des Sous-Activités reporté dans le Programme des Activités chiffrées, page \_\_\_ |  |

]Partie [1] – Formulaires de Proposition de Prix – Conception - Construction

Sommes provisionnelles spécifiées

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° article** | **Description** | **Montant** |
| 1 |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| 2 |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| 3 |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| 4 | *[à prévoir par le Maître d’Ouvrage : Somme provisionnelle pour la part du Maître d’Ouvrage dans les frais de CRD (50% des honoraires et frais remboursables]:* |  |
|  | *[à prévoir par le Maître d’Ouvrage ; omettre si non applicable : Somme provisionnelle pour résultat ES spécifique :* |  |
|  |  |  |
| etc. |  |  |
|  |  |  |
|  | **Total pour les Sommes provisionnelles spécifiées**  **(à reporter au Récapitulatif général (B), p.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_)** |  |

**Partie [1] – Formulaires de Proposition de Prix – Conception - Construction**

Récapitulatif Général

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Récapitulatif général** | **Page** | **Montant** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| *Sous-total des Activités* | *(A)* |  |
|  |  |  |
| *Sommes Provisionnelle spécifiées ii* | *(B)* | *[somme]* |
| *Total des Activités et des sommes provisionnelles (A + B) i* | *(C)* |  |
| *Ajouter une somme provisionnelle pour imprévus (le cas échéant) ii* | *(D)* | *[somme]* |
| *Prix de la proposition (C + D) (à reporter dans la Lettre de Proposition)* | *(E)* |  |
|  |  |  |
| i) Les sommes provisionnelles seront utilisées en tout ou en partie, à la demande expresse du Représentant du Maître d’Ouvrage, conformément à la Sous-Clause 13.5 des Clauses Générales. sauf en ce qui concerne les honoraires et les frais remboursables du CRD auxquels s'applique la Sous-Clause 13.5 des Clauses Particulières - Partie B.  ii) À inscrire par le Maître d’Ouvrage.  \* Aux fins d'évaluation, les sommes provisionnelles seront exclues | | |

Partie [2] Formulaires de Prix de Proposition – Services d’Exploitation

Rémunération des Services d’Exploitation (excluant le Fonds de Remplacement des Actifs)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ref.** | **Ventilation de la rémunération des Services d’Exploitation par composante de revenu** | **Totaux** | **An.** **1** | **An.** **2** | **An.** **3** | **Etc.** |  |  |
| A | *p. ex. rémunération fixe des Services d’Exploitation* |  |  |  |  |  |  |  |
| B | *p. ex. rémunération variable des Services d’Exploitation* |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| C | Somme provisionnelle pour l’Auditeur |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **D** | **Totaux** |  |  |  |  |  |  |  |

i) Les sommes provisionnelles doivent être utilisées en tout ou en partie sous la direction et à la discrétion du Représentant du Maître d’Ouvrage, conformément à la Sous-Clause 13.5 des Clauses du Marché.

ii) Aux fins de l’évaluation, les sommes provisionnelles seront exclues

*[Le Maître d’Ouvrage doit adapter le formulaire et ajouter des formulaires supplémentaires en fonction de la base de paiement proposée pour les Services d’Exploitation et des monnaies de paiement autorisées. Ajouter un formulaire de Proposition supplémentaire pour chaque composante de rémunération des Services d’Exploitation]*

**Partie [2] Formulaires de Prix de Proposition – Services d’Exploitation**

Programme de Remplacement des Actifs

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ref.** | **Description des actifs** | **Date de remplacement prévue** | **Montant en monnaies de la Proposition** | **% Local (q)\***  ***[monnaie]*** | **% ME1 (r)\***  ***[monnaie]*** | **% ME2 (s)\***  ***[monnaie]*** | **% ME #**  ***[monnaie]*** |
| 1 | Remplacements des actifs à la 6ième année |  |  |  |  |  |  |
|  | a) Actif .... |  |  |  |  |  |  |
|  | b) Actif ...... |  |  |  |  |  |  |
|  | **Total des remplacements d’actifs de l’année 6** |  | .............  *(Reporté au Formulaire 2a)* |  |  |  |  |
| 2 | Remplacements des actifs à la 7ième année |  |  |  |  |  |  |
|  | a) Actif .... |  |  |  |  |  |  |
|  | b) Actif ...... |  |  |  |  |  |  |
|  | **Total des remplacements d’actifs de l’année 7** |  | .............  *(Reporté au Formulaire 2a)* |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Continuer la table pour chaque année du service d’exploitation |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

\* « q », « r » et « s », etc. sont les proportions dans chaque monnaie à utiliser à des fins d’indexation des coûts comme plus détaillé dans la Section IX, Acte d’Engagement, Annexe 2 - Annexe de Révision des Prix.

*[Le Maître d’Ouvrage adaptera le formulaire si les Proposants sont autorisés à être payés en plusieurs monnaies.]*

**Partie [2] Formulaires de Prix de Proposition – Services d’Exploitation**

Récapitulatif des Services d’Exploitation

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ref.** | **Activité** | **Durée totale des Services d’Exploitation *[somme toutes les années]*** | **An.** **1** | **AN.** **2** | **AN.** **3** | **etc.** |  |  |
| Un | Services d’Exploitation (à l’exclusion du fonds de remplacement des actifs) |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| B | Fonds de Remplacement des Actifs (année 5) |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **C** | **Totaux** |  | **Total reporté** | | | | | |

Partie 3 : Récapitulatif général

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Récapitulatif général** | **Page** | **Montant** |
|  |  |  |
| 1. Prix de Conception-Construction de la Proposition |  | Somme |
| 2. Prix des Services d’Exploitation de la Proposition |  | Somme |
| 3. Prix total de la Proposition (Conception-Construction + Prix des Services d’Exploitation (reporté dans la Lettre de Proposition) |  | Somme |
|  | | |

Formulaires de Proposition technique

1. Méthodologie de conception
2. Stratégie de gestion de la construction
3. Méthodologie de réalisation des activités essentielles de construction et de sensibilisation ;
4. Stratégie de gestion environnementale et sociale – Plan de mise en œuvre
5. Code de Conduite pour le Personnel de l’Entreprise
6. Programme de travail
7. Organigramme du Personnel de l’Entrepreneur
8. Evaluation des risques
9. Matériels de l’Entrepreneur
10. Personnel
11. Autres

Proposition de Conception

Le Proposant doit soumettre une proposition de conception qui traite au minimum les éléments suivants :

1. Les dispositions organisationnelles pour la conception, y compris : la structure de l'équipe, les rôles et responsabilités, les interfaces, les procédures de contrôle et d'approbation de la conception et les dispositifs d'assurance qualité ;
2. Produits attendus de la conception proposée : *[Le Maître d’Ouvrage précisera toutes les exigences obligatoires* appropriées aux bonnes pratiques internationales de l’industrie] ;
3. Un énoncé de conception indiquant la manière dont les exigences du Maître d’Ouvrage seront satisfaites ;
4. Toute valeur ajoutée apportée par le Proposant, notamment des exemples d’aspect novateurs de la conception ;
5. Des commentaires sur les Exigences du Maître d’Ouvrage, notamment :
6. l’état des informations disponibles et problèmes de conception pertinents pour les Ouvrages;
7. des commentaires sur les erreurs, défauts ou ambiguïtés mentionnés dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ; et
8. [*les détails de toute exception dans la conception projetée par rapport aux Exigences du Maître d’Ouvrage*] ;
9. Acquisition durable : aspects liés à la durabilité (exemple : efficacité énergétique, réduction des déchets, réduction des matériaux, sources de matériaux, etc.) démontrant l’approche du Proposant et son engagement en faveur de pratiques de conception et de construction durables ;
10. Stratégie pour la collecte d'informations de base sur les aspects sociaux et environnementaux à temps pour permettre l'élaboration de la conception ;
11. les détails sur la manière dont les exigences en matière d'ES et toute proposition visant à améliorer les résultats de l'ES seront intégrées à toutes les étapes de la conception et sur la manière dont les implications pour la phase de construction ont été prises en compte;
12. les détails de l’approche de la gestion des risques, de participation des intervenants, de consultation et de permis/consentements environnementaux;
13. les arrangements en matière d'ingénierie de la valeur (gestion de la valeur), y compris la prise en compte des questions ES; et
14. les systèmes informatiques prévus pour la programmation, la conception, l’archivage et les rapports ;
15. *[modifier/inclure toute autre information pertinente, le cas échéant.]*

Stratégie de gestion de la construction

Le Proposant doit soumettre une stratégie de gestion de la construction qui traite au minimum :

* 1. les arrangements/dispositions organisationnels pour la gestion de la construction, y compris: la structure de l'équipe, les rôles et responsabilités, la gestion d'interface, les procédures d'approbation et les arrangements d'assurance qualité;
  2. sélection et gestion des sous-traitants;
  3. des propositions pour la formation de tout le personnel présent sur site;
  4. engagement des parties prenantes;
  5. obtenir et gérer les consentements, les permis et les approbations;
  6. l’exécution des Ouvrages définitifs et des Ouvrages provisoires y compris l’installation du Chantier ;
  7. les propositions d'aménagement du chantier, y compris l'accès, l'hébergement, les installations de bien-être, l'aménagement des installations et le stockage du matériel;
  8. les propositions de phasage de la construction, y compris la séquence des travaux et la gestion des activités en conflit;
  9. veiller à ce que les études géotechniques ou autres travaux préalables répondent aux exigences SE;
  10. approche de gestion des risques pour les aspects géotechniques et des Ouvrages sous le niveau du terrain naturel;
  11. système de gestion de la qualité comprenant un projet de plan de gestion de la qualité;
  12. les aspects de durabilité démontrant l’approche du Proposant et son engagement en faveur de pratiques de construction durables (par exemple, l’efficacité énergétique, la réduction des déchets, la réduction des matériaux et les sources de matériaux, etc.);
  13. préparation, approbation et mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale de l’Entrepreneur;
  14. préparation, approbation et mise en œuvre du manuel d’’hygiène et de sécurité;
  15. mécanismes de règlement des plaintes/griefs;
  16. les modalités de compte-rendu/rapports, y compris les sujets (y compris SE) et les délais conformément aux Clauses Particulières - Partie B, Sous-Clause 4.21;
  17. les dispositions relatives aux essais lors de l’achèvement des ouvrages;
  18. les dispositions à prendre pour l’exécution de la Conception - Construction, y compris la préparation des plans de récolement, la préparation des manuels d’exploitation et de maintenance, ainsi que tout autre aspect pertinent; et
  19. les aspects additionnels tels qu’indiqués dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.
  20. [*insérer toute autre information pertinente, selon le besoin*.]

**Conception Construction**

**Enoncés de la Méthode pour les activités clés de construction**

*Le Proposant doit fournir ses énoncés de méthode pour faire face aux risques suivants et mener les activités de construction suivantes. Chaque énoncé de méthode doit décrire l’approche proposée, le niveau de dotation en personnel et d’expérience, le système de travail sécuritaire et l’équipement ou le matériel à utiliser pour gérer les risques ou les activités conformément aux Exigences du Maître d’Ouvrage.*

*[Le Maître d’Ouvrage doit identifier les principaux risques/activités de construction :*

*Exemples:*

* + *l’excavation des fondations;*
  + *l’érection de structures en acier;*
  + *la prévention de l’Exploitation et des Abus Sexuels;*
  + *la gestion de la circulation, y compris la circulation pour les travaux de construction*

Proposition d’Acquisition durable

*[****Note à l’intention du Proposant*** *: En plus de soumettre les Stratégies de Gestion et les Plans de Mise en œuvre ES requis, le Soumissionnaire doit fournir sa proposition pour démontrer comment les exigences supplémentaires en matière d’Acquisition durable, le cas échéant, spécifiées à la Section VII - Exigences du Maître d’Ouvrage seraient satisfaites. Le Proposant doit également présenter sa proposition, le cas échéant, pour dépasser les exigences en matière d’Acquisition durable.]*

Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES)

|  |
| --- |
| ***Note à l’intention du Maître d’Ouvrage :***  ***Les exigences minimales suivantes ne doivent pas être modifiées.*** *Le Maître d’Ouvrage peut ajouter des exigences supplémentaires pour traiter les problèmes identifiés, identifiés à l’issue d’une évaluation environnementale et sociale pertinente.*  *Les types de problèmes identifiés pourraient inclure les risques associés à l’afflux de main-d’œuvre, à la propagation de maladies transmissibles, à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS), etc.*  ***Supprimer ce cartouche avant l’émission du dossier de DP.*** |

|  |
| --- |
| **Note à l’intention du Proposant :**  **Le contenu minimal du formulaire de Code de conduite tel qu'établi par le Maître d’Ouvrage ne doit pas être substantiellement modifié.** Cependant, le Proposant peut ajouter des exigences au besoin, notamment pour tenir compte des problèmes / risques propres au Marché.  Le Proposant doit parapher et soumettre le formulaire de Code de Conduite dans le cadre de sa Proposition. |

CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR

Nous sommes l'Entrepreneur, [*entrez le nom de l'entrepreneur*]. Nous avons signé un Marché avec [*entrez le nom du Maître d’Ouvrage*] pour [*entrez la description des Ouvrages*]. Ces Ouvrages seront effectués à [*entrez sur le site et à d’autres endroits où les Ouvrages seront effectués*]. Notre Marché nous oblige à mettre en œuvre des mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux liés aux Ouvrages, y compris les risques d’exploitation et d’abus sexuels, ainsi que le harcèlement sexuel.

Le présent Code de Conduite fait partie de nos mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux liés aux Ouvrages. Il s’applique à l’ensemble du personnel, des ouvriers et des autres employés sur le site des Ouvrages ou d’autres lieux où sont exécutés les travaux. Il s’applique également au personnel de tout sous-traitant et à tout autre membre du personnel qui nous assiste dans l’exécution des Ouvrages. Toutes ces personnes sont appelées « Personnel de l’Entrepreneur » et sont soumises au présent Code de Conduite.

Ce Code de Conduite identifie le comportement exigé de tout le Personnel de l’Entrepreneur.

Notre lieu de travail est un environnement dans lequel les comportements dangereux, offensants, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes devraient se sentir à l'aise de soulever des problèmes ou des préoccupations sans crainte de représailles.

CONDUITE REQUISE

Le Personnel de l'Entrepreneur doit :

1. exercer ses fonctions avec compétence et diligence;
2. respecter le présent Code de Conduite et toutes les lois, réglementations et autres exigences applicables, y compris celles relatives à la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être du Personnel de l'Entrepreneur et de toute autre personne;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé, notamment:
4. veiller à ce que les lieux de travail, les machines, les équipements et les processus sous le contrôle de chaque personne soient sûrs et sans risque pour la santé;
5. porter l'équipement individuel de protection requis;
6. utiliser les mesures appropriées concernant les substances et agents chimiques, physiques et biologiques; et
7. suivre les procédures opérationnelles d'urgence applicables.
8. signaler les situations de travail qu’il / elle pense ne pas être sécurisée ou hygiéniques et se retirer d’une situation de travail qu’il / elle croit raisonnablement présenter un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé;
9. traiter les autres avec respect et ne pas discriminer contre des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants;
10. ne commettre aucune forme de harcèlement sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle à l’égard du Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage;
11. ne pas se livrer à des activités d'exploitation sexuelle, ce qui signifie tout abus réel ou tentative d'abus de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, sans toutefois s'y limiter, le fait de tirer un profit monétaire, social ou politique de l'exploitation sexuelle d'autrui;
12. ne pas commettre d'abus sexuel, ce qui signifie l’intrusion physique ou la menace d’intrusion physique de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives;
13. ne pas se livrer à une quelconque forme d'activité sexuelle avec toute personne de moins de 18 ans, sauf en cas de mariage préexistant;
14. suivre les cours de formation pertinents qui seront fournis sur les aspects environnementaux et sociaux du Marché, y compris sur les questions de santé et de sécurité, et sur l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel;
15. signaler de manière formelle les violations de ce Code de Conduite; et
16. ne pas exercer de mesures de rétorsion contre toute personne ayant signalé des violations du présent Code de Conduite, que ce soit à nous ou au Maître d’Ouvrage, ou qui utilise le mécanisme de grief pour le Personnel de l’Entrepreneur ou le mécanisme de recours en grief du projet.

FAIRE PART DE PREOCCUPATIONS

Si une personne constate un comportement qui, à son avis, pourrait constituer une violation du présent Code de Conduite ou qui la préoccupe de toute autre manière, elle devrait en faire part dans les meilleurs délais. Cela peut être fait de l’une des façons suivantes :

1. Contactez [*indiquez le nom de l'expert social de l’Entrepreneur possédant une expérience pertinente dans le traitement de la violence sexiste ou, si cette personne n'est pas requise par le Marché, une autre personne désignée par l’Entrepreneur pour traiter ces questions*] par écrit à cette adresse [ ]. ou par téléphone à [ ] ou en personne à [ ]; ou
2. Appelez [ ] pour joindre le service compétent *(le cas échéant*) et laissez un message.

L’identité de la personne restera confidentielle, à moins que le signalement d’allégations ne soit prescrit par la législation par la loi du pays. Des plaintes ou des allégations anonymes peuvent également être soumises et feront l’objet de toutes les considérations qui s’imposent. Nous prenons au sérieux toutes les informations faisant état d'une éventuelle inconduite. Nous mènerons une enquête et prendrons les mesures appropriées. Nous fournirons des références Nous fournirons des références de prestataires de services susceptibles d’aider la personne qui a vécu l’incident allégué, le cas échéant.

Il n'y aura pas de représailles contre une personne qui, de bonne foi, signale une préoccupation au sujet d'un comportement interdit par le présent Code de Conduite. De telles représailles constitueraient une violation du présent Code de Conduite.

CONSÉQUENCES DE LA VIOLATION DU CODE DE CONDUITE

Toute violation du présent Code de Conduite par le Personnel de l’Entrepreneur peut entrainer des conséquences graves allant jusqu’au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR:

J'ai reçu un exemplaire du présent Code de Conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j’ai des questions sur ce Code de Conduite, je peux contacter [indiquer le nom de la personne de contact de l’Entrepreneur ayant une expérience pertinente] pour lui demander une explication.

Nom du personnel de l’Entrepreneur : [insérer le nom]

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: (jour mois année): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Contresignature du représentant autorisé de l'Entrepreneur :

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ANNEXE 1:** Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)

**ANNEXE 1 AU FORMULAIRE DE CODE DE CONDUITE**

**COMPORTEMENTS CONSTITUANT EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS (EAS) ET HARCELEMENT SEXUEL (HS)**

La liste non exhaustive suivante vise à illustrer les types de comportements interdits :

(1) **Les exemples d’exploitation et d’abus sexuels** comprennent, sans s’y limiter :

1. Le Personnel de l’Entrepreneur indique à un membre de la communauté qu’il peut obtenir des emplois liés au chantier (p. ex. cuisine et nettoyage) en échange de rapports sexuels.
2. Le Personnel de l’Entrepreneur qui établit la connexion d’électricité aux ménages déclare qu’il peut connecter les ménages dirigés par des femmes au réseau en échange de rapports sexuels.
3. Le Personnel de l’Entrepreneur viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur refuse à une personne l’accès au site à moins qu’elle lui accorde une faveur sexuelle.
5. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à une personne qui sollicite un emploi dans le cadre du Marché qu’elle ne l’embauchera que si elle a des relations sexuelles avec lui.

(2) **Exemples de harcèlement sexuel dans un contexte de travail**

1. Le Personnel de l’Entrepreneur commente l’apparence du personnel d’un autre membre du personnel (de manière positive ou négative) et l’attractivité sexuelle.
2. Quand un Personnel de l’Entrepreneur se plaint de commentaires fait par un autre membre du personnel sur son apparence, le second répond que le premier « l’a cherché » à cause de la façon dont il/elle s’habille.
3. Attouchement inopportun sur le Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage par un autre Personnel de l’Entrepreneur.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à un autre Personnel de l’Entrepreneur qu’il/elle lui obtiendrait une augmentation de salaire, ou une promotion s’il/elle lui envoie des photographies de nus de lui ou d’elle-même.

Programme de travail   
Conception - Construction

Le Proposant doit établir un programme de travail pour la conception et la construction des Ouvrages à entreprendre, y compris l'identification des principales étapes et du chemin critique. Le programme de travail proposé doit être élaboré sur la base des Exigences du Maître d’Ouvrage et doit prendre en compte les étapes clés suivantes :

(a) la conception des Ouvrages, y compris la soumission des livrables de la conception, le contrôle et l'approbation de la conception par le Représentant du Maître d’Ouvrage;

(b) les processus et les livrables nécessaires au début des travaux ;

(c) l'exécution des Ouvrages dans les délais impartis, en soulignant les activités imposant des contraintes à la séquence de construction ;

(d) essais, mise en service et réception des Ouvrages achevés ;

(e) Non-objection aux plans de gestion environnementale et sociale de l’Entrepreneur et au plan de mise en œuvre de l’Entrepreneur, qui constituent collectivement le PGES-E, conformément aux Clauses Particulières Partie B - Sous-Clause 4.1 ;

(f) Constitution du CRD ; et

(h) *[insérer toute autre information pertinente, selon le cas.]*

Organigramme du Personnel de l’Entrepreneur pour la Conception-Construction

Le Proposant doit fournir un organigramme illustrant la structure de gestion proposée et les liens hiérarchiques pour la réalisation de la Conception - Construction. L'organigramme doit inclure les noms de tous les membres du Personnel Clé.

Propositions des Services d’Exploitation

Le Proposant doit établir un plan détaillé pour les Services d’Exploitation qui traitera des éléments suivants :

1. Organisation et personnel clé
2. Propositions de Services d’Exploitation
3. Maintenance préventive et réactive
4. Surveillance de la qualité et des débits de l’eau et des eaux usées
5. Les systèmes opérationnels à développer, y compris les détails des normes à adopter ou à suivre par exemple en ce qui concerne la gestion des risques environnementaux et sociaux pendant la phase d’exploitation
6. Formation du Personnel de l’Entrepreneur
7. Remplacement des actifs
8. Préparation des documents et manuels requis
9. Assurance qualité
10. Arrangements de restitution
11. Plan de préparation et d’intervention en cas d’urgence
12. Les modalités de rapports à produire, y compris les sujets appropriés (y compris ES) et les délais conformément aux Clauses Particulières - Sous-Clause 4.21 du Marché *[insérer toute autre information pertinente, selon le besoin.]*

FORMULAIRE EQU  
Matériel de l’Entrepreneur

Le Proposant fournira sa stratégie pour acquérir et entretenir le matériel essentiel éventuellement nécessaire à l'exécution des travaux conformément au programme de travail. Dans la stratégie, le Proposant doit spécifier le fabricant, la capacité, le modèle, la puissance, l'âge et les conditions de maintenance, ainsi que la manière dont il s'assurera que l'équipement est entretenu conformément aux spécifications du fabricant pendant la durée du Marché. Le Proposant doit spécifier s'il possédera, louera, louera ou fabriquera spécialement le matériel clé.

Un formulaire distinct doit être préparé pour chaque élément d’équipement énuméré ou pour l’équipement de remplacement proposé par le proposant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Élément d’équipement | | |
| Informations sur l’équipement | Nom du fabricant | Évaluation du modèle et de la puissance |
|  | Capacité | Année de fabrication |
| État actuel | Emplacement actuel | |
|  | Détails des engagements actuels | |
|  |  | |
| Source | Indiquer la source de l’équipement  o Ownedo Rentedo Leasedo Spécialement fabriquéPropriété Location Leasing Fabriqué spécialement | |

Omettez les informations suivantes pour l’équipement appartenant au Proposant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Propriétaire | Nom du propriétaire | |
|  | Adresse du propriétaire | |
|  |  | |
|  | Téléphone | Nom et titre de contact |
|  | Fax | Télex |
| Accords | Détails des contrats de location/ location/fabrication spécifiques pour le projet | |
|  |  | |
|  |  | |

FORMULAIRE PER -1  
Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé

Le Proposant doit fournir les noms et les coordonnées du Représentant de l’Entrepreneur dûment qualifié et du Personnel clé chargé d’exécuter le Marché. Les données relatives à leur expérience doivent être fournies à l'aide du formulaire PER-2 ci-dessous pour chaque candidat. Le Proposant doit soumettre un état détaillé des ressources en personnel clé pour toute la période de mise en œuvre du Marché. L’état des ressources doit inclure :

• le nom et le rôle de chaque poste du personnel clé

• la durée d’intervention du personnel

• Le niveau d'effort (temps) prévu pour chaque poste de personnel clé et sa répartition tout au long de la période d'exécution du Marché.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Titre du poste** | **Nom du candidat** |  |
| *1.* | *[Représentant de l’Entrepreneur]* |  |  |
| *2* | *Expert/s en Cybersécurité [insérer comme requis]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la conception*** | | | |
| *3.* | *[Responsable Concepteur ]* |  |  |
| *4.* | [Spécialiste en Evaluation d’impact environnemental] |  |  |
| *5.* | *[Spécialiste en évaluation d’impacte social]* |  |  |
| *6.* | [Spécialiste en Santé et Sécurité] |  |  |
| *7.* | *[Spécialistes en biodiversité, qualité de l'air, bruit, etc.]* |  |  |
| *8.* | *[Modifier / ajouter d'autres selon les besoins]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la Construction*** | | | |
| *9.* | *[Directeur des travaux]* |  |  |
| *10.* | *[Spécialiste Environnemental]* |  |  |
| *11.* | *[Spécialiste en Santé et Sécurité]* |  |  |
| *12.* | *[Spécialiste Social]* |  |  |
| *13.* | *Conducteur des travaux* |  |  |
| *14.* | *[Expert en matière d’exploitation et abus sexuels (EAS)[Lorsqu'un haut risque est évalué dans le cadre d'un projet, le personnel clé doit comprendre un expert EAS ayant une expérience pertinente dans le traitement des affaires d'exploitation et d'abus sexuels]* |  |  |
| *15.* | *[Modifiez / ajoutez les autres selon les besoins]* |  |  |
| ***Personnel clé pour les Services d’Exploitation*** | | | |
| *16.* | *Directeur des Installation* |  |  |
| *17.* | *Responsable EHS* |  |  |
| *18.* | *Responsable des Relations avec les communautés riveraines* |  |  |
| *19.* | *[Modifiez / ajoutez les autres selon les besoins]* |  |  |

Formulaire PER-2  
Curriculum vitae et Déclaration du Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé

|  |
| --- |
| **Nom du Proposant** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Poste (*même que formulaire PER-1*) | | |
| Renseignements personnels | Nom | Date de naissance |
|  | Qualifications professionnelles | |
| Qualifications académiques : | |
|  | Langue parlée et niveau (parlé, écrit, lire) | |
| Employeur actuel | Nom de l’employeur : | |
|  | Adresse de l’employeur : | |
|  | Téléphone | Contact (responsable / chargé du personnel) |
|  | Télécopie | E-mail |
|  | Emploi tenu | Nombre d’années avec le présent employeur |

Résumer l’expérience professionnelle des dernières [20] années en ordre chronologique inverse. Indiquer l’expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| De | À | Société / Projet / Poste / expérience technique et de gestionnaire pertinente |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Déclaration**

Je soussigné certifie que les renseignements contenus dans le Formulaire PER-2 décrivent fidèlement ma personne, mes qualifications et mon expérience.

Je confirme que je suis disponible comme certifié ci-après et le serai durant la période d’engagement sur le poste qui m’est destiné, comme indiqué dans la Proposition :

|  |  |
| --- | --- |
| **Engagement** | **Details** |
| **Disponibilité pour la durée du Marché :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce personnel clé est disponible pour travailler sur ce Marché]* |
| **Durée** | *[indiquer le nombre de jours / semaine / mois / que ce personnel clé sera engagé]* |

**Je reconnais que toute fausse déclaration ou omission dans le présent formulaire peut :**

* 1. être prise en compte lors de l'évaluation de la Proposition ;
  2. entraîner mon interdiction de participer à la Proposition ;
  3. entraîner mon exclusion du marché.

**Nom du personnel clé** : [insérer le nom]\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: (jour mois année) :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Contresignature du mandataire du Proposant :\_\_\_**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: (jour mois année) :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Evaluation des risques et Plan de Gestion proposé

Le Proposant doit soumettre un relevé des risques identifiant les dangers anticipés lors de la mise en œuvre du Marché.

Pour les dangers importants classés par impact, le relevé des risques doit inclure une description du danger, une évaluation de l'impact potentiel sur l’hygiène et la sécurité, l'environnement, les coûts, les programmes et autres, ainsi que la stratégie d'atténuation proposée pour chaque danger.

*[Note à l’intention du Proposant : i) Comme requis dans les DPDP 12.1 (j), inclure également l’énoncé de méthode, les stratégies de gestion et les plans de mise en œuvre et les innovations, pour gérer les risques de cybersécurité; et (ii) si des risques sont évalués pour la chaîne d’approvisionnement, l’évaluation des risques et les plans de gestion proposés doivent inclure les plans proposés de gestion des risques de la chaîne d’approvisionnement.]*

**Sous-Traitants proposés**

Les sous-traitants et / ou fabricants suivants sont proposés pour mener à bien l'activité / sous-activité indiquée. Pour tout sous-traitant supplémentaire (qui n'est pas le sous-traitant spécialisé accepté dans le processus de sélection initiale ou ultérieurement approuvé par le Maître d’Ouvrage conformément à **l’article 14.3 des IP**), le Proposants est libre de proposer plus d'un sous-traitant pour chaque activité / sous-activité.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Activité/Sous-Activité** | **Nom et adresse des Sous-traitants proposés** | **Nationalité** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

FORMULAIRES DE QUALIFICATION

Formulaire ELI – 1.1  
Fiche de renseignements sur le Proposant

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. DP : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom légal du Proposant : |
| 2. Dans le cas d’un groupement d’entreprises (GE), nom légal de chaque partie : |
| 1. Si autorisé par IP 4.3, les noms des membres du groupement qui envisage de former une **Société à Vocation Spécifique (Société de Projet) [[10]](#footnote-11) :** |
| 4. Pays où le Proposant est ou a l’intention d’être constitué en société : |
| 5. Année à laquelle le Proposant a été constitué en société : |
| 6. Adresse légale du Proposant dans le pays où il est constitué en société : |
| 7. Renseignements sur le représentant autorisé du Proposant :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/de télécopie :  Adresse électronique : |
| 8. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :  Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.4 des IP.  Dans le cas d’un GE, l’accord ou la lettre d’intention de former un groupement ainsi que le projet d’accord de groupement, conformément aux dispositions des articles 4.1 des IP.  Dans le cas d’une entreprise publique, tout document complémentaire conformément aux dispositions de l’article 4.6 des IP, documents établissant :   * L’autonomie juridique et financière de l’entreprise ; * Que l’entreprise est régie par les dispositions du droit commercial ; * Que le Proposant ne dépend pas du budget du gouvernement du Bénéficiaire.   9. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus.  *Le Proposant retenu devra fournir les renseignements additionnels sur les propriétaires effectifs, en utilisant le Formulaire de Divulgation*[*des Bénéficiaires effectifs*](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)*.]* |

Noter que le pouvoir écrit doit être joint à ce formulaire

Formulaire ELI – 1.2  
Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un   
GE

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. AP : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom légal du Proposant : |
| 2. Nom légal de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 3. Pays de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 4. Année de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 5. Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société : |
| 6. Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : |
| 7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :  Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.4 des IP.  Dans le cas d'une entreprise ou d'une institution étatique, les documents établissant l'autonomie juridique et financière, le fonctionnement conformément au droit commercial, et qu'elle ne dépend pas du budget du gouvernement du Bénéficiaire, conformément à l'article 4.6 des IP.  8. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus. *Le Proposant retenu devra fournir les renseignements additionnels sur les propriétaires effectifs, en utilisant le Formulaire de divulgation*[*des bénéficiaires effectifs*](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)*.]* |
| 9. Est-ce que le GE envisage de former une Société à Vocation spécifique (Société de Projet ***[Oui/ Non] seulement approprié lorsque les DPDP permettent la formation d’une Société de Projet]*** |

Formulaire ANT – 2  
Antécédents de Marchés non exécutés , Litiges en cours et Historique de Litiges

[***Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la sélection initiale nécessitent une mise à jour. Le tableau suivant doit être rempli pour le Proposant et dans le cas de groupement, pour chaque membre du groupement***.]

*Nom du Proposant: [insérer le nom complet]*

*Date: [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement: [insérer le nom complet]*

*No et titre de la DP: [insérer le numéro et le titre de la DP]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Marchés/contrats non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification du document de sélection initiale. | | | |
| 🞎 Il n’y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1er janvier *[insérer l’année]*  🞎 Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* | | | |
| **Année** | **Partie non exécutée du contrat** | **Identification du contrat** | **Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD)** |
| [insérer l'année] | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre pièce d'identité]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Raison (s) de la non-exécution : [indiquer la ou les raison (s) principale (s)] | [Insérer le montant] |
| Litige en cours, conformément à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification du document de sélection initiale | | | |
| 🞎 Pas de litige en instance  🞎 Litige(s) en instance | | | |
|  | | | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année du litige** | **Montant du litige (monnaie)** | **Identification du contrat** | Montant total du contrat (monnaie), en USD (taux de change) |
|  |  | Identification du contrat :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Nom du Maître d’Ouvrage :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Adresse du Maître d’Ouvrage :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Objet du litige :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Partie qui a initié le différend : \_\_\_\_\_\_\_\_\_  Statut du litige\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| Antécédents de litiges, en conformité à la Section III, du document de Sélection initiale | | | |
| 🞎 Pas d’antécédent de litige  🞎 Antécédents de litige(s) | | | |
| **Année** | **Montant  du litige** | Identification du Marché | **Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en $US)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant]* | Identification du marché : *[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Objet du litige : *[indiquer les principaux points en litige]*  Partie ayant initié le litige [*indiquer « Maître d’Ouvrage » ou « Entrepreneur »]*  Motif(s) du litige et décision finale *[indiquer les motifs principaux]* | *[indiquer le montant]* |

Formulaire ANT – 3  
Déclaration de Performance environnementale et sociale

[*Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la sélection initiale nécessitent une mise à jour. Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Proposant et en cas de groupement, chaque membre du groupement et chaque sous-traitant spécialisé.]*

*Nom du Proposant : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du sous-traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre de la DP : [insérer le numéro et le titre de la DP]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Déclaration de Performance environnementale et sociale  conformément à la Section III, Critères de qualification, et aux exigences du document de sélection initiale | | | |
| 1. Pas de suspension ou résiliation de marché : Il n’y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l’objet de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier [insérer l’année] pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale (ES) comme stipulé à la Section III, Critères de qualification, et Exigences, sous-facteur 2.5. 2. Déclaration de suspension ou de résiliation du marché : le ou les marché/s suivant/s a/ont fait l’objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de bonne exécution depuis le 1er janvier [insérer l’année] pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale comme stipulé à la Section III, Critères de qualification et exigences, sous-facteur 2.5. Les détails sont décrits ci-dessous : | | | |
| **Année** | **Partie du contrat suspendue ou résiliée** | **Identification du contrat** | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre forme d’identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste, infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression] | [insérer le montant] |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre forme d’identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [*indiquer la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste, infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression*] | *[inserer Montant ]* |
| *…* | *…* | [*Énumérer tous les contrats concernés*] … | *…* |
| Garantie de Bonne Exécution appelée par le Maître d’Ouvrage pour des motifs liés à la performance ES | | | |
| **Année** | **Identification du contrat** | | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | Identification du contrat : [*indiquer le nom / numéro complet du contrat et toute autre identification*]  Nom du Maître d’Ouvrage : [*insérer le nom complet*]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [*insérer rue / ville / pays*]  Motif (s) de l'appel de la garantie de performance : [*indiquez la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste ; infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression*] | | *[inserer le Montant]* |

Formulaire ANT – 4  
Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harassement Sexuel (HS)

*[Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Proposant et en cas de groupement, chaque membre de du groupement et chaque sous-traitant proposé par le Proposant.]*

*Nom du Proposant : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du sous-traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre de la DP : [insérer le numéro et le titre de la DP]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |
| --- |
| Déclaration EAS et/ou HS  conformément à la Section III, Critères de qualification, et aux Exigences |
| Nous :  (a) n'avons pas fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (b) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (c) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS. Une décision arbitrale sur le cas de disqualification a été rendue en notre faveur.  (d) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS pendant une période de deux ans. Nous avons par la suite démontré que nous avons la capacité et l'engagement adéquats pour nous conformer aux obligations en matière d'EAS/HS.  (e) avons fait l'objet d'une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS pendant une période de deux ans. Nous avons fourni ci-joint des preuves démontrant que nous avons la capacité et l'engagement adéquats pour nous conformer aux obligations en matière d'EAS/HS. |
| *[Si le point (c) ci-dessus est applicable, joindre la preuve d'une décision arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification].* |
| *[Si (d) ou (e) ci-dessus sont applicables, fournir les informations suivantes :]* |
| Période de disqualification: de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Si ces informations ont déjà été fournies dans le cadre d'un autre marché de travaux financé par la BIsD, des détails sur les éléments de preuve démontrant la capacité et l'engagement adéquats à respecter les obligations en matière d'EAS/HS (conformément au point d) ci-dessus)  Nom du Maître d’Ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Nom du Projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Description du contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Bref résumé des preuves fournies : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Informations de contact : (Tél, email, nom de la personne de contact) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| En lieu et place de la justification visée au point d), d'autres justifications démontrant une capacité et un engagement adéquats à respecter les obligations en matière d'EAS/HS (conformément au point e) ci-dessus) *[joindre les détails appropriés]*. |

Formulaire ECC   
Engagements contractuels en cours / Travaux en cours

Le Proposant, ainsi que chacun des membres d’un groupement fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d’attribution a été reçue, ou en cours d’achèvement mais qui n’ont pas encore fait l’objet d’une réception provisoire.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du marché** | **Adresse, tel., fax du Maître d’Ouvrage** | **Montant des travaux restant à réaliser [équivalent US$]** | **Date d’achèvement estimé** | **Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (US$/mois)** |
| 1. |  |  |  |  |
| 2. |  |  |  |  |
| 3. |  |  |  |  |
| 4. |  |  |  |  |
| 5. |  |  |  |  |
| etc. |  |  |  |  |

Formulaire FIN – 3.3   
Ressources financières

Spécifier les sources de financement, tels que les avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, et autres moyens financiers, net des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésoreries des travaux objet du(es) marché(s) telles que spécifiées à la Section III. Critères d’évaluation et de qualification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ressources financières** | | |
| **No.** | **Source de financement** | **Montant (US$ équivalent)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |

Autres

Aspects commerciaux ou contractuels du DDP que le Proposant souhaiterait soumettre au Maître d’Ouvrage pour discussion durant les clarifications.

|  |
| --- |
| Modèles de Garantie de Proposition  Modèle de Garantie de Proposition (garantie sur demande) |

[*La banque remplira ce formulaire de garantie bancaire conformément aux instructions indiquées.] [En-tête du garant ou code d'identification SWIFT*]

**Bénéficiaire** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage]*

AP No : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le numéro de l’Avis d’Appel à propositions]*.

**Date :** *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérer la date d’émission]*

**Garantie de Proposition No.** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence de la garantie]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du Proposant*] (ci-après dénommé « le Proposant ») vous a soumis ou a l’intention de vous soumettre sa proposition pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommée « la Proposition ») en réponse à l’Avis de Demande de Propositions No \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (« l’AP »).

Nous comprenons qu’en vertu des dispositions du Dossier de Demande de Propositions, la Proposition doit être accompagnée d’une Garantie de Proposition.

A la demande du Proposant, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, **sans condition** et irrévocablement, à vous payer dès réception de sa première demande, toutes sommes que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Proposant n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de la Proposition, à savoir :

1. s’il retire la Proposition pendant la période de validité qu‘il a spécifiée dans la Lettre de Proposition ou prorogée par le Proposant; ou
2. s’il, s’étant vu notifier l’acceptation de sa Proposition par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité :
3. ne signe pas le Marché, s’il est tenu de le faire ; ou
4. ne fournit pas la Garantie de bonne exécution, et, s’il est tenu de le faire, ne fournit pas la garantie de performance environnementale et sociale (ES) ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux Proposants.

La présente garantie expire :

1. si le marché est octroyé au Proposant, lorsque nous recevrons une copie du marché et de la Garantie de bonne exécution et, si cela est demandé, la garantie de performance environnementale et sociale (ES) émise(s) émise à votre nom, selon les instructions du Proposant ;
2. si le marché n’est pas octroyé au Proposant, à la première des dates suivantes :
3. lorsque nous recevrons copie de votre notification au Proposant du nom du proposant retenu, ou
4. vingt-huit (28) jours suivant l’expiration de la Proposition.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de demande de garantie (URDG) révisée en 2010, Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Signature**

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

Modèle de Déclaration de Garantie de Proposition

*[Le Proposant remplit ce formulaire de déclaration de garantie de proposition conformément aux indications entre crochets]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de la Proposition]*

AP No.: *[insérer le numéro de l’Appel à Propositions]*

Variante No. : *[insérer le numéro d’identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A l’attention de *[insérer nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous reconnaissons que les Propositions doivent être accompagnées d’une Déclaration de Garantie de Proposition.

2. Nous acceptons que nous fassions l’objet d’une suspension du droit de participer à tout appel d’offres ou de propositions en vue d’obtenir un marché de la part du Maître d’Ouvrage pour une période de temps spécifiée à la Section II – Données Particulières de la Demande de Propositions*,* si nous n’exécutons pas une des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de la Proposition, à savoir :

a) si nous retirons la Proposition avant la date d’expiration de la validité de la Proposition que nous avons spécifiée dans le Lettre de Soumission, ou toute date prorogée par nous ; ou

b) si nous étant vu notifier l’acceptation de la Proposition par le Maître d’Ouvrage avant la date d’expiration de la validité de la Proposition que nous avons spécifiée dans le Lettre de Soumission, ou toute date prorogée par nous, nous : (i) ne signons pas le Marché ; ou (ii) ne fournissons pas la Garantie de Bonne Exécution, et si nous sommes tenus de le faire nous ne fournissons pas la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux Soumissionnaires.

3. La présente garantie expirera si le marché ne nous est pas attribué, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après la date d’expiration de la validité de notre Proposition.

Nom du Proposant**\***

Nom de la personne dûment autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant**\*\*** \_\_\_\_\_\_\_\_

Titre de la personne signant la proposition \_\_\_\_\_\_\_

Signature de la personne nommée ci-dessus \_\_\_\_\_\_\_\_

Date signée \_\_\_\_\_\_\_\_\_

**\***: Dans le cas d’une Proposition soumise par un GE, préciser le nom du GE en tant que Proposant

\*\*: La personne qui signe la Proposition doit recevoir la procuration du Proposant jointe à la Proposition.

*[Remarque : Dans le cas d’un GE, la Déclaration de Garantie de Proposition doit être au nom de tous les membres du groupement qui soumet la Proposition.]*

Section V. Pays éligibles

**Eligibilité applicables à la fourniture de Biens, Travaux et Services dans le cadre des marchés financés par la BIsD**

1.En application du paragraphe 1.8.1 des Politiques relatives aux acquisitions des Directives pour l’acquisition de Biens, Travaux et Services connexes dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement (en date d’avril 2019, révisées de temps à autres), une des règles fondamentales de la BIsD stipule que les Biens, Travaux et Services connexes fournis par l’Entrepreneur doivent être strictement en conformité avec les Règles de Boycott de l’Organisation de Coopération Islamique, la Ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine. Le Bénéficiaire est tenu d’informer les Soumissionnaires potentiels que seules les Offres provenant de Firmes qui ne font pas l’objet de boycott en vertu des Règles de Boycott seront prises en considération. Le Soumissionnaire devra soumettre une déclaration sur l’honneur à cet effet.

L’éligibilité d’un Soumissionnaire sera déterminée durant la procédure d’évaluation. Dans le cas où une Firme ne divulgue pas une information afin d’éviter la disqualification en application des règles d’éligibilité, le Bénéficiaire a le droit d’annuler le marché à tout moment et de pénaliser cette Firme, de même qu’il est en droit de réclamer un dédommagement pour les pertes ainsi occasionnées, au profit du Bénéficiaire et de la BIsD. La BIsD se réserve le droit de ne pas honorer un marché s’il s’avère que la Firme attributaire est inéligible en application des conditions d’éligibilité stipulées.

Aux fins des Directives, est considérée en tant que Firme provenant d’un Pays Membre (PM), une Firme dont:

1. L’immatriculation ou la constitution légale a lieu dans un Pays Membre de la BIsD ;
2. L’aire principale d’activité est située dans un Pays Membre de la BIsD; et
3. Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes dans un ou plusieurs Pays Membres (lesquelles firmes devant justifier de leur nationalité) et/ou à des ressortissants de ces Pays Membres.

Aux fins des Directives, est considérée en tant que Firme nationale d’un Pays Membre (PM) donné, une Firme dont:

1. L’immatriculation ou la constitution légale a lieu dans le Pays Membre dans lequel les Travaux doivent être réalisés et/ou les Biens doivent être livrés ;
2. L’aire principale d’activité est située dans le Pays Membre Bénéficiaire ; et
3. Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes du Pays Membre Bénéficiaire (laquelle ou lesquelles firme ou firmes devant justifier de sa ou leur nationalité) et/ou à des ressortissants dudit Pays Membre.

2. En référence aux articles 4.8 et 5.1 des IP, pour l’information des soumissionnaires,à l’heure actuelle, les biens et services provenant des pays ci-après ne sont pas admis dans le cadre de la présente sélection:

1. en référence aux articles 4.8 (a) et 5.1: [*insérer la liste des pays, établie après accord de la BIsD afin d’appliquer la restriction ou indiquer « sans objet »*]
2. en référence aux articles 4.8 (b) et 5.1: [*insérer la liste des pays, qui sont exclus dans le cadre des Règles de boycott de l’Organisation de la Coopération Islamique, de la ligue des Etats Arabes et de l’Union Africaine ou indiquer « sans objet »*]

Section VI. Règles de la BIsD en matière   
de Fraude et Corruption

**(Le texte de cette Section VI ne doit pas être modifié)**

* 1. **Objectif**

1.1 Les Directives Anti-Corruption de la BIsD pour la prévention et la lutte contre la Fraude et la Corruption dans le cadre des activités du Groupe de la Banque Islamique de Développement et la présente annexe s’appliquent aux acquisitions dans le cadre des Opérations de Financement de Projet de la BIsD.

* 1. **Exigences**

2.1 La BIsD exige que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Entrepreneurs, et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services ou fournisseurs, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[11]](#footnote-12).

2.2 En application de cette politique, la BIsD:

1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «Pratique de corruption » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “Pratique frauduleuse” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “Pratique collusoire” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “Pratique coercitive” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “Pratique obstructive” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe (e) ci-dessous.
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[12]](#footnote-13), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée:

de toute attribution de marché financé par la BIsD; et

1. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, Consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
2. exigera que les Dossiers d’Appel d’Offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des Soumissionnaires, y compris leurs agents, leurs personnels, leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des Propositions et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

PARTIE 2   
EXIGENCES DU MAITRE   
D’OUVRAGE

Section VII. EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE

**Table des matières**

[Exigences du Maître d’Ouvrage 132](#_Toc177375022)

[Exigences environnementales et sociales (ES) 137](#_Toc177375023)

[Description des Ouvrages 141](#_Toc177375024)

[Informations sur le Site 142](#_Toc177375025)

[Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé 143](#_Toc177375026)

[Spécifications 145](#_Toc177375027)

[Plans du Site / Dessins ou schémas de Conception 146](#_Toc177375028)

[Informations Supplémentaires 147](#_Toc177375029)

Exigences du Maître d’Ouvrage

***Notes pour la préparation des « Exigences du Maître d’Ouvrage »***

*Cette section contient la description, les spécifications, les dessins, et les informations supplémentaires décrivant les Ouvrages et les Services d’Exploitation.*

*Il s’agit d’un Marché à « responsabilité unique et globale ».* ***Il n’est pas prévu que le Maître d’Ouvrage invite des propositions sur la base de spécifications techniques détaillées. Cependant le Maître d’Ouvrage doit connaitre et indiquer ce qu’il veut obtenir, et l’exprimer clairement aux Proposants. Par conséquent la présente section présentant les exigences du Maître d’Ouvrage remplace les Spécifications techniques utilisées habituellement dans les méthodes plus traditionnelles de mise en concurrence.***

*Pour permettre aux Proposants d’offrir des solutions appropriées, le Maître d’Ouvrage doit spécifier le but pour lequel les Ouvrages sont destinés (voir également la Sous-Clause 4.1 des Clauses du Marché) et ses exigences particulières aussi clairement que possible. Les exigences du Maître d’Ouvrage doivent donc spécifier précisément les exigences particulières pour les Ouvrages réalisés. Il sera également nécessaire de spécifier les essais qui seront effectués à l’achèvement des Ouvrages pour vérifier la conformité aux exigences spécifiées*

*Le Maître d’Ouvrage peut exécuter des tâches initiales appropriées (telles que des études géotechniques / environnementales et des acquisitions de permis) pour lui permettre de: a) acquérir une compréhension réaliste de la portée et du budget du contrat; et (b) fournir aux Proposants des informations sur lesquelles ils peuvent raisonnablement compter pour établir leur prix et d'autres décisions commerciales.*

*Bien que la présente section du DDP doive viser à définir les exigences de manière aussi précise que possible,* ***il convient de veiller à ne pas spécifier les détails*** *de manière excessive car la flexibilité et les avantages associés aux principes d’un marché à responsabilité unique et globale en seraient amoindries. Cette section sur les exigences du Maître d’Ouvrage doit donc être soigneusement préparée par des experts qui connaissent bien les exigences et l'aspect technique des travaux requis. Comme l’Entrepreneur est censé réaliser la conception, le Maître d’Ouvrage doit indiquer les critères auxquels il s'attend à ce que la conception se conforme. Les spécifications fonctionnelles / de performance peuvent spécifier les caractéristiques, la nature et la performance du travail fini ainsi que les limitations que le Maître d’Ouvrage souhaite imposer.*

*Les Exigences du Maître d’Ouvrage doivent spécifier les Documents de l’Entrepreneur (Sous-Clause 5.2 des Clauses Générales) requis ainsi que leurs procédures de soumission / d’approbation.*

*Les Exigences du Maître d’Ouvrage doivent être établies de manière à permettre la concurrence la plus large possible et à présenter en même temps un énoncé clair des normes de fabrication, de performance des matériaux et / ou de fonctions des Ouvrages. Les Exigences du Maître d’Ouvrage devraient stipuler que tous les biens et matériaux devant être incorporés dans les Ouvrages sont neufs, inutilisés, des modèles les plus récents ou actuels et intègrent toutes les améliorations récentes apportées à la conception et aux matériaux.*

*Le Maître d’Ouvrage doit veiller à ce que les spécifications ne soient pas limitatives. En spécifiant les critères auxquels devront répondre les biens, matériaux et services faisant l'objet du Marché, il convient d'utiliser, dans toute la mesure du possible, des normes reconnues au plan international. Si l'on utilise d'autres normes particulières, qu'il s'agisse de normes en vigueur dans le pays du Maître d’Ouvrage ou d'autres normes, les spécifications devront préciser que des types de fournitures, matériaux et travaux répondant à d'autres normes généralement admises et permettant d'assurer un niveau de qualité égal ou supérieur à celui visé par les normes mentionnées seront également acceptables. Lorsqu’un nom de marque de produit est mentionné, cela devrait être assorti de la mention « ou équivalent ».*

*Pour un tel contrat, aucun dessin détaillé ne serait généralement disponible lors de la Demande de Proposition. Il serait toutefois utile d’inclure des dessins conceptuels et / ou une esquisse, le cas échéant, pour compléter ou aider à expliquer le concept général des besoins du Maître d’Ouvrage. Les Proposants doivent être informés de la mesure dans laquelle la conception du Maître d’Ouvrage est une suggestion ou une exigence.*

*Le Maître d'Ouvrage mettra à la disposition des Proposants toutes les données pertinentes en sa possession sur les conditions du sous-sol et hydrologiques du Site, y compris les aspects environnementaux. (Voir la Sous-Clause 4.10 des Clauses Générales). En outre, les exigences du Maître d'ouvrage doivent également inclure, le cas échéant, des informations de nature technique se référant aux exigences du Maître d'ouvrage dans les Clauses ci-après (liste non exhaustive) des Clauses Générales:*

| ***N° Sous Clause*** | ***Sous Clause*** | ***Remarques*** |
| --- | --- | --- |
| *1.1.33* | *Matériel fourni par le Maître d’Ouvrage* |  |
| *1.1 .43* | *Mémorandum financier* |  |
| *1.1.55* | *Exigences des Services d’Exploitation* |  |
| *1.9* | *Nombre de copies des Documents de l’Entrepreneur*  *Documents à conserver sur le Chantier* |  |
| *1.12* | *Droits de propriété intellectuelle conservés par le Maître d’Ouvrage* |  |
| *1.14* | *Permis à obtenir par le par le Maître d’Ouvrage* |  |
| *2.1* | *Accès aux fondations, structures, installations ou autres moyens d’accès* | *Veuillez également vous reporter à la Sous-Clause 2.1 (partie A - Données du Marché) pour assurer la cohérence et l'applicabilité.* |
| *4.1* | *Finalités pour lesquelles les Ouvrages sont nécessaires* | *Comme indiqué ci-dessus.* |
| *4.5* | *Sous-Traitants désignés,* | *le cas échéant* |
| *4.6* | *Autres entrepreneurs et autres entités sur Chantier, le cas échéant*  *- Documents relatifs à la possession des actifs par l’Entrepreneur* |  |
| *4.7* | *Implantation des points, des lignes et des niveaux de référence* | *La Sous-Clause précise "... spécifié dans le marché ou notifié par le Représentant du Maître d’Ouvrage »* |
| *4.18* | *Émissions, rejets de surface et effluents.* |  |
| *4.19* | *Détails et prix de l'électricité, de l'eau, du gaz et d'autres services si les services doivent être disponibles pour l'Entrepreneur.* |  |
| *4.20* | *Détails des Matériels du Maître d’Ouvrage et des matériaux fournis gratuitement par le Maître d’Ouvrage, le cas échéant* |  |
| *4.21* | *- Nombre d'exemplaires des rapports d'avancement*  *- Contenu des rapports d'avancement*  *- Exigences en matière de rapports pour les Service d’Exploitation* |  |
| *4.27* | *Installations existantes* |  |
| *5.1* | *Critères pour le personnel de conception (le cas échéant)* | *cela peut faire partie des exigences relatives au personnel clé dans la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.* |
| *5.2* | *Documents de l’Entrepreneur requis pour approbation ou non* | *Préciser, le cas échéant, la mesure dans laquelle les Documents de l'Entrepreneur sont requis, lesquels sont nécessaires pour l'approbation ou le consentement (et pas seulement pour examen), et les procédures de soumission. Le cas échéant, inclure également toute exigence applicable en matière d'examen/vérification obligatoire et/ou de vérification, par exemple, de la conception des éléments structurels par les autorités compétentes ou professionnelles. Si tel est le cas, inclure : (i) les processus requis et si, et dans quelle mesure, ces examens et/ou vérifications d'un élément de conception (et les Documents de l'Entrepreneur associés à cet élément) remplaceront l'examen par le Représentant du Maître d'Ouvrage en vertu de la présente Clause.* |
| *5.4* | *Normes techniques et réglementations applicables* | *Ceci est également inclus dans la rubrique "Exigences environnementales et sociales" ci-dessous.* |
| *5.5* | *Plans de récolement et autres documents relatifs aux Ouvrages* |  |
| *6.1* | *Embauche du personnel et de la main d’œuvre* |  |
| *6.6* | *Installations pour le Personnel de l’Entrepreneur*  *Installations pour le Personnel du Maître d’Ouvrage* |  |
| *7.2* | *Echantillons* |  |
| *7.4* | *Essais* |  |
| *7.8* | *Redevances* |  |
| *8.7* | *Exigences de restitution* |  |
| *10.3* | *Conditions de nomination de l'organe de vérification (audit)* |  |
| *10.4* | *Matériaux, carburants, consommables et autres articles à fournir gratuitement par le Maître d’Ouvrage :* |  |
| *10.5* | *Formation requise pour le Personnel du Maître d’Ouvrage*  *- Matériaux de formation* |  |
| *11.1* | *Essais d'achèvement de la Conception-Construction* |  |

***Toute exigence technique supplémentaire en matière d'Acquisitions durables*** *(au-delà des exigences ES énoncées dans la section Exigences environnementales et sociales ci-dessous) doit être clairement spécifiée. Les exigences en matière d'Acquisitions durables seront spécifiées pour permettre l'évaluation comme il convient. Il s’agit d’un vaste domaine et les exigences doivent être conformes aux objectifs du marché ; (Des exemples de domaines aussi vastes à détailler le cas échéant peuvent inclure, mais sans s’y limiter, l’efficacité énergétique, la réduction des émissions, d’autres méthodes pour minimiser l’impact carbone dans l’exécution des travaux et / ou des travaux achevés, etc.)*

*Afin d'encourager l'innovation des Proposants dans le traitement des exigences en matière d’Achats Durables, les critères d'évaluation des Propositions doivent préciser le mécanisme d'ajustement monétaire et/ou d'évaluation de critères notés aux fins de comparaison des Propositions ; les Proposants peuvent être invités à proposer des Ouvrages qui dépassent les exigences minimales spécifiées en matière d'Acquisitions durables.*

*Des ébauches distinctes de modèles pour les Exigences du Maître d’Ouvrage en matière d’usine de production d’eau et d’usine de traitement des eaux usées ont été préparées pour être utilisées conjointement avec le présent Document Standard et sont annexées à la Note d’orientation pour ce Document Standard. Le Maître d’Ouvrage devrait également tenir compte des directives générales énoncées ici lors de la rédaction des Exigences du Maître d’Ouvrage.*

Exigences environnementales et sociales (ES)

*[L'équipe du Maître d'Ouvrage chargée de préparer les exigences de l'ES doit comprendre un ou plusieurs spécialistes environnementaux et sociaux dûment qualifiés.*

*Lors de l’élaboration des spécifications détaillées des exigences ES, le Bénéficiaire doit se référer et considérer : les normes applicables en matière d’EAS comprenant les exigences mises en place dans le Plan des Exigences Environnementales et Sociales (PEES), GEAS et autre PGII et EAS et les obligations de prévention et gestion HS.*

*Les exigences ES devraient être préparées de manière à ne pas être en conflit avec les Clauses Générales du Marché (et le cas échéant avec les Clauses Particulières correspondantes du Marché) et les autres parties des Exigences du Maître d’Ouvrage.*

*Ce qui suit est une liste non exhaustive des Sous-Clauses des Clauses du Marché qui font référence aux questions d’ES énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage]*

| **Sous-Clause/clause no.** | **Sous-Clause/clause** | **Remarques** |
| --- | --- | --- |
| *4.6* | *Collaboration* | *Indiquer les aspects spécifiques (le cas échéant) qui nécessitent la collaboration de l’Entrepreneur, comme la conduite d’une évaluation environnementale et sociale.* |
| *4.8* | *Obligations en matière d’Hygiène et de Sécurité* | *Indiquer si l’accès ou la prestation de services qui répondent aux besoins physiques, sociaux et culturels du Personnel de l’Entrepreneur est exigée.*  *Indiquer toute demande supplémentaire pour le manuel sur la santé et la sécurité* |
| *4.18* | *Protection de l’Environnement* | *Préciser les valeurs d’émissions, de rejets de surface, d’effluents et de tout autre polluant provenant des activités de l’Entrepreneur qui ne doivent pas être dépassées.* *Le E-PGES de l’Entrepreneur doit définir les mesures que l’Entrepreneur doit prendre pour assurer le respect de ces valeurs limites.* |
| *4.22* | *Sécurité du Chantier* | *Énoncer toutes les exigences supplémentaires pour les arrangements de sécurité. Inclure toute autre exigence énoncée dans le PGES.* |
| *4,24* | *Découvertes Archéologiques et Géologiques* | *Préciser d’autres exigences le cas échéant* |
| *5.4* | *Normes techniques et règlements* | *Énoncez :*   * *normes techniques et exigences applicables, y compris pour répondre à :* * *considérations liées au changement climatique,* * *l’accès universel,* * *risques d’exposition potentielle du public à des accidents opérationnels ou à des dangers naturels, y compris des phénomènes météorologiques extrêmes.* |
| *6.2* | *Taux de Salaires et Conditions d’Emploi* | *Enoncez les exigences applicables conformément à la réglementation du travail.* |
| *6.5* | *Horaires de travail* | *Enoncez les exigences applicables conformément à la réglementation du travail.* |
| *6,26* | *Formation du Personnel de l’Entrepreneur* | *Tel qu’énoncé dans le PGES, précisez les détails de la formation du Personnel de l’Entrepreneur à fournir par le Personnel du Maître d’Ouvrage sur les aspects environnementaux et sociaux (qui, quoi, quand, où, combien de temps etc.)* |

*En plus des dispositions du tableau ci-dessus, le Maître d’Ouvrage doit préciser ce qui suit, le cas échéant.*

***Gestion et sécurité des matières dangereuses***

*Le cas échéant, préciser les exigences relatives à la gestion et à la sécurité des matériaux dangereux.*

***Efficacité des ressources et prévention et gestion de la pollution***

*S’il y a lieu, préciser les mesures d’efficacité des ressources et de prévention et de gestion de la pollution.*

* ***Efficacité des ressources***

*Le Maître d’Ouvrage doit préciser, le cas échéant, les mesures visant à améliorer la consommation efficace d’énergie, d’eau et de matières premières, ainsi que d’autres ressources.*

* ***Énergie*** *: Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement importante d’énergie, préciser toutes les mesures applicables pour optimiser la consommation d’énergie.*
* ***Eau*** *: Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement importante d’eau ou auront des répercussions potentiellement importantes sur la qualité de l’eau, préciser toutes les mesures applicables pour éviter ou minimiser l’utilisation de l’eau afin que l’utilisation de l’eau pour les Ouvrages n’ait pas d’effets négatifs importants sur les collectivités, les autres utilisateurs et l’environnement.*
* ***Matières premières*** *: Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement significative des matières premières, préciser toutes les mesures applicables pour permettre l’utilisation efficace des matières premières.*
* ***Prévention et gestion de la pollution***
* ***Gestion de la pollution atmosphérique*** *: préciser toute mesure visant à éviter ou à minimiser la pollution atmosphérique liée aux Ouvrages. Voir aussi la Sous-Clause 4.18 des Dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur* les *conditions* *contractuelles qui font référence aux questions relatives à l’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*
* ***Gestion des déchets dangereux et non dangereux*** *: préciser toutes les mesures applicables pour réduire au minimum la production de déchets, réutiliser, recycler et récupérer les déchets d’une manière sûre pour la santé humaine et l’environnement, y compris le stockage, le transport et l’élimination des déchets dangereux. Voir aussi les Sous-Clauses 4.8 et 4.18 des dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions d’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*
* ***Gestion des produits chimiques et des matières dangereuses*** *:* *préciser toutes les mesures applicables pour minimiser et contrôler le rejet et l’utilisation de matières dangereuses pour les activités des Ouvrages, y compris la production, le transport, la manutention et l’entreposage des matériaux. Voir aussi les Sous-Clauses 4.8 et 4.18 des dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions d’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*
* ***Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes***

*Le Maître d’Ouvrage doit préciser, le cas échéant, la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles vivantes. Cela comprend, le cas échéant :*

* *les espèces exotiques envahissantes : gestion du risque d’espèces exotiques envahissantes lors de l’exécution des Ouvrages;*
* *une gestion durable des ressources naturelles vivantes; et*
* *les exigences en matière de certification et de vérification pour l’approvisionnement en matières naturelles lorsqu’il existe un risque de conversion importante ou de dégradation importante d’habitats naturels ou critiques.*

*Voir aussi la Sous-Clause 4.18 des Dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions relatives à l’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*

***Sécurité routière***

*Énoncez toute exigence spécifique en matière de circulation et de sécurité routière, le cas échéant. Voir aussi Sous-Clause 4.15 des dispositions spéciales.*

**Sommes Provisionnelles spécifiées pour les Résultats ES**

Le total des prix des activités figurant dans le Programme d’Activités représente l’offre du Proposant pour réaliser les Ouvrages sur une base de « responsabilité unique ». . Ceci inclut toutes les obligations ES de l’Entrepreneur en vertu du Marché.

*Les sommes provisionnelles peuvent être spécifiées par la Maître d’Ouvrage pour l’atteinte des résultats spécifiques dans le domaine ES (ex. pour les services de conseil en HIV, et la prise de conscience et sensibilisation EAS/HS ou pour encourager l’entrepreneur à livrer des résultats ES au-delà des exigences du Marché).*

Description des Ouvrages

*[Insérer la description]*

Informations sur le Site

*[Insérer les informations disponibles]*

*Les informations peuvent inclure:*

1. *Levé topographique*
2. *Données de référence environnementales et sociales*
3. *Données d’investigation du sol*
4. *Informations sur l’état du sol*
5. *Informations sur les services publics*
6. *Informations sur la propriété foncière*
7. *Détails des exigences connues en matière d’installations de vie connues*
8. *Eaux souterraines, eaux de surface et informations hydrologiques, par exemple*
9. *Planification statuaire et contraintes de zonage*
10. *Les permis, licences et exigences de conformité*
11. *Etat (dossier de récolement) des infrastructures existantes*
12. *Détails de tout risque ou danger*
13. *Toute autre contrainte physique*
14. *[Toute autre information pertinente sur le site]*

Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé

*[****Remarque: Insérez dans le tableau suivant, le minimum de spécialistes clés requis pour exécuter le marché, en tenant compte de la nature, de la portée, de la complexité et des risques du marché****.]*

**Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Point No** | **Position/spécialisation** | **Qualifications académiques pertinentes** | **Minimum d’années d’expérience pertinente de travail** |
| *1.* | *[Représentant de l’Entrepreneur]* | *par exemple diplôme dans le domaine pertinent.* | *par exemple [*années] travaillant sur desprojets de traitement d’eau dans des environnements de travail similaires |
| *2.* | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels de cybersécurité, le Proposant doit être invité à inclure un/des expert/s en Cybersécurité parmi le Personnel Clé]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la Conception*** | | | |
| *3.* | *[Directeur de la Conception]* |  |  |
| *4.* | [Spécialiste de l’évaluation de l’impact environnemental] |  |  |
| *5.* | *[Spécialiste de l’évaluation de l’impact social]* |  |  |
| *6.* | [Spécialiste de l’hygiène et de la sécurité] |  |  |
| *7.* | *[Spécialistes de la biodiversité, de la qualité de l’air, du bruit, etc.]* |  |  |
| *8.* | *[Modifier/ajouter d’autres personnes au besoin]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la Construction*** | | | |
| *9.* | *[Directeur de la construction]* |  |  |
| *10.* | *[Spécialiste de l’environnement]* |  |  |
| *11.* | *[Spécialiste de la santé et de la sécurité]* |  |  |
| *12.* | *[Spécialiste social]* |  |  |
| *13.* | *Gestionnaire de sondage* |  |  |
| *14.* | *Expert en exploitation, abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS)*  *[Lorsqu’un projet EAS risque d’être important ou élevé, le personnel clé doit inclure un expert ayant une expérience pertinente dans la lutte contre l’exploitation sexuelle, les abus sexuels et les cas de harcèlement sexuel]* |  | *[p. ex., 5 ans de suivi et de gestion des risques liés à la violence sexiste, dont trois (3) ans d’expérience pertinente dans la lutte contre les questions liées à l’exploitation sexuelle, à l’abus sexuel et au harcèlement sexuel]* |
| *15.* | *[Modifier/ajouter d’autres personnes au besoin]* |  |  |
| ***Personnel clé pour les Services d’Exploitation*** | | | |
| *16.* | *Directeur d’usine* |  |  |
| *17.* | *Gestionnaire EHS* |  |  |
| *18.* | *Gestionnaire des relations avec les communautés* |  |  |
| *19.* | *[Modifier/ajouter d’autres personnes au besoin]* |  |  |

Spécifications

*[Insérez les spécifications - voir la note ci-dessus sur la rédaction des spécifications. Les spécifications devraient établir les normes minimales applicables qui doivent s’appliquer aux Ouvrages. En outre, d’autres exigences techniques à intégrer dans la conception devraient être énoncées].*

Plans du Site / Dessins ou schémas de Conception

Informations Supplémentaires

S

S

S

PARTIE 3   
CLAUSES   
ET  
 FORMULAIRES DU MARCHE

Section VIII. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG)

**Livre Or :**

© FIDIC 2008. Tous droits réservés.

Les Clauses du Marché sont les « Clauses Générales » qui font partie des « Clauses de Marché applicables aux Projets de Conception-Construction-Exploitation première édition 2008 » publiées par la Fédération Internationale des Ingénieurs - Conseils (FIDIC) et les « Clauses Particulières » suivantes, qui constituent les clauses particulières de la BIsD, ainsi que les modifications et les ajouts apportés à ces Clauses Générales.

Un exemplaire original de la publication FIDIC ci-dessus, à savoir « Clauses de Marché applicables à la Conception-Construction-Exploitation doit être obtenu auprès de la FIDIC.

Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC)

Librairie FIDIC - Boîte - 311 - CH - 1215 Genève 15 Suisse

Fax: +41 22 799 49 054

Téléphone : +41 22 799 49 01

Courriel: fidic@fidic.org

E- ww.fidic.org

Code FIDIC: ISBN13: 978-2-88432-099-3

Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

|  |
| --- |
| Le CCAP complète le CCAG (Section VIII). Lorsqu’il y a contradiction, le CCAP prévaut sur le CCAG.Dans ce document, le terme « Clauses Particulières désigne et a la même signification que le CCAP. |

# Clauses Particulières

# Partie A - Données du marche

| **Conditions** | | **Sous-Clause** | | **Données** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Lorsque le Marché permet une marge de bénéfice sur les Coûts, la marge de bénéfice en pourcentage à ajouter au Coût est de: | | 1.1.24 | | \_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le %, normalement 5%]* |
| Date limite (nombre de jours après la Date d’Achèvement de la conception-construction) : | | 1.1.26 | | *[nombre de jours]* |
| Nom et adresse du Représentant du Maître d’Ouvrage :  Pour la période de Conception Construction :  Pour la période des Services d’Exploitation : | | 1.1.35 | |  |
| Parties des Ouvrages qui sont désignées comme une Section ou Tranche aux fins du Marché: | | 1.1.70 | |  |
| Délai d’Achèvement de la Conception-Construction : | | 1.1.78 | | \_\_\_\_\_\_\_\_ jours |
| Nom du Bénéficiaire : | | 1.1.85 | |  |
| Méthodes convenues de transmission électronique : | | 1.3 | |  |
| Adresse du Maître d’Ouvrage pour les Notifications : | | 1.3 | |  |
| Adresse du Représentant du Maître d’Ouvrage pour les communications :  Pour la période de Conception Construction :  Pour la période de Services d’Exploitation : | | 1.3 | |  |
| Adresse de l’Entrepreneur pour les Notifications : | 1.3 | |  | |
| Droit applicable : | | 1.4 | |  |
| Langue du Marché : | | 1.4 | |  |
| Langue des communications : | | 1.4 | |  |
| Délai dans lesquels les Parties doivent signer l’Acte d’Engagement | | 1.6 | | 28 jours après réception de la Lettre de Notification de l’Attribution |
| Responsabilité solidaire :  Type et montant minimum de la part de capital versé requis:  Exigence minimale d’actionnariat après période de verrouillage : | | 1.15 | | Si un GE est autorisé à constituer une Société à Vocation Spécifique (Société de Projet), spécifiez ici *[ ]*  Actionnaire principal  Autres actionnaires |
| Délai d’accès au Chantier : | | 2.1 | | *[Idéalement, le droit d’accès et de possession de toutes les parties du Chantier est accordé avant la Date de Commencement. Si c’est le cas, insérez : « Au plus tard, à la Date de Commencement »*  *[S’il n’est pas pratique ou faisable de donner le droit d’accès et de possession de toutes les* *parties* *du Chantier avant la Date de Commencement, sélectionnez l’une ou l’autre des options suivantes et supprimez le texte restant dans ces Clauses Particulières, Sous-Clause 2.1:*  ***Option 1***  *« Au plus tard à la Date de Commencement, à l’exception des parties suivantes (inclure la description des parties concernées) dans un délai et une manière énoncés dans les exigences du Maître d’Ouvrage.»*  ***Option 2***  *« Au plus tard à la Date de Commencement, à l’exception des parties suivantes (y compris la description des parties concernées) :* d*ans les délais qui peuvent être nécessaires pour permettre à l’Entrepreneur de procéder conformément au Programme ou, s’il n’y a pas de programme à ce moment-là, le programme initial soumis en vertu de la Sous-Clause 8.3 [Programme"]]* |
| L’approbation du Maître d’Ouvrage n’est pas requise pour les variations inférieures à : | | 3.1 | | ........ % du Montant Accepté du Marché |
| Obligations en Cybersécurité de l’Entrepreneur | | 4.1 | | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que la disposition relative à la cybersécurité à la fin de la Partie B - Dispositions spéciales - Sous-Clause 4.1 s’applique; Sinon indiquer : « Sans Objet »]* |
| Garantie de Bonne Exécution: | | 4.2 | | La Garantie de Bonne Exécution prendra la forme d’un \_\_\_\_ *[insérer soit l’une des* *« Garantie à demande »* *ou « cautionnement personnel et solidaire d’exécution » ]* du/des montant/s de *[insérer le/s montant/s en chiffres)]* pour cent du Montant accepté du Marché pour la Conception et Construction et dans la/es même/s monnaie/e que le Montant accepté du Marché. |
| Réduction de la Garantie de Bonne Exécution à la fin de la période de garantie :  Réduction additionnelle de de la Garantie de Bonne Exécution après cinq (5) années consécutives de Services d’Exploitation au cours de laquelle l’Entrepreneur s’est conformé pleinement aux normes spécifiées dans l’Annexe des Normes de Performance. | | 4.2 | |  |
| Garantie de Performance environnementale et sociale (ES):  Garantie de Performance ES requise :  Montant et type de la garantie de performance ES : | | 4.2 | | **Oui / Non**  La Garantie de Performance ES prendra la forme d’une « G*arantie à demande* *»* d’un montant de *[insérer % en chiffre(s) normalement 1% à 3%]* du Montant accepté du Marché pour la Conception et Construction et dans la/es même/s monnaie/s que le Montant accepté du Marché.  ***[La somme totale des « garanties à demande » (Garantie de Bonne Exécution et Garantie de Performance environnementale et sociale (ES) ne doit normalement pas dépasser 10 % du Montant accepté du Marché pour la Conception et Construction.]*** |
| Cybersécurité | | 4.21 | | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les rapports d’étape doivent inclure les aspects liés à la cybersécurité conformément à la Sous-Clause 4.21 de la Partie B - Dispositions spéciales ; sinon indiquer : « Sans Objet ».]* |
| Rapport immédiat sur la Cybersécurité | | 4.21 | | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les incidents de cybersécurité doivent être signalés immédiatement conformément à la Sous-Clause 4.21 de la Partie B - Dispositions spéciales; sinon indiquer : « Sans Objet ».]* |
| Délai de notification des erreurs, défauts et autres malfaçons : | | 5.1 | | Jours *« [indiquer le nombre de jours, normalement pas moins de 28 jours] »* |
| Horaires normaux de travail sur le Chantier : | | 6.5 | |  |
| Période des Services d’Exploitation : | | 8.2 | | *[ ]* mois |
| Délai d’achèvement de la conception-construction : | | 9.2, 1.1.78 | | *[ ]* mois |
| Délai d’achèvement de chaque Section/Tranche: | | 9.2, 1.1.78 | | *[ ]* mois |
| Pénalités de retard pour chaque jour de retard | | 9.6 | | \_\_\_\_\_% du Montant accepté du Marché pour la Conception-Construction, après avoir déduit la somme provisionnelle pour le CRD. *[Si des Tranches sont utilisées, référer au Tableau : Récapitulatif des Tranches ci-dessous]* |
| Montant maximal des Pénalités de retard | | 9.6 | | \_\_\_\_\_% du Montant accepté du Marché après avoir déduit la somme provisionnelle pour le CRD *[normalement ne dépassant pas 10%]* |
| Date de Commencement si différente des CG 10.2. | | 10.2 | |  |
| Montant maximal des Pénalités de Performance dues par l’Entrepreneur (Services d’Exploitation) : | | 10.6 et 10.7 | |  |
| Montant maximal de l’indemnité due par le Maître d’Ouvrage (Services d’Exploitation) : | | 10.6b | |  |
| Montant maximal des Pénalités de Performance dues par l’Entrepreneur au cours d’une année contractuelle pendant la période de Services d’Exploitation : | | 10.6 et 10.7 | |  |
| Droits du Maître d’Ouvrage si le manquement se poursuit pendant plus de 84 jours : | 10.7 | | *[si différents de ce qui est énoncé dans la Sous-Clause*  *10.7]* | |
| Cybersécurité -- Variation | | 13.3 (a) | | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les détails à soumettre au Représentant du Maître d’Ouvrage doivent inclure suffisamment de renseignements pour permettre l’évaluation des risques de cybersécurité.]* |
| Marge en pourcentage à appliquer aux Sommes provisionnelles pour frais généraux et bénéfices : | | 13.5 | | \_\_\_% |
| Prix du Marché révisables en fonction des variations de coût, comme il est détaillé dans l’Annexe de Révision des Prix :  a) Conception-Construction  b) Services d’Exploitation (à l’exclusion du remplacement des actifs)  c) Remplacement d’actifs | | 13.8 | | a) Oui /Non  b) Oui /Non  c) Oui /Non |
| Ajustement des prix permis dans le Montant accepté du Marché pour les Services d’Exploitation pour tenir compte des variations à long terme de la qualité des Influx par rapport à la qualité de base des Influx. | | 13.9 | | Oui /Non  *[Si l’ajustement des prix est autorisé, le Maître d’Ouvrage* ***doit*** *inclure une référence de base pour les Influx dans les Exigences du Maître d’Ouvrage]* |
| Montant de l’Avance de Démarrage : | | 14.2 | | \_\_\_\_\_\_\_\_\_ % du Montant accepté du Marché pour la Conception - Construction payable dans les monnaies et les proportions dans lesquelles le Montant accepté du Marché pour la Conception -Construction est payable. |
| Déductions en pourcentage pour le remboursement de l’Avance de Démarrage : | | 14.2 | |  |
| Exigences relatives à la soumission des Décompte si elles sont différentes des CG et : | | 14.3 | |  |
| Pourcentage de Retenue : | | 14.3 | | \_\_\_\_% *[Insérer le pourcentage de Retenue, normalement 5% et ne pas dépasser 10%]* |
| Montant Plafond de Retenue : | | 14.3 | | \_\_\_\_\_\_\_\_ % *[Insérer le pourcentage de Retenue, normalement 5% et ne pas dépasser 10%]* |
| Equipements et Matériaux à payer lors de l’expédition : | | 14.6(b)(i) | |  |
| Equipements et Matériaux à payer lorsqu’ils sont livrés sur le Chantier : | | 14.6(c)(i) | |  |
| Montant minimum de Décompte Provisoire applicable à la Conception-Construction.  Montant minimum de Décompte Provisoire applicable pour les Services d’Exploitation. | | 14.7(b) | |  |
| Cybersécurité – retenues de paiements | | 14.7 | | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les paiements peuvent être retenus pour le défaut de l*’E*ntrepreneur* *d’exécuter ses obligations en matière de cybersécurité; sinon* *indiquer* *:* *«* *Sans Objet* *».]* |
| Coûts de financement pour retard de paiement : | | 14.9 | |  |
| Monnaies pour le paiement du Montant du Marché :  *[ou la référence à une Annexe des paiements]* | | 14.17 | |  |
| Les proportions de monnaies nationale et étrangères sont les suivantes :  *[ou la référence à une Annexe des Paiements]* | | 14.17 | |  |
| Taux de change  *[ou la référence à une Annexe des Paiements]* | | 14.17 | |  |
| Les monnaies de paiement des Pénalités sont les suivantes :  Pendant la Conception-Construction  Pendant les Services d’Exploitation : | | 14.17 | | *[insérer les monnaies ou la référence à une Annexe relative aux Pénalités de Performance]* |
| Montant du Fonds de Rétention pour la Maintenance : | | 14.19 | |  |
| Conséquences des cas de Force Majeure alloués à l’Entrepreneur : | 17.1 b (iii) | |  | |
| Plafond de Responsabilité de l’Entrepreneur : | | 17.8 | |  |
| Limites de franchises permises: | | 19.2(a)(i) | |  |
| Montant supplémentaire à assurer : | | 19.2(a)(ii) | |  |
| Risques du Maître d’Ouvrage à assurer s’ils sont différents de la Sous-Clause 17.1 : | | 19.2(a)4 | |  |
| Risques exceptionnels à assurer s’ils sont différents de la Sous-Clause 18.1 : | | 19.2(a)5 | |  |
| Assurance du Matériel de l’Entrepreneur (montant minimum requis) : | | 19.2 b) | | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Minimum de couverture d’assurance de la responsabilité professionnelle requise : | | 19.2(c) | | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Période pour laquelle l’assurance responsabilité professionnelle est exigée : | | 19.2(c) | |  |
| Minimum d’assurance requis pour les dommages corporels et les dommages matériels : | | 19.2(d) | | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Autres assurances exigées de l’Entrepreneur (donner des détails) : | | 19.2(f) | | *[par exemple assurance de la responsabilité décennale de l’Entrepreneur]* |
| Minimum d’une couverture assurance incendie étendue requise : | | 19.3 a) | | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Minimum d’une couverture d’assurance requise pour couvrir les dommages corporels et les dommages matériels : | | 19.3(b) | | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Autres assurances exigées de l’Entrepreneur en vertu du droit applicable (donner des détails) : | | 19.3(d) | |  |
| Autres assurances exigées de l’Entrepreneur (donner des détails) : | | 19.3(e) | |  |
| Délai de nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD): | | 20.3 | | 42 jours après la signature par les deux parties du marché. |
| Le CRD sera composé de : | | 20.3 | | *Soit*: un (1) seul membre  *Ou:* trois (3) membres  *[Pour un marché dont le coût est estimé à plus de 50 millions de dollars, le CRD est composé de trois (3) membres. Pour un marché dont le coût est estimé entre USD 20 millions et USD 50 millions, le CRD peut comprendre trois (3) membres ou un (1) membre unique. Pour un marché dont le coût est estimé à moins de USD 20 millions, un (1) membre unique est recommandé.]* |
| Liste des membres proposés du CRD | | 20.3 | | Proposés par le Maître d’Ouvrage *[Joindre les CV au dossier de Demande de Propositions et au Marché]*  *1.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *2.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *3.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  Proposés par l’Entrepreneur *[Joindre les CV au Marché*]  *1.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *2.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *3.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
| Autorité de Nomination (si elle n’est pas convenue entre les Parties) : | | 20.4 | | *[Insérez le nom d’une organisation internationale ou d’un officiel en tant qu’autorité ou officiel de nomination* |
| Règles d’arbitrage | | 20.8 (a) | | Sous-Clause 20.8(a) de la PARTIE B – Dispositions Spéciales *[insérer « doivent » ou « ne doivent pas »] s’appliquer.]*  *[Insérer le règlement d’arbitrage s’il diffère de celui de la Chambre de commerce internationale]*  *[La Sous-Clause 20.8 (a) doit être conservée dans le cas d’un marché avec un Entrepreneur étranger ou la Sous-Clause 20.8 (b) doit être conservée dans le cas d’un marché avec un Entrepreneur national. Pour déterminer si un Entrepreneur (à titre d’entreprise individuelle ou de coentreprise) est étranger ou national aux fins du présent paragraphe, il sera établi en se référant aux critères énoncés dans la note de bas de page de l’article 50.1 des Instructions aux Proposants (IP).]* |
|  | | 20.8 (b) | | La Sous-Clause 20.8 (b) Partie B s’applique – Les Dispositions Spéciales *[****insérer « seront » ou « ne seront pas****»]* applicables*.* |
| Lieu d’arbitrage | | 20.8 (a) | | *[si 20.8 (a) Partie B s’applique – Les Dispositions Spéciales s’appliquent.]* |

**Tableau: Récapitulatif des Tranches**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description/Désignation de Tranche (Sous-Clause 1.1.70)** | **Délai d'Achèvement**  **Conception – Construction**  **(Sous-Clause 1.1.78)** | **Pénalités pour Retards**  **(Sous-Clause 9.6)** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_ jours | **-------%** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_jours | **\_\_\_\_\_\_%** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_jours | **\_\_\_\_\_\_\_%** |
|  |  |  |

**Clauses Particulières du Marché**

Partie B - Dispositions spéciales

|  |  |
| --- | --- |
| Sous-Clause 1.1.11 | **Acte d’Engagement**:  « le cas échéant » est supprimé. |
| Sous-Clause 1.1.21 | **Personnel de l’Entrepreneur**  Ceci est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « Le Personnel de l’Entrepreneur comprend le Personnel clé inclus dans le Marché. » |
| Sous-Clause 1.1.49 | **Lettre d’Offre**  Après les mots « Lettre d’Offre », les mots « ou Lettre de Proposition » sont ajoutés. |
| Sous-Clause 1.1.72 | **Chantier**  Après « doivent être exécutés », « ,y compris les zones de stockage et de travail, » est ajouté. |
| **Les Sous-Clauses 1.1. 84** **à 1.1.93 sont ajoutées après la Sous-Clause 1.1.** **83** | |

|  |  |
| --- | --- |
| Sous-Clause 1.1.84 | **« Banque » désigne** la Banque Islamique de Développement. |
| Sous-Clause 1.1. 85 | **« Bénéficiaire » désigne** le bénéficiaire du financement de la BIsD identifié dans les Données du Marché. |
| Sous-Clause 1.1.86 | « **ES »** désigne Environnement et Social (y compris l’exploitation et les abus sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS)). |
| Sous-Clause 1.1.87 | « **Exploitation et Abus Sexuels » « EAS » signifie** ce qui suit :  **L’Exploitation Sexuelle** est définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;  Les **Abus Sexuels**, sont définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou dans des conditions inégales ou par coercition; et  **Le terme « Harcèlement Sexuel** » « (HS) », est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le Personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 1.1.88 | **Les « Installations existantes »** désignent les installations, l’équipement, les bâtiments et les autres biens existants du Chantier qui doivent être pris en charge et exploités par l’Entrepreneur, comme il est décrit plus en détail dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 1.1.89 | **Les « Normes de Performance** » désignent les normes à atteindre par l’Entrepreneur pendant la période des Services d’Exploitation et comprennent les normes spécifiées dans l’annexe des Normes de Performance. |
| Sous-Clause 1.1.90 | L’**« Annexe des Normes de Performance** » désigne l’annexe de l’Acte d’Engagement précisant les normes de performance de base à atteindre par les Ouvrages et l’Entrepreneur lors de la mise en service et pendant la période de Services d’Exploitation. |
| Sous-Clause 1.1.91 | **L’« Annexe des Pénalités de Performance »** désigne l’annexe de l’Acte d’Engagement qui stipule les montants des pénalités payables par l’Entrepreneur pour le non-respect des normes spécifiées dans l’Annexe des Normes de Performance. |
| Sous-Clause 1.1.92 | **« Influx »** désigne l’eau non traitée/ les eaux usées entrant dans les Ouvrages au point de livraison dans les Ouvrages). |
| Sous-Clause 1.1.93 | **« Influx de base »** désigne les caractéristiques de qualité de l’Influx non traité telles qu’énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, utilisées comme base de référence pour la conception des Ouvrages. |
| Sous-Clause 1.2 | **1.2 Interprétation**  La Sous-Clause ci-après est ajoutée :  À moins d’être incompatible avec toute disposition du Marché, le sens de tout terme commercial et les droits et obligations des Parties en vertu de ce Marché sont prescrits par les Incoterms. Incoterms signifie les règles internationales d’interprétation des termes commerciaux publiées par la Chambre de Commerce Internationale (dernière édition), 38 Cours Albert 1er, 75008 Paris, France. |
| Sous-Clause 1.2 (g) | **Offre**  La Sous-Clause ci-après est insérée :   1. « le mot « offre » est synonyme de « Proposition » et le mot « soumissionnaire » est synonyme de « Proposant » et les mots « documents d’appel d’offres » sont équivalents à « documents de demande de propositions ». |
| Sous-Clause 1.3 | **Communications**  Dans la troisième ligne, le mot « décharges » est ajouté après « demandes ». |
| Sous-Clause 1.4 | **Droit et Langue**  l’ensemble de la Sous-Clause est remplacé par ce qui suit dans son intégralité :  « **1.4 Droit et Langue**  La deuxième phrase est supprimée et remplacée par :  « La langue du Marché est celle indiquée dans les Données du Marché. » |
| Sous-Clause 1.5 | **Ordre de priorité des documents**  Les documents suivants sont ajoutés dans la liste des priorités des documents après (e) :  « f) les Clauses Particulières Partie C- Fraude et Corruption ;  g) les Clauses Particulières Partie D- Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales (ES) pour les rapports d’avancement ;  h) Clauses Particulières - Partie E- Déclaration de Performance en matière d’Exploitation et d’Abus sexuels (EAS) et/ou de Harcèlement sexuel pour les Sous-Traitants; "  et la liste est renumérotée en conséquence. |
| Sous-Clause 1.6 | **Acte d’Engagement**  dans la deuxième ligne, les mots « à moins qu’ils ne conviennent différemment » sont remplacés par « à moins que les Clauses Particulières n’en disposent différemment ». |
| Sous-Clause 1.7 | **Licence d’Exploitation**  Le premier paragraphe est supprimé et remplacé par ce qui suit :  « En contrepartie de l'exécution du Service d'Exploitation par l’Entrepreneur, à compter de la date de début du Service d'Exploitation, le Maître d’'Ouvrage accorde à l’Entrepreneur, pour la période des Services d'Exploitation, le droit exclusif, la licence et l'autorité d'occuper, d'utiliser et de jouir du Chantier gratuitement et  En même temps que la Lettre d'Acceptation, le Maître d’Ouvrage doit, si nécessaire, délivrer ou faire délivrer à l'Entrepreneur la Licence d'Exploitation ou une autorisation légale équivalente pour permettre à l'Entrepreneur d'exploiter et d'entretenir les Ouvrages pendant la Période de Service d'Exploitation  Cette Licence d’Exploitation entrera en vigueur et prendra effet à l’émission du Certificat de Mise en Service exigé en vertu de la Sous-Clause 11.7 et demeurera en vigueur pendant la Période de Services d’Exploitation. » |
| Sous-Clause 1.8 | **Cession**  L’ensemble de la Sous-Clause est remplacé par ce qui suit:  « (a) A l’exception des dispositions de (b), c) et (d) ci-dessous, aucune des Parties ne peut céder tout ou partie du Marché ou tout avantage ou intérêt dans ou au titre du Marché sans le consentement de l’autre Partie.  (b) L’Entrepreneur peut, au titre d’une garantie en faveur d’une banque ou d’une institution financière, céder son droit à toute sommes dues ou à venir au titre du du Marché.  (c) Au cours de la Période de Services d’Exploitation, le Maître d’Ouvrage peut céder l’ensemble du Marché à l’agence, le cas échéant spécifiée dans les Données du Marché sous réserve de ce qui suit :   1. Le Maître d’Ouvrage doit notifier un préavis écrit d’au moins 90 jours à l’Entrepreneur de son intention de céder le Marché. La notification doit préciser les arrangements financiers qui ont été pris pour le paiement du Montant du Marché à l’Entrepreneur. 2. Le Maître d’Ouvrage ne doit pas céder le Marché tant que des éléments de preuve raisonnables n’auront pas été fournis à l’Entrepreneur selon lesquels des arrangements financiers ont été pris et seront maintenus, qui permettront à l’agence de payer ponctuellement le Montant du Marché.   d) Lorsque l’Entrepreneur est un groupement d’entreprises, aucun membre du groupement ne peut céder ou modifier sa participation dans le Marché avant le deuxième anniversaire de la date du Certificat de Mise en Service. Après le deuxième anniversaire de l'émission du Certificat de Mise en Service, une partie au groupement qui n'est pas le chef de file du groupement peut céder sa participation aux autres membres du groupement avec le consentement du Maître d’Ouvrage, ce consentement ne devant pas être refusé sans raison valable.  (e) Lorsque l’Entrepreneur est une Société de Projet, aucun membre de la Société de Projet ne doit céder sa participation dans la Société de Projet avant le deuxième anniversaire de la date du Certificat de Mise en Service. Après le deuxième anniversaire du Certificat de Mise en Service, un membre de la Société de Projet peut diminuer sa participation dans la Société de Projet selon le pourcentage indiqué dans les Données du Marché, après consentement du Maître d’Ouvrage, ce consentement ne devant pas être refusé sans raison valable. |
| Sous-Clause 1.9 | **Garde et Remise des Documents**  Le mot « technique » est supprimé dans le dernier paragraphe. |
| Sous-Clause 1 .13 | **Données confidentielles**  La Sous-Clause 1.13 est remplacée par ce qui suit dans son intégralité :  « **1.13 Données confidentielles**  Le Personnel de l’Entrepreneur et le Personnel du Maître d’Ouvrage doivent divulguer toutes informations confidentielles et autres qui peuvent raisonnablement être exigées afin de vérifier le respect du Marché et de permettre sa mise en œuvre appropriée.  Chacun d’eux doit traiter les détails du marché comme étant privés et confidentiels, sauf dans la mesure nécessaire pour s’acquitter de leurs obligations respectives en vertu du Marché, pour se conformer aux lois applicables ou lorsque les informations sont exigées par la BIsD. Chacun d’eux ne doit publier ni divulguer les détails des Ouvrages préparés par l’autre Partie sans l’accord de l’autre Partie. Toutefois, l’Entrepreneur est autorisé à divulguer toute information accessible au public, ou toute information autrement requise pour établir ses qualifications pour concourir pour d’autres projets. » |
| Sous-Clause 1.14 | **Conformité aux Lois**  À la fin de (b), les mots « manquement de sa part » sont remplacés par «manquement de sa part, à moins que l’Entrepreneur ne soit empêché d’accomplir ces actions et fournisse la preuve qu’il a agi avec diligence ». |
| Sous-Clause 1.15 | **Responsabilité solidaire**  Avant les mots « Lorsque l’Entrepreneur constitue » « 1.15.1 » est ajouté. Ce qui suit est ensuite ajouté :  « 1.15.2 Si l’Entrepreneur est une Société de Projet, durant la Période du Marché, l’Entrepreneur est tenu de maintenir sa part de capital social à un niveau minimum énoncé dans les Données du Marché, du total du capital-actions. Le capital-actions peut être augmenté sans l’approbation préalable de Maître d’Ouvrage, mais une Notification d’information écrite doit être envoyée au Maître d’Ouvrage. Toute réduction du capital-actions de l’Entrepreneur doit être assujettie au consentement écrit préalable du Maître d’Ouvrage. 1.15.3 Le chef de file qui détient au moins 51% des capitaux propres souscrits et versés par l’Entrepreneur à la Date de Commencement doit continuer à détenir au moins cinquante et un pour cent (51 %) des capitaux propres souscrits et payés jusqu’au deuxième anniversaire de la date du Certificat de Mise en Service, [et au moins vingt-six pour cent (26%) durant les cinq (5) années suivantes] sous réserve que le bénéficiaire de la cession ait une expérience similaire à celle du chef de file, et après l’approbation du Maître d’Ouvrage. 1.15.4 Les autres membres qui détiennent moins de 49% des capitaux propres souscrits et versés à la Date de Commencement doivent continuer de détenir le même pourcentage des capitaux propres souscrits et versés jusqu’au deuxième anniversaire de la date du Certificat de Mise en Service. |
| Sous-Clause 1.16 | **Inspections et audit par la BIsD**  La Sous-Clause suivante est ajoutée après la Sous-Clause 1.15.  « **1.16** **Inspections et audit par la BIsD**  Conformément au paragraphe e. des Clauses Particulières - Partie C- Fraude et Corruption, l’Entrepreneur autorise et doit amener ses agents (déclarés ou non), sous-traitants, fournisseurs de services, fournisseurs et personnel, à autoriser la BIsD et/ou les personnes nommées par la BIsD à inspecter le Chantier et/ou les comptes, dossiers et autres documents relatifs au processus de passation de marchés, à l’attribution et/ou à l’exécution du marché, et à faire vérifier ces comptes, dossiers et autres documents par les vérificateurs recrutés par la BIsD. L’attention de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants et sous-consultants est attirée sur la Sous-Clause 15.8 (Fraude et Corruption) qui prévoit, entre autres, que les actes visant à entraver sensiblement l’exercice des droits d’inspection et d’audit de la BIsD constituent une pratique interdite passible de résiliation du marché (ainsi qu’à une détermination de l’inéligibilité conformément aux procédures de sanctions en vigueur de la BIsD). |
| Sous-Clause 2.4 | **Dispositions financières du Maître d’Ouvrage**  La Sous-Clause est remplacée par ce qui suit :  « **2.4 Dispositions financières du Maître d’Ouvrage**  Le Maître d’Ouvrage doit présenter, avant la Date de Commencement et par la suite dans les 28 jours suivant la réception de toute demande de l’Entrepreneur, des éléments de preuve raisonnables que des arrangements financiers ont été pris et sont maintenus, permettant au Maître d’Ouvrage de payer le Montant du Marché avec ponctualité (tel qu’estimé à ce moment-là) conformément à la Clause 14 [Montant du Marché et Paiement]. Avant que le Maître d’Ouvrage apporte une modification importante à ses arrangements financiers, le Maître d’Ouvrage doit en aviser l’Entrepreneur avec des détails suffisants.  En outre, si la BIsD a notifié au Bénéficiaire que la BIsD a suspendu les décaissements dans le cadre de son financementt, qui finance en tout ou en partie l’exécution des Ouvrages, le Maître d’Ouvrage doit donner Notification à l’Entrepreneur de cette suspension avec des détails suffisants, y compris la date de cette notification, avec une copie au Représentant du Maître d’Ouvrage, dans les 7 jours suivant la notification de suspension de la BIsD. Si d’autres fonds sont disponibles dans les monnaies appropriées pour que le Maître d’Ouvrage continue d’effectuer des paiements à l’Entrepreneur au-delà d’une date de 60 jours après la date de notification de la suspension par la BIsD, le Maître d’Ouvrage doit fournir des éléments de preuve raisonnables dans sa Notification de la mesure dans laquelle ces fonds seront disponibles. |
| Sous-Clause 3.1 | **Devoirs et autorité du Représentant du Maître d’Ouvrage**  « **3.1 Devoirs et autorité du Représentant du Maître d’Ouvrage »**  ce qui suit est ajouté à la fin du troisième paragraphe :  « Le Maître d’Ouvrage doit informer rapidement l’Entrepreneur de tout changement apporté aux pouvoirs attribués au Représentant du Maître d’Ouvrage. »  Le paragraphe 3.1(c) est suivi de :  « et  d) toute action du Représentant du Maître d’Ouvrage en réponse à une demande de l’Entrepreneur, sauf indication contraire expressément spécifiée, doit être notifiée par écrit à l’Entrepreneur dans les 28 jours suivant sa réception. »  Les dispositions suivantes s’appliquent par la suite :  «Le Représentant du Maître d’Ouvrage doit obtenir l’approbation spécifique du Maître d’Ouvrage avant d’entreprendre toute action visée par les Sous-Clauses ci-après:  a) Sous-Clause 4.12 : accepter ou déterminer une prolongation du délai et/ou un coût supplémentaire.  b) Sous-Clause 13.1 : notifier un Changement, sauf :  (i) dans une situation d’urgence telle qu’elle a été déterminée par le Représentant du Maître d’Ouvrage, ou  (ii) si un tel Changement aurait pour effet d’augmenter le Montant accepté du Marché de moins que le pourcentage spécifié dans les Données du Marché.  c) Sous-Clause 13.3 : Approbation d’une proposition de Changement présentée par l’Entrepreneur conformément aux Sous-Clauses 13.1 ou 13.2.  d) Sous-Clause 13.4 : Spécifier le montant payable dans chacune des monnaies applicables  Nonobstant l’obligation comme il a été mentionné ci-dessus, d’obtenir l’approbation, si, de l’avis du Représentant du Maître d’Ouvrage, une situation d’urgence se produit affectant la sécurité des personnes ou des Ouvrages ou des biens adjacents, il peut, sans décharger l’Entrepreneur de l’une ou l’autre de ses obligations et responsabilités en vertu du Marché, ordonner à l’Entrepreneur d’exécuter tous travaux ou de faire toutes choses qui peuvent, de l’avis du Représentant du Maître d’Ouvrage, être nécessaires pour réduire le risque. L’Entrepreneur doit immédiatement se conformer à une telle instruction du Représentant du Maître d’Ouvrage, malgré l’absence d’approbation du Maître d’Ouvrage. Le Représentant du Maître d’Ouvrage doit déterminer une augmentation du Montant du Marché, en fonction de ces instructions, et un ajustement du Délai d’Achèvement de la Conception-Construction, le cas échéant, conformément à la Clause 13 et il en notifier l’Entrepreneur en conséquence, avec une copie au Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 3.3 | **Instructions du Représentant du Maître d’Ouvrage**  La dernière phrase du deuxième paragraphe commençant par : « Ces instructions doivent être données par écrit » est remplacée par : « Dans la mesure du possible, leurs instructions doivent être données par écrit. Si le Représentant du Maître d’Ouvrage ou un assistant agissant par délégation :   * + 1. donne une instruction orale,     2. reçoit une confirmation écrite de l’instruction, de (ou au nom de) l’Entrepreneur, dans les deux (2) jours ouvrables suivant la remise de l’instruction, et     3. ne répond pas en émettant un rejet écrit et/ou une instruction dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réception de la confirmation,   la confirmation constitue alors l’instruction écrite du Représentant du Maître d’Ouvrage ou de son collaborateur agissant par délégation (selon le cas). " |
| Sous-Clause 3.4 | **Remplacement du Représentant du Maître d’Ouvrage**  Remplacez la Sous-Clause par ce qui suit :  « **3.4 Remplacement du Représentant du Maître d’Ouvrage**  Si le Maître d’Ouvrage prévoit de remplacer le Représentant du Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage doit, au moins 21 jours avant la date prévue du remplacement, notifier l’Entrepreneur du nom, de l’adresse et de l’expérience pertinente du Représentant du Maître d’Ouvrage de remplacement prévu. Si l’Entrepreneur estime que le Représentant du Maître d’Ouvrage de remplacement prévu n’est pas approprié, il a le droit de soulever une objection contre lui par notification au Maître d’Ouvrage, avec les détails à l’appui, et le Maître d’Ouvrage doit examiner pleinement et équitablement cette objection. |
| Sous-Clause 3.5 | **Déterminations**  Dans le deuxième alinéa, remplacer la première phrase par : « Le Représentant du Maître d’Ouvrage doit notifier les deux parties de tout consentement ou détermination, avec des détails à l’appui, dans les 28 jours suivant la réception de la réclamation ou de la demande correspondante, sauf indication contraire. » |
| Sous-Clause 4.1 | **Obligations générales de l’Entrepreneur**  À la fin du deuxième alinéa, il est ajouté ce qui suit : «Tous les équipements, matériaux et services à intégrer ou à inclure pour les Ouvrages doivent avoir leur origine dans n’importe quel pays éligible tel que défini par la BIsD. "  Ce qui suit est inséré après le paragraphe « Chaque fois que le Représentant du Maître d’Ouvrage l’exige, l’Entrepreneur doit soumettre... »  « L’Entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux, y compris des activités de mobilisation et/ou de pré-construction (p. ex. dégagement des routes de transport, accès au site et établissement du chantier, des enquêtes ou des études géotechniques visant à sélectionner des éléments accessoires telles que les carrières et les sites d’emprunt), à moins que le Représentant du Maître d’Ouvrage ne donne son consentement (qui ne sera pas déraisonnablement retardé sans motif), aux mesures que l’Entrepreneur propose afin de gérer les risques et les impacts environnementaux et sociaux, qui, au minimum, doivent inclure les stratégies de gestion applicables et les plans de mise en œuvre (SGPM) et l’application du Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur soumis dans le cadre de la Proposition et convenu dans le cadre du Marché.  L’Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Maître d’Ouvrage, pour approbation, tous les SGPM supplémentaires nécessaires à la gestion des risques et impacts ES des travaux en cours (p. ex. excavation, travaux de terrassement, travaux de pont et de structure, détournements de cours d’eau et de routes, carrières ou extraction de matériaux, fabrication et mise en œuvre de béton et fabrication d’asphalte). Ces SGMP constituent collectivement le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (E-PGES) de l’Entrepreneur.  Le E-PGES fait partie des documents de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit examiner le E-PGES périodiquement (mais au minimum tous les six (6) mois) et le mettre à jour au besoin pour s’assurer qu’il contient des mesures appropriées aux Ouvrages. La mise à jour du E-PGES doit être soumise au Représentant du Maître d’Ouvrage pour approbation. "  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit fournir des renseignements pertinents sur les marchés, car le Maître d’Ouvrage ou le Représentant du Maître d’Ouvrage peut raisonnablement demander à mener des missions auprès des parties prenantes. » « Parties Prenantes » désigne les personnes ou les groupes qui :   * + - 1. sont touchés ou susceptibles d’être touchés par le Marché; et       2. peuvent avoir un intérêt dans le Marché.   L’Entrepreneur doit également participer directement aux engagements des parties prenantes, comme le Maître d’Ouvrage et/ou le Représentant du Maître d’Ouvrage peut raisonnablement le demander.  Conformément aux Données du Marché, l’Entrepreneur, y compris ses Sous-traitants / fournisseurs / fabricants, doit prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les systèmes informatiques et les données utilisés dans le cadre du Marché. Sans limiter la portée de ce qui précède, l’Entrepreneur, y compris ses Sous-traitants/fournisseurs/fabricants, doit déployer tous les efforts raisonnables pour établir, maintenir, mettre en œuvre et respecter des contrôles, des politiques et des procédures raisonnables en matière de technologie de l’information, de sécurité de l’information, de cybersécurité et de protection des données, y compris la surveillance, les contrôles d’accès, le cryptage, les mesures de protection technologiques et physiques, la continuité des activités et la reprise après sinistre et les plans de sécurité conçus pour protéger contre et prévenir la violation, la destruction, la perte, la distribution, l’utilisation, l’accès, la désactivation, l’appropriation illicite ou la modification non autorisés, ou toute autre compromission ou mauvaise utilisation de tout système informatique ou donnée utilisé dans le cadre du Marché. |
| Sous-Clause 4.2 | **Garantie de Bonne Exécution**  Ajouter au premier paragraphe, deuxième ligne après « pour le Marché » « et, le cas échéant, une Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) pour le respect des obligations ES de l’Entrepreneur ».  Supprimez le troisième paragraphe et remplacez par ce qui suit :  « L’Entrepreneur doit fournir la Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, une Garantie de Performance ES au Maître d’Ouvrage dans les 28 jours suivant la réception de la Lettre d’Acceptation et doit en envoyer une copie au Représentant du Maître d’Ouvrage. La Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, la Garantie de Performance ES, doivent être émises par une banque ou une institution financière réputée choisie par l’Entrepreneur. La Garantie de Bonne Exécution sera comme stipulée dans les Données du Marché, et doit être sous la forme annexée aux documents de demande de propositions, ou sous une autre forme acceptable pour le Maître d’Ouvrage. »  Dans les quatrième, sixième [et septième] paragraphes, les références à la « Garantie de Bonne Exécution » doivent inclure la référence à « la Garantie de Performance ES » le cas échéant.  Supprimer le cinquième paragraphe et remplacer par :  « Le Maître d’Ouvrage ne doit faire de demande au titre de la Garantie de Bonne Exécution ou de la Garantie de Performance ES, le cas échéant, que pour les montants auxquels le Maître d’Ouvrage a droit en vertu du Marché. "  À la fin de la Sous-Clause, ajouter  « Sans limitation des dispositions du reste de cette Sous-Clause, lorsque le Représentant du Maître d’Ouvrage détermine un ajout ou une réduction au Montant du Marché à la suite d’un changement de coût et/ou de législation, ou à la suite d’un Changement représentant plus de 25% de la partie du Montant du Marché payable dans une monnaie donnée, l’Entrepreneur doit, si cela est demandé par le Représentant du Maître d’Ouvrage, augmenter immédiatement, ou il peut diminuer, le cas échéant, le montant de la Garantie de Bonne Exécution dans cette monnaie et d’un pourcentage égal. »  A la fin de cette Sous-Clause 4.2, ajouter :  « Si cela est spécifié dans les Données du Marché, l’Entrepreneur doit obtenir à ses frais une Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) afin de garantir le respect des obligations ES de l’Entrepreneur pendant la période de Conception-Construction dans les montants et les monnaies indiqués dans les Données du Marché.  L’Entrepreneur doit remettre la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES au Maître d’Ouvrage dans les 28 jours suivant la réception de la Lettre d’Acceptation et en adresser une copie au Représentant du Maître d’Ouvrage. La Garantie de Performance Environnemental et Sociale doit être émise par une entité d’un pays (ou d’une autre juridiction) approuvée par le Maître d’Ouvrage, et doit être sous la forme annexée aux Clauses Particulières, comme stipulé par le Maître d’Ouvrage dans les Données du Marché, ou sous une autre forme approuvée par le Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit s’assurer que la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) est valide et exécutoire jusqu’à la délivrance du Certificat de Mise en Service. Si les termes de la Garantie de Bonne Exécution précisent sa date d’expiration et que l’Entrepreneur ne peut obtenir le Certificat de Mise en Service avant la date 28 jours précédant la date d’expiration, l’Entrepreneur doit prolonger la validité de la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) jusqu’à ce que l’Entrepreneur puisse obtenir le Certificat de Mise en Service. Le manquement de l’Entrepreneur à maintenir la validité de la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) constitue un motif de résiliation conformément à la Sous-Clause 15.2 [Résiliation pour défaut de l’Entrepreneur].  Le Maître d’Ouvrage ne doit faire de demande au titre de la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), le cas échéant, que pour les montants auxquels le Maître d’Ouvrage a droit en vertu du Marché.  Le Maître d’Ouvrage doit indemniser et tenir l’Entrepreneur à couvert de tous les dommages, pertes et dépenses (y compris les frais et dépens juridiques) résultant d’une demande au titre de la garantie de bonne exécution que le Maître d’Ouvrage n’avait pas le droit de faire.  Le Maître d’Ouvrage doit retourner la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) à l’Entrepreneur dans les 21 jours suivant la réception du Certificat de Mise en Service. »  Dans les Sous-Clauses ci-après des Clauses Générales, les références à la « Garantie de Bonne Exécution » doivent inclure la référence à la « Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), le cas échéant » :  2.1- Droit d’Accès au Chantier  14.7- Émission de Décompte  14.8(a)- Paiement  14.14- Quitus  15.2(a)- Résiliation  15.5- Résiliation pour Convenance du Maître d’Ouvrage  16.4(a)- Paiement à la Résiliation ». |
| Sous-Clause 4.3 | **Représentant de l’Entrepreneur**  La phrase suivante est ajoutée à la fin de la Sous-Clause : « Si les délégués du Représentant de l’Entrepreneur ne parlent pas couramment ladite langue, l’Entrepreneur doit mettre à disposition des interprètes compétents pendant les heures de travail en nombre jugé suffisant par le Représentant du Maître d’Ouvrage. " |
| Sous-Clause 4.4 | **Sous-Traitants**  Ce qui suit est ajouté avant « L’Entrepreneur est responsable des actions et ... »  « L’Entrepreneur doit exiger pour toute sous-traitance des Ouvrages que ses Sous-Traitants exécutent les travaux conformément au Marché, y compris en se conformant aux exigences ES pertinentes et aux obligations indiquées à la Sous-Clause 4.29.»  Le paragraphe suivant est ajouté avant le paragraphe commençant par « Si un Sous-Traitant a droit,… » :  « La fourniture par l’Entrepreneur, pour le consentement du Représentant du Maître d’Ouvrage doit inclure une déclaration du Sous-Traitant conformément aux Clauses Particulières - Partie E- Déclaration de Performance relative à l’Exploitation et aux Abus sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel par les Sous-Traitants. »  Ce qui suit est ajouté à la fin du dernier paragraphe de la Sous-Clause 4.4.  « Tous les contrats de Sous-Traitants relatifs aux Ouvrages doivent inclure une disposition autorisant le Maître d’Ouvrage à demander que le contrat de sous-traitance soit cédé au Maître d’Ouvrage au titre de la Sous-Clause 15.2. [*Résiliation pour Défaillance de l’Entrepreneur*].  Dans la mesure du possible, l’Entrepreneur doit accorder aux entrepreneurs du Pays une possibilité juste et raisonnable d’être nommé Sous-Traitants. |
| Sous-Clause 4.6 | **Coopération**  Ce qui suit est ajouté comme deuxième paragraphe :  « L’Entrepreneur doit également, comme indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ou selon les instructions du Représentant du Maître d’Ouvrage, coopérer avec le Personnel du Maître d’Ouvrage et lui donner les possibilités appropriées de procéder à toute évaluation environnementale et sociale. "  dans le deuxième paragraphe (devenu troisième paragraphe) : «subir à l’Entrepreneur des retards et/ou » est ajouté avant « supporter à l’Entrepreneur des Coûts imprévisibles. » |
| Sous-Clause 4.8 | La Sous-Clause est remplacée par ce qui suit :  **« Obligations en matière d’Hygiène et de Sécurité**  L’Entrepreneur doit :   1. se conformer à toutes les réglementations et lois applicables en matière d’hygiène et de sécurité; 2. se conformer à toutes les obligations applicables en matière d’hygiène et de sécurité spécifiées dans le Marché; 3. prendre soin de l’hygiène et de la sécurité de toutes les personnes habilitées à être sur le Chantier et dans d’autres lieux, le cas échéant, où les Ouvrages sont exécutés; 4. maintenir le Chantier et les Ouvrages à l’écart de toute obstruction inutile afin d’éviter tout danger pour ces personnes; 5. fournir les clôtures, l’éclairage, l’accès sécurisé, la garde et la surveillance des Ouvrages jusqu’à la délivrance du Certificat d’Achèvement du Marché; 6. réaliser tous Ouvrages provisoires (y compris routes, passerelles, gardes et clôtures) qui peuvent être nécessaires, en raison de l’exécution des Ouvrages, pour l’usage et la protection du public et des propriétaires et occupants des terrains adjacents; 7. fournir une formation sur l’hygiène et la sécurité pour le Personnel de l’Entrepreneur, le cas échéant, et tenir des dossiers de formation; 8. faire participer activement le Personnel de l’Entrepreneur à la promotion de la compréhension et des méthodes de mise en œuvre des exigences en matière d’hygiène et de sécurité, ainsi qu’à fournir de l’information au Personnel de l’Entrepreneur et à fournir de l’équipement de protection individuelle sans frais au Personnel de l’Entrepreneur; 9. mettre en place des processus de travail pour que le Personnel de l’Entrepreneur signale les situations de travail qui, selon lui, ne sont pas sécuritaires ou saines, et pour se soustraire à une situation de travail qu’il a une justification raisonnable de considérer comme présentant un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé; 10. Le Personnel de l’Entrepreneur qui se retire de ces situations de travail ne sera pas tenu de retourner au travail tant que les mesures correctives nécessaires pour corriger la situation n’auront pas été prises. Le Personnel de l’Entrepreneur ne doit pas faire l’objet de représailles ou de ou de mesures négatives en cas de déclaration ou de retrait; 11. sous réserve de la Sous-Clause 4.6, collaborer avec les entités et le personnel en vertu du paragraphe (a), (b) et (c) de la Sous-Clause 4.6, dans l’application des exigences en matière d’hygiène et de sécurité. Cela n’a aucun préjudice à la responsabilité des entités concernées en matière d’hygiène et de sécurité de leur propre personnel; et 12. établir et mettre en œuvre un système d’examen régulier (pas moins que tous les six mois) du rendement en matière d’hygiène et de sécurité et de l’environnement de travail.   « Sous réserve de la Sous-Clause 4.1, l’Entrepreneur doit soumettre au Représentant du Maître d’Ouvrage pour approbation un manuel d’hygiène et de sécurité spécialement préparé pour les Ouvrages, le Chantier et d’autres endroits (le cas échéant) où l’Entrepreneur a l’intention d’exécuter les Ouvrages. Les procédures d’examen du manuel d’hygiène et de sécurité et de ses mises à jour sont décrites dans la Sous-Clause 5.2 *[Documents de l’Entrepreneur]*.  Le manuel d’hygiène et de sécurité énumère toutes les exigences en matière d’hygiène et de sécurité au titre du Marché,   1. qui doit inclure au minimum : 2. les procédures visant à établir et à maintenir un environnement de travail sécurisé sans risque pour l’hygiène dans tous les lieux de travail, machines, équipements et processus sous le contrôle de l’Entrepreneur, y compris les mesures de contrôle des substances et agents chimiques, physiques et biologiques ; 3. les détails de la formation à fournir, les dossiers à conserver ; 4. les procédures de prévention, de préparation et d’intervention à mettre en œuvre en cas d’urgence (c.-à-d. un incident imprévu, découlant à la fois de dangers naturels et d’origine humaine, généralement sous forme d’incendie, d’explosions, de fuites ou de déversements, qui peuvent se produire pour diverses raisons, y compris le défaut de mettre en œuvre des procédures d’exploitation conçues pour prévenir leur apparition, les conditions météorologiques extrêmes ou l’absence d’alerte précoce) ; 5. les mesures à prendre pour éviter ou minimiser le risque d’exposition des communautés aux maladies d’origine hydrique, à base d’eau, liées à l’eau et à transmission vectorielle, 6. les mesures à mettre en œuvre pour éviter ou minimiser la propagation de maladies transmissibles (y compris la transmission de maladies ou d’infections sexuellement transmissibles (MST), telles que le virus du HIV) et de maladies non transmissibles associées à l’exécution des Ouvrages, en tenant compte de l’exposition différenciée et d’une sensibilité accrue des groupes vulnérables. Cela comprend la prise de mesures visant à éviter ou à réduire au minimum la transmission de maladies transmissibles qui peuvent être associées à l’afflux de main-d’œuvre temporaire ou permanente liée au Marché ; 7. les politiques et procédures sur la gestion et la qualité des installations d’hébergement et de bien être si ces installations d’hébergement et de bien-être sont fournies par l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 6.6; et 8. toutes les autres exigences énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. »   Le paragraphe commençant par : « En plus de l’exigence de déclaration de ... » est supprimé et remplacé par l’ajout à la Sous-Clause 4.21 des CG dans la Sous-Clause 4.21 des Clauses Particulières. |
| Sous-Clause 4.12 | **Conditions Physiques Imprévisibles**  Le dernier alinéa est remplacé par : « Le Représentant du Maître d’Ouvrage doit tenir compte de toute preuve des conditions physiques prévues par l’Entrepreneur lors de la présentation de l’Offre, qui doit être mis à disposition de l’Entrepreneur, mais il n’est pas lié par l’interprétation par l’Entrepreneur de ces conditions. " |
| Sous-Clause 4.13 | **Droits de passage et Installations**  La Sous-Clause est remplacée par ce qui suit : « Sauf indication contraire dans le Marché, le Maître d’Ouvrage doit fournir un accès effectif au Chantier et la mise à disposition du Chantier, y compris les droits de passage spéciaux et/ou temporaires qui sont nécessaires pour les Ouvrages. L’Entrepreneur doit obtenir, à ses risques et à ses frais, tout droit de passage ou d’installations supplémentaire à l’extérieur du Chantier dont il peut avoir besoin aux fins de réalisation des Ouvrages. " |
| Sous-Clause 4.15 | **Voies d’accès**  La mention « à la Date de Référence" est ajoutée à la fin de la première phrase.  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause 4.15 :  « L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour éviter que des incidents et des dommages n’affectent un tiers associé à l’utilisation de l’équipement de l’Entrepreneur sur la voie publique ou dans d’autres infrastructures publiques.  L’Entrepreneur doit surveiller et utiliser les rapports sur les incidents et les accidents de sécurité routière afin d’identifier les problèmes de sécurité et d’établir et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour les résoudre. » |
| Sous-Clause 4.18 | **Protection de l’Environnement** La Sous-Clause 4.18 Protection de l’environnement est remplacée par : « L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour :   * + 1. protéger l’environnement (tant sur le Chantier qu’à l’extérieur); et     2. limiter les dommages et les nuisances pour les personnes et les biens résultant de la pollution, du bruit et d’autres résultats des opérations et/ou des activités de l’Entrepreneur.   L’Entrepreneur doit s’assurer que les émissions, les rejets de surface, les effluents et tout autre polluant provenant des activités de l’Entrepreneur ne dépassent ni les valeurs indiquées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, ni celles prescrites par les lois applicables.  En cas de dommages à l’environnement, aux biens et/ou de nuisances pour les personnes, sur le Chantier ou à l’extérieur, résultant des opérations de l’Entrepreneur, l’Entrepreneur doit convenir avec le représentant du Maître d’Ouvrage des mesures et de délais appropriés pour remettre, dans la mesure du possible, l’environnement endommagé en son état antérieur. L’Entrepreneur doit mettre en œuvre ces recours à ses frais à la satisfaction du Représentant du Maître d’Ouvrage. » |
| Sous-Clause 4.21 | **Rapports d’avancement**  L’alinéa (g) est remplacé par ce qui suit :  « (g) Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales (ES) figurant dans les Clauses Particulières - Partie D ; »  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « Si cela est indiqué dans les Données du Marché, les rapports d’avancement doivent inclure l’état de la conformité à la gestion des risques de cybersécurité, ainsi que tout risque prévisible en matière de cybersécurité et son atténuation.  « En plus de l’exigence de rapport de ce sous-paragraphe (g) de la Sous-Clause 4.21 [*Rapport*s *d’avancement]* l’Entrepreneur doit informer immédiatement le Représentant du Maître d’Ouvrage de toute allégation, incident ou accident, qui a ou est susceptible d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les collectivités touchées, le public, le Personnel du Maître d’Ouvrage ou le Personnel de l’Entrepreneur. Cela comprend, sans s’y limiter, tout incident ou accident causant la mort ou des blessures graves ; les effets indésirables importants ou les dommages causés aux biens privés ; tous incidents de cibersécurité tels que spécifiés dans les Données du Marché ; ou toute allégation d’EAS et/ou de HS. Dans le cas d’EAS et/ou de HS, tout en maintenant la confidentialité, le type d’allégation (exploitation sexuelle, abus sexuel ou harcèlement sexuel), le sexe et l’âge de la personne qui a subi l’incident allégué devraient être inclus dans les renseignements.  L’Entrepreneur, lorsqu’il prend connaissance de l’allégation, de l’incident ou de l’accident, doit également informer immédiatement le Représentant du Maître d’Ouvrage de tout incident ou accident de ce genre dans les locaux des sous-traitants ou des fournisseurs concernant les Ouvrages qui ont ou sont susceptibles d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les collectivités touchées, le public, le personnel du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur, le personnel de ses sous-traitants et fournisseurs. La notification doit fournir suffisamment de détails sur ces incidents ou accidents. L’Entrepreneur doit fournir tous les détails de ces incidents ou accidents au Représentant du Maître d’Ouvrage dans les délais convenus avec le Représentant du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit exiger de ses sous-traitants et fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils informent immédiatement l’Entrepreneur de tout incident ou accident mentionné dans cette Sous-Clause. » |
| Sous-Clause 4.22 | **Sécurité du Chantier**  La Sous-Clause est remplacée par ce qui suit :  « L’Entrepreneur est responsable de la sécurité du Chantier et:   1. de maintenir les personnes non autorisées hors du Chantier; 2. de limiter les personnes autorisées au Personnel de l’Entrepreneur, au personnel du Maître d’Ouvrage et à tout autre personnel identifié comme personnel autorisé (y compris les autres entrepreneurs du Maître d’Ouvrage sur le Chantier), par Notification du Maître d’Ouvrage ou du Représentant du Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur.   Sous réserve de la Sous-Clause 4.1, l’Entrepreneur doit soumettre pour la non-objection du Représentant du Maître d’Ouvrage un plan de gestion de la sécurité qui énonce les modalités de sécurité sur le Chantier.  L’Entrepreneur doit : (i) effectuer des vérifications des antécédents appropriées sur tout personnel retenu pour assurer la sécurité; (ii) former adéquatement le personnel de sécurité (ou déterminer qu’il est correctement formé) au recours à la force (et, le cas échéant, aux armes à feu) et à la conduite appropriée à l’égard du Personnel de l’Entrepreneur, du Personnel du Maître d’Ouvrage et des collectivités touchées; iii) exiger du personnel de sécurité qu’il agisse dans le cadre des lois applicables et de toutes les exigences énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur ne doit permettre aucun recours à la force par le personnel de sécurité pour assurer la sécurité, sauf lorsqu’il est utilisé à des fins préventives et défensives en proportion de la nature et de l’étendue de la menace.  En prenant des dispositions de sécurité, l’Entrepreneur doit également se conformer à toutes les exigences supplémentaires énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. » |
| Sous-Clause 4.24 | Le titre est remplacé par : « **Découvertes Archéologiques et Géologiques ».**  Le premier paragraphe est remplacé par ce qui suit :  « Tous les fossiles, pièces de monnaie, objets de valeur ou d’antiquité, structures, groupes de structures et autres vestiges ou objets d’intérêt géologique, archéologique, paléontologique, historique, architectural ou religieux trouvés sur le Chantier doivent être placés sous la garde et aux soins du Maître d’Ouvrage. L’Entrepreneur doit :   1. prendre toutes les précautions raisonnables, y compris clôturer la zone ou le lieu de la découverte, afin d’éviter d’autres perturbations et d’empêcher le Personnel de l’Entrepreneur ou d’autres personnes d’enlever ou d’endommager l’une ou l’autre de ces découvertes ; 2. former le Personnel de l’Entrepreneur concerné sur les mesures appropriées à prendre en cas de telles découvertes; et 3. mettre en œuvre toute autre mesure conforme aux Exigences du Maître d’Ouvrage et des lois pertinentes. » |
| Sous-Clause 4.26 | **Démolition** : la Sous-Clause suivante est ajoutée :  « L’Entrepreneur ne doit démolir aucun bâtiment ou structure, sauf s’il est spécifié dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ou avec l’approbation écrite préalable du Représentant du Maître d’Ouvrage.  Les dispositions pour réutiliser, vendre et éliminer les matériaux de démolition sont précisées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. " |
| Sous-Clause 4.27 | **Installations existantes** : la Sous-Clause suivante est ajoutée:  « L’Entrepreneur doit prendre en charge, réhabiliter, moderniser, exploiter et entretenir les installations existantes dans la mesure indiquée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.  Sauf indication contraire dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit fournir et payer tout travail, matériel et matériaux (y compris les pièces de rechange et les consommables) et l’électricité nécessaires à l’exploitation et à l’entretien des installations existantes.  Pendant la période de conception-construction,  a) l’Entrepreneur doit faire tous les efforts raisonnables pour satisfaire aux Normes de Performance spécifiées pour les installations existantes dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ;  b) le Maître d’Ouvrage indemnisera et préservera l’Entrepreneur de toutes les réclamations qui lui seraient faites relativement à l’exploitation des installations existantes dans la mesure où la condition ou la conception des installations existantes les rend incapables de satisfaire aux Normes de Performance applicables.  À la date de début des Services d’Exploitation, l’installation existante, sauf indication contraire dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, sera réputée faire partie des Ouvrages, et toutes les références dans le Marché aux Ouvrages, aux Ouvrages définitifs, aux installations et au chantier, etc. seront réputées inclure les installations existantes. » |
| Sous-Clause 4.28  Fournisseurs (Autres que sous-traitants) | Les Sous-Clauses ci-après sont ajoutées :  **4.28.1 Travail forcé**  L’Entrepreneur doit prendre des mesures pour obliger ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) à ne pas employer ou engager du personnel dans les conditions de « travail forcé », y compris les victimes de la traite, tel que décrit dans la Sous-Clause 6.20. Si des cas de travail forcé ou de traite sont identifiés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, l’Entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de gérer ces risques.  **4.28.2 Travail des enfants**  L’Entrepreneur doit prendre des mesures pour obliger ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) à ne pas employer ou engager le travail des enfants tel que décrit dans la Sous-Clause 6.21. Si des cas de travail des enfants sont identifiés, l’Entrepreneur prend des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, l’Entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de gérer ces risques.  **4.28.3 Graves problèmes de sécurité**  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, doit se conformer à toutes les obligations de sécurité applicables, y compris celles énoncées dans les Sous-Clauses 4.4, 4.8 et 6.7. L’Entrepreneur doit également prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils adoptent des procédures et des mesures d’atténuation adéquates pour régler les problèmes de sécurité liés à leur personnel. Si de graves problèmes de sécurité sont identifiés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, l’Entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de gérer ces risques.  **4.28.4 Obtention de matériaux de ressources naturelles en relation au fournisseur**  L’Entrepreneur doit obtenir des fournisseurs de matériaux de ressources naturelles qu’ils peuvent démontrer, en se conformant aux exigences de vérification et/ou de certification applicables, que l’obtention de ces matériaux ne contribue pas au risque de modification importante ou de dégradation importante d’habitats naturels ou critiques tels que les produits du bois récoltés de façon non durable, l’extraction de gravier ou de sable dans les lits des rivières ou les plages.  Si un fournisseur ne peut continuer à démontrer que l’obtention de ces matériaux ne contribue pas au risque de modification importante ou de dégradation importante d’habitats naturels ou critiques, l’Entrepreneur doit, dans un délai raisonnable, remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de démontrer qu’ils n’ont pas d’incidence négative importante sur les habitats. |
| Sous-Clause 4.29 | La Sous-Clause suivante est ajoutée :  « **Code de Conduite**  L’Entrepreneur doit avoir un Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s’assurer que chaque Personnel de l’Entrepreneur soit informé du Code de Conduite, y compris les comportements spécifiques qui sont interdits, et comprenne les conséquences de se livrer à de tels comportements interdits.  Ces mesures comprennent la fourniture d’instructions et de documents qui peuvent être compris par le Personnel de l’Entrepreneur et la recherche d’obtenir la signature de cette personne reconnaissant la réception de ces instructions et/ou documents, le cas échéant.  L’Entrepreneur doit également s’assurer que le Code de Conduite est visiblement affiché à plusieurs endroits sur le Chantier et tout autre endroit où les travaux seront effectués, ainsi que dans les zones à l’extérieur du Chantier accessibles à la communauté locale et aux personnes touchées par le projet. Le Code de Conduite affiché doit être fourni dans des langues compréhensibles pour le Personnel de l’Entrepreneur, le personnel du Maître d’Ouvrage et la communauté locale.  La Stratégie de gestion et les plans de mise en œuvre de l’Entrepreneur doivent comprendre des processus appropriés pour que l’Entrepreneur vérifie le respect de ces obligations. |
| Sous-Clause 6.1 | **Embauche du personnel et de main d’œuvre**  Les paragraphes suivants sont ajoutés à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit fournir au Personnel de l’Entrepreneur des renseignements et des documents clairs et compréhensibles quant à ses conditions d’emploi. Les renseignements et les documents doivent établir leurs droits en vertu des lois du travail pertinentes applicables au Personnel de l’Entrepreneur (qui comprendront toutes les conventions collectives applicables), y compris leurs droits relatifs aux heures de travail, aux salaires, aux heures supplémentaires, à la rémunération et aux avantages sociaux, ainsi qu’à ceux découlant de toutes les Exigences du Maître d’Ouvrage. Le Personnel de l’Entrepreneur doit être informé de tout changement important apporté à ses conditions d’emploi.  L’Entrepreneur est encouragé, dans la mesure du possible et raisonnable, à employer du personnel et de la main-d’œuvre ayant les qualifications et l’expérience appropriées provenant de sources à l’intérieur du Pays. " |
| Sous-Clause 6.2 | **Taux de rémunération et conditions de travail**  Les paragraphes suivants sont ajoutés à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit informer le Personnel de l’Entrepreneur sur :   1. toute déduction à leur paiement et aux conditions de ces déductions conformément aux lois applicables ou telles qu’énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ; 2. leur obligation de payer l’impôt sur le revenu des particuliers dans le Pays concernant leurs salaires, indemnités et avantages sociaux qui sont soumis à l’impôt en vertu des lois du Pays en vigueur pour le moment.   L’Entrepreneur s’acquittera de ces obligations en ce qui concerne les déductions qui peuvent lui être imposées par de telles lois.  Lorsque les lois applicables l’exigent ou comme l’imposent les Exigences du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit fournir au Personnel de l’Entrepreneur un avis écrit de cessation d’emploi et des détails sur les indemnités de départ en temps opportun. L’Entrepreneur doit avoir versé au Personnel de l’Entrepreneur (directement ou le cas échéant pour sa prestation) tous les salaires et droits dus, y compris, le cas échéant, les prestations de sécurité sociale et les cotisations de retraite, au moment ou avant la fin de leur engagement ou de leur emploi. » |
| Sous-Clause 6.5 | **Heures de travail**  Ce qui suit est inséré à la fin de la Sous-Clause:  « L’Entrepreneur doit accorder au Personnel de l’Entrepreneur des congés annuels et des congés de maladie, de maternité et de famille, comme l’exigent les lois applicables ou comme indiqué dans les exigences du Maître d’Ouvrage. » |
| Sous-Clause 6.6 | **Installations du personnel et de la main-d’œuvre**  Ce qui suit est ajouté comme dernier paragraphe :  « S’il est indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit donner accès ou fournir des services qui répondent aux besoins physiques, sociaux et culturels du Personnel de l’Entrepreneur. L’Entrepreneur doit également fournir des installations semblables pour le Personnel du Maître d’Ouvrage, comme indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 6.7 | **Santé et sécurité**  Au début de la Sous-Clause : « L’Entrepreneur doit » est remplacé par : « En plus des exigences de la Sous-Clause 4.8 [*Obligations en matière d’hygiène et de* sécurité], l’Entrepreneur doit ». La première phrase du dernier alinéa est supprimée. |
| Sous-Clause 6.9 | **Personnel de l’Entrepreneur**  La Sous-Clause est remplacée par :  « Le Personnel de l’Entrepreneur (y compris le Personnel clé, le cas échéant) doit être qualifié, expérimenté et compétent dans sa profession respective.  Le Représentant du Maître d’Ouvrage peut exiger de l’Entrepreneur qu’il retire (ou fasse retirer) toute personne employée sur le Chantier ou les travaux, y compris le Représentant de l’Entrepreneur et le Personnel clé (le cas échéant), qui :   1. persiste dans toute inconduite ou manque de soins; 2. effectue des tâches de façon incompétente ou négligente; 3. ne se conforme pas aux dispositions du Marché; 4. persiste dans une conduite préjudiciable à la sécurité, à l’hygiène ou à la protection de l’environnement; 5. sur la base d’éléments de preuve raisonnables, est présumé s’être livré à la fraude et à la corruption lors de l’exécution des travaux; 6. a été recruté parmi le Personnel du Maître d’Ouvrage en violation de la Sous-Clause 6.3 *[Préposés du Maître d’Ouvrage];* 7. a un comportement qui enfreint le Code de Conduite du Personnel de l’Entrepreneur (ES).   Le cas échéant, l’Entrepreneur doit alors nommer rapidement (ou faire nommer) un remplaçant approprié avec des compétences et une expérience équivalentes.  Indépendamment de toute exigence du Représentant du Maître d’Ouvrage de retirer ou de causer le retrait de toute personne, l’Entrepreneur doit prendre des mesures immédiates, le cas échéant, en réponse à toute violation de (a) à (g) ci-dessus. Ces mesures immédiates comprennent le retrait (ou l’action de faire retirer) du Chantier ou d’autres lieux où les travaux sont effectués, tout Personnel de l’Entrepreneur qui s’engage dans les actions mentionnés en (a), b), (c), (d), (e) ou (g) ci-dessus ou a été recruté comme indiqué dans (f) ci-dessus.  Dans le cas du remplacement du Représentant de l’Entrepreneur, la Sous-Clause 4.3 *[Représentant de l’Entrepreneur]* s’applique. Dans le cas du remplacement du Personnel clé (le cas échéant), la disposition de remplacement en vertu de cette Sous-Clause 6. 9 s’applique.  Si l’Entrepreneur a l’intention de remplacer un Personnel clé, l’Entrepreneur doit, au moins 30 jours avant la date prévue du remplacement, notifier au Représentant du Maître d’Ouvrage, le nom, l’adresse, les qualifications académiques et l’expérience pertinente du Personnel clé de remplacement prévu. L’Entrepreneur ne doit pas révoquer le Personnel clé ou nommer un remplaçant sans le consentement préalable du Représentant du Maître d’Ouvrage. |
| **Les Sous-Clauses suivantes 6.12 à 6.26 sont** **ajoutées après la Sous-Clause 6.11** | |
| **Sous-Clause 6.12**  **Personnel étranger** | L’Entrepreneur peut faire venir dans le Pays le personnel étranger qui est nécessaire à l’exécution des Ouvrages dans la mesure permise par les lois applicables. L’Entrepreneur doit s’assurer que ces membres du personnel reçoivent les visas de résidence et les permis de travail requis. Le Maître d’Ouvrage, si l’Entrepreneur le demande, utilisera ses meilleurs efforts en temps opportun et diligemment pour aider l’Entrepreneur à obtenir toute autorisation locale, étatique, nationale ou gouvernementale requise pour acheminer le Personnel de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir les moyens de rapatriement au Personnel de l’Entrepreneur employé sur le Chantier vers ses différents pays d’origine. En cas de décès dans le Pays d’un membre du personnel ou d’un membre de sa famille, l’Entrepreneur est responsable de prendre toutes les mesures appropriées pour le rapatriement ou les obsèques. |
| **Sous-Clause 6.13**  Approvisionnement en denrées alimentaires | L’Entrepreneur doit faire assurer l’approvisionnement en denrées alimentaires de son Personnel, en quantité suffisante et à un prix raisonnable, aux fins du Marché ou en relation avec celui-ci |
| **Sous-Clause 6.14**  Approvisionnement en eau | L’Entrepreneur doit, en tenant compte des conditions locales, organiser un approvisionnement suffisant en eau potable et en eau à des fins domestiques sur le Chantier, à l'usage de son personnel. |
| **Sous-Clause 6.15**  **Mesures contre les nuisances liées aux insectes et aux nuisibles** | L’Entrepreneur doit, en toutes circonstances, prendre les dispositions nécessaires pour protéger le Personnel de l’Entrepreneur employé sur le Chantier contre les nuisances dues aux insectes et aux nuisibles et pour réduire les risques pour leur santé. L'Entrepreneur doit se conformer à toutes les réglementations des autorités sanitaires locales, y compris l'utilisation de l'insecticide approprié. |
| **Sous-Clause 6.16**  Alcool ou drogues | L’Entrepreneur ne doit pas, autrement que conformément aux lois du Pays, importer, vendre, donner, troquer ou autrement disposer de toute boisson alcoolisée ou de drogues, ni autoriser ou permettre l'importation, la vente, le don, l'échange ou la cession de celles-ci par le Personnel de l’Entrepreneur. |
| **Sous-Clause 6.17**  Armes et munitions | L’Entrepreneur ne doit pas donner, troquer ou disposer de quelque manière que ce soit d'armes ou de munitions de quelque nature que ce soit, pour quiconque, ou permettre à son personnel de le faire. |
| **Sous-Clause 6.18**  Festivals et coutumes religieuses | L’Entrepreneur respectera les fêtes, jours de repos et coutumes religieuses ou autres reconnus dans le Pays. |
| **Sous-Clause 6. 19 Arrangements Funéraires** | L'Entrepreneur est responsable, dans la mesure requise par les réglementations locales, de prendre des dispositions funéraires pour ses employés locaux dont le décès pourrait survenir durant leur emploi dans les travaux. |
| **Sous-Clause 6.20**  Travail Forcé | L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, n’aura pas recours au travail forcé. Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non effectué volontairement, qui est exigé d’une personne sous la menace de la force ou de la coercition, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tels que le travail asservi, le travail forcé ou des arrangements similaires de contrat de travail.  Nul ne peut être employé ou engagé qui a été soumis à la traite. La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes au moyen de la menace ou du recours à la force ou d'autres formes de contrainte, d'enlèvement, de fraude, de tromperie, d'abus de pouvoir ou d'une situation de vulnérabilité, ou de l'octroi ou de la réception de paiements ou d'avantages visant à obtenir le consentement d'une personne ayant le contrôle sur une autre personne, aux fins d'exploitation. |
| **Sous-Clause 6.21**  Travail des enfants | L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant de moins de 14 ans à moins que la législation nationale ne prévoie un âge plus élevé (minimum).  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans d’une manière qui est susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec l’éducation de l’enfant, ou d’être nocif pour la santé de l’enfant ou son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit employer ou engager des enfants entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans qu’après avoir effectué une évaluation appropriée des risques par l’Entrepreneur avec l’approbation du Représentant du Maître d’Ouvrage. L’Entrepreneur doit faire l’objet d’un suivi régulier par le Représentant du Maître d’Ouvrage, qui comprend le suivi de l’hygiène, des conditions de travail et des heures de travail.  Un travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, de par sa nature ou les conditions dans lesquelles il est effectué, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Ces activités de travail interdites aux enfants comprennent le travail suivant :  a) l’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels ;  (b) le travail sous terre, sous l'eau, en hauteur ou dans des espaces confinés ;  c) le travail avec des machines, des équipements ou des outils dangereux, ou impliquant la manipulation ou le transport de charges lourdes ;  d) le travail dans des environnements insalubres, exposant les enfants à des substances, agents ou procédés dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations nuisibles à la santé ; ou  e) le travail dans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, de nuit ou en isolement dans les locaux de l'employeur. |
| **Sous-Clause 6.22**  Registres d’emploi des travailleurs | L'Entrepreneur doit tenir des registres complets et exacts de l'emploi de la main-d'œuvre sur le chantier. Les registres doivent inclure les noms, âges, sexes, heures travaillées et salaires versés à tous les travailleurs. Ces enregistrements doivent être récapitulés sur une base mensuelle et soumis au Représentant du Maître d’Ouvrage. Ces registres doivent être inclus dans les détails que l’entrepreneur doit soumettre conformément à la Sous-Clause 6.10 [*Registre du Personnel et*  *du Matériel de l’Entrepreneur*]. |
| **Sous-Clause 6.23**  Organisations des travailleurs | Dans les pays où la législation du travail pertinente reconnaît aux travailleurs le droit de constituer des organisations de travailleurs de leur choix et de s'affilier à une organisation de leur choix et de négocier collectivement sans ingérence, l’Entrepreneur se conformera à ces lois. Dans de telles circonstances, le rôle des organisations de travailleurs légalement établies et des représentants légitimes des travailleurs sera respecté, et les informations nécessaires à une négociation sérieuse lui seront fournies en temps voulu. Lorsque la législation du travail applicable restreint de manière substantielle les organisations de travailleurs, l’Entrepreneur doit permettre au Personnel de l’Entrepreneur de disposer de moyens alternatifs pour exprimer ses griefs et protéger ses droits en ce qui concerne les conditions de travail et les conditions d’emploi. L’Entrepreneur ne cherchera pas à influencer ou à contrôler ces moyens alternatifs. L’Entrepreneur n’exercera ni discrimination ni représailles à l’égard de son personnel qui participe ou cherche à participer à de telles organisations et à la négociation collective ou à d’autres mécanismes. Les organisations de travailleurs sont censées représenter équitablement les travailleurs. |
| Sous-Clause 6.24 Non-discrimination et égalité des chances | L’Entrepreneur ne doit pas prendre de décisions concernant l’emploi ou le traitement du Personnel de l’Entrepreneur sur la base de caractéristiques personnelles non liées aux exigences inhérentes au poste. L'Entrepreneur doit baser l'emploi du Personnel de l’Entrepreneur sur le principe de l'égalité des chances et de traitement équitable et ne doit discriminer aucun aspect de la relation de travail, y compris le recrutement, l'embauche, la rémunération (y compris le salaire et les avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d’emploi, l’accès à la formation, l’affectation à un poste, la promotion, le licenciement ou la retraite et les pratiques disciplinaires.  Les mesures spéciales de protection ou d'assistance visant à remédier à la discrimination antérieure ou à la sélection à un emploi spécifique en fonction de ses exigences intrinsèques ne doivent pas être considérées comme une discrimination. L’Entrepreneur doit fournir la protection et l'assistance nécessaires pour garantir la non-discrimination et l'égalité des chances, y compris pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les enfants (en âge de travailler conformément à la Sous-Clause 6.21). |
| **Sous-Clause 6.25**  **Mécanisme de traitement des griefs du Personnel de l’Entrepreneur** | L’Entrepreneur doit disposer d’un mécanisme de traitement des griefs pour le Personnel de l’Entrepreneur et, le cas échéant, pour les organisations de travailleurs mentionnées à la Sous-Clause 6.23, afin de soumettre leurs préoccupations concernant l’environnement de travail. Le mécanisme de traitement des griefs doit être proportionnel à la nature, à l’échelle, aux risques et aux impacts du Marché. Le mécanisme doit traiter les problèmes rapidement, en utilisant un processus compréhensible et transparent qui fournit un retour d'information en temps opportun aux personnes concernées dans une langue qu'elles comprennent, sans qu’elles encourent des représailles, et qui doit fonctionner de manière indépendante et objective.  Le Personnel de l’Entrepreneur doit être informé du mécanisme de traitement des griefs au moment de son embauche pour les besoins du Marché et des mesures mises en place pour le protéger contre toute mesure de représailles en cas de recours à ce mécanisme. Des mesures seront mises en place pour rendre le mécanisme de traitement des griefs facilement accessible à tout le Personnel de l'Entrepreneur.  Le mécanisme de traitement des griefs ne doit pas faire obstacle à d'autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles, ni se substituer aux mécanismes de traitement des griefs prévus dans les conventions collectives.  Le mécanisme de traitement des griefs peut utiliser les mécanismes de réclamation des griefs existants, à condition qu'ils soient correctement conçus et mis en œuvre, qu’ils répondent rapidement aux recours présentés et qu’ils soient facilement accessibles au Personnel de l’Entrepreneur. Les mécanismes de traitement des griefs existants peuvent être complétés, si nécessaire, par des arrangements spécifiques au Marché. |
| Sous-Clause 6.26Formation du Personnel de l’Entrepreneur | L’Entrepreneur doit fournir une formation appropriée au Personnel de l’Entrepreneur concerné sur les aspects ES du Marché, y compris une sensibilisation appropriée à l’interdiction de l’EAS et HS et à la formation en matière d’hygiène et de sécurité visée à la Sous-Clause 4.8.  Conformément aux Exigences du Maître d’Ouvrage ou aux instructions du Représentant du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit également permettre au Personnel de l’Entrepreneur concerné d’être formé aux aspects ES du Marché par le Personnel du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit dispenser une formation sur l’EAS, y compris sa prévention, à tout membre de son personnel qui a un rôle de supervision des autres Personnels de l’Entrepreneur. |
| Sous-Clause 7.3  Inspection | Ce qui suit est ajouté dans le premier paragraphe après : « Personnel du Maître d’Ouvrage » « (y compris le personnel ou les consultants de la BIsD agissant au nom de la BIsD, les parties prenantes et les tiers, tels que des experts indépendants, des communautés locales ou des organisations non gouvernementales) »  La Sous-Clause 7.3 (c) est remplacée par : « effectuer d’autres tâches et inspections, y compris la réalisation d’un audit environnemental et social ». |
| Sous-Clause 7.4 | **Essais**  Le deuxième alinéa doit commencer comme suit : « Sauf indication contraire dans le Marché, l’Entrepreneur doit...». |
| Sous-Clause 7.7 | **Propriété des Equipements et des Matériaux**  Le premier alinéa doit commencer comme suit : « Sauf indication contraire dans le Marché, … ». Plus loin dans chacun des points (b) et (c), « lorsque l’Entrepreneur est payé la valeur » est remplacé par « lorsque l’Entrepreneur est payé la valeur correspondante ».  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « Pour éviter tout doute, les véhicules, camions, équipements mobiles des installations et du Chantier (autres que les installations mobiles temporaires et l’équipement temporaire du Chantier amenés sur le Chantier pour entreprendre des tâches correctives spécifiques), les outils, l’équipement de bureau, les logiciels et les consommables de bureau utilisés par l’Entrepreneur pour les Services d’Exploitation deviendront la propriété du Maître d’Ouvrage. Les véhicules utilisés pour le transport personnel du Personnel de l’Entrepreneur, les ordinateurs et les appareils mobiles affectés à l’utilisation personnelle du Personnel de l’Entrepreneur resteront la propriété de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit tenir à jour les inventaires de Matériels, des Matériaux et des Ouvrages Provisoires de l’Entrepreneur tout au long de la durée du Marché. » |
| Sous-Clause 8.1 | **Date de Commencement**  La Sous-Clause est remplacée dans son intégralité par ce qui suit :  « **8.1 Date de Commencement**  Sauf indication contraire dans le Marché, la Date de Commencement est la date à laquelle les conditions suivantes ont toutes été remplies et la notification du Représentant du Maître d’Ouvrage enregistrant l’accord des deux Parties sur cette réalisation et l’instruction de commencer les travaux est reçue par l’Entrepreneur :   * 1. la signature de l’Acte d’Engagement par les deux Parties et, au besoin, l’approbation du Marché par les autorités compétentes du Pays;   2. la remise à l’Entrepreneur d’éléments de preuve raisonnables des dispositions financières du Maître d’Ouvrage (en vertu de la Sous-Clause 2.4 [*Dispositions financières du Maître d’Ouvrage*]);   3. sauf si autrement spécifié dans les Données du Marché, l’accès effectif et la mise à disposition du Chantier sont donnés à l’Entrepreneur ainsi que toute autorisation en vertu du paragraphe (a) de la Sous-Clause 1.14 [*Conformité aux Lois*] comme l’exige le démarrage des Ouvrages;   4. la réception par l’Entrepreneur du paiement de l’Avance de Démarrage en vertu de la Sous-Clause 14.2 [Avance de Démarrage] à condition que la garantie bancaire correspondante ait été fournie par l’Entrepreneur;   5. la constitution du CRD conformément à la Sous-Clause 20.3 et à la Sous-Clause 20.4, le cas échéant.   Sous réserve de la Sous-Clause 4.1 sur les Stratégies de Gestion et les Plans de Mise en œuvre et du E-PGES et de la Sous-Clause 4.8 sur le manuel d’hygiène et de sécurité, l’Entrepreneur commencera l’exécution des Ouvrages dès que cela sera raisonnablement possible après la Date de Commencement, puis procédera aux travaux avec diligence et sans retard. » |
| Sous-Clause 9.5 | **Rythme d’Avancement**  Ce qui suit est ajouté comme dernier paragraphe de la Sous-Clause :  « Les coûts additionnels des méthodes révisées, y compris les mesures d’accélération, ordonnés par le Représentant du Maître d’Ouvrage pour réduire les retards résultant de causes énumérées en vertu de la Sous-Clause 9.3 [*Prolongation du Délai d’Achèvement de la Conception - Réalisation*] seront payés par le Maître d’Ouvrage, sans toutefois générer d’autre avantage supplémentaire de paiement à l’Entrepreneur. " |
| Sous-Clause 9.11 | **Reprise des travaux**  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause après « suspension » :  « après avoir reçu du Représentant du Maître d’Ouvrage une instruction à cet effet en vertu de la Clause 13 [*Changements et Ajustements*]. » |
| Sous-Clause 10.1 | **Exigences générales :**  Ce qui suit est ajouté après les Spécifications de Gestion de l’Exploitation : « et les Normes de Performance ».  **Sous-Clause 10.1 Exigences générales :**  Le deuxième paragraphe est remplacé par ce qui suit :  « L’Entrepreneur doit respecter les exigences des manuels d’exploitation et d’entretien ainsi que les plans et manuels additionnels des Services d’Exploitation, préparés par l’Entrepreneur conformément aux Spécifications de Gestion de l’Exploitation. Aucune modification importante de ces dispositions et méthodes ne doit être apportée sans l’approbation préalable du Représentant du Maître d’Ouvrage. » |
| Sous-Clause 10.2 | **Commencement des Services d’Exploitation :**  Le premier paragraphe est remplacé par ce qui suit :  « Sauf indication contraire dans les Données du Marché, la date de début des Services d’Exploitation est la date sept (7) jours suivant la date de délivrance du Certificat de Mise en Service délivré en vertu de la Sous-Clause 11.7 [*Certificat de Mise en Service*], ou de la date antérieure sur laquelle les Parties peuvent s’entendre. » |
| Sous-Clause 10.6 | **Retards et Interruptions pendant les Services d’Exploitation** :  Le sous-paragraphe (a) est remplacé par ce qui suit  « (a) S’il y a des retards ou des interruptions pendant les Services d’Exploitation qui sont causés par l’Entrepreneur ou par une cause dont l’Entrepreneur est responsable, l’Entrepreneur, sous réserve de la Sous-Clause 3.5*[Déterminations],* doit verser au Maître d’Ouvrage les Pénalités de Performance pour les retards et les interruptions spécifiés dans l’Annexe des Pénalités de Performance. Le Maître d’Ouvrage a le droit de recouvrer les montants exigibles en effectuant des déductions correspondantes sur les paiements dus à l’Entrepreneur. Toutefois, le montant des Pénalités de Performance au cours d’une année contractuelle des Services d’Exploitation et le montant total des Pénalités de Performance payables par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage ne doivent pas dépasser les montants indiqués dans les Données du Marché.  Il n’y aura pas de prolongation de la période des Services d’Exploitation à la suite d’un tel retard ou interruption.  Si un retard ou une interruption entraîne un non-respect des Normes de Performance et que l’Entrepreneur est également tenu de payer des Pénalités de Performance en vertu de la Sous-Clause 10.7, des pénalités ne seront pas imposées en vertu des deux clauses, et le Maître d’Ouvrage déterminera s’il y a lieu d’imposer des pénalités en vertu de cette Sous-Clause 10.6 (a) ou en vertu de la Sous-Clause 10.7. » |
| Sous-Clause 10.7 | **Non-atteinte des résultats de production :** remplacer le titre par « Non-respect des Normes de Performance » et remplacer la Sous-Clause entière par ce qui suit :  « Dans le cas où l’Entrepreneur ne respecte pas les Normes de Performances exigées en vertu du Marché, les Parties établiront conjointement la cause d’un tel manquement.  (a) Si le manquement est dû au Maître d’Ouvrage ou à l’un de ses employés ou agents, le Maître d’Ouvrage doit donner à l’Entrepreneur des instructions écrites sur les mesures à prendre que le Maître d’Ouvrage exige de l’Entrepreneur.  Si l’Entrepreneur subit des coûts supplémentaires à la suite du manquement ou des mesures demandées par le Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage, sous réserve de la Sous-Clause 3.5 *[Déterminations]*et de la Sous-Clause 20.1 [*Réclamations de* *l’Entrepreneur],* doit verser à l’Entrepreneur son Coût Plus Bénéfice.  (b) Si la défaillance est due à l’Entrepreneur, l’Entrepreneur doit, après consultation régulière avec le Maître d’Ouvrage, apporter à ses frais des modifications ou des ajouts aux Ouvrages, à ses procédures d’exploitation et au Personnel de l’Entrepreneur, comme cela peut être nécessaire pour mettre les Ouvrages et les Services d’Exploitation en conformité avec les Normes de Performance.  Si le manquement se rapporte à une Norme de Performance pour laquelle les pénalités sont spécifiées dans l’Annexe des Pénalités de Performance, l’Entrepreneur, sous réserve de la Sous-Clause 3.5 *[Déterminations],* doit verser au Maître d’Ouvrage les pénalités de performance spécifiées dans l’Annexe des Pénalités de Performance. Le Maître d’Ouvrage a le droit de recouvrer le montant dû en effectuant des déductions correspondantes sur les paiements dus à l’Entrepreneur.  Le montant payable par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage en vertu de cette Sous-Clause au cours d’une année contractuelle de la période des Services d’Exploitation et le montant total payable par l’Entrepreneur en vertu de cette Sous-Clause 10.7 (*Non-respect des Normes de* *Performance)* ne doivent pas dépasser les montants indiqués dans les Données du Marché.  Sauf indication contraire dans les Données du Marché, si le manquement se poursuit pendant une période de plus de 84 jours et que l’Entrepreneur n’est pas en mesure d’atteindre les Normes de Performance requises, le Maître d’Ouvrage peut soit :   1. continuer avec le Service d’Exploitation à un niveau réduit de rémunération déterminé conformément à la Sous-Clause 3.5 [*Déterminations* ]; ou, 2. notifier l’Entrepreneur avec préavis d’au moins 56 jours à compter de sa décision de résilier le Marché, conformément à la Sous-Clause 15.2 [*Résiliation pour Défaillance de l’Entrepreneur*]. Dans un tel cas, le Maître d’Ouvrage est libre de poursuivre les Services d’Exploitation lui-même ou par d’autres. » |
| Sous-Clause 10.9 | **Propriété de la Production et des Revenus** : Ajouter au début du paragraphe ce qui suit :  « Sauf indication contraire dans les Données du Marché, » |
| Sous-Clause 11.1 | Dans le cinquième paragraphe, «à l’Annexe des Garanties » est remplacée par « à l’Annexe des Normes de Performance» |
| Sous-Clause 11.8 | **Inspection conjointe avant l’Achèvement du Marché** : Remplacer le premier paragraphe par ce qui suit :  « Au moins deux (2) ans avant la date d’expiration de la période des Services d’Exploitation, le Représentant du Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur effectuent une inspection conjointe des Ouvrages et, dans les 28 jours suivant la fin de l’inspection conjointe, l’Entrepreneur doit présenter un rapport sur l’état des Ouvrages, pour l’approbation du Représentant du Maître d’Ouvrage, identifiant tous les travaux de réparation et de remplacement des biens (à l’exclusion des travaux d’entretien de routine) qui sont nécessaires : (a) pour satisfaire à l’exigence de remise en état spécifiée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, et (b) pour s’assurer que les Ouvrages peuvent être exploités en pleine conformité avec les Normes de Performance après la Date d’Achèvement du Marché. » |
| Sous-Clause 13.1 | **Droit à Changement**  Dans le premier paragraphe, « Un Changement ne saurait inclure tout travail qui aurait été confié à des tiers» est supprimé. Dans le deuxième paragraphe, il est ajouté (iv): « un tel Changement déclenche un changement substantiel dans la séquence ou l’avancement des Ouvrages. »  Dans le deuxième paragraphe, « de l’Annexe des Garanties » est remplacé par « de l’Annexe des Normes de Performance » |
| Sous-Clause 13.3 | **Procédure de Changement**  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause 13.3. a):  « et suffisamment d’informations ES pour permettre l’évaluation des risques et des impacts ES; et suffisamment d’informations pour permettre l’évaluation des risques en cybersécurité tels que spécifiés dans les Données du Marché.» |
| Sous-Clause 13.5 | **Sommes Provisionnelles**  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « La Somme provisionnelle sera utilisée pour couvrir la part incombant au Maître d’Ouvrage des honoraires et dépenses des membres du CRD, conformément à la Sous-Clause 20.3. Aucune instruction préalable du Représentant du Maître d’Ouvrage n’est requise en ce qui concerne le travail du CRD. L’Entrepreneur doit présenter les factures des membres du CRD et les preuves satisfaisantes qu’il a payé la totalité du montant de ces factures dans le cadre de la justification des décomptes présentés en vertu de la Sous-Clause 14.3. » |
| Sous-Clause 13.6 | **Ajustements pour Changements dans la Législation**  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « Nonobstant ce qui précède, l’Entrepreneur n’aura pas droit à une prolongation de délai si le délai pertinent a déjà été pris en compte dans la détermination d’une prolongation antérieure du délai et ce Coût ne sera pas payé séparément s’il a déjà été pris en compte dans l’indexation des intrants au tableau des données de révision conformément aux dispositions de la Sous-Clause 13.8 [*Ajustements pour changements dans les Coûts*]. » |
| Sous-Clause 13.9 | La Sous-Clause suivante est ajoutée :  **« 13.9 Ajustements** **pour les changements de qualité des Influx** :  Si cela est prévu dans les Données du Marché, le Montant du Marché et/ou les Normes de Performance doivent être ajustés pour tenir compte des répercussions des changements à long terme dans les caractéristiques de l’Influx reçu au point de livraison aux Ouvrages, par rapport à la base de référence des Influx, à condition que :   1. Les changements dans les caractéristiques des Influx sont durables et permanents ; 2. Les changements donnent lieu à une augmentation ou à une diminution des coûts annuels des Services d’Exploitation de l’Entrepreneur (à l’exclusion des montants de Remplacement d’Actifs) supérieurs à 5 % [*ou le Maître d’Ouvrage peut insérer une autre valeur]* par rapport à ce que les coûts auraient été si les changements à long terme dans les caractéristiques de l’Influx n’avaient pas eu lieu.   Dans ce cas, le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur a le droit d’initier un ajustement du Montant du Marché et/ou des Normes de Performance. L’Entrepreneur a le droit de présenter une demande d’ajustement du Montant du Marché conformément à la Sous-Clause 20.1 [*Réclamations de l’Entrepreneur*] et/ou peut présenter une proposition d’ajustement des Normes de Performance en vertu de la Sous-Clause 13.2 [Plus-Value d’*Ingénierie*]. Le Maître d’Ouvrage a le droit de modifier le Montant du Marché ou les Normes de Performance en émettant une Variation conformément à la Clause 13 [*Changements et Ajustements*]  À la suite d’une réclamation acceptée en vertu de cette Sous-Clause, le Représentant du Maître d’Ouvrage doit mettre à jour la Base de Référence des Influx pour tenir compte des changements à long terme apportés aux caractéristiques, et la Base de Référence des Influx mise à jour sera utilisée comme base de référence pour évaluer toute autre demande d’ajustement des prix en vertu de cette Sous-Clause. « |
| Sous-Clause 14.1 | **Montant du Marché**  **[*Note au Maître d’Ouvrage : inclure l’un des deux textes suivants, le cas échéant]***  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  **[ *Option 1* ]**  **«** Nonobstant les dispositions du paragraphe (b), le Matériel de l’Entrepreneur, y compris les pièces de rechange essentielles, importées par l’Entrepreneur dans le seul but d’exécuter le Marché, est exempté du paiement des droits d’importation et des taxes à l’importation. »  **[ *Option 2* ]**  «Nonobstant les dispositions du paragraphe (b), le Matériel de l’Entrepreneur, y compris les pièces de rechange essentielles importées par l’Entrepreneur dans le seul but d’exécuter le Marché, est temporairement exempté du paiement des droits et taxes à l’importation initiale, à condition que l’Entrepreneur fournisse aux autorités douanières au point d’entrée une obligation ou une garantie bancaire d’exportation approuvée, valide jusqu’à la Date d’Achèvement plus six mois, dans un montant égal à la totalité des droits et taxes à l’importation qui seraient payables sur la valeur importée évaluée du Matériel et des pièces de rechange de l’ Entrepreneur, et utilisable dans le cas où le Matériel de l’Entrepreneur n’est pas exporté du Pays à la fin du Marché. Une copie de la caution ou de la garantie bancaire approuvée par les autorités douanières est fournie par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage lors de l’importation d’articles individuels de Matériel et de pièces de rechange de l’Entrepreneur. À l’exportation d’articles individuels de Matériel ou de pièces de rechange de l’Entrepreneur, ou à la fin du Marché, l’Entrepreneur doit préparer, pour approbation par les autorités douanières, une évaluation de la valeur résiduelle du Matériel de l’Entrepreneur et des pièces de rechange à exporter, sur la base de l’échelle d’amortissement et d’autres critères utilisés par les autorités douanières à ces fins, en vertu des dispositions des lois applicables. Les droits et taxes à l’importation sont exigibles et payables aux autorités douanières par l’Entrepreneur sur : (a) la différence entre la valeur importée initiale et la valeur résiduelle du Matériel de l’Entrepreneur et des pièces de rechange à exporter ; (b) sur la valeur importée initiale du Matériel de l’Entrepreneur et des pièces de rechange restant dans le Pays après la fin du Marché. Lors du paiement de ces droits dans les 28 jours suivant la facturation, l’obligation ou la garantie bancaire est réduite ou libérée en conséquence ; dans le cas contraire, la garantie sera appelée dans le montant total restant. » |
| Sous-Clause 14.2 | **Paiement de l’Avance de Démarrage**  La Sous-Clause est remplacée dans son intégralité par ce qui suit :  « 14.2 **Avance de Démarrage**  Le Maître d’Ouvrage effectuera un paiement d’avance de démarrage, à titre de prêt sans intérêt pour la mobilisation et le soutien de trésorerie, lorsque l’Entrepreneur soumet une garantie conformément à cette Sous-Clause. Le paiement de la totalité de l’avance de démarrage, le nombre et le calendrier des versement d’avance (si plus d’un versement), ainsi que les monnaies et proportions applicables, sont indiqués dans les Données du Marché.  À moins et jusqu’à ce que le Maître d’Ouvrage reçoive cette garantie, ou si le montant total de l’avance de démarrage n’est pas indiqué dans les Données du Marché, cette Sous-Clause ne s’applique pas.  Le Représentant du Maître d’Ouvrage remettra au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur un certificat de paiement d’avance de démarrage ou de sa première tranche après avoir reçu une demande (en vertu de la Sous-Clause 14.3 [*Demande de Décomptes pour l’Avance et Intermédiaires*]) et après que le Maître d’Ouvrage a reçu : (i) la Garantie de Bonne Exécution conformément à la Sous-Clause 4.2 [*Garantie de Bonne Exécution*] et (ii) une garantie en montant() égal(aux) à l’avance de démarrage et dans les mêmes monnaies. Cette garantie sera émise par une banque ou une institution financière réputée choisie par l’Entrepreneur et doit être conforme au formulaire inclus dans le dossier de demande de propositions ou sous une autre forme acceptable au Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit s’assurer que la garantie est valide et exécutoire jusqu’à ce que l’avance ait été remboursée, mais son montant sera progressivement réduit par le montant remboursé par l’Entrepreneur tel qu’indiqué dans les certificats de paiement. Si les modalités de la garantie précisent sa date d’expiration et que l’avance n’a pas été remboursée avant la date 28 jours précédant la date d’expiration, l’Entrepreneur prolongera la validité de la garantie jusqu’à ce que l’avance ait été remboursée.  Sauf indication contraire dans les Données du Marché, l’avance de démarrage sera remboursée au moyen de déductions en pourcentage des paiements provisoires déterminés par le Représentant du Maître d’Ouvrage conformément à la Sous-Clause 14.7 [*Décomptes pour l’Avance et intermédiaires*], comme suit :   1. les déductions commencent dans le prochain certificat de paiement provisoire suivant celui dans lequel le total de tous les paiements provisionnels certifiés (à l’exclusion de l’avance de démarrage et des déductions et remboursements de la retenue de garantie) dépasse trente pour cent (30%) du Montant Accepté du Marché pour la Conception Construction moins les sommes provisionnelles; et 2. les déductions sont effectuées au pourcentage indiqué dans les Données du Marché du montant de chaque certificat de paiement provisoire (à l’exclusion du paiement de l’avance de démarrage et des déductions pour son remboursement ainsi que des déductions pour la retenue de garantie) dans les monnaies et les proportions du paiement de l’avance de démarrage jusqu’à ce que l’avance de démarrage ait été remboursé; à condition que l’avance de démarrage soit entièrement remboursée avant le moment où 90% du Montant Accepté du Marché pour la Conception Construction moins les Sommes provisionnelles ait été certifié pour paiement.   Si l’avance de démarrage n’a pas été remboursée avant l’émission du certificat de mise en service des Ouvrages ou avant la résiliation en vertu de la Clause 15 [*Résiliation par le Maître d’Ouvrage*], de la Clause 16 [*Suspension et Résiliation par l’Entrepreneur*] ou de la Clause 18 [*Risques exceptionnels*] (selon le cas), l’ensemble du solde non remboursé devient immédiatement dû et en cas de résiliation en vertu la Clause 15 [*Résiliation par le Maître d’Ouvrage*], à l’exception de la Sous-Clause 15.5 [*Résiliation pour Convenance du Maître d’Ouvrage*], payable par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 14.3 | **Demande de Décomptes pour l’Avance et Intermédiaires**  Ce qui suit est ajouté à la fin du deuxième paragraphe :  « L’Entrepreneur doit préparer des demandes de décomptes distinctes pour la Conception-Construction et pour les Services d’Exploitation. » |
| Sous-Clause 14.7 | **Émission de Décomptes pour l’Avance et Intermédiaires**  Dans le premier paragraphe 3ème phrase, les mots «…dans les 28 jours suivant la réception d’un Décompte et des précisions complémentaires, remettre au Maître d’Ouvrage…» sont remplacés par «…dans les 28 jours suivant la réception d’un Décompte et des précisions complémentaires, remettre au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur …».  Ce qui suit est ajouté au troisième paragraphe en tant que (c) :  « (c) si l’Entrepreneur manque ou a manqué ou à ses obligations concernant les aspects ou les travaux ES en vertu du Marché, la valeur de ces travaux ou obligations, telle que déterminée par le Représentant du Maître d’Ouvrage, peut être retenue jusqu’à ce que les travaux ou l’obligation aient été exécutés, et/ou que le coût de rectification ou de remplacement, tel que déterminé par le Représentant du Maître d’Ouvrage, peut être retenu jusqu’à ce que la rectification ou le remplacement soit réalisé. Le défaut d’exécuter comprend, mais ne se limite pas aux éléments suivants :   1. le non-respect des exigences ES décrites dans les Exigences du Maître d’Ouvrage; 2. l’omission d’examiner régulièrement le E-PGES et/ou de le mettre à jour en temps opportun pour traiter les nouveaux problèmes d’ES ou anticiper les risques ou impacts; 3. l’omission de mettre en œuvre le E-PGES, par exemple l’omission de fournir la formation ou la sensibilisation requise; 4. le manquement à obtenir les consentements/permis appropriés avant d’entreprendre des travaux ou des activités connexes; 5. le manquement à présenter tout rapport ES (tel que décrit dans les Clauses Particulières 4.21), ou manquement à présenter de tels rapports en temps opportun; 6. le manquement à mettre en œuvre des mesures correctives conformément aux instructions du Représentant du Maître d’Ouvrage dans les délais prescrits (p. ex., correction de non-conformité). »   Le dernier paragraphe suivant est ajouté : « Comme il est précisé dans les Données du Marché, si l’Entrepreneur ne s’acquitte pas de ses obligations en matière de cybersécurité en vertu du Marché, un montant évalué, tel que déterminé par le Représentant du Maître d’Ouvrage, peut être retenu jusqu’à ce que l’obligation ait été exécutée. » |
| Sous-Clause 14.8 | **Paiement**  Les alinéas (b) et (c) sont remplacés par ce qui suit  « (b) le montant certifié dans chaque Décompte Intermédiaire dans les 56 jours suivant la par le Représentant du Maître d’Ouvrage du Décompte correspondant et des pièces justificatives; ou, à un moment où le financement de la BIsD (à partir duquel une partie des paiements à l’Entrepreneur est effectuée) est suspendu, le montant indiqué sur tout Décompte présenté par l’Entrepreneur, dans les 14 jours suivant la soumission du Décompte, tout écart étant rectifié dans le prochain paiement à l’Entrepreneur; et  (c) le montant certifié dans le Certificat de Paiement final dans les 56 jours suivant la réception par le Maître d’Ouvrage de ce Certificat de Paiement ; ou, à un moment où le financement de la BIsD (à partir duquel une partie des paiements à l’entrepreneur est effectuée) est suspendu, le montant incontesté indiqué dans le Décompte final dans les 56 jours suivant la date de notification de la suspension conformément à la Sous-Clause 16.2 [*Résiliation par l’Entrepreneur*]. » |
| Sous-Clause 14.9 | **Retard de Paiement**  Dans le deuxième paragraphe, 4ième ligne, après « la monnaie (ou les monnaies s’il y en a plusieurs) de paiement », ce qui suit est inséré : « ou, s’il n’est pas disponible, le taux interbancaire existant », |
| Sous-Clause 14.10 | **Paiement de la Retenue de Garantie**  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « Sauf indication contraire dans le Marché, lorsque le Certificat de Mise en Service a été délivré pour les Ouvrages et que la première moitié de la Retenue a été certifiée pour paiement par le Représentant du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur a le droit de substituer une garantie, sous la forme annexée aux Clauses Particulières ou sous une autre forme approuvée par le Maître d’Ouvrage et émise par une banque ou une institution financière réputée, choisie par l’Entrepreneur, pour la deuxième moitié de la Retenue. L’Entrepreneur doit s’assurer que la garantie est dans les montants et les monnaie de la deuxième moitié de la Retenue et qu’elle est valide et exécutoire jusqu’à ce que l’Entrepreneur ait exécuté et terminé les Ouvrages et corrigé tout défaut, tel que spécifié par la Garantie de Bonne Exécution à la Sous-Clause 4.2. À la réception par le Maître d’Ouvrage de la garantie requise, le Représentant du Maître d’Ouvrage certifiera et le Maître d’Ouvrage payera la deuxième moitié de la Retenue. La libération de la deuxième moitié de la Retenue contre une garantie bancaire remplacera la libération en vertu du deuxième paragraphe de cette Sous-Clause. Le Maître d’Ouvrage doit retourner la garantie bancaire à l’Entrepreneur dans les 21 jours suivant la réception d’une copie du Certificat de Bonne Exécution. » |
| Sous-Clause 14.12 | **Émission du Certificat de Paiement de Conception Réalisation**  Dans le premier paragraphe, le texte de l’alinéa (a) est remplacé par : « le montant qu’il détermine équitablement et finalement dû pour la Conception Réalisation ; et » |
| Sous-Clause 14.15 | **Émission du Certificat de Paiement des Services d’Exploitation**  Dans le premier paragraphe, le texte de l’alinéa (a) est remplacé par : « le montant qu’il détermine équitablement et finalement dû pour les Services d’Exploitation ; et le texte de l’alinéa (b) est remplacé par : « le montant qu’il détermine équitablement et finalement dû au titre du Marché; et » |
| Sous-article 14.17 | **Monnaies de paiement**  Dans le premier paragraphe, « Sauf indication contraire dans les Clauses Particulières », est supprimé. |
| Sous-Clause 15.2 | **Résiliation pour Défaillance de l’Entrepreneur**  Ce qui suit est ajouté en tant que (h) avant « ou si un membre du Personnel de l’Entrepreneur »: « (h) sur la base d’éléments de preuve raisonnables, s’est livré à la Fraude et à la Corruption telles que définies au paragraphe 2.2 des Clauses Particulières - Partie C- Fraude et Corruption, dans la procédure de sélection ou dans l’exécution du Marché. » Plus loin dans le deuxième paragraphe, « ou (h) » est ajouté après « ou (g) » et l’alinéa (h) est renuméroté (i). |
| Sous-Clause 15.5 | **Résiliation pour Convenance du Maître d’Ouvrage**  Le dernier paragraphe est remplacé par ce qui suit :  « Le Maître d’Ouvrage ne doit pas résilier le Marché en vertu de cette Sous-Clause afin d’exécuter ou d’exploiter lui-même les Ouvrages (ou toute autre partie de ceux-ci), ni prendre des dispositions pour que les Ouvrages (ou une partie de ceux-ci) soient exécutés ou exploités par un autre entrepreneur, ou pour éviter une résiliation du Marché par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 16.2 [*Résiliation par l’Entrepreneur*] » |
| Sous-Clause 15.8 | **Fraude et Corruption**  La nouvelle Sous-Clause suivante est ajoutée :  « 15.8.1 La BIsD exige le respect des Directives de la BIsD en matière de lutte contre la corruption et de ses politiques et procédures de sanctions en vigueur, telles qu’énoncées dans le Cadre des Sanctions de la BIsD, stipulées dans les Clauses Particulières - Partie C- Fraude et Corruption. "  15.8.2 Le Maître d’Ouvrage exige de l’Entrepreneur qu’il divulgue les commissions ou les gratifications qui pourraient avoir été payées ou qui doivent être versées à des agents ou à toute autre partie en relation au processus de Demande de Propositions ou à l’exécution du Marché. Les renseignements divulgués doivent comprendre au minimum le nom et l’adresse de l’agent ou de l’autre partie, le montant et la monnaie, ainsi que l’objet de la commission, la gratification ou les honoraires. » |
| Sous-Clause 16.1 | **Droit de l’Entrepreneur à suspendre les** **travaux**  Le paragraphe suivant est ajouté après le premier paragraphe :  « Nonobstant ce qui précède, si la BIsD a suspendu les décaissements au titre du financement à partir duquel des paiements à l’Entrepreneur sont effectués, en tout ou en partie, pour l’exécution des Ouvrages, et qu’aucun autre fonds n’est disponible comme prévu dans la Sous-Clause 2.4 [*Dispositions financières du Maître d’Ouvrage*], l’Entrepreneur peut, par notification, suspendre les travaux ou réduire la cadence de travail à tout moment, mais pas moins de 7 jours après que le Bénéficiaire a reçu la notification de suspension de la BIsD. » |
| Sous-Clause 16.2 | **Résiliation par l’Entrepreneur**  Le texte de l’alinéa (d) est remplacé par : « le Maître d’Ouvrage manque substantiellement à remplir ses obligations en vertu du Marché de manière à avoir une incidence importante et défavorable sur l’équilibre économique du Marché et/ou sur la capacité de l’Entrepreneur d’exécuter le Marché »,  En outre, « ou » est supprimé à la fin de l’alinéa (f), et ce qui suit est ajouté comme nouvel alinéa (h): « *l’Entrepreneur* ne reçoit pas dans les 180 jours après la Lettre de Notification de l’Attribution du Marché, pour des raisons non imputables à l’Entrepreneur, l’instruction du Représentant du Maître d’Ouvrage enregistrant l’accord des deux Parties sur l’exécution des Conditions de la Date de Commencement en vertu de la Sous-Clause 8.1 [*Date de Commencement*].  Ce qui suit est ajouté comme avant-dernier paragraphe :  « Dans le cas où la BIsD suspend le financement à partir duquel tout ou partie des paiements à l’Entrepreneur sont effectués, si l’Entrepreneur n’a pas reçu les montants qui lui sont dus à l’expiration des 14 jours mentionnés dans la Sous-Clause 14.8 [*Paiement*] pour les paiements en vertu de Certificats de paiement intermédiaires, l’Entrepreneur peut, sans préjudice du droit de l’Entrepreneur à des frais financiers en vertu de la Sous-Clause 14. 9 [*Retard de Paiement*], prendre l’une des mesures suivantes, à savoir : (i) suspendre les travaux ou réduire la cadence de travail en vertu de la Sous-Clause 16.1, ou (ii) résilier le marché par notification au Maître d’Ouvrage, avec une copie au Représentant du Maître d’Ouvrage, une telle résiliation prenant effet 14 jours après la réception de la notification. » |
| Sous-Clause 16.3 | **Cessation des travaux et enlèvement du Matériel de l’Entrepreneur**  A l’alinéa (b), ce qui suit est ajouté avant les mots «pour lesquels l’Entrepreneur a été payé», « y compris les éléments énumérés dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 17.8 | **Limite de la responsabilité** : La Sous-Clause est remplacée par ce qui suit :  « Aucune des Parties n’est responsable à l’égard de l’autre Partie de la perte de l’usage des Ouvrages, d’une perte de profit, d’une perte de marché ou de toute perte ou dommage indirect qui peut être subi par l’autre Partie dans le cadre du Marché, autre que celui expressément prévu à la Sous-Clause 9.6 [*Pénalités de Retard liées à la Conception - Réalisation*]; Sous-Clause 10.6 [*Retards et Interruptions pendant la Prestation d’Exploitation*]; Sous-Clause 10.7 [*Non-respect des Normes de Performance*]; Sous-Clause 12.2 [*Coûts de Réparation des Désordres*]; Sous-Clause 15.4 [*Paiement après Résiliation pour Défaut de l’Entrepreneur*]; Sous-Clause 16.4 [*Paiement à la Résiliation*]; Sous-Clause 17.9 [*Indemnités de l’Entrepreneur*]; Sous-Clause 17.10 [*Indemnités du Maître d’Ouvrage*]; Sous-Clause 17.6(b) [*Conséquences des Risques de Dommage du Maître d’Ouvrage*] et Sous-Clause 17.12 [*Risque de Violation des Droits de Propriété intellectuelle et industrielle*].  La responsabilité totale de l’Entrepreneur envers le Maître d’Ouvrage, en vertu ou en rapport avec le Marché autre qu’en vertu de la Sous-Clause 4.19 [*Électricité, Eau et Gaz*], la Sous-Clause 4.20 [*Matériel du Maître d’Ouvrage et Matériaux mis gracieusement à disposition*], la Sous-Clause 17.9 [*Indemnités*] et la Sous-Clause 17.12 [*Droits de propriété intellectuelle et industrielle*], ne doivent pas dépasser la somme résultant de l’application d’un multiplicateur (moins ou plus de un) du Montant accepté du Marché, comme indiqué dans les Données du Marché, ou (si ce multiplicateur ou une autre somme n’est pas ainsi indiqué) le Montant accepté du Marché.  Cette Sous-Clause ne limite en aucun cas la responsabilité en cas de fraude, de défaut délibéré ou de faute grave de la Partie défaillante. » |
| Sous-Clause 17.9 | **Indemnités de l’Entrepreneur**  L’alinéa (b) est remplacé par :  « les dommages aux ou pertes de biens, réels ou personnels (autres que les Ouvrages), dans la mesure où ces dommages ou pertes résultent de la conception, de l’exécution et de l’achèvement ou de l’exploitation et de l’entretien des Ouvrages, à moins que ces dommages ou pertes ne soient attribuables à une négligence, acte délibéré ou violation du Marché par le Maître d’Ouvrage, le Personnel du Maître d’Ouvrage. » |
| Sous-Clause 17.13 | **Utilisation des Installations du Maître d’Ouvrage**  La Sous-Clause suivante a été ajoutée en tant que 17.13 :  **« 17.13 - Utilisation de l’hébergement et des installations du Maître d’Ouvrage**  L’Entrepreneur assumera l’entière responsabilité des soins à apporter aux installations fournies par le Maître d’Ouvrage, le cas échéant, comme indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, depuis les dates respectives de remise à l’Entrepreneur jusqu’à la cessation d’occupation (lorsque la remise ou la cessation d’occupation peut avoir lieu après la date indiquée dans le Certificat de Mise en Service des Ouvrages).  Si une perte ou un dommage se produit à l’un quelconque des éléments susmentionnés alors que l’Entrepreneur est responsable de leur garde découlant d’une cause autre que celle dont le Maître d’Ouvrage est responsable, l’Entrepreneur doit, à ses propres frais, corriger la perte ou les dommages à la satisfaction du Représentant du Maître d’Ouvrage. |
| Sous-Clause 18.1 | **Risques Exceptionnels**  Ce qui suit est ajouté en (b) avant « insurrection » : « sabotage par des personnes autres que le Personnel de l’Entrepreneur, ». Plus loin en (c) les mots « et les autres employés et Sous-Traitants de l’Entrepreneur» sont supprimés.  Les paragraphes supplémentaires suivants sont ajoutés à la fin de la Sous-Clause :  « (g) la pollution en amont de l’Influx qui empêche l’Entrepreneur de fournir les Services d’Exploitation conformément au Marché.  (h) s’ils sont prévus dans les Données du Marché, les événements de turbidité influente élevée dans lesquels les éléments solides en suspension dépassent la valeur spécifiée dans les Données du Marché et qui empêchent l’Entrepreneur de fournir les Services d’Exploitation conformément au Marché. [*Uniquement* *pertinent pour la production d’eau - disposition à supprimer pour les projets* *d’installations de traitement des eaux usées*]  (i) le débit influent des eaux usées dépasse une Norme de Performance de capacité pour les Ouvrages et empêche l’Entrepreneur de fournir les Services d’Exploitation conformément au Marché *[disposition à supprimer pour les projets d’installations de production d’eau*] .» |
| Sous-Clause 18.4 | **Conséquences d’un Evénement Exceptionnel**  Le texte de l’alinéa (b) est remplacé par :  « si l’événement ou la circonstance est du type décrit dans les paragraphes (a) à (id) de la Sous-Clause 18.1 [*Risques Exceptionnels*] et, dans le cas des alinéas (b) à (e) et (g) à (i), se produit dans le Pays, le paiement d’un tel Coût, y compris les coûts de rectification ou de remplacement des Ouvrages et/ou des biens endommagés ou détruits par un Evénement Exceptionnel, dans la mesure où ils ne sont pas recouvrés par la police d’assurance mentionnée dans la Sous-Clause 19.2 [Assurances à fournir par l’Entrepreneur pendant la Durée de Conception-Réalisation]. |
| Sous-Clause 18.5 | **Résiliation Optionnelle, Paiement et Exonération**  En (c), les mots « et nécessaire» sont insérés après « raisonnable». |
| Sous-Clause 19.1 | **Exigences générales en matière d’assurance**  Après le quatrième paragraphe, le paragraphe suivant est ajouté :  « Lorsque le Maître d’Ouvrage est la Partie qui assure, toute police d’assurance doit être émise par des assureurs et en des termes acceptables pour l’Entrepreneur. Ces conditions doivent être conformes aux conditions convenues par les deux Parties avant la date de la Lettre de Notification de l’Attribution. Cet accord de conditions a priorité sur les dispositions de cette Clause. »  En outre, ce qui suit est ajouté en tant que paragraphe final :  « L’Entrepreneur a le droit de placer toutes les assurances relatives au Marché (y compris, mais non limitées à l’assurance mentionnée à la Clause 19) auprès d’assureurs de tout pays de source éligible.» |
| Sous-Clause 19.2 | **Assurance à fournir par l’Entrepreneur pendant la Période de Conception-Réalisation**  Au début de la Sous-Clause, ajouter « Sauf indication contraire dans les Données du Marché », |
| Sous-Clause 19.3 | **Assurance à fournir** **par l’Entrepreneur pendant la Période de Services d’Exploitation**  Au début de la Sous-Clause, ajouter « Sauf indication contraire dans les Données du Marché », |

|  |  |
| --- | --- |
| **Sous-Clause 20.3** | **Constitution du Comité de Règlement des Différends**  Dans le deuxième paragraphe, à la fin de la première phrase le texte suivant est ajouté : «, qui doivent individuellement satisfaire aux critères énoncés à la Sous-Clause 3 de l’Annexe aux Clauses Générales - Comité de Règlement des Différends (CRD)."  Après le deuxième paragraphe, insérer le paragraphe suivant : « Si le Marché est passé avec un Entrepreneur étranger, les membres du CRD n'auront pas la nationalité du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur. » |
| **Sous-Clause 20.4** | **Absence d’Accord sur la Composition du Comité de Règlement des Différends**  A l’alinéa (a): les mots « à la date mentionnée dans le premier paragraphe de la Sous-Clause 20.3 [*Constitution du CRD*] » sont remplacés par: « dans les 42 jours à compter de la date à laquelle le Marché est signé par les deux Parties ». En (b) et (c) : les mots « à cette même date » font référence à « dans les 42 jours à compter de la date de signature du Marché par les deux Parties. » |

|  |  |
| --- | --- |
| **Sous-Clause 20.8** | **Arbitrage**  Dans le premier paragraphe, supprimer les mots à partir de : « arbitrage international » jusqu’à la fin de l’alinéa (c) et remplacer par le texte suivant :  « arbitrage. L’arbitrage se déroule comme suit :   1. si le marché est conclu avec des entrepreneurs étrangers, sauf indication contraire dans les Données du Marché; le différend sera définitivement réglé conformément au Règlement d’Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale; par un ou trois arbitres nommés conformément audit Règlement. Le lieu de l’arbitrage sera un lieu neutre spécifié dans les Données du Marché; et l’arbitrage se déroulera dans la langue définie à la Sous-Clause 1.4 *[Droit et Langue]*. 2. Si le Marché est conclu avec des entrepreneurs nationaux, arbitrage avec procédure menée conformément aux lois du pays du Maître d’Ouvrage. » |
| **Clauses Générales de la Convention du Comité de Règlement des Différends** | |
| **3.Garanties** | Le deuxième paragraphe commençant par « Lorsqu’ils désignent le Membre » est remplacé par :  « Lors de la désignation du Membre, chaque Partie s’appuie sur les déclarations fournies par le Membre, selon lesquelles il/elle:   1. est titulaire d’au minimum un baccalauréat dans des disciplines pertinentes telles que le droit, l’ingénierie, la gestion de la construction ou la gestion des marchés; 2. a au moins dix (10) ans d’expérience dans l’administration/gestion de marchés et le règlement des différends, dont au moins cinq (5) ans d’expérience en tant qu’arbitre ou conciliateur dans des litiges liés à la construction; 3. a reçu une formation officielle en tant que conciliateur d’un organisme de renommée internationale; 4. possède de l’expérience et/ou connaît bien le type de travaux que l’Entrepreneur doit effectuer en vertu du Marché; 5. possède de l’expérience dans l’interprétation de documents contractuels de construction et/ou d’ingénierie; 6. connaît bien les formes de marché publiées par la FIDIC depuis 1999, ainsi qu’une compréhension des procédures de règlement des différends qui y sont contenues; et 7. parle couramment la langue énoncée dans les Données du Marché (ou la langue convenue entre les Parties et le CRD). » |
| **6.Paiements** | À partir du paragraphe commençant par : « Le membre doit présenter des factures  » :  « et les tarifs de ses vols » et « ses autres frais et » sont supprimés des première et deuxième phrases respectivement. |
| **Règles procédurales applicables aux Membres du Comité de Règlement des Différends** | |
| Règle 1 | Dans la première phrase : « A moins que le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur n’en conviennent autrement, le CRD doit visiter le Chantier à des intervalles n’excédant pas 140 jours » est remplacé par : « Sauf accord contraire avec le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, le CRD doit tenir des réunions en personne avec le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, et/ou visiter le Chantier à des intervalles n’excédant pas 90 jours pendant la période de Conception-Construction et 140 jours pendant la période de Service d’Exploitation. »  Dans la deuxième phrase : « visites consécutives » est remplacée par : « rencontres consécutives en personne avec le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur et/ou visites de Chantier »  Ce qui suit est ensuite ajouté à la fin du paragraphe : « En plus des réunions en personne, comme convenu avec le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, le CRD peut également tenir des réunions virtuelles avec le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur. » |
| Règle 10 | « et » est supprimé de l’alinéa (g) et ce qui suit est ajouté: « et (i) nommer un ou plusieurs experts (y compris expert(s) juridique et technique ), avec l’accord des Parties. » |

**Clauses Particulières**

**Partie C - Fraude et Corruption**

**[*Ne pas modifier le texte de cette Partie C.]***

#### **1. Objectifs**

1.1 Les Directives Anti-Corruption de la BIsD relatives à la prévention et la lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Activités financées par le Groupe de la BIsD et la présente annexe s’appliquent aux acquisitions dans le cadre des Projets financés par la Banque Islamique de Développement.

#### **2. Exigences**

2.1 La politique de la BIsD exige que les Bénéficiaires ainsi que les Firmes, Titulaires et leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), les sous-traitants, les prestataires de services, ainsi que les personnels de ces entités, observent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes, lors de la procédure d’acquisition et de l’exécution de marchés financés par la BIsD[[13]](#footnote-14). En vertu de ce principe, les exigences des *Directives Anti-Corruption du Groupe de la BIsD pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les Projets Financés par la BIsD* et les procédures de sanctions doivent être appliquées en tous instants. En application de cette politique, la BIsD:

1. définit comme suit, pour les besoins de la présente disposition, les expressions suivantes:
2. «**Pratique de corruption** » signifie l’offre, le don, la sollicitation ou l’acceptation, directement ou indirectement, d’un quelconque avantage en vue d’influer indûment l’action d’une autre personne ou entité;
3. “**Pratique frauduleuse**” signifie tout acte ou omission, ou présentation erronée des faits, qui, délibérément ou par imprudence intentionnelle, induit ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;
4. “**Pratique collusoire**” signifie un arrangement entre deux ou plusieurs parties qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur les actions d’une autre partie;
5. “**Pratique coercitive**” signifie tout acte visant à nuire ou porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions; et
6. “**Pratique obstructive**” signifie tout acte à effet de détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément les preuves sur lesquelles se fonde une enquête de la BIsD en matière de corruption ou de pratiques frauduleuses, coercitives ou collusives, ou faire de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menacer, harceler ou intimider quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou visant à entraver délibérément l’exercice par la BIsD de son droit d’examen tel que prévu au paragraphe 2.1 (e) ci-dessous ;
7. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le Soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché, ou tout membre de son personnel, ou ses agents, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés), est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s’est livré à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
8. déclarera l’acquisition non conforme et annulera la fraction du Financement de Projet allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants du Bénéficiaire ou d’un bénéficiaire des produits du Financement de Projet s’est livré à la corruption, à des pratiques frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure d’acquisition ou l’exécution du marché en question sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la BIsD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’information de la BIsD lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
9. sanctionnera à tout moment une Firme ou un individu, en application des procédures de sanctions de la BIsD[[14]](#footnote-15), y compris en déclarant publiquement cette Firme ou cet individu exclu indéfiniment ou pour une période déterminée :
10. de toute attribution de marché financé par la BIsD; et
11. de la possibilité d’être retenu comme sous-traitant, consultant, fournisseur, ou prestataire de service au profit d’une Firme par ailleurs susceptible de se voir attribuer un contrat financé par la BIsD; et
12. exigera que les dossiers d’appel d’offres et les marchés financés par la BIsD contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, y compris leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), leurs sous-traitants, leurs prestataires de services ou fournisseurs, qu’ils autorisent la BIsD à examiner tous les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la soumission des offres et à l’exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la BIsD.

**Clauses Particulières**

**Partie D – Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales**

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de refléter les spécificités du Marché. Le Maître d’Ouvrage doit s’assurer que les indicateurs fournis soient appropriés pour les Ouvrages et l’impact/problèmes clés identifiés dans l’évaluation environnementale et sociale.]***

*Indicateurs pour les rapports périodiques :*

1. *Incidents environnementaux ou non conformités avec les exigences contractuelles, y compris contamination, pollution ou dommage aux sols ou aux ressources en eau ;*
2. *Incidents relatifs à l’hygiène et la sécurité, accidents, blessures et toutes victimes ayant nécessité des soins ;*
3. *Interactions avec les autorités de régulation : identifier l’agence, dates, objet, résultats (indiquer le résultat négatif en cas de non-résultat) ;*
4. *Etats de tous les permis et accords :*
   1. Permis de travail : nombre de permis requis, nombre de permis obtenus, actions entreprises pour les permis non obtenus ;
   2. Situation des permis et consentements :
      * Liste des zones/installations nécessitant un permis (carrières, centrales d’enrobage), la date de demande, la date d’obtention (actions de suivi pour les permis non obtenus), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant), état de la zone (attente de permis, en activité, abandonné sans remise en état, plan de restauration en cours de mise en œuvre, etc.)
      * Liste de zones nécessitant l’accord du propriétaire (zone d’emprunt ou de dépôt, site de camp), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant) ;
      * Identifier les activités principales entreprises sur chacune des zones durant le mois passé et les grandes lignes des actions de protection environnementale et sociale (préparation du site/déboisement, marquage des limites/bornage, récupération de la terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
      * Pour les carrières : le point des relogements et dédommagements (accompli ou détail des activités du mois et situation présente).
5. Supervision de l’hygiène et la sécurité :
   1. Responsable de sécurité : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes et partielles, compte-rendu effectués aux responsables du projet ou des travaux ;
   2. Nombre de travailleurs, d’heures de travail, indicateurs d’équipements de protection individuelles (EPI) utilisés (pourcentage de travailleurs dotés d’EPI complet, partiel, etc.), infractions observées commises par les travailleurs (par type d’infraction, EPI ou autres), avertissement donnés, avertissements en cas de récidives donnés, actions de suivi entreprises, le cas échéant ;
6. Logement des travailleurs :
7. Nombre de personnels expatriés hébergés dans les installations, nombre de personnel local ;
8. Date de la dernière inspection, et principales constatations effectuées lors de l’inspection, y compris la conformité des hébergements avec la réglementation nationale et locale et avec les bonnes pratiques, incluant l’assainissement /sanitaires, l’espace, etc. :
9. Actions entreprises pour recommander/demander des conditions améliorées, ou pour améliorer les conditions.
10. *Services de santé : fournisseur de services de santé, information et/ou formation, localisation de clinique, nombre de malades et de traitements de maladies et diagnostics (ne pas fournir de noms de patients) ;*
11. *Genre (pour expatriés et locaux séparément) : nombre de travailleurs femmes, pourcentage de la main d’œuvre, problème sexo-spécifiques rencontrés et remédiés (se référer aux sections concernant les réclamations/plaintes ou autres, selon les besoins) ;*
12. *Formation :*
13. Nombre de nouveaux travailleurs, nombre ayant reçu une formation initiale, dates de ces formations ;
14. Nombre et dates de discussions concernant les « boites à outils », nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur la sécurité et l’hygiène au travail, la formation environnementale et sociale ;
15. Nombre et dates des séances de sensibilisation et/ou formation sur les maladies transmissibles ; nombre de travailleurs ayant reçu la formation (au cours de ce mois et cumulé) ; question identique pour la sensibilisation sexo-spécifique, formation de l’homme/la femme « porte drapeau » ;
16. Nombre et date de sensibilisation à la prévention EAS et HS, et/ou de formation et événements, y compris nombre de travailleurs recevant une formation sur le Code de Conduite du Personnel de l’Entrepreneur (au cours de ce mois et cumulé), etc.
17. *Supervision environnementale et sociale*
18. Environnementaliste : nombre de jours travaillés, zones inspectées et nombre d’inspections de chacune (section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, marais, traversées forestières, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
19. Sociologiste : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes ou partielles (par zone, section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, clinique, centre VIH/SIDA, centres communautaires, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
20. Personne(s) chargée de liaison avec les communautés : nombre de jours travaillés, nombre de personnes rencontrées, grandes lignes des activités (problèmes soulevés), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux
21. *Plaintes/réclamations*: liste des plaintes (ex. nombre de plaintes ES et HS) de ce mois et nombre des plaintes antérieures non résolues, par ordre chronologique d’enregistrement, l’âge et le sexe des plaignants, mode de réception, à qui la plainte a-t-elle été référée pour suite à donner, résolution et date (si l’affaire est traitée et classée), information en retour du plaignant, action de suivi nécessaire le cas échéant (se référer aux autres sections, selon les besoins) :
22. Griefs des travailleurs ;
23. Griefs des communautés ;
24. *Circulation, sécurité routière et matériels/véhicules :*
25. Incidents de circulation et sécurité routière et accidents impliquant des véhicules ou des matériels du projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
26. Accidents de circulation impliquant des véhicules ou des propriétés extérieurs au projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
27. Etat général des véhicules ou des matériels (évaluation subjective par l’environnementaliste) ; réparations et entretien non-courant nécessaire pour améliorer la sécurité et/ou la performance environnementale (pour restreindre les fumées, etc.)
28. *Aspects environnementaux et mesures de réduction (ce qui a été réalisé) :*
29. Poussière : nombre d’arroseuses en service, nombre de jours d’arrosage, nombre de plaintes, avertissements donnés par l’environnementaliste, mesures prises pour remédier ; grandes lignes des mesures de contrôle de poussière à la carrière (enveloppes, sprays, état opérationnel) ; % de camions d’enrochements/terres/matériaux bâchés, actions entreprises pour les véhicules non bâchés ;
30. Contrôle de l’érosion : mesure de prévention par lieu, état des traversées de filet ou cours d’eau, inspections de l’environnementaliste et résultats, actions entreprises pour traiter les questions, réparations d’urgence nécessaires afin de limiter l’érosion/la sédimentation ;
31. Carrières, zones d’emprunt et de dépôt de matériaux, centrales d’enrobés : identifier les activités principales réalisées sur chacun des sites ce mois, et grandes lignes des mesures de protection environnementales et sociales : nettoyage de site/débroussaillage, marquage des limites/bornages, mise en dépôt provisoire pour réutilisation de terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
32. Tirs/explosions : nombre de tirs (et lieux), état de mise en œuvre des plans de tir (incluant l’information préalable, les évacuations, etc.), incidents de dommages ou de plaintes hors-site (se référer aux autres sections, selon les besoins) ;
33. Nettoyage des déversements, le cas échéant : substance déversée, lieu, quantité, actions entreprises, élimination des substances (rendre compte de tous les déversements qui ont résulté en la contamination de l’eau ou des sols ;
34. Gestion des déchets : types et quantités générées et traitées, y compris quantités enlevées du chantier (et par qui) ou réutilisées/recyclées/éliminées sur place ;
35. Détails des plantations d’arbres et autres actions de protection/réduction exigées réalisées ce mois ;
36. Détails des mesures de protections des eaux et marais exigées réalisées ce mois ;
37. *Conformité :*
38. Etat de la conformité concernant les autorisations/permis pertinents, les Travaux, incluant les carrières etc. : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;
39. État de conformité des exigences C-ESMP/ESIP : état de conformité ou inscription des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
40. État de conformité du plan d’action en matière de prévention et d’intervention de EAS et HS : déclaration de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
41. Etat de conformité du Plan de gestion de l’hygiène et de la sécurité concernant : état de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
42. Autres questions non résolues déjà identifiées au cours des mois précédents concernant les infractions environnementales et sociales : infractions persistantes, déficiences de matériel persistantes, persistance de véhicules non bâchés, déversements non traités, problèmes de dédommagement ou de tirs de mines persistants, etc. Références aux autres sections, selon les besoins.

**Clauses Particulières**

**Partie E- Déclaration sur l’Exploitation et l’Abus sexuels (EAS) et/ou le Harcèlement sexuel (HS) pour les Sous-Traitants**

*[Le tableau suivant doit être rempli par chaque sous-traitant proposé par l’Entrepreneur, qui n’a pas été nommé dans le marché]*

Nom du sous-traitant : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer le jour, le mois, l’année]*

Référence du marché : *[insérer la référence du marché]*

Page : *[insérer le numéro de pages]*  *[insérer le nombre total]*

|  |
| --- |
| **Déclaration EAS et/ou HS** |
| Nous:  🞎 (a) n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la Part de la BIsD pour non-respect des obligations de l’EAS/HS.  🞎 (b) avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations de l’EES/SH.  🞎 (c) avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations de l’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.  🞎 (d) avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations de l’EAS/HS pour une période de deux ans. Nous avons par la suite démontré que nous avons une capacité et un engagement adéquats à nous conformer aux obligations de l’EAS/HS.  🞎 (e) avons fait l’objet d’une disqualification par la BIsD pour non-respect des obligations de l’EAS/HS pour une période de deux ans. Nous avons joint des éléments de preuve précis démontrant que nous avons une capacité et un engagement adéquats pour nous conformer aux obligations de l’EAS et du HS. |
| **[*Si (c) ci-dessus est applicable***, ***joindre* *la preuve d’une sentence arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification.]*** |
| ***[Si (d) ou ( e) ci-dessus sont applicables, fournir les informations suivantes:]*** |
| Période de disqualification : de : \_\_\_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_\_\_ |
| S’ils étaient précédemment fournis dans le cadre d’un autre contrat de travaux financés par la BIsD, les détails des éléments de preuve démontrant une capacité et un engagement adéquats à se conformer aux obligations de l’EAS/HS (selon **(d) ci-dessus)**  Nom du Maître d’Ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_  Nom du Projet : \_\_\_\_\_\_\_\_  Description du contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_  Résumé des preuves fournies : \_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Coordonnées : (Tél. : (Tel, email, nom de la personne-ressource): \_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Comme solution de rechange à la preuve en vertu de (d), d’autres éléments de preuve démontrant une capacité et un engagement adéquats à se conformer aux obligations de l’EAS/HS (selon **(e) ci-dessus)** *[joindre les détails au besoin].*  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Nom du Sous-Traitant

Nom de la personne dûment autorisée à signer au nom du Sous-Traitant \_\_\_\_\_\_\_

Titre de la personne signant au nom du Sous-Traitant \_\_\_\_\_\_

Signature de la personne nommée ci-dessus \_\_\_\_\_\_\_\_

Date de signature \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Contre-signature du représentant autorisé de l’Entrepreneur :

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date de signature \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Section X. Formulaires du Marché

Formulaires

[Modèle de Notification d’Intention d’Attribution 215](#_Toc177375182)

[Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs 219](#_Toc177375183)

[Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution 221](#_Toc177375184)

[Acte d’Engagement 222](#_Toc177375185)

[Annexe 1 – Paiements 224](#_Toc177375186)

[Annexe 2 – Révision des Prix 225](#_Toc177375187)

[Annexe 3 – Annexe des Normes de Performance 229](#_Toc177375188)

[Annexe 4 - Pénalités de Performance 232](#_Toc177375189)

[Garantie de Bonne Exécution - Option 1 : Garantie Bancaire 233](#_Toc177375190)

[Option 2 - Modèle de Caution de Bonne Exécution 235](#_Toc177375191)

[Modèle de Garantie Environnementale et Sociale (ES) 236](#_Toc177375192)

[Modèle de Garantie de Restitution d’Avance 238](#_Toc177375193)

[Modèle de Garantie émise en remplacement de la Retenue de Garantie 240](#_Toc177375194)

Modèle de Notification d’Intention d’Attribution

***[La Notification d’intention d’attribution doit être adressée à chacun des Proposants ayant remis une Proposition, sauf si le Proposant a précédemment reçu une notification d'exclusion du processus à un stade intermédiaire de la procédure de passation de marchés.***

***Le destinataire doit être le représentant autorisé du Proposant désigné dans le Formulaire d’Information sur le Proposant].***

À l’attention du Représentant autorisé du Proposant

Nom : *[insérer le nom du Représentant autorisé du Proposant]*

Adresse : *[insérer l’adresse du Représentant autorisé du Proposant]*

Téléphone/télécopie : *[insérer téléphone/télécopie du Représentant autorisé du Proposant]*

Adresse courriel : *[insérer adresse courriel du Représentant autorisé du Proposant]*

***[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Proposants. La Notification doit être envoyée à tous les Proposants simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].***

**DATE D’ENVOI :** La présente Notification est envoyée par : *[courriel/télécopie]* le *[date]* (heure locale).

**Notification d’Intention d’Attribution**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du projet]*

**Titre du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays]*

**N° Financement :** *[insérer le numéro du Financement]*

**DP No :** *[insérer le numéro de la DP]*

Par la présente Notification de l’intention d’attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d’attribuer le Marché ci-dessus. L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’Attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Proposition, et/ou
2. soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d’attribuer le marché.
3. **Proposant retenu**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom :** | *[insérer le nom du Proposant retenu]* |
| **Adresse :** | *[insérer l’adresse du Proposant retenu]* |
| **Montant du Marché :** | *[insérer le Montant du Marché du Proposant retenu]* |
| **Score combiné total** | *[insérer le score combiné total du Proposant retenu]* |

1. **Autres Proposants *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Proposants ayant remis une Proposition, le prix de chaque Proposition tel que lu en séance d’ouverture et les scores évalués techniques et financiers.]***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du Proposant** | **Score Technique** | **Prix de la Proposition** | **Prix évalué de la Proposition** | **Score Combiné** |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |

1. **Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Proposition n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| ***[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Proposant n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Proposition concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentiels par le Proposant dans sa Proposition.]*** |

1. **Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le *[insérer la date]* (heure local).**  Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Proposition. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’intention d’attribution.  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Proposant, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **À l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de 3 jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la période d’attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente et confirmerons la date à laquelle la période d’attente prorogée expirera.  Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.  Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Marché. |

1. **Comment formuler une réclamation**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Proposant, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  [à ce stade du processus de passation du marché] [dès réception de la présente notification] vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision d’attribution du marché. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’Attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’Attente.  Informations complémentaires :  Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer aux Directives pour les Acquisitions de Biens, Travaux et services connexes dans le cadre de Projets Financés par la BIsD (Les Directives) (Annexe B). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre recours.  En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :   1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Proposant ayant remis une Proposition dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’Intention d’Attribution. 2. La réclamation peut contester la décision d’attribution du marché exclusivement. 3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiquées ci-avant. 4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Directives (comme décrits à l’Annexe B). |

1. **Période d’Attente**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’Attente est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  La Période d’Attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention d’attribution.  La Période d’Attente pourra être prorogée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d’accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prorogation |

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom du Maître d’Ouvrage :

**Signature :**

**Nom :**

**Titre/position :**

**Téléphone :**

**Courriel :**

Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs

*INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE CASE APR7S AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*

*Le présent Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs doit être rempli par le Proposant retenu. En cas de groupement d'entreprises, le Proposant doit soumettre un formulaire distinct pour chaque membre. Les informations sur la propriété effective à fournir dans le présent formulaire doivent être à jour à la date de leur soumission.*

*Aux fins du présent formulaire, le bénéficiaire effectif d'un Proposant est toute personne physique qui, en dernier ressort, possède ou contrôle le Proposant en remplissant une ou plusieurs des conditions suivantes :*

*- détenir directement ou indirectement 25 % ou plus des actions*

*- détenir directement ou indirectement 25 % ou plus des droits de vote*

*- avoir directement ou indirectement le droit de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent du Proposant.*

*[insérer l’intitulé de l’appel à propositions]*

**DP No. :** *[insérer le numéro de la Demande de Propositions]*

A : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

En réponse à votre demande formulée dans la Lettre de Notification d’Attribution du Marché en date du *[insérer la date de la lettre de notification*] de fournir les renseignements additionnels sur les bénéficiaires effectifs : *[retenir l’option applicable et supprimer celles qui ne le sont pas]*

(i) nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identité du propriétaire bénéficiaire effectif | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant*  (Oui / Non) |
| *[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]* |  |  |  |

*OU*

(ii) nous déclarons qu’il n’y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant

*OU*

(iii) nous déclarons être dans l’incapacité d’identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant

**Nom du Proposant : \*** *[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer au nom du Proposant : \*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

**En tant que :** *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre au formulaire.

Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution

(Lettre d’Acceptation)

*[papier à en-tête du Maître d’Ouvrage]*

Date :

A : *[nom et adresse du Proposant retenu]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre Proposition en date du *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour l’exécution des Ouvrages et Services d’Exploitation de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour le Montant Accepté du Marché de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Proposants, est acceptée par nos services.

Le montant est composé des composants suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Le Montant accepté du Marché pour la Conception-Construction de : | .............................................  *(monnaie et montant en chiffres)* |
| Le Montant accepté du Marché pour les Services d’Exploitation\* de : | .............................................  *(monnaie et montant en chiffres)* |

*\*Insérer la valeur, y compris les montants pour le remplacement des actifs*

Il vous est demandé de fournir (i) la garantie de bonne exécution et la garantie environnementale et sociale ***[supprimer si la garantie environnementale et sociale n’est pas exigée pour le marché],*** dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution et la garantie environnementale et sociale ***[supprimer si la garantie environnementale et sociale n’est pas exigée pour le marché]*** et (ii) les renseignements additionnels sue les propriétaires effectifs en conformité avec les DPDP- IP 64.1 dans les huit (8) jours en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs de la Section X, Formulaires du Marché du DDP.

Signature Autorisée:

Nom et Titre du Signataire:

Nom de l’Agence d’Exécution:

Pièce jointe: Acte d’Engagement

Acte d’Engagement

Le présent MARCHE conclu le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_\_\_, entre le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommé «le Maître d’Ouvrage»), d'une part, et le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après «l’Entrepreneur»), de l'autre:

ATTENDU QUE le Maître d’Ouvrage souhaite que les Ouvrages définis sous le nom de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ soient conçus, exécutés et exploités par l’Entrepreneur, et a accepté une proposition de ce dernier pour la conception, la réalisation et l’exploitation de ces Ouvrages et la correction de toute malfaçon y afférente,

Le Maître d’Ouvrage et l'Entrepreneur conviennent de ce qui suit:

1. Dans le présent Marché, les termes et expressions ont la même signification que celle qui leur est respectivement attribuée dans les documents contractuels cités.
2. En sus de l’Acte d’engagement qui prévaut sur les autres documents du Marché, les pièces constitutives du Marché sont les suivantes :
3. la Lettre de Notification d’attribution (Lettre d'Acceptation)
4. la Lettre de Proposition
5. les additifs Nos \_\_\_\_\_\_\_\_ (le cas échéant)
6. les Clauses Particulières (CCAP)
7. les Clauses Générales (CCAG)
8. les Exigences du Maître d’Ouvrage
9. les Annexes remplies,
10. la Licence d’Exploitation, et
11. la Proposition de l’Entrepreneur et tout autre document faisant partie du Marché, y compris, sans toutefois s'y limiter:
12. le Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES).
13. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur, comme mentionné ci-après, l’Entrepreneur s’engage à concevoir, exécuter, achever, exploiter et entretenir les Ouvrages et à reprendre toutes les malfaçons y afférents en pleine conformité avec les dispositions du Marché et de la Licence d’Exploitation.
14. Le Maître d’Ouvrage s’engage par les présentes à payer à l’Entrepreneur en contrepartie de la conception, de l’exécution, de l’achèvement, de l’exploitation et de l’entretien des Ouvrages et de la reprise des malfaçons y afférentes, le Montant du Marché ou toute autre somme qui peut devenir payable en vertu des dispositions du Marché, aux moments et de la manière prescrits par le Marché et d’accorder à l’Entrepreneur (ou de faire en sorte que l’Entrepreneur se voie accorder) une licence libre de redevances pour lui permettre d’exploiter et entretenir les Ouvrages pendant la période de Service d’Exploitation.

EN FOI DE QUOI les deux parties ont fait exécuter le présent Marché conformément aux lois en vigueur le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ aux jour, mois et année précisés ci-dessus.

Signé par \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (pour le Maître d’Ouvrage)

Signé par \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (pour l’Entrepreneur)

**Annexes de l’Acte d’Engagement :**

Annexe 1 : Paiements

Annexe 2 : Révision des Prix

Annexe 3 : Normes de Performance

Annexe 4 : Pénalités de Performance

Annexe 1 – Paiements

1. **Procédures de paiement de la Conception-Construction**

*[Si le paiement de la conception-construction doit être effectué par versements en vertu de la Sous-Clause 14.4 des CG, le Maître d’Ouvrage doit inclure un tableau des versements. Si elle n’est pas déjà indiquée dans les Données du Marché, cette section devrait comprendre :*

* *Tableau des versements*
* *Monnaies de paiement,*
* *Taux de change,*
* *Paiement des impôts et des droits,*
* *Procédures de certification des montants dus*
* *Documentation à* *fournir*
* *]*

1. **Procédures de paiement des Services d’Exploitation (à l’exclusion du Remplacement d’Actifs)**

*[Le Maître d’Ouvrage doit fixer les modalités et procédures de paiement pendant la période des Services d’Exploitation. À moins d’être déjà indiquée dans les Données du Marché, cette section devrait comprendre :*

* *Fréquence du paiement (normalement mensuel en arriérés)*
* *Monnaies de paiement*
* *Traitement de la TVA et d’autres taxes et droits*
* *Formules et procédures de calcul et de validation des paiements variables*
* *Modalités de paiement des coûts de l’électricité (le cas échéant)*
* *Déductions et ajustements (p. ex. pour l’utilisation de générateur de secours)*
* *Documentation à* *fournir*
* *]*

1. **Procédures de paiement des actifs remplacés par le Fonds de Remplacement d’Actifs**

*[insérer des procédures de paiement si elles sont différentes du marché]*

Annexe 2 – Révision des Prix

**1.Exigences générales**

Dans la mesure où les Données du Marché permettent la révision des prix, les montants payables à l’Entrepreneur doivent être révisés en fonction des augmentations ou des baisses du coût de la main-d’œuvre, des biens et d’autres intrants pour les Ouvrages ou les Services d’Exploitation par l’ajout ou la déduction des montants déterminés par les formules prescrites dans la présente annexe. Dans la mesure où la pleine compensation pour toute augmentation ou baisse des coûts n’est pas couverte par les dispositions de cette clause ou d’autres clauses, le Montant accepté du Marché est réputé avoir inclus des montants pour couvrir la contingence d’autres augmentations et baisses de coûts.

L’ajustement à appliquer au montant autrement payable à l’Entrepreneur, tel qu’il est évalué conformément à l’Annexe appropriée et certifié dans les certificats de paiement, doit être déterminé à partir de formules pour chacune des monnaies dans lesquelles le Montant du Marché est payable. Aucun ajustement ne doit être appliqué aux travaux évalués sur la base du Coût ou des prix actuels.

**2.Révision des Prix de Conception-Construction**

Si les données du marché permettent la révision des prix des montants de conception-construction, les formules doivent être du type général suivant :

**Pn= a + b Ln / Lo + c En/ Eo + d Mn/Mo + ........**

*Où:*

« Pn » est le multiplicateur de révision à appliquer à la valeur estimée du marché dans la monnaie pertinente pour les travaux effectués au cours de la période « n », cette période étant d’un mois, sauf indication contraire dans l’Annexe à la Proposition ;

« a » est un coefficient fixe, indiqué dans le tableau pertinent des données de révision, représentant la partie non révisable des paiements contractuels ;

« b », « c », « d », ... sont des coefficients représentant la proportion estimée de chaque élément de coût lié à l’exécution des Ouvrages, comme indiqué dans le tableau pertinent des données de révision; ces éléments de coûts peuvent se rapporter aux ressources telles que la main-d’œuvre, le matériel et les matériaux ;

« Ln », « En », « Mn », ... sont les indices de coûts courants ou les prix de référence pour la période « n », exprimés dans la monnaie de paiement pertinente, chacun d’eux s’appliquant à l’élément de coût tabulé pertinent à la date 49 jours précédant le dernier jour de la période (à laquelle le certificat de paiement spécifique se rapporte) ; et

« Lo », « Eo », « Mo », ... sont les indices de coût de base ou les prix de référence, exprimés dans la monnaie de paiement pertinente, chacun d’eux est applicable à l’élément de coût tabulé pertinent à la Date de Référence.

Les indices de coûts ou les prix de référence indiqués dans le tableau des données de révision doivent être utilisés. Si leur source est mise en doute, elle sera déterminée par le Représentant du Maître d’Ouvrage. À cette fin, il est fait référence aux valeurs des indices aux dates indiquées (citées respectivement dans les quatrième et cinquième colonnes du tableau) aux fins de clarification de la source ; bien que ces dates (et donc ces valeurs) puissent ne pas correspondre aux indices de coût de base.

Dans les cas où la « monnaie d’indice » (indiquée dans le tableau) n’est pas la monnaie de paiement pertinente, chaque indice doit être converti en monnaie de paiement pertinente au taux de vente, établi par la banque centrale du pays, de cette monnaie pertinente à la date ci-dessus pour laquelle l’indice est tenu d’être applicable.

Jusqu’à ce que chaque indice de coûts actuels soit disponible, le Représentant du Maître d’Ouvrage déterminera une valeur provisoire de l’indice pour l’émission de certificats de paiement intérimaire. Lorsque la valeur courante de l’indice des coûts est disponible, l’ajustement doit être recalculé en conséquence.

Si l’Entrepreneur ne termine pas les Ouvrages dans le Délai d’Achèvement, la révision des prix par la suite doit être effectuée à l’aide de : (i) chaque indice ou prix applicable à la date 49 jours précédant l’expiration du Délai d’Achèvement des Ouvrages, ou (ii) de l’indice ou du prix actuel : selon ce qui est le plus favorable au Maître d’Ouvrage.

**3. Révision des montants des Services d’exploitation (à l’exclusion du remplacement d’actifs)**

*[Dans la plupart des cas, les rémunérations des Services d’Exploitation seront payés en Monnaie nationale et le type général de formule indiqué ci-dessous peut être adopté. La formule et les annexes connexes devront être ajustées si le Maître d’Ouvrage a l’intention d’autoriser le paiement en monnaies étrangères ou d’autoriser plus d’un indice par monnaie étrangère. Des dispositions distinctes d’indexation peuvent être nécessaires pour chaque composante des rémunérations des Services d’Exploitation.]*

Si les Données du Marché permettent la révision des prix des montants des Services d’Exploitation, les formules doivent être du type général suivant :

**Pn= b Ln/lo + c En/Eo + d Mn/Mo + ......**

**+ w**  **[Taux (Fc1)n** /**Taux(Fc1)o]**  **x**  **[**  **Ind(Fc1)**n /**Ind(Fc1)o]**

**+ y [Taux (Fc2)n** / **Taux (Fc2)**o**]**  **x**  **[**  **Ind(Fc2)n** / **Ind(Fc2)o]**

**+ z ......**

*Où:*

« Pn » est le multiplicateur de révision à appliquer au montant de la Monnaie nationale au cours de la période « n », cette période étant d’un mois, sauf indication contraire dans l’Annexe à la Proposition ;

« b », « c », « d », ... sont des coefficients représentant la proportion estimée de chaque élément de coût lié à la **Monnaie nationale dans** le tableau pertinent des données de révision; ces éléments de coûts peuvent se rapporter à des ressources telles que la main-d’œuvre, le matériel et les matériaux;

« Ln », « En », « Mn », ... sont les indices de coûts courants en Monnaie nationale ou les prix de référence de la période « n », chacun d’eux s’appliquant à l’élément de coût tabulé pertinent à la date 49 jours précédant le dernier jour de la période à laquelle le certificat de paiement spécifique se rapporte ;

« Lo », « Eo », « Mo », ... sont les indices de base des coûts de la Monnaie nationale ou les prix de référence, qui s’appliquent chacun à l’élément de coût tabulé pertinent à la Date de Référence.

« w », « y », « z »... sont des coefficients représentant la proportion estimée de chaque élément de coût lié aux monnaies étrangères, tel qu’indiqué dans le tableau pertinent des données de révision; ces éléments de coûts peuvent se référer à des ressources telles que la main-d’œuvre, le matériel et les matériaux;

«Taux(Fc1)n« , "Taux  (Fc2)n "sont les taux de change qui sont applicables à l’élément de coût tabulé pertinent à la date 49 jours avant le dernier jour de la période à laquelle le certificat de paiement spécifique se rapporte;

«Taux  (Fc1)o« , "Taux  (Fc2)o" ..... sont les taux de change à la Date de Référence.;

« Ind(Fc1)n » « Ind(Fc2)n » .... sont les indices de coûts courants en monnaies étrangères pour la période « n » à la date 49 jours précédant le dernier jour de la période à laquelle le certificat de paiement spécifique se rapporte;

« Ind(Fc1)o » « Ind(Fc2)o »... sont les indices des coûts en monnaies étrangères à la Date de Référence..

Les taux de change dans les formules ci-dessus sont le taux de vente, établi par la banque centrale du pays de la monnaie concernée, à la date à laquelle l’indice est applicable.

**4.Ajustement des montants de Remplacement d’Actifs**

*[Dans la plupart des cas, les montants de remplacement des actifs seront payés en Monnaie nationale. La formule devra être ajustée si le Maître d’Ouvrage a l’intention d’autoriser le paiement en monnaies étrangères ou d’autoriser plus d’un indice par monnaie étrangère.]*

Si les Données du Marché permettent la révision des prix des montants de remplacement d’actifs, les formules doivent être du type général suivant :

**Pn= q [Ind(LC)n/ Ind(LC)o] + r [Taux(Fc1)**n /**Taux(Fc1)o]**  **x**  **[Ind(Fc1)n/Ind(Fc1)o]**  **+**

**+ s [ etc ......**

*Où:*

« Pn » est le multiplicateur de révision à appliquer au total (en Monnaie nationale) indiqué dans la colonne [d] de l’Annexe de Remplacement des Actifs.

« q », « r », « s », ... sont des coefficients représentant la proportion estimée de chaque élément de coût lié aux différentes monnaies de paiement indiquées dans le l’Annexe s d Remplacement des Actifs; ces éléments de coûts peuvent refléter des ressources telles que la main-d’œuvre, le matériel et les matériaux;

Ind(LC)n est l’indice des coûts en Monnaie nationale pour la période « n » à la date 49 jours précédant le dernier jour de la période à laquelle le certificat de paiement spécifique se rapporte;

Ind(LC)o est l’indice des coûts en Monnaie nationale à la Date de Référence;

Taux (Fc1)n  ,  Taux(Fc1)o, Ind(Fc1)n etInd(Fc1)o....etc. ont les significations attribuées ci-dessus dans la sous-section 3 de cette Annexe de données de révision [révision des montants des Services d’Exploitation].

Annexe 3 – Annexe des Normes de Performance

***Exemples :***

**1. Norme(s) de capacité**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Article** | **Unité** | **Capacité minimale** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Exclusions permises (le cas échéant):

1. *[liste]*

**2. Normes de fiabilité (interruptions/temps d’arrêt imprévus)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Article** | **Unité** | **Valeur** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Exclusions permises (le cas échéant) :

1. *[liste – p. ex. interruptions causées par des tiers]*

**3.** **Normes de qualité de l’eau**  **/ rejet d’effluents** (supprimer le cas échéant)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Paramètre** | **Unité** | **Concentration ou limite maximale** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Exclusions permises (le cas échéant):

1. *[liste – p. ex. taux d’échec [x%] autorisé par mois]*

**4. Normes sur les boues**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Paramètre** | **Unit** | **Valeur / Limite** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Exclusions permises (le cas échéant) :

1. *[liste- p. ex. jusqu’à [] pour cent d’échec permis par mois]*

**5. Normes relatives à l’odeur et au bruit**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Article** | **Unité** | **Limite** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Exclusions permises (le cas échéant) :

1. *[liste]*

**6. Normes de surveillance et de test**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Paramètre** | **Type de test** | **Fréquence des tests** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Exclusions permises (le cas échéant) :

1. *[liste]*

**7.** **Normes d’efficacité**  énergétique (requises pour les CCE à court et moyen terme)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Élément d’efficacité** | **Unité** | **Valeur limite (consommation moyenne maximale autorisée d’énergie pendant la période d’évaluation)** | **Période d’évaluation de l’efficacité** |
|  | *[envisager de fournir des normes d’efficacité multiples pour diverses conditions – p. ex. débit élevé/faible, turbidité élevée/faible, etc.]* | *[p. ex. KWh par m3 produit]* |  | *[indiquer si :*   * *années des services d’exploitation,* * *années civiles, ou* * *mois calendrier* |

*(requis pour les CCE à court terme)*

Exclusions permises (le cas échéant):

1. *[liste]*

**8.** **Normes d’efficacité chimique** (requises pour les CCE à court et moyen terme)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Non** | **Élément d’efficacité** | **Unité** | **Valeur limite (utilisation moyenne maximale autorisée de produits chimiques pendant la période d’évaluation)** | **Période d’évaluation de l’efficacité** |
|  | *[Spécifiez les produits chimiques et envisagez de fournir des normes d’efficacité multiples pour diverses conditions – p. ex. débit élevé/faible, turbidité élevée/faible, etc.]* | *[p. ex. kg par m3 produit]* |  | *[indiquer si :*   * *années des services d’exploitation,* * *années civiles, ou* * *Mois calendrier]* |

*(requis pour les CCE à court terme)*

Exclusions permises (le cas échéant):

1. *[liste]*

Annexe 4 - Pénalités de Performance

L’Entrepreneur doit verser au Maître d’Ouvrage des Pénalités de Performance conformément aux Sous-Clauses 10.6 et 10.7 des CG dans les montants spécifiés ci-dessous.

**Pénalités de performance pour retard et interruptions**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Ref:** | **Article** | **Unité**  *[p. ex. montant par jour, par incident, etc.]* | **Insérez le montant**  ***[****soit en montant en monnaies, soit en pourcentage du Montant accepté du Marché de Conception-Construction****]*** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Pénalités pour non-respect des Normes de Performance**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ref:** | **Article** | **Unité**  *[p. ex. montant par jour, par incident, par mètre cube, etc.]* | **Insérez le montant**  ***[****soit en tant que montant en monnaies, soit en pourcentage du Montant accepté du Marché de Conception-Construction****]*** | **Exclusions**  **(le cas**  **échéant)** |
|  |  |  |  | *[p. ex. premier échec au cour du mois civil]* |
|  |  |  |  |  |

Les Pénalités de performance énumérées ci-dessus sont payables dans les monnaies indiquées dans les Données du Marché, ou, si aucune monnaie n’est répertoriée, alors les Pénalités sont payables dans les monnaies et dans les proportions du Montant accepté du Marché.

Les Pénalités de performance ci-dessus s’ajoutent aux indemnités qui peuvent être imposées à l’Entrepreneur par les tribunaux en ce qui concerne la pollution de l’environnement et/ou la violation des conditions des permis, licences ou consentements applicables.

Garantie de Bonne Exécution - Option 1 : Garantie Bancaire

*[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]*

**Bénéficiair**e:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage]

**Date**: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer la date de publication]

**Garantie de bonne exécution n *°:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*** *[insérer le numéro de référence de la garantie]*

**Garant:** [insérer le nom et l'adresse du lieu de délivrance, sauf indication contraire dans l'en-tête]

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l’Entrepreneur, qui dans le cas d’un Groupement sera le nom du Groupement]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour l’exécution de *[insérer le nom du marché et une brève description des Ouvrages]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des Clauses du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition et irrévocablement**, à payer à **première demande** au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à *[insérer la somme en chiffres]* (\_\_\_\_\_\_) *[insérer la somme en lettres]*[[15]](#footnote-16). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le …. *[insérer la date]* jour de …. *[insérer le mois]*2…. *[insérer l’année]*, [[16]](#footnote-17) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l’adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

*[signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.***

Option 2 - Modèle de Caution de Bonne Exécution

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Caution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous soussignés \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’organisme de caution*]

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [indiquer le *nom et l’adresse complète de l’Entrepreneur titulaire du marché*] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujetti en qualité de titulaire du Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ conclu avec \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des Ouvrages*] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*[insérer la date du Marché]*.

Ladite caution s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_[[17]](#footnote-18).

Nous nous engageons à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d’expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu’à concurrence de la somme garantie ci-dessus le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception provisoire et demeurera valable jusqu’au trentième jour suivant la date de délivrance du procès-verbal de réception définitive.

SIGNATURE et authentification du signataire\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et adresse de l’organisme de caution\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

Modèle de Garantie Environnementale et Sociale (ES)

**Garantie sur demande ES**

*[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]*

**Bénéficiaire:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer la date de publication]

**N ° DE GARANTIE DES PERFORMANCES ES**:\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérez le numéro de référence de la garantie]

**Garant:** *[Insérer le nom et adresse de l’émission de la garantie, sauf si indiqué sur le papier à entête]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer No]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date]* pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[description des Ouvrages et Services d’Exploitation]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité est exigée en vertu des Clauses du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition et irrévocablement**, à payer à **première demande** au Bénéficiaire au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* ( ) *[insérer la somme en lettres]*[[18]](#footnote-19). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations environnementales et sociales (ES) au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* 2*[insérer l’année]*, [[19]](#footnote-20) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l’adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.***

Modèle de Garantie de Restitution d’Avance

**Garantie à demande**

*[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]*

Bénéficiaire: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage]

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer la date de publication]

GARANTIE DE PAIEMENT ANTICIPE N °: [Insérer le numéro de référence de la garantie]

Garant: [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l’Entrepreneur, qui dans le cas d’un Groupement d’Entreprises sera le nom du Groupement]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour l’exécution de *[insérer le nom du marché et une brève description des Ouvrages]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des Clauses du Marché, une avance d’un montant de *[insérer la somme en chiffres]* ( ) *[insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition et irrévocablement**, à payer à **première demande** au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à   
( ) *[insérer la somme en chiffres]* *[insérer la somme en lettres]*[[20]](#footnote-21). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro *[insérer le numéro]* à *[nom et adresse de la banque]*.

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant Accepté du Marché pour la Conception-Construction (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : *[insérer le jour]* jour de *[insérer le mois]*, 2… *[insérer l’année]*[[21]](#footnote-22)*.* En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

*[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du Proposant dans tout pays éligibles seront admissibles]*

Modèle de Garantie émise en remplacement de la Retenue de Garantie

**Garantie à demande**

[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]

**Bénéficiaire**:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage]

**Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** [insérer la date de publication]

**RETENUE DE GARANTIE N** °: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[Insérer le numéro de référence de la garantie]

**Garant:** *[insérer le nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT]*

**Garantie émise en remplacement de la retenue de garantie No. :**   
*[insérer le numéro de référence de la garantie]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur, en cas de groupement, nom du groupement]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu avec le Bénéficiaire le Marché No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence du marché]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du marché et description des travaux]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu des Clauses du Marché, le Bénéficiaire prélève une retenue de garantie dans la limite du pourcentage établi au Marché («Retenue de garantie ») et que lorsque la réception provisoire a été prononcée et la première moitié de la Retenue de garantie libérée, la seconde moitié de la Retenue de garantie sera remplacée par une garantie bancaire d’un même montant.

A la demande du Donneur d’ordre, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement **sans condition et irrévocablement**, à payer à **première demande** au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*[[22]](#footnote-23). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre a failli à ses obligations au titre du Marché sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée d’une attestation de la banque du Bénéficiaire déclarant que la seconde moitié de la Retenue de garantie mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’ordre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de la banque du Donneur d’ordre]*.

La présente garantie expire au plus tard à la date suivante : \_\_\_\_\_\_\_.[[23]](#footnote-24) Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

*[Les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du Proposant dans tout pays éligibles seront admissibles]*

**Annexe :** **Questionnaire du Groupe de la BIsD en LBC/KYC**

**Questionnaire du Groupe de la BIsD[[24]](#footnote-25) dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et pour la connaissance de l’identité du client (LBC/KYC) (Institutions non financières)**

Les questions ci-après sont destinées à aider les membres du Groupe de la Banque islamique de développement (ci-après dénommé "groupe de la BIsD") dans leur vérification préalable à l'égard du client. Elles visent à recueillir des informations et à fournir des justificatifs sur les politiques et procédures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme mises en œuvre par leurs clients, les intermédiaires professionnels, les banques correspondantes, les consultants et les organisations non gouvernementales.

# Informations générales

* 1. **Informations générales sur l'entité**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l'institution |  |
| Pays de constitution ou d'immatriculation |  |
| Numéro d’immatriculation / d'agrément |  |
| Forme juridique  (Société anonyme, société par actions, société en commandite, à responsabilité limitée ou illimitée, etc.) |  |
| Adresse du siège |  |
| Site web |  |
| Principales activités |  |
| Téléphone |  |
| Fax |  |
| Nom |  |
| Courriel |  |

* 1. **Structure de propriété**
     1. Quel est le capital autorisé et le capital-actions émis de votre institution ?

Capital autorisé : Capital-actions émis :

* + 1. Nom des personnes ou de toute entité juridique qui détiennent ou contrôlent plus de 10 % des actions de votre institution.
    2. Les actions de l’institution sont-elles classées en plusieurs ? Oui Non N/A

Si oui, indiquez les catégories d'actions (ordinaires, privilégiées, au porteur ou nominatives) :

* + 1. Votre institution est-elle cotée en bourse ? Oui Non N/A

Si votre réponse est « oui », veuillez citer la bourse et indiquer le symbole.

* + 1. Votre entité a-t-elle des succursales ou des filiales ? Si oui, ce questionnaire s'applique-t-il également à elles ?
    2. Y a-t-il eu des changements significatifs de participation (plus de 25%) au cours des cinq dernières années ? Dans l'affirmative, veuillez fournir plus d’informations.

# Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC / FT)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **I. Politiques, pratiques et procédures générales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux** | Oui | | Non | N/A |
| 1. Existe-t-il des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans le pays où votre société ou institution a été constituée ?  Dans l'affirmative, veuillez citer les législations applicables : |  | |  |  |
| 2. Votre institution a-t-elle élaboré des politiques et des procédures pour prévenir, détecter et signaler les transactions suspectes/les activités de financement du terrorisme ? |  | |  |  |
| 3. Votre politique de LBC/FT est-elle conforme aux lois locales et aux normes fixées par le GAFI ? |  | |  |  |
| 4.Ces législations interdisent-elles à votre institution d’être en relation d’affaires avec des sociétés fictives ou d’agir en leur nom ? |  | |  |  |
| 5.Votre politique de LBC/FT est-elle approuvée par le conseil d'administration de votre institution ou par un comité supérieur ? |  | |  |  |
| 6. Votre politique vous impose-t-elle d'identifier la provenance des fonds ou des revenus de vos clients ? |  | |  |  |
| 7. Votre institution se renseigne-t-elle sur les activités commerciales de ses clients et évalue-t-elle leurs politiques ou pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ? |  | |  |  |
| 8. Votre institution est-elle soumise à la surveillance d'une autorité de supervision ou de régulation ? Si oui, veuillez indiquer le nom de l'autorité de supervision/régulation. |  | |  |  |
| 9. Veuillez indiquer le nom de l'autorité à laquelle vous devez vous addresser en cas de soupçon de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme : |  | |  |  |
| 10. En sus des inspections effectuées par les autorités de supervision/régulation étatiques, votre institution dispose-t-elle d'une fonction d'audit interne ou contracte-t-elle un tiers indépendant qui évalue régulièrement les politiques et pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux ? |  | |  |  |
| 11. Votre entité dispose-t-elle d'une politique de lutte contre la corruption ? (Si oui, veuillez en fournir une copie) |  | |  |  |
| 12. Votre institution dispose-t-elle de politiques applicables aux relations avec les personnes politiquement exposées (PPE), leurs familles et leurs proches ? |  | |  |  |
|  | |  |  |  |
| 13. Votre institution dispose-t-elle de procédures appropriées de conservation des dossiers conformément aux lois applicables ?  Si oui, veuillez indiquer la durée de conservation des dossiers. | |  |  |  |
| **II. *Évaluation des risques*** | | Oui | Non | N/A |
| 14. Votre institution procède-t-elle à une évaluation des risques liés à la clientèle et à ses transactions ? | |  |  |  |
| 15. Votre institution détermine-t-elle le niveau approprié de vérification préalable approfondie nécessaire pour les catégories de clients et les transactions dont votre institution a des raisons de croire qu'elles présentent un risque ? accru d'activités illicites ? | |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **III. *Connaissance de l’identité des clients, Vérification préalable et Vérification préalable approfondie*** | Oui | Non | N/A |
| 16. Votre institution exige-t-elle la vérification de l’identité de tous les clients et contreparties (personnes physiques ou morales) à l’entame de la relation ? (nom, nationalité, adresse, numéro de téléphone, profession, âge/date de naissance, numéro et type de pièce d'identité officielle valable, ainsi que le nom du pays/état qui l'a délivrée) ? |  |  |  |
| 17. Votre institution dispose-t-elle de procédures pour établir un dossier pour chaque nouveau client contenant ses documents d'identification et les informations relatives à la connaissance du client ? |  |  |  |
| 18. Votre programme d'identification des clients exige-t-il qu'une vérification préalable approfondie soit exercée à l'égard de certains clients susceptibles de présenter un niveau élevé de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme pour votre institution, a l’instar des clients des banques privées internationales et des banques correspondantes, ou des clients originaires de pays à haut risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 19. Votre institution dispose-t-elle d'un processus pour examiner périodiquement et, le cas échéant, mettre à jour les informations relatives aux clients à haut risque ? |  |  |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***IV. Transactions à signaler, prévention et détection des transactions menées avec des fonds illicites*** | Oui | Non | N/A |
| 20. Votre institution dispose-t-elle de politiques ou de pratiques pour l'identification et la déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités ? |  |  |  |
| **V. Suivi des transactions** |  |  |  |
| 21. Votre institution dispose-t-elle d'un programme de suivi des activités inhabituelles et potentiellement suspectes qui pourraient l’exposer à des risques de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ? |  |  |  |
| 22. Votre institution filtre-t-elle les paiements en fonction des listes de sanctions pertinentes des Nations unies ? |  |  |  |
| **VI. *Formation à la lutte contre le blanchiment de capitaux*** | Oui | Non | N/A |
| 1. Votre institution dispense-t-elle une formation sur les sanctions et embargos relatifs à la LBC/FT aux employés concernés, notamment    * Identification et déclaration des transactions qui doivent être signalées aux autorités gouvernementales. |  |  |  |
| * Exemples des différentes formes de blanchiment de capitaux impliquant les produits et services de l'institution. * Politiques internationales, nationales et internes de lutte contre le blanchiment de capitaux.   Si oui, à quelle fréquence ? |  |  |  |
| 24 Votre institution conserve-t-elle des dossiers de ses séances de formation, notamment les registres de présence et les documents utilisés ? |  |  |  |
| 25. Votre institution dispose-t-elle de politiques pour communiquer au personnel concerné les nouvelles lois relatives aux sanctions et embargos en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ou les changements apportés aux politiques ou pratiques en vigueur en la matière ? |  |  |  |
| 26. Votre institution sous-traite-t-elle certaines de ses fonctions relatives aux sanctions et embargos pour la LBC/FT ?  Si oui, veuillez répondre à la question ci-dessous. |  |  |  |
| **VI. Informations et documents complémentaires** | | | |
| Veuillez joindre les documents suivants au présent formulaire :   * Certificat d'immatriculation/d'agrément ; * Règlement / Statuts. * Politiques / Directives LBC/FT/KYC ; * Liste des actionnaires / propriétaires et leur pourcentage de participation respectif * Liste des membres du conseil d'administration (ou des administrateurs), indiquer leur nationalité et les actionnaires qu'ils représentent * Liste des membres de l'équipe de direction et indiquer leurs fonctions respectives et le nombre d'années de service. * Rapport annuel et état financier. | | | |

Je, soussigné, certifie par la présente que les informations ci-dessus sont véridiques et exactes et que je suis autorisé à remplir le présent document.

Nom : Signature

Fonction

Date : Cachet officiel

(P.S. Veuillez-vous assurer que le présent formulaire est dûment rempli, signé et estampillé afin qu’il puisse être exploité).

1. Remplacer par « des Marchés » dans le cas où des Propositions sont sollicitées simultanément pour des marchés multiples. Ajouter un nouveau paragraphe 3 et renuméroter les paragraphes 3 à 8 comme suit : « 3 Un Proposant peut présenter une Proposition pour un ou plusieurs marchés, comme précisé dans le Document d’Appel d’Offres. [↑](#footnote-ref-2)
2. Insérer, si applicable : « ce contrat sera financé conjointement par (insérer le nom du co-financier). La passation du Marché sera conforme aux Directives de la BIsD. » [↑](#footnote-ref-3)
3. Fournir une brève description de la nature des Ouvrages et Services d’Exploitation, y compris leur envergure, site du Projet, délai de d’exécution, et autre information de nature à permettre aux Proposants de décider de leur participation ou non à la Demande de Propositions. [↑](#footnote-ref-4)
4. Si un système d’achat électronique est utilisé, insérer le lien ou l’adresse du site internet et toute information additionnelle comme appropriée. [↑](#footnote-ref-5)
5. Le bureau où les documents peuvent être consultés et obtenus, et celui où les offres doivent être soumises ne sont pas nécessairement les mêmes. [↑](#footnote-ref-6)
6. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître d’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier de Demande de Propositions. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-7)
7. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-8)
8. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la BIsD, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-9)
9. Si le dossier de DP prévoit des lots ou des groupes de lots qui peuvent être acquis séparément, les montants de la garantie de la proposition doivent être définis par lot ou groupe de lots. Le montant de la garantie ne doit pas être fixé à un niveau si élevé qu'il décourage les Proposants. Si aucune garantie de proposition n'est requise, ce paragraphe doit le préciser. [↑](#footnote-ref-10)
10. Une Société de Projet est une entité juridique distincte créée par une organisation. La Société de Projet est une société distincte avec ses propres [actifs](https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/accounting/types-of-assets/) et [passifs,](https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/finance/liability/) ainsi que son propre statut juridique. Habituellement, elles sont créées pour un objectif spécifique, souvent pour isoler le risque financier. Comme il s’agit d’une entité juridique distincte, si la société mère [fait](https://corporatefinanceinstitute.com/resources/knowledge/other/what-is-bankruptcy/) faillite, la Société de Projet peut poursuivre ses activités.

    . [↑](#footnote-ref-11)
11. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-12)
12. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement et de l’application des procédures de sanctions pour fraude et corruption relatives à la passation des marchés de la BIsD; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-13)
13. Dans ce contexte, toute action entreprise par une Firme, un Consultant et leurs agents, sous-traitants, prestataires de services, et/ou leurs personnels en vue d’influencer la procédure d’attribution ou l’exécution du marché en vue d’un avantage indu quelconque est inappropriée. [↑](#footnote-ref-14)
14. Une Firme ou un individu peut être exclu de l'attribution de marchés financés par la BIsD à la suite : i) de l’achèvement des procédures de sanctions de la BIsD, y compris entre autres, de l’exclusion croisée convenue avec les autres Institutions Financières Internationales dont les Banques Multilatérales de Développement ; et ii) d’une suspension temporaire ou d’une suspension temporaire rapide liée à des procédures de sanctions en cours. [↑](#footnote-ref-15)
15. Le Garant doit insérer le montant du Marché accepté du Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-16)
16. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de l’achèvement du Marché spécifiée selon la Sous-Clause 8.6 des GC. Le Maître d’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an].* Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-17)
17. *L’organisme de caution doit insérer un montant représentant le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage.* [↑](#footnote-ref-18)
18. Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-19)
19. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de l’émission du certificat d’achèvement de la conception-construction somme indiqué à la Sous-Clause 9.12 des CG. Le Maître d’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cet*te garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an].* Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-20)
20. Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-21)
21. Insérer la date prévue pour l’Achèvement de la Conception-Construction. Le Bénéficiaire (Maître d’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée de la Conception-Construction, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante : « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an].* Une telle extension ne sera accordée qu’une fois.*»* [↑](#footnote-ref-22)
22. Le Garant doit insérer un montant représentant la moitié de la Retenue de garantie ou si le montant de la Garantie de bonne exécution au moment de la Réception provisoire est inférieur à la moitié de la Retenue de garantie, la différence entre la moitié de la Retenue de garantie et le montant de la Garantie de bonne exécution soit dans la (ou les) devise(s) de la seconde moitié de la Retenue de garantie telles que mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par le Bénéficiaire. [↑](#footnote-ref-23)
23. Insérer la date de 28 (vingt-huit) jours après la durée de Retenue de Garantie mentionnée à la Sous-Clause 1.1.66 du CCAG. Le Donneur d’ordre (Maître d’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Donneur d’ordre Maître d’Ouvrage peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe, de la disposition suivante : « Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an]*. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-24)
24. La Banque islamique de développement (BIsD), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) sont des institutions financières internationales supranationales, intergouvernementales et autonomes, établies en vertu de leurs statuts respectifs et ayant leur siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite (ensemble, ces institutions constituent et sont désignées par le terme « Groupe de la BIsD »). [↑](#footnote-ref-25)